

UN GRAIN DE MAÏS

**CONVERSATION
DE FIDEL CASTRO
AVEC TOMÁS BORGE**

Traduction de l'espagnol (cubain)

et notes

de

JACQUES-FRANÇOIS BONALDI

Présentation

I

Je suis allé à Fidel dans une intention critique, avec un sens historique et une foi renouvelée dans les valeurs qui sont devenues, pour certains déçus de dernière heure, désuètes et inconfortables.

J'ai choisi la modalité de l'interview, parce que je me devais absolument de poser au leader cubain non seulement mes propres interrogations, mais encore celles qu'ont soulevées devant moi d'autres dirigeants politiques ou que j'ai écoutées des lèvres des gens qui vivent dans des rues étroites.

La plus importante de ces questions – car on la voit se poser dans tous les forums, depuis les cercles universitaires jusqu'aux déjeuners d'affaire – est bien la suivante : l'effondrement de l'URSS et du camp socialiste veut-il dire disparition du socialisme ?

Au beau milieu de ce fracas idéologique, qui a provoqué chez les uns une euphorie excessive et chez d'autres des pleurnicheries insupportables, Cuba - harcelée par les changements intervenus dans la géopolitique mondiale, victime d'une campagne de désinformation sans précédent, en butte à un blocus qu'aucun pays n'a jamais connu avec une telle force - fait l'objet d'augures fatals.

Même les amis de la Révolution cubaine, qui sont plus nombreux qu'on ne le croit, expriment des doutes sur les résultats du jugement dernier, même si nombreux sont parmi eux ceux qui, comme moi, sont absolument convaincus qu'elle sortira victorieuse dans ce combat hors du commun.

Les Cubains affirment qu'ils continuent de frayer les grandes voies, de polir des volontés, d'arracher de mauvaises herbes, de rectifier sans vantardise les imperfections.

Fidel et ses compagnons - j'ai pu le constater lors de mes récentes visites dans l'île - ont une confiance contagieuse dans le fait que cette période épuisante est transitoire, telle une nuée insolente et sombre qui cache pour un moment la lumière du soleil.

II

D'aucuns soutiennent que les événements, déchirants en plusieurs sens, survenus en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est, n'ont pas été une défaite du socialisme, que le socialisme réel n'est rien d'autre qu'un épisode analogue, dans une certaine mesure, à la Commune de Paris quand les ouvriers tentèrent de prendre le ciel d'assaut.

De même que c'est à cette expérience historique-là que s'abreuvèrent les classiques du marxisme pour déduire leur axiome de l'alliance entre ouvriers et paysans, de même nous faut-il étudier les causes de ce désastre-ci pour que les conclusions que nous en tirerons alimentent un projet social encore plus identifié avec les rêves de l'homme.

Le socialisme réel a été loin, malgré ses grands acquis en santé, éducation, logement et emploi, d'avoir engendré la société vêtue de peaux de panthère et de plumes de chardonneret dont nous rêvions. Autrement dit, la société aux sourires radieux et à la création libre; la société à la dialectique prodigieuse entre la science et la production, car c'est bien cela que nous attendons en dernier ressort du socialisme sans épithète.

Une fois renversés les monolithes du dogmatisme, de la bureaucratie, de l'autoritarisme et de la coupure d'avec la masse et la réalité, le genre humain a gagné le droit de chercher les clefs, égarées dans quelque recoin de la stratégie politique, du paradis terrestre.

Le socialisme est en ultime instance la création de l'homme nouveau, du citoyen du XXI^e siècle : un homme qui aura horreur des liens communs et de l'arrogance, qui comprendra la liberté comme quelque chose d'inhérent à la révolution, qui sera l'ennemi des schémas et l'amoureux de l'hérésie, critique et rêveur.

J'ai dit un jour qu'il fallait croire à des saints qui urinent et à la mortalité des dogmes, et serrer dans le poing l'utopie d'un genre humain fraternel et intelligent. Si ce n'était pas possible, la vie n'aurait guère de sens... Les utopies sont réalisables.

III

Ce n'était pas la première fois que je visitais l'endroit où Fidel Castro passe une bonne partie de son temps. J'y avais déjà été avec plusieurs membres de la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), avant la victoire de la Révolution nicaraguayenne, et nous y avons eu une conversation d'une douzaine d'heures durant laquelle nous avons descendu un baril de café et aspiré une tonne de nicotine.

Par la suite, nous avons bien des fois conversé jusqu'au petit matin. Une fois, il m'a parlé de sa confiance illimitée dans les êtres humains, et nous nous sommes attristés à l'évocation des faiblesses, des rancœurs, des envies et des ambitions qui entourent fréquemment les dirigeants politiques.

Comme j'observe mal les nuances, j'ai demandé à ma compagne, Marcela Pérez Silva, qui trimbalait – en même temps que Margarita Suzán, mon assistante – un tas impressionnant de pellicules photos et de bandes magnétiques, de décrire l'environnement et le moment où a commencé la cérémonie si attendue :

La Havane défile, dans sa beauté, au bas de la fenêtre de Fidel. On aperçoit ses rues plantées d'arbres par-dessus l'épaule de Martí qui, imposant et lumineux, veille sur la place et la Révolution¹.

¹ Référence à l'imposante statue de José Martí, le Héros national, située au pied de l'obélisque qui domine la place de la Révolution, haut lieu des meetings révolutionnaires, et qu'on aperçoit en effet depuis les bâtiments du Conseil d'État et du Comité central situés un peu en retrait, sur une petite hauteur.

Au dehors de la fenêtre, on voit toute la ville; au dedans, tout Cuba. Dimanche, deux heures du matin.

Nous sommes arrivés dans le bureau de Fidel après avoir traversé des salles nées de la forêt : des filigranes de fougères et des éventails de palmiers que des mains jardinières, expertes et amoureuses, sont parvenues miraculeusement à acclimater au milieu intérieur. (On dit que c'est Celia Sánchez², avec sa ténacité d'araignée brodeuse, qui a tissé de vert chaque recoin. On dit aussi qu'elle est encore là, qu'elle est restée dans l'une ou l'autre de ses nombreuses orchidées, fleurissant doucement.)

Le bureau de Fidel est vaste, mais accueillant. Au mur de briques, regardant de côté par-dessous son chapeau aux grands bords, complice et chaleureux, sourit Camilo³, entouré de fleurs fraîchement coupées et de fauteuils moelleux, propices aux rencontres. Dans une encoignure, un bureau et une bibliothèque de bois où cohabitent, dans une anarchie absolue, les objets les plus invraisemblables : des manuels de biogénétique et des conques nacrées qui conservent encore intact le chant de la mer; des livres d'histoire ancienne, des traités d'irrigation, un récipient de maté à embouchure d'argent dont je me plais à imaginer qu'il a appartenu au Che Guevara, une bible, une biographie de Fidel en anglais, une sculpture précolombienne, une collection belle mais usée de classiques de la littérature universelle, une petite boîte magique qui informe de la naissance de chaque enfant à Cuba et sur la planète, et tout près, une lettre autographe de Bolivar. Plus loin, la table de travail, longue et lourde, abondante en chaises. Son bois fort, lustré par tant et tant de petits matins ardents de débats et de décisions, attend, impassible et impeccable. En contrebas, la ville est un tapis de petites étoiles.

Fidel est debout, il a des étoiles et des lauriers sur les épaules où viennent se poser les colombes⁴.

Les commandants s'assoient face à face devant la fenêtre. Ils ressemblent à des prêtres sur le point d'officier. L'air se convertit en cristal. Les paroles liminaires de Tomás inaugurent un autre temps où tous les temps se mêlent. Il interroge, provoque, propose. Déclenche des souvenirs et des marées et des tempêtes. Fidel répond d'une voix de tonnerre, et ses paroles convoquent ce qu'il nomme, le faisant apparaître devant nous. Les bâtisseurs d'utopies victorieux arrivent de tous les confins : ils portent à la main des flambeaux allumés et des enfants. Un cheval blanc traverse le salon, crinière au vent. Entre temps, Fidel se déplace majestueux

² Sur Celia Sánchez, cf. l'évocation qu'en fait Fidel Castro dans cette même interview, chapitre 12.

³ Camilo Cienfuegos (1932-1959), un des premiers commandants de la Sierra Maestra, chargé par Fidel d'étendre la guérilla jusque dans les provinces centrales, aux côtés du Che, puis d'entrer à La Havane. Disparaît au cours d'un vol Camagüey-La Havane. Pour plus ample information, consulter William Gálvez, *Camilo, Señor de la Vanguardia*, La Havane, 1979, Editorial de Ciencias Sociales, col. «Nuestra Historia», 578 pp.

⁴ Allusion à une fameuse anedocte : le 8 janvier 1959, alors que Fidel Castro prononçait un discours qui marquait son entrée à La Havane, des colombes vinrent effectivement se poser sur ses épaules, un phénomène qui se répètera plus avant dans l'histoire de la Révolution, lors du trentième anniversaire.

dans l'espace, avec son corps de montagne, remémorant les batailles gagnées et celles qu'il reste à livrer.

Le temps des confidences a duré les deux journées qui suivirent ce petit matin. Quand l'entretien toucha à sa fin, le troisième soleil se couchait à l'horizon. Avant d'éteindre mon magnétophone, je me tournai vers la fenêtre. La lumière était ténue, mais je pus le distinguer parfaitement : Martí s'éloignait lent et satisfait. Il était venu observer Cuba par-dessus l'épaule de Fidel.

Et moi qui avais presque cru être le jouet de mon imagination !

IV

Parmi les questions fondamentales abordées durant cette interview, réalisée à partir du 18 avril en trois séances qui totalisèrent dix heures d'enregistrement, on trouvera la conception de Fidel au sujet de la démocratie et ses réflexions sur d'éventuels changements dans la structure politique de Cuba.

J'ai aussi interrogé le leader cubain sur les perspectives de la lutte révolutionnaire en Amérique latine et dans les autres pays du Tiers-monde; je lui ai demandé son avis sur Staline et sur Gorbatchev, et j'ai fouillé dans ses goûts, ses affections et ses passions littéraires.

Ses jugements sur l'anniversaire - un anniversaire controversé : triomphal pour les Européens, déchirant pour les indigènes d'Amérique - de l'arrivée de Colomb à nos côtes constituent aussi un chapitre important.

De tout ce qu'a dit Fidel, j'ai surtout été impressionné par sa dissertation persuasive, un poème anthologique, sur le respect des droits de l'homme à Cuba et par les réflexions de cet homme sur l'homme, sur la qualité humaine et son rôle dans la légèreté de l'Histoire.

Cette interview n'est pas impartiale : elle cherche à s'accrocher à la vie après les dernières funérailles historiques, elle prétend allumer une étincelle au milieu des ténèbres. Voilà pourquoi il m'a fallu provoquer la mémoire hors du commun de Fidel et sa singulière intelligence.

Si cette interview atteint cet objectif-là, je me sentirai compensé après le recul sandiniste⁵, après les effondrements bien connus et la ritournelle de la trompette qui annonce, indécente, la pérennité du libéralisme et la fin des utopies.

Cette conversation avec Fidel m'a conforté dans mes convictions, m'a donné de meilleurs éléments pour améliorer mon amour de la solidarité, pour jauger la grandeur de l'outrage fait à l'intelligence et à l'honneur du genre humain.

⁵ Allusion à l'échec électoral essuyé en 1992 par les sandinistes, qui perdirent le pouvoir au profit de Violeta Barrios de Chamorro. A la date de l'interview, il était encore tout récent.

J'espère que les peuples d'Amérique latine et d'autres continents trouveront dans ce dialogue un motif de réflexion et d'encouragement à maintenir intactes leurs espérances en des causes qui n'ont pas cessé d'être justes. Nous ne retournerons plus dans les montagnes, mais nous espérons toutefois que, grâce à notre foi, les montagnes reviendront à nous.

Mais si cet entretien avec Fidel sert à quelque chose sur le plan personnel, c'est à confirmer la nécessité de l'autocritique que, comme dirigeants politiques, nous nous sommes faits - ou que nous serions dans l'obligation de nous faire - sur chaque territoire du recul et de la pénombre.

Le reste est trouvaille journalistique, illustration amusante et même bon plaisir littéraire.

TOMÁS BORGE

Managua, le 1^{er} juin 1992

L'HISTOIRE ET LA POSTÉRITÉ

Je vous retrouve comme à l'accoutumé, Fidel, de bonne humeur, hyperactif, avec votre battle-dress vert olive qui s'impose d'évidence.

J'avais songé, voilà quelques nuits, que votre barbe avait une couleur spéciale, indéfinissable, et je me surprends presque de revoir le fameux symbole lumineux et poivre et sel. Au milieu du front – je suppose qu'on vous l'a dit – une espèce d'éclair ; vos yeux, fiévreux, affectueux, directs ; un peu plus mince, un peu plus jeune.

Hier, samedi, quand nous avons rendu visite aux ramasseurs de pommes de terre, de tomates, d'aubergines, j'ai été impressionné de voir une telle ferveur, tant de preuves de courage et d'affection; ensuite, quand nous sommes allés à une heure du matin saluer presque trois cents représentants d'Amérique latine et des Antilles, les expressions de solidarité ont été on ne peut plus claires.

Et aujourd'hui, dimanche, à cette heure inhabituelle, ma première tentation est de vous demander, Fidel, quelle est l'origine de cette vitalité croissante au milieu de tant de difficultés. Mais, tout compte fait, je ne vais pas vous poser la question, parce que je suis sûr que la cause primaire du fait que vous vous déplaciez avec l'énergie d'un cheval de race réside dans les pénuries, dans les drames du jour le jour. Je sais que les défis décuplent votre vitalité.

Bien que je sois parvenu depuis quelques années à me débarrasser de l'inhibition que votre présence produisait en moi au début, je n'en ressens pas moins un peu dans ce contexte singulier. Je me rappelle que nous avons, ici-même, bavardé des heures durant de différents thèmes, depuis les déchirures humaines jusqu'aux conflits intimes. Je crois qu'une fois nous avons eu une longue conversation sur le pouvoir, et je vais vous poser, au fil de cette causerie d'aujourd'hui, certaines questions sur le pouvoir.

Maintenant, je suis en face de vous à titre de journaliste. Je joue cette fois-ci un rôle difficile : vous provoquer, vous poser des questions subversives, vous tirer telle ou telle réponse nouvelle. Il ne m'incombe pas en l'occurrence d'être votre complice; en dernière instance – mais j'ai confiance dans le fait que je vais m'en sortir et que je maîtriserai ce scénario inédit, pour moi du moins – je jouerai, mon ami, le rôle difficile de l'avocat du diable.

T.B.

Vous n'ignorez rien de cette avalanche de lumière impressionnante qui vous cerne, Fidel, et vous l'assumez en étant conscient d'appartenir, plus qu'aucun être humain en cette période de l'histoire, à l'Histoire. Ma question est donc : que ressent-on quand on est sûr de l'immortalité ?

Avant de répondre à ta question, je dois faire moi aussi une brève introduction, d'abord pour dire que je t'ai écouté avec beaucoup d'intérêt. Vraiment je m'émerveille de ta capacité d'expression et de la beauté que tu mets dans les choses que tu dis, de la façon poétique dont tu les dis. On dit que le poète naît, mais que l'orateur se fait. Moi, je me suis fait un peu orateur. Et toi, tu es encore meilleur orateur que moi. Tu as l'avantage sur moi d'être poète de naissance et orateur de naissance. Je n'ai pas été poète de naissance et je me suis fait orateur.

Ensuite, je te remercie d'avoir été si aimable, sans pour autant avoir cessé d'être impartial.

Tu disais que tu allais tenter de vaincre certaines inhibitions, de faire tâche de journaliste : tu as même rappelé que nous avions conversé à d'autres moments et tu te disais inhibé. Je crois pourtant qu'en l'occurrence, ma situation est plus difficile que la tienne. Le fait d'accepter de répondre à tes questions, alors qu'il existe des liens de grande amitié, de confiance, de familiarité, d'affection entre toi et moi, ainsi que de grand respect, rend mon rôle bien plus difficile que le tien. En effet, si un journaliste de l'autre bord m'interviewe, je peux discuter à fond, répondre énergiquement, attaquer, contre-attaquer, polémiquer. Mais il va m'être bien plus difficile d'agir ainsi avec un journaliste de mon propre bord, avec un ami, même si cet ami risque de me poser des questions bien plus difficiles que celles que pourrait me poser n'importe quel autre journaliste. Je ne parle plus d'un journaliste qui ne serait ni ami, ni ennemi, mais simplement journaliste. Et dans ce cas-ci, ces deux circonstances sont inséparables : un journaliste qui est en plus un ami. Voilà pourquoi je tiens à dire d'entrée que c'est moi qui me sens devant une épreuve très difficile.

J'essaierai de passer cette épreuve sans trop de mal, de satisfaire à tes questions dans la mesure du possible, de t'en dire le plus possible et d'en omettre le moins possible. J'ai l'espoir que nous parviendrons à établir un climat de conversation, qui est le meilleur climat qu'on puisse souhaiter pour un entretien de ce genre.

J'en ai eu certains qui pourraient ressembler un peu à celui-ci, avec des personnes à qui ne m'unissaient pas des liens d'amitié aussi forts que ceux que j'ai avec toi. Ça été le cas, par exemple, de Frei Betto qui m'a posé de nombreuses questions d'une autre nature, à cette même place où tu es assis toi-même⁶. Nous avons conversé pendant des

⁶ En mai 1985, le dominicain Frei Betto, Brésilien, interviewa Fidel Castro pendant quatre jours sur le thème de la religion et publia ces entretiens sous le titre de *Fidel y la religión*. La version française, de Charles Antoine, s'intitule *Fidel Castro, Entretiens sur la religion avec Frei Betto*, Paris, 1986, Editions du Cerf, col. «L'Histoire à vif», 271 p. Elle laisse, hélas, énormément à désirer. Ce n'est pas tant la liberté que prennent les éditeurs avec le texte original (nombreuses coupures dans le texte d'introduction de Frei Betto, notamment, pp. 36-61 de l'original cubain ; fréquentes omissions de phrases dans le corps même de l'interview), ni les très et trop nombreux à-peu-près dus à une méconnaissance du contexte cubain, qu'il soit culturel (les *daiquiris* et *mojitós*, fameux cocktails à base de rhum, transformés, p. 22, en «amuse-

gueule» le *boniato* ou patate douce, devenu, p. 63, une vulgaire pomme de terre), politique (Raúl Castro devenu, même page, « commandant en chef », alors que c'est précisément le titre exclusif de son frère aîné, lui n'étant que le ministre des Forces armées), géographique (la ville nouvelle d'Alamar, dans la banlieue havanaise, convertie, p. 24, en « station balnéaire », ou deux lignes plus haut, le grand hôpital du quartier Centro Habana, devenu « l'hôpital central de La Havane »), éducationnel (ignorance du fait que les classes vont à Cuba de la première à la douzième, et non de la onzième à la terminale, si bien que le lecteur n'y comprend à peu près), ou même religieux (puisqu', p. 138, la *santería*, qui est un culte synchrétique d'origine africaine très répandu à Cuba et objet de nombreuses études, devient tout bonnement « la dévotion aux saints » !), ni la méconnaissance du simple espagnol [(*contar*, p. 52, devenu raconter, qui se dit *narrar*, au lieu de « compter » ; *caja de caudales*, ou coffre-fort, convertie p. 65 en « malle » ; *dictados*, ou dictées, devenus p. 68 des « proverbes » ; *nalgadas*, ou fessées, devenues p. 69, des « gifles » ; *nuestra casa en el campo*, autrement dit celle de ses parents à Birán, devenue, p. 72, la « maison de campagne du collège » ; *turrónes*, ou nougats, devenus, même page, des « petits salés » ; ou, p. 76, le proverbe : *De tal palo, tal astilla*, qui correspond à « Tel père, tel fils », traduit littéralement par « Tel bâton, telle écharde », ou, p. 84, *otros eran ricos más modestos* devenus « d'autres, riches mais modestes » au lieu de « d'autres étaient des riches plus modestes », par confusion entre *más* (plus) et *mas* (mais) ; ou, p. 87, des « tentes » (*casas de campaña*) converties en « maisons à la campagne »,] qui finissent par exaspérer, mais le fait de faire dire à Fidel Castro beaucoup de trop de choses qu'il ne dit pas ou qu'il ne dit pas ainsi, parce que le traducteur ne saisit pas les nuances. Les exemples fourmillent. Ainsi, quand Fidel dit (je traduis à dessein littéralement) : « Cette société où j'ai vécu était une société de beaucoup de difficultés, de beaucoup de sacrifices pour les gens, cette société-là développait un grand égoïsme... cette société-là convertissait vraiment les gens, en règle générale, en des gens égoïstes, en des gens intéressés, en des gens qui s'efforçaient de tirer un bénéfice, un profit de n'importe quoi. Cette société-là ne se caractérisait pas par le fait qu'elle produisait chez les gens des sentiments de bonté et de générosité. » Littéralement, donc, le sens est on ne peut plus clair. Traduction française (p. 75) : « Le milieu dans lequel j'ai vécu a été pour moi l'occasion de difficultés, de sacrifices. C'était un milieu très égoïste... qui nous rendait égoïstes, intéressés, cherchant à profiter de tout. Ce milieu ne contribuait guère à faire naître en nous des sentiments de bonté et de générosité. » Là où Fidel critique un des traits saillants de la société capitaliste, à savoir l'égoïsme qu'elle engendre, par contraste, bien entendu, avec la société cubaine actuelle, car tel est bien le fond de sa pensée, la version française nous offre une banale leçon de morale ! Parfois, les suppressions sont éminemment idéologiques : Expliquant la situation politique cubaine avant l'attaque de la caserne Moncada, Fidel dit littéralement : « Je constate que le parti communiste est isolé, bien qu'il possède de la force et une influence parmi les ouvriers. Je les vois comme des alliés potentiels » ; la version française affirme tout à fait tendancieusement (p. 106) : « Quant au parti communiste isolé, je le voyais comme un allié potentiel. » (Sic) Autre exemple de contresens dans la même veine idéologique qui tire la couverture à soi : Fidel explique littéralement : « L'apparition de tout un mouvement au sein de l'Église catholique, qui se préoccupait des problèmes de l'ouvrier, du paysan, des pauvres, qui a commencé à se battre, à prêcher la nécessité de justice dans nos pays, a eu une grande influence dans le développement de ces idées [autrement dit, l'option en faveur des pauvres]... Je me suis rendu compte qu'une prise de conscience était en train de se produire au sein de l'Église catholique latino-américaine et d'autres Églises au sujet de la gravité des problèmes sociaux, des terribles conditions de vie de ces peuples, et qu'un nombre croissant de chrétiens a décidé de lutter pour les pauvres. » Traduction française, p. 188 : « Toutes ces idées ont mûri sous l'influence du mouvement interne à l'Église en Amérique latine. L'Église s'est intéressée aux problèmes des ouvriers, des paysans, des pauvres. Elle a commencé à lutter, à prêcher la justice dans nos pays... Nous nous sommes rendu compte que l'Église latino-américaine, comme les autres Églises d'ailleurs, prenait conscience de la gravité des problèmes sociaux, des terribles conditions de vie des populations. Des chrétiens de plus en plus nombreux ont choisi de lutter pour les pauvres. » Et voilà comment l'Église-hiérarchie récupère un combat qui n'était pas le sien à l'époque qu'évoque Fidel et qui ne l'est toujours que par la bande, comme le prouve le sort de la Théologie de la libération. Ces quelques exemples (on en trouve à chaque page, et souvent plusieurs par page) indiquent que cette traduction est vraiment à prendre *cum grano salis* et que le lecteur en ayant les moyens fera bien mieux de s'en remettre à la version espagnole. Mais, au fond, que peut-on attendre

heures et nous sommes parvenus à créer un climat d'intimité et de causerie, bien qu'il m'ait posé des questions assez difficiles. Je ne m'attends pas du tout, bien entendu, à ce que tes questions soient faciles, ce qui m'engage d'autant plus que je me sens le devoir de répondre dûment.

L'immortalité est quelque chose d'inconfortable, c'est comme un amour victime de la brume, peut-être quelque chose à laquelle il est préférable de ne pas penser.

Je peux maintenant tenter de répondre à ta question. Tu voulais savoir ce qu'on éprouve quand on a la sensation d'appartenir à l'Histoire.

C'est une question à laquelle il est difficile de répondre, d'abord parce qu'il est rare en effet que je me mette à penser à ce genre de choses et que je réfléchisse là-dessus. Et tout en admettant qu'il me corresponde un petit espace dans l'histoire de notre époque qu'il m'est échu de vivre, j'ai mes vues sur l'Histoire, sur ce qu'elle est ou ne peut pas être.

Je me demande parfois si l'Histoire existe vraiment, parce qu'elle fait l'objet de tant d'interprétations si diverses, de tant de points de vue différents, qu'on a du mal à être sûr de son existence. Il me semble que ce qu'on peut produire, c'est tout au plus un à-peu-près des événements survenus dans la vie de l'homme et des hommes, mais non une histoire vraiment objective de tel ou tel homme, ou de tel ou tel peuple.

J'ai toujours beaucoup aimé l'Histoire, et ce, pratiquement depuis que j'ai eu l'âge de raison. Je crois qu'elle plaît à tout le monde. Ainsi, tu ne trouveras pas un enfant qui n'aime pas les histoires. Tu dis à n'importe quel enfant : « Je vais te raconter quelque chose », et aussitôt il est capable d'arrêter tout et de t'écouter.

On raconte même que Démosthène était un jour en train de prononcer une philippique, un important discours politique, sur la place publique et que les gens ne lui prêtaient pas la moindre attention, et qu'il leur a lancé alors : « Écoutez, je vais vous raconter une histoire », et que tout le monde a aussitôt prêté l'oreille. Cela prouve simplement que tout le monde aime les histoires, d'une façon ou d'une autre

Oui, l'Histoire me plaît énormément, et j'ai lu à son propos autant que ma vie agitée m'en a laissé le loisir, comme étudiant d'abord, avant la Révolution, et ensuite pendant la préparation de celle-ci, en prison, en exil⁷, et tout au long de ces années-ci de Révolution où je me suis toujours efforcé de dérober, pourrais-je dire, une heure, ou deux, ou trois, voire plus, au sommeil ou au travail pour pouvoir lire. Je lis bien entendu

d'une maison d'édition si peu qualifiée en ses œuvres qu'elle en arrive au comble de reproduire sur la page de couverture la photo d'un barbu fumant un énorme cigare (si Fidel a toujours la barbe, il y avait néanmoins belle lurette qu'il avait cessé de fumer à l'époque) et qui n'est autre que... Ramón Castro, le frère aîné de Fidel ! Ils se ressemblent, d'accord, mais quand même... !

⁷ Ces étapes se divisent approximativement comme suit : vie étudiante (fac de droit) : 1945-1950 ; vie civile, mais avec combat politique (1950-1952) ; étape insurrectionnelle : 1953-1959, divisée en préparatifs et attaque de la caserne Moncada (10 mars 1952-26 juillet 1953), emprisonnement à la prison de Boniato (1^{er} août-16 octobre 1953) puis à l'île des Pins (17 octobre 1953-15 mai 1955), séjour à Cuba (16 mai-6 juillet 1955), exil au Mexique (7 juillet 1955-26 novembre 1956), traversée à bord du *Granma* (25 novembre-2 décembre 1956) et guérilla dans la Sierra Maestra (2 décembre 1956-31 décembre 1958).

d'un peu de tout, toutes sortes d'œuvres, mais j'ai toujours senti une prédilection spéciale pour les ouvrages historiques, ce qui me permet de me faire une idée des événements qu'on décrit et bien souvent de les contester. Voilà pourquoi je dis que les histoires connues sont des à-peu-près. C'est ma première idée.

Je pense, en second lieu, que l'Histoire n'a pas été bien souvent impartiale, qu'on l'a bien souvent confondue avec la légende. Quand je lis les choses qu'on dit sur les personnages de l'antiquité et que je m'efforce d'en connaître les sources, je constate bien souvent qu'il n'y a qu'une seule source; les historiens grecs, les historiens romains qui ont parlé des grands épisodes de l'antiquité étaient très peu nombreux, et parfois les sources sont rares. Et, comble de malheur, une bonne quantité de ces premières histoires écrites ou conservées ont brûlé dans l'incendie de la fameuse bibliothèque d'Alexandrie, durant la bataille qui s'est déroulée là entre Jules César et ses adversaires, quelques années avant notre ère. Quelle tristesse que tous ces livres perdus qui nous auraient permis de disposer d'une meilleure source d'informations sur l'antiquité !

Ceux qui ont écrit l'histoire avec plus ou moins de fortune y ont bien souvent mis une bonne dose de légende, de fantaisie et de subjectivisme, et ce depuis toujours. Aussi tu ne peux avoir aucune certitude que l'Histoire soit objective.

Ce doute qui pèse sur l'objectivité historique, croyez-vous qu'il influe sur les événements les plus récents ?

Oui. Même sur les événements récents. Je le constate par exemple par rapport à notre propre lutte de libération dans les montagnes de la Sierra Maestra. Je dispose de beaucoup de matériaux, de beaucoup de documents, je me souviens d'une foule de choses de cette époque-là, surtout de nombreuses idées fondamentales, de nombreux concepts. Je n'ai pas encore pu donner ma propre version des faits, mais j'ai eu l'occasion de lire les témoignages de compagnons qui ont écrit sur ces événements-là, et je constate que des témoignages parfois très détaillés, très intéressants et très utiles – et certains sont écrits brillamment – pèchent toutefois par une méconnaissance de la conception d'ensemble de la guerre, de la stratégie et d'autres idées essentielles qui ont guidé les événements. Beaucoup se sont bornés à écrire au sujet des faits auxquels ils ont participé directement, de ce qu'il leur arrivait au jour le jour, des nouvelles qu'ils écoutaient, de la vision qu'il ont eue de tel ou tel événement, mais selon une approche très partielle.

D'autres compagnons ont été plus proches de la direction de la guerre. Ainsi, par exemple, Almeida a écrit des choses excellentes sur la guerre de libération, à partir de beaucoup d'information, parce qu'il a pu interroger de nombreux témoins et protagonistes des événements, et il a écrit des textes que j'ai lus avec admiration⁸ ; mais

⁸ *Juan Almeida Bosque*, a été de toutes les luttes de Fidel Castro, depuis l'attaque de la Moncada jusqu'à la Sierra Maestra, en passant par l'exil à Mexico et la traversée à bord du *Granma*. Nommé commandant et chef de la 3^e colonne en février 1958, avec pour mission d'ouvrir un nouveau front, le troisième, à l'ouest de Santiago de Cuba. Les souvenirs d'Almeida sont, entre autres, la trilogie : *Presidio, Exilio, Desembarco*, publiée par Editorial de Ciencias Sociales, en 1987-1988. La Casa de las Américas a publié en 1985 son autre témoignage sur son vécu de la Sierra Maestra intitulé *La Unica Ciudadana*. (Le seul ouvrage concernant

j'en ai aussi lu bien d'autres que des compagnons ont écrits en toute bonne foi, et les visions sont partielles.

Je constate aussi une tendance générale chez tous ceux qui écrivent à subordonner en grande partie leur approche à leur propre vécu et à leur propre rôle dans les événements, et j'éprouve parfois un peu de crainte quand je pense que, plus de trente ans après, on ne dispose toujours pas de la version de ceux d'entre nous qui avons participé le plus directement aux conceptions initiales de cette guerre-là et qui avons pris les décisions fondamentales. Oui, je crains qu'il n'aille rester que des visions partielles de tous ces événements.

Je me dis : si dans quarante ans, ou dans cinquante ou dans cent, des historiens commencent à chercher les sources de tout ce qui s'est passé à cette étape de l'histoire cubaine, qu'écriront-ils, à quel point s'approcheront-ils des faits objectifs et à quel point s'en éloigneront-ils ? Je parle bien entendu d'une histoire qui reflète la vérité avec la plus grande objectivité possible.

Quand allez-vous écrire votre propre version ?

Ah, plus je souffre de toutes ces choses que je vois et plus... Mais j'ai aussi une solution, heureusement : un groupe de gens d'ici a recueilli toute l'histoire, a fouillé dans les archives ; ce sont des gens qui savent bien mieux que moi tout ce que j'ai fait, et je n'aurais donc qu'à leur fournir certaines idées essentielles.

Je pensais écrire en commençant par les journées de l'offensive ennemie et de notre contre-offensive à nous, car ce sont des moments qui ont été décisifs, marqués par de nombreux combats, par bien des choses⁹. Je pourrais faire une histoire de la guerre. En fait, pas tant moi que ce groupe de gens qui travailleraient, parce qu'ils ont recueilli de nombreux témoignages, bien des choses que je n'ai pas pu recueillir moi-même.

Je peux préciser la stratégie, les concepts, les idées, éclaircir ce qui se passait à chaque moment, expliquer la raison pour laquelle nous avons fait tel mouvement et tel autre et encore tel autre. Oui, je peux expliquer chaque tactique utilisée, et la stratégie d'ensemble, parce que la guerre a duré vingt-cinq mois et que je ne me suis pas séparé un seul instant des troupes. Pardon. Si, en fait, je m'en suis séparé un seul jour, le

le III^e Front est : Gerónimo Alvarez Batista, *III Frente: A las puertas de Santiago*, La Havane, 1983, Editorial Letras Cubanas, 500 pp.)

⁹ Bien décidé à en finir avec la guérilla, Batista lance une offensive qu'il qualifie de « finale » le 25 mai 1958 contre le I^{er} Front (commandé par Fidel Castro) et le 28, contre le II^e Front (aux ordres de Raúl Castro), mobilisant 7 000 hommes (soutenus par l'aviation, les chars, l'artillerie et la marine). Fidel bat le rappel de ses maigres troupes et avec 300 hommes stratégiquement situés, repousse l'offensive, puis, fin juillet, entreprend à son tour une contre-offensive qui, une fois les troupes batistiennes expulsées début août de la Sierra Maestra et après l'envoi en direction de La Havane des colonnes d'Ernesto Guevara et de Camilo Cienfuegos, et l'ouverture de deux autres fronts, aboutira à la prise de Santiago de Cuba et à la fuite de Batista dans la nuit du 31 décembre 1958. Fidel finira par écrire, mais bien plus tard, sa vision de ces deux moments : Fidel Castro Ruz, *Por todos los caminos de la Sierra. La Victoria Estratégica* et *De la Sierra Maestra a Santiago de Cuba. La Contraofensiva Estratégica*, La Havane, 2010, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, 858 pp. et 595 pp.

24 décembre 1958, quand je suis allé voir ma mère à Birán¹⁰, à un moment où nous dominions presque tout le territoire. J'y suis allé avec deux jeeps, douze ou quatorze hommes, quelques mitrailleuses. C'est le seul jour où j'ai fait quelque chose de personnel.

C'est quelque chose qu'on ignore, Fidel !

Oh, ça n'a vraiment pas beaucoup d'importance. Je suis allé la voir et je suis rentré, j'ai voyagé toute la nuit, j'ai passé le 25 décembre avec elle et je suis rentré le soir, pour poursuivre les opérations qui se réalisaient dans bien des endroits différents. L'armée de Bayamo était encore dans notre dos, sur une longue ligne, mais nous avons déjà battu les troupes de Batista.

L'histoire de la guerre est très belle, très intéressante, je peux te le dire. Avec les quinze hommes qui sont parvenus à se regrouper au début¹¹, avoir détruit l'armée de Batista qui en avait 80 000 sur les armes, et ce en vingt-quatre mois à peine, avoir réorganisé du néant notre petite armée, et avoir grandi, avoir remporté la victoire, c'est vraiment quelque chose de notable sur le plan des faits¹². Tout ceci m'a aidé à beaucoup penser... De fait, j'avais lu de nombreux livres sur la guerre d'Indépendance¹³, pour me faire une idée de la façon de lutter, de la stratégie et de la tactique de l'armée *mambi* et des chefs *mambis*¹⁴.

¹⁰ *Birán*, lieu de naissance de Fidel Castro, dans la province d'Oriente. C'était le nom de l'exploitation agricole que possédait son père. Il évoque longuement cette enfance dans l'interview concédée à Frei Betto.

¹¹ Des 82 hommes débarqués du *Granma* le 2 décembre 1956, seuls 16 (mais ils ne seront que 15 en effet à lancer la guérilla, car Faustino Pérez est envoyé à La Havane pour y réorganiser le Mouvement) parviennent à se regrouper autour de Fidel à partir du 16 à Purial de Vicana, après que l'armée de Batista les eut attaqués par surprise le 5 à Alegría de Pío (3 morts) et dispersés en 28 groupes (dont 13 d'un seul homme). 16 seront assassinés de sang-froid après leur capture.

¹² Mais, quarante ans après, elle n'existe toujours pas comme histoire globale : il n'existe que des reconstitutions isolées de tel ou tel fait, de tel ou tel front, de telle ou telle colonne des témoignages, mais encore rien qu'on puisse considérer comme une histoire au sens propre du terme. Le seul effort digne de ce nom est celui qu'a entrepris Pedro Álvarez Tabío, directeur de l'Office de publications du Conseil d'État, qui fait un récit factuel détaillé jour après jour de la guerre dans la Sierra Maestra, mais publiée très peu (cf. *La Epopeya del Granma*, La Havane, 1986, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, 95 pp. grand format, qui va du départ de l'expédition le 25 novembre 1956 au 25 décembre 1956 ; le journal *Granma* publie depuis le 17 janvier 1997 différents suppléments intitulés « Diario de la Guerra », qui reprennent le récit à compter du 26 décembre et se fondent en partie sur les journaux de campagne de Raúl Castro et d'Ernesto Guevara, cités intégralement.)

¹³ Les Cubains livrèrent en fait plusieurs guerres d'Indépendance pendant trente ans : la première, celle de Dix Ans (1868-1878), qui, malgré l'héroïsme des troupes et le génie militaire des chefs (notamment Máximo Gómez et Antonio Maceo, mais il y en eut d'autres), se termina sur une espèce d'armistice qui n'apporta ni l'indépendance ni même l'abolition de l'esclavage ; la seconde, la Petite Guerre (1879-1880) échoua très vite ; la troisième (1895-1898), relancée par José Martí, Máximo Gómez et Antonio Maceo, se termina sur l'intervention militaire censément désintéressée des États-Unis et sur une indépendance (20 mai 1902) toute formelle, précédée de quatre années d'occupation étasunienne et mitonnée par Washington (amendement Platt) qui s'arrogeait le droit d'intervenir chaque fois que de besoin.

¹⁴ *Mambí* : comme dans toute guerre similaire (ainsi, les fellaghas ou les viêt-cong), les colonialistes qualifièrent les insurgés d'un nom péjoratif, dont les origines sont encore incertaines et qui fut revendiqué par eux comme titre de gloire. Les prouesses militaires des *mambis* cubains contre une armée infiniment

Bien, mais revenons-en à ta question initiale... On utilise parfois le mot Histoire dans un certain sens quand on dit par exemple : l'Histoire m'a donné raison. Je l'ai employée moi-même lors du procès de la Moncada en affirmant : « L'Histoire m'acquittera¹⁵. » C'est là une expression de confiance en l'avenir, de confiance dans les idées que tu défends comme les plus justes, dans la cause que tu défends comme la plus noble. J'ai voulu dire par là : L'avenir le reconnaîtra, parce que ces idées deviendront un jour une réalité, parce qu'on saura un jour tout ce qui s'est passé, ce que nous avons fait, nous, et ce qu'on fait nos adversaires, les objectifs que nous poursuivions, nous, et ceux que poursuivaient nos adversaires, qui avait raison : les magistrats qui nous jugeaient, qui avaient prévarié, qui avaient abjuré leur serment de fidélité à la Constitution et qui servaient un régime tyrannique, ou bien nous. C'était là une mise en demeure que je leur lançais, car j'étais absolument convaincu que les idées que nous défendions triompheraient un jour dans notre patrie, de même que je suis toujours aussi convaincu aujourd'hui que les causes justes de l'homme iront toujours de l'avant, qu'elles triompheront toujours, quel que soit le temps que cela prend.

Ainsi donc, l'histoire ne s'écrira jamais avec une objectivité absolue ?

Cette confiance que j'ai exprimée et cette profession de foi que j'ai faite dans l'avenir n'impliquent pas que je sois sûr que l'histoire s'écrira un jour d'une façon absolument objective. Par les temps qui courent, il existe toute une science en marge de l'histoire, qui est la science de la publicité, de la propagande, de la désinformation, du mensonge, de la calomnie, une science dans laquelle nos adversaires sont des champions.

On a dit tant de choses sur Cuba...

Tu parlais dans ton introduction des choses qu'on a dites dans un sens ou dans un autre.

Je crois qu'on n'a orchestré contre aucun autre processus historique d'aucune autre époque autant de propagande mensongère que contre la Révolution cubaine et ses protagonistes.

On dirait que nos ennemis se sont efforcés d'élaborer l'histoire d'avance, de fabriquer d'avance des conclusions, de tisser des légendes, si bien que plutôt que nos propres moyens et nos propres ressources, ce qui nous a aidés à contrecarrer cette avalanche de publicité et ces campagnes de l'impérialisme contre Cuba, ce qui nous a défendus, Tomás, je dirais, c'est l'instinct des peuples, c'est leur flair, c'est leur capacité de faire la part du vrai et du faux. Sinon, on ne pourrait expliquer les réactions de tant de gens du monde entier envers la Révolution cubaine, malgré le déluge incessant et

supérieures en nombre et en armement sont en effet dignes d'études sur les plans stratégique et tactique, et bien des exemples en seront appliqués par Fidel pendant la guérilla de la Sierra Maestra.

¹⁵ C'est en effet la phrase finale de la plaidoirie prononcée par Fidel Castro le 16 octobre 1953 quand il fut jugé à part pour l'attaque de la caserne Moncada, réalisée le 26 juillet 1953. C'est aussi sous ce titre que la plaidoirie fut ensuite publiée en éditions clandestines et qu'elle passa à la postérité. (Cf. Fidel Castro, *L'Histoire m'acquittera*, Paris, 2013, Le Temps des Cerises, traduit et annoté par Jacques-François Bonaldi, accompagné de XXIV annexes, 349 pp.

croissant de publicité négative et de campagnes mensongères contre elle, un déluge qui n'arrête pas de grossir, surtout depuis l'effondrement du camp socialiste, quand il n'est plus resté pratiquement qu'un seul ennemi aux yeux de l'impérialisme, Cuba, et que tout cet énorme appareil, que toutes ces ressources énormes qu'il tournait autrefois contre la communauté socialiste, contre l'ensemble des pays socialistes, contre l'Union soviétique, il les braque presque exclusivement contre Cuba. Et pourtant, même aujourd'hui, on constate une réaction de solidarité énorme, extraordinaire envers notre pays.

Comment peut-on comprendre ce phénomène, qui semble tenir du miracle ?

Oui, comment peux-tu l'expliquer, bien qu'il te soit impossible de converser avec chacune de ces personnes, de leur faire parvenir ton message à chacune ? Et pourtant, c'est comme si elles avaient assez de lucidité, assez d'instinct pour reconnaître la vérité au milieu de ce barrage qui a intoxiqué tant de gens, et même de nombreux intellectuels, et qui ne parvient pas néanmoins à berner les petites gens, les gens simples, tant de gens courageux des peuples latino-américains et du monde qui sont capables de saisir, sur cette mer de mensonges et de propagande, au moins une part de la vérité, ou l'essence de la vérité, et qui parviennent à comprendre tout le mérite qu'a la lutte extraordinaire que notre peuple mène justement aujourd'hui contre les ennemis de l'humanité, contre les ennemis du progrès humain, contre les ennemis des droits de l'homme, contre les ennemis de l'avenir des peuples, contre les pillards du monde par excellence, contre ceux qui sont le symbole de l'oppression et de l'exploitation. Bref, c'est comme si ces gens-là avaient des antennes ou quelque chose qui leur permet de faire la part du vrai et du faux.

Oui, mais combien de temps s'écoulera-t-il avant que la postérité, partant des faits réels, des faits objectifs, soit capable de juger impartialement tout ce qui est survenu autour de Cuba et de la Révolution cubaine, et le rôle des dirigeants dans cette révolution ? Nul n'en sait rien. En effet, si une vague de réaction devait prévaloir dans le monde pendant longtemps, c'est cette réaction-là qui se chargerait d'écrire l'histoire, ce seraient les oppresseurs, les agresseurs qui le feraient. Mais une autre vague devra venir inexorablement, et elle viendra, une autre vague progressiste, une autre vague révolutionnaire, une autre vague de changements en faveur de l'homme, et le moment sera alors venu de reconstituer cette histoire-là d'une façon objective.

Je veux dire par là qu'à mon avis, indépendamment des faits réels, il y a leur interprétation.

Et puis je tiens à dire aussi quelque chose qui fait partie de ma pensée, de mon tempérament personnel : un révolutionnaire, un militant engagé dans la politique, dans la révolution, ne peut penser ni à la gloire ni à l'histoire. J'en suis fermement convaincu.

On a connu pourtant des hommes obsédés par l'Histoire...

Certes. Beaucoup d'hommes, et de grands hommes, ont eu une certaine obsession pour la gloire et pour l'Histoire. On peut citer comme exemple, parmi les grands personnages, Napoléon Bonaparte. Pas un discours, pas une proclamation, pas une harangue, pas une lettre où il ne parle de la gloire, de l'Histoire, de son propre rôle

dans l'Histoire, où il ne se torture en pensant à tout ça. Il faut dire que Napoléon a été un révolutionnaire, qu'il a répandu à la pointe de ses armes les idées de la Révolution française dans toute l'Europe, mais qu'il a changé par la suite, qu'il a pensé à l'Empire, à la couronne, qu'il s'est allié à certains moments à l'aristocratie ou qu'il a développé une nouvelle forme d'aristocratie. N'empêche qu'il a joué sans aucun doute un rôle important dans l'Histoire et, surtout, dans la diffusion des idées de la Révolution française.

Il y a un autre homme qui a beaucoup pensé à l'Histoire, quelqu'un de très différent, bien entendu, et d'incomparablement supérieur à mes yeux à Napoléon : Bolivar. J'ai beaucoup lu de livres sur Bolivar et je ne me lasse pas d'en lire sur chaque instant de sa vie, sur chacune de ses tragédies, sur chacun de ses succès. Et même si j'éprouve une sympathie extraordinaire pour Bolivar, bien plus que pour n'importe quel autre personnage de l'Histoire – je parle vraiment de grands personnages – je constate chez lui, néanmoins, une inquiétude excessive pour l'Histoire : il se martyrisait trop en pensant à elle et à la façon dont la postérité allait l'observer et le juger.

Je pense vraiment qu'à notre époque, où l'on peut avoir une vision un peu plus ample des choses, – plus ample, ce qui ne veut pas dire forcément plus exacte – une vision un peu plus complète de ce qui s'est passé, où il est possible d'avoir une vision et une approche différentes du rôle de l'homme, il serait déplacé qu'un révolutionnaire se préoccupe pour l'Histoire, parce que cela ne correspondrait pas à son devoir, au désintéressement, au dévouement total qu'il doit avoir. Je pense en effet qu'un révolutionnaire doit tout donner, doit être disposé à tout donner, quel qu'en soit le prix, pour un objectif concret, pour le triomphe d'une idée, d'une cause, sans se préoccuper pour lui-même. En fait, la préoccupation pour soi-même est un facteur qui peut influencer d'une façon nocive sur la conduite d'un homme. Bref, je ne vois comment on pourrait justifier cela dans le monde contemporain, parce qu'aucun homme n'aurait le droit de lutter pour la gloire, ou pour se forger une image aux yeux de la postérité. Ça semblerait un peu intéressé, un peu égoïste de faire ça, tu te rends compte ?

À ce que je vois, l'Histoire ne vous inquiète pas...

J'ai toujours pensé comme ça, de sorte que je ne me suis jamais inquiété, ou mortifié ou torturé pour savoir quelle image allait rester de moi. Mieux, c'est quelque chose pour laquelle je ne me sens même pas en droit de m'inquiéter. C'est comme si tu livrais un bataille, non pour atteindre un objectif déterminé, mais... Tiens, c'est comme si nous nous étions battus à Playa Girón¹⁶, non pour défendre l'indépendance, l'intégrité, la souveraineté du pays, non pour défendre la Révolution, mais pour remporter une grande victoire militaire, pour passer à l'Histoire grâce à cette grande victoire militaire que nous y aurions remportée, même si nous l'avons remportée, c'est certain, et si elle a été la première victoire sur l'impérialisme. Mais vaut-il donc la peine de verser une seule goutte de sang pour la gloire d'un homme ?

¹⁶ C'est ainsi que l'on connaît à Cuba – et non comme baie des Cochons – l'invasion organisée par les États-Unis avec des anticastristes en 1961 et liquidée en trois jours (16-19 avril), Playa Girón étant la plage où se déroulèrent les derniers combats.

Je me souviens de tous les combats, des terribles batailles que nous avons livrées dans la Sierra Maestra, des efforts que je demandais aux gens, des sacrifices que je leur demandais dans cette tentative de libérer le pays de la tyrannie, de faire progresser la révolution : il est évident que je ne pouvais pas, même une seconde, penser à mes propres mérites, à ma gloire personnelle, alors que je réclamaï tant de sacrifices à tant de gens. Bref, pour moi, tout ce qui est image était secondaire, et ça l'était parce qu'il ne me semble pas honnête de demander, ne serait-ce qu'un iota de sacrifice aux autres, si tu penses que cela va servir, en partie, à ton propre bénéfice, va contribuer à renforcer ton image, à te procurer la gloire.

Certains disent pourtant que vous avez dépêché des soldats cubains en Afrique, entre autres, pour ajouter des lauriers à votre gloire...

Je peux aussi me rappeler les missions internationalistes de Cuba¹⁷, dont celle de l'Angola, les hommes qui y ont risqué leur vie, les opérations difficiles, les succès extraordinaires que nous avons remportés durant cette guerre. Si j'avais pensé, ne serait-ce qu'un instant, que tout cela se faisait pour ma propre gloire, je n'aurais pu verser le sang d'un seul homme. Notre mission était de préserver l'indépendance de l'Angola, de défaire l'agression extérieure, et c'est à cela que tendait chaque pas que nous faisons et chaque décision que nous prenions¹⁸.

Nous nous sommes trouvés face à face avec les Sud-Africains, nous aurions pu livrer de grandes batailles et nous avons eu à un moment donné toutes les possibilités de leur infliger une terrible défaite militaire, mais cela aurait coûté des vies. Bien souvent, quand la situation s'y prêtait, nous nous arrangions pour créer un rapport de force tel qu'il nous permettait de décider de la situation à notre avantage, en donnant à l'adversaire l'occasion de comprendre qu'il était en désavantage et qu'il ferait mieux de se retirer, et nous préférions cette solution à une bataille à grande échelle, de vastes proportions, qui aurait pu coûter la vie de centaines d'hommes, causer de très

¹⁷ On entend par *mission internationaliste* à Cuba la participation soit de soldats à des guerres de libération ou de défense de la souveraineté d'autres pays (dont les plus fameuses furent l'Angola à partir de 1975 et l'Éthiopie en 1979, mais il y en eut d'autres, notamment en Syrie et en Algérie), soit de civils à des opérations de développement de gouvernements étrangers (en particulier, l'envoi de plusieurs dizaines de milliers d'alphabétiseurs et de médecins au Nicaragua sandiniste).

¹⁸ L'envoi de troupes en Angola a rempli tout un pan de l'histoire de la Révolution cubaine, à partir de 1975, quand l'Afrique du Sud et le Zaïre, qui soutenaient respectivement le Front national de libération de l'Angola (FNLA), dirigé par Holden Roberto, et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), conduite par Jonas Savimbi, envahirent le pays par le sud et le nord en vue d'empêcher le Mouvement populaire de libération d'Angola (MPLA), conduit par Agostinho Neto, d'entrer à Luanda et de proclamer l'indépendance le 11 novembre 1975, comme cela avait été prévu dans l'accord signé par les trois organisations avec le Portugal. Une fois l'invasion repoussée et l'indépendance proclamée, les troupes cubaines devront rester sur place et engager de nombreux combats aux côtés de leurs alliés pour contribuer à préserver tant l'indépendance du pays contre les troupes sud-africaines qui continuaient d'occuper le Sud, à la frontière avec la Namibie, encore colonie de Pretoria, et les deux autres mouvements, que pour défendre le gouvernement du MPLA. Elles ne pourront se retirer qu'à partir du 1^{er} avril 1989 (en un délai de vingt-sept mois), conformément à l'accord tripartite signé le 22 décembre 1988 à New York entre l'Afrique, l'Angola et Cuba, qui oblige Pretoria à retirer ses troupes d'Angola et de Namibie et à concéder l'indépendance à cette dernière.

nombreuses pertes, parce que toutes ces grandes campagnes militaires ont leur prix¹⁹. Voilà pourquoi je pense que l'homme ne doit jamais s'écarter de l'objectif honnête qu'il cherche à atteindre et se laisser influencer par la question de l'Histoire. C'est là quelque chose que je garde toujours présent à l'esprit.

De plus, quand tu te mets à penser à l'histoire des peuples, à l'histoire de l'humanité, tu te rends compte de tout ce qu'ont fait les hommes pour se créer une image face à la postérité. J'ai l'impression que bien des personnages de l'antiquité ont fait des tas de choses en quête d'un rôle historique. Et pas seulement dans l'antiquité : tout au long des vingt siècles de notre ère, de nombreux chefs, de nombreux hommes politiques ont fait de grandes actions, se sont lancés dans de grandes entreprises, et l'impression qu'on en tire, c'est qu'ils recherchaient par là une ascension personnelle, voire un rôle dans l'Histoire.

D'autres hommes ont tenté de se perpétuer dans des monuments. Par exemple, que signifient les pyramides d'Égypte ? Chaque pharaon s'en faisait construire une, ou alors un temple, ou un logement, ou une résidence pour la postérité. Je me demande bien souvent si ces pharaons-là – et certains ont été de grands guerriers, de grands hommes politiques, de grands hommes d'État – auraient pu s'imaginer que leurs momies finiraient un jour dans un musée, et même pas dans un musée égyptien, mais dans un musée londonien ou parisien... Quand tu vois tout ce qu'on fait ces hommes-là, quand tu penses aux dizaines de milliers d'esclaves qui sont morts en construisant toutes ces choses-là dans le seul but de perpétuer l'image ou la figure d'un homme, tu éprouves une certaine tristesse à constater que tout ce que l'on conserve d'eux au bout de tant d'années, ce sont des restes, qu'ils auraient voulu préserver pour l'éternité, dans un musée... Quelle amère expérience !

¹⁹ Contraintes de se retirer d'Angola en 1976, les troupes sud-africaines réoccupent le sud du pays en août 1981 et soutiennent toujours plus fortement l'UNITA de Jonas Savimbi. Cubains et Sud-Africains se heurteront à maintes reprises. L'enjeu n'était pas seulement la défense de l'Angola, mais encore l'indépendance de la Namibie, que Pretoria refusait d'abandonner en violation des accords des Nations Unies, et le sort du régime d'*apartheid*. Le dénouement interviendra au terme de longues négociations entamées en mars 1983, d'abord bipartites entre l'Angola et l'Afrique du Sud, – les USA interjetant leurs bons offices, mais en étant de fait juge et partie puisqu'ils soutiennent Holden Roberto et Savimbi (signature des accords de Lusaka qui ne seront jamais appliqués) – puis tripartites (janvier 1988) à partir du jour où Pretoria et Washington se convainquent que la participation cubaine est indispensable aux succès des négociations, mais surtout parce que les troupes sud-africaines ont essuyé de lourdes défaites militaires face aux troupes mixtes angolaises, namibiennes (mouvement de libération nationale de la SWAPO) et cubaines (renforcées à partir de novembre 1987 de nouveaux contingents pour éviter une défaite angolaise), notamment à Cuito Cuanavale (janvier-mars 1988), à Donguena (mai), à Ruacana et à Calueque (juin 1988), que le régime de l'*apartheid* est en train de vaciller sur ses bases et qu'il risque de tout perdre à vouloir tout gagner. Pretoria s'efforcera toutefois de lier la question de l'indépendance de la Namibie et celle du retrait des troupes cubaines, sans pouvoir convaincre les Nations Unies d'entrer dans ce jeu. La défaite militaire de Pretoria marquera un tournant dans le rapport de force intérieur et contribuera à fissurer le régime de minorité blanche, puis à le démanteler. L'Angola, mais aussi Sam Nujoma, leader de la SWAPO puis président de la Namibie, et Nelson Mandela, savent pertinemment ce qu'ils doivent à Cuba, et ne se font pas faute de l'exprimer, comme l'ont aussi fait les autres chefs d'État d'Afrique australe.

Si tu étudies l'histoire de l'humanité, tu verras que, sur tous les continents et sous toutes les civilisations, on a fait de grands monuments pour perpétuer telle ou telle chose, et que ce qu'il en reste aujourd'hui, c'est l'architecture, la mémoire des prouesses des ingénieurs qui les ont construits, les matériaux avec lesquels on les a faits, et que personne ou presque ne se rappelle ceux qui en ont été les promoteurs, à supposer d'ailleurs qu'on le sache.

Si tu as eu l'occasion d'avoir un contact intense avec l'Histoire et que tu analyses toutes ces questions-là, tu te rends compte que l'homme se couvre quasiment de ridicule quand il se met à trop penser à la postérité et à l'image qu'on va avoir de lui. Il serait plus sage d'aspirer à une place modeste, à une petite place, voire à une place anonyme. Car quand tu te rends compte de la vraie dimension de l'homme, du pouvoir des hommes en tant qu'individus, et qu'il s'agit de quelque chose d'infiniment fragile, de minuscule, ça n'a vraiment aucun sens de magnifier le rôle d'un homme, si intelligent qu'il soit, si brillant qu'il soit, si capable qu'il soit. Il y a eu tant d'hommes capables, tant d'hommes intelligents, tant d'hommes méritants au long de l'histoire...

On parle avec insistance du rôle des masses dans l'Histoire.

Il y a une autre chose que je constate et que j'apprends tous les jours avec le peuple. Je vois tant de gens brillants, tant de gens capables, tant de gens méritants, et je suis si conscient de leur mérite, du rôle qu'ils ont joué dans toute cette histoire-ci et dans toute cette Révolution-ci, que je me dis que l'Histoire est d'ordinaire très injuste d'attribuer trop d'importance, trop de mérite aux premières figures, aux leaders, aux chefs, et d'oublier pratiquement les millions d'hommes, ou les centaines de milliers, ou les dizaines de milliers, ou les milliers d'hommes qui ont fait ce qui a permis à quelqu'un de s'élever face au reste de ses concitoyens, face à l'opinion publique nationale et internationale. Je crois même qu'un sens rigoureux de la justice nous interdit de jouer avec l'idée d'occuper des sites éminents, des sites saillants.

J'ai essayé de raisonner pour toi ma manière de voir la question, ou celle dont je pourrais la voir, ou encore de t'expliquer pourquoi je n'ai pas eu ce genre de souci. Mon souci, vois-tu, c'est que les idées demeurent, que l'œuvre demeure. C'est cela l'important. Si l'œuvre venait à disparaître, qu'importe les hommes qui y ont participé et qui ont tenté d'atteindre ces objectifs-là. Tu comprendras, Tomás, que quelqu'un qui pense ainsi ne peut avoir prêté beaucoup d'attention ni avoir passé beaucoup de temps à penser à la part de gloire qu'il lui reviendra, ou à l'espace qu'il occupera dans l'histoire... Je préfère infiniment plus penser à la place qui reviendra aux causes que nous sommes en train de défendre, aux idées justes, aux droits de l'homme, au bonheur de l'homme dans le monde futur.

Une des plus belles phrases sorties de la plume de Martí²⁰ que j'ai lues dans ma vie – et j'en ai lu beaucoup de belles, et bien des pensées de Martí m'ont causé un plaisir

²⁰ José Martí (1853-1895). Le Petit Larousse illustré ne consacre que quatre maigres lignes (mais dix au général Marshall !) à celui qui est un des personnages les plus attachants et les plus intéressants du XIX^e siècle latino-américain : poète rénovateur (père du modernisme), écrivain au style torrentueux et iridescent, journaliste au flair étonnant et aux intérêts boulimiques, orateur consommé, doté d'encre

infini ! – disait ceci : toute la gloire du monde tient dans un grain de maïs. Quelle pensée lumineuse, quelle humilité, quelle modestie ! Et c'est bien cela qui caractérisait Martí. Tu ne le vois jamais parler de son rayonnement historique, ni de son image historique. Non, il se consacre à l'œuvre de la révolution, à la pensée de la révolution.

Et puis, en fin de compte, même les étoiles s'éteindront un jour, puisqu'elles naissent, vivent et meurent, tout comme l'homme. Le Soleil s'éteindra, – et cela arrivera un jour ou l'autre – la vie cessera d'exister sur la Terre, – et au train où nous allons, il semble que les possibilités de vivre ici disparaîtront d'une façon ou d'une autre en un laps de temps relativement bref – l'homme disparaîtra de cette planète appelée Terre – et je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de possibilités de déménager sur la Lune, sur Mars et à tous ces endroits-là, parce que, d'après le peu que l'on connaît des conditions géologiques, climatiques et naturelles qui règnent sur ces planètes, on comprend que c'est impossible : quand tu sais que les étoiles s'éloignent toujours plus les unes des autres, quand tu calcules que la plus proche se trouve à quatre années-lumière et qu'elle s'éloigne de nous, quand tu analyses un peu les lois de la physique, tu te rends compte que, même sans être pessimiste, le déménagement de l'homme vers d'autres étoiles se heurtent à des obstacles infranchissables. Je ne doute pas par ailleurs qu'il ait existé et qu'il existe des formes de vie, et même des formes de vie très développées, des formes de vie conscientes, car les mathématiques prouvent – et personne ne peut le nier objectivement et sereinement – que des phénomènes plus ou moins similaires à ceux qui ont été à l'origine de la vie sur notre planète doivent s'être produits parmi les millions de galaxies et l'infinité de milliards d'étoiles, mais, autant que nous sachions, – et il semble que nous savons quelques petites choses, notamment les lois de la physique – il est très difficile de croire en la possibilité que des êtres conscients d'autres planètes viennent analyser ce qui s'est passé sur celle-ci. Par conséquent, il n'y aura pas de témoins, et un jour tout disparaîtra, jusqu'à l'Histoire. Le jour, donc, où notre étoile solaire s'éteindra, l'Histoire s'éteindra à son tour. À supposer que l'homme vive jusque-là et qu'il n'ait pas disparu bien avant, je me demande : qu'est-ce que l'Histoire, y compris l'Histoire véritable, l'Histoire objective ? Quelque chose qui naît, qui vit et qui meurt, qui n'a pas d'autres témoins que les hommes et qui n'en aura pas d'autres.

Il nous faut donc être modestes et nous borner à remplir notre devoir dans le cadre de nos possibilités extrêmement limitées. C'est du moins la façon dont je conçois mon rôle en cette vie et mon rôle de révolutionnaire.

bien d'autres talents, homme politique d'une lucidité étonnante sur le présent et d'une prescience confondante quant à ce qui risquait d'advenir - et arriva de fait - à l'Amérique latine, il consacra sa vie à l'indépendance de Cuba, pour laquelle il souffrit le baigne à seize ans, puis le bannissement en Espagne, puis l'exil dans différents pays américains, et en vue de laquelle il organisa les forces issues de la première guerre d'Indépendance et toutes les bonnes volontés, dont les ouvriers exilés aux États-Unis, au sein du Parti révolutionnaire cubain, et lança en 1895 la guerre qui devait aboutir à l'indépendance de l'île. Il meurt en attaquant les Espagnols, le 19 mai 1895. Son œuvre (29 tomes à ce jour) mériterait d'être mieux connue en France – en dehors des milieux universitaires, j'entends. Martí est en tout cas une des clés permettant l'intelligence de la Révolution cubaine, qu'on ne saurait comprendre à fond sans connaître la vie et l'œuvre de celui qu'elle considère comme une de ses sources d'inspiration majeure.

Pardonne-moi de m'être tant appesanti sur cette question, mais en fait tu m'as provoqué et j'ai tenu à te dire comment je pensais.

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL ET L'ASSASSINAT DE L'URSS

Cuba a fait des efforts exceptionnels pour soutenir la lutte de guérilla qui avait explosé, comme une éclosion naturelle de roses rouges, dans de nombreux pays d'Amérique latine. J'ai personnellement reçu l'aide d'Ernesto Che Guevara et participé à un débarquement raté d'armes destinées au Nicaragua sur la côte nord du Honduras²¹.

De nombreux groupes guérilleros tentèrent de lancer la lutte armée au Venezuela, au Brésil, en Colombie, en Argentine, au Pérou, entre autres pays ; l'effort le plus spectaculaire fut celui de Bolivie. Le Nicaragua a été autre chose.

L'insurrection populaire qui renversa la dictature des Somoza avait une force naturelle si écrasante que, quand les sandinistes entrèrent en contact avec Omar Torrijos, Carlos Andrés Pérez, José López Portillo, Rodrigo Carazo²² et d'autres chefs d'État et dirigeants politiques du monde entier, la solidarité avec le Nicaragua et le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) fut unanime.

De sorte que, quand l'idée fut suggérée de conduire des armes à la frontière sud du Nicaragua, Carlos Andrés demanda le concours de Fidel. Les armes parvinrent sur l'aéroport Juan Santamaría de San José du Costa Rica et les camions qui les transportèrent eurent le feu vert pour rouler sur les routes costariciennes.

À cette époque, le FSLN avait retrouvé son unité interne au cours d'une réunion solennelle, mais émouvante, qui avait lieu en février 1979 à La Havane, en présence de Fidel en personne, de Manuel Piñeiro (dit Barberousse)²³ et des plus hauts dirigeants sandinistes.

C'est à cette occasion que s'était constituée la direction nationale conjointe du Front sandiniste, formée des trois commandants de chacune des tendances dans lesquelles l'organisation politico-militaire fondée par Carlos Fonseca s'était divisée jusqu'alors²⁴. Les

²¹ L'envoi d'armes eut lieu en juin 1959. Une partie des combattants avaient été entraînés à Cuba. Le groupe est liquidé le 23 juin, à El Chaparral, par des forces combinées honduro-nicaraguayennes. Sur cet épisode, cf. Jacques-François Bonaldi, *L'Empire U.S. contre Cuba. Du mépris au respect*, Paris, 1988-1989, L'Harmattan, tome I, pp. 196-197.

²² Respectivement présidents à l'époque du Panama, du Venezuela, du Mexique et du Costa Rica.

²³ Manuel Piñeiro, participant à la lutte dans la Sierra Maestra, qu'il termine comme capitaine, toute sa vie est liée à l'Amérique latine, en tant que chef du département Amérique du Comité central et responsable de la mise en œuvre, quasiment depuis le début, de la politique latino-américaine de la Révolution cubaine.

²⁴ Ces trois tendances, existant depuis 1976-1977, étaient la Guerre populaire prolongée, plus axée sur les montagnes (Henry Ruiz, Bayardo Arce et Tomás Borge), la tendance insurrectionnelle ou *tercerista* (Daniel Ortega, Humberto Ortega, Víctor Tirado) et la tendance prolétarienne, plus axée sur les villes (Jaime Wheelock, Luis Carrión et Carlos Núñez). L'annonce de l'unification fut faite le 2 mars 1979.

dirigeants sandinistes avaient promu cette rencontre que Fidel accueillit avec respect et allégresse.

Tout au long de ces années, le leader cubain s'abstint de nous donner des conseils, et ses opinions – qu'il ne formulait que lorsque nous les lui demandions avec insistance – ne coïncidaient pas toujours avec celles de la majorité des dirigeants sandinistes.

Je dois dire, en toute franchise, qu'il fut toujours délicat, respectueux de nos décisions. Sa seule recommandation persistante et presque obsessionnelle concernait le maintien de l'unité interne du FSLN.

Les rapports de la direction révolutionnaire cubaine et du FSLN sont toujours restés cordiaux, quoique non exemptes de contradictions dans les nouvelles conditions politiques du Nicaragua.

La défaite électorale du FSLN – déchirante pour certains, encourageante pour d'autres – s'est ajoutée au frissonnement idéologique, au fractionnement de l'énorme bloc géographique et à la liquidation du socialisme en URSS.

T.B.

On peut dire que Cuba représente une espèce de donjon, à ce jour inexpugnable, des idées et des pratiques révolutionnaires. Il est incontestable que le socialisme s'est effondré en URSS et en Europe de l'Est, et il est tout aussi incontestable qu'il a survécu à Cuba. Montesquieu disait que l'Histoire était le bruit qu'on faisait autour de certains faits, mais il s'agit ici de faits et non simplement de bruits, de sommets de l'Histoire qu'on ne saurait remettre en cause. Ceci signifie-t-il, Fidel, être passé à l'Histoire ?

Je suis d'accord avec toi, Tomás, que la survie de la Révolution cubaine jusqu'à ce moment constitue en soi un événement vraiment marquant.

Je dirais que notre simple décision de continuer d'aller de l'avant quand le camp socialiste s'est effondré et que l'URSS a disparu et que nous sommes restés le seul ennemi que l'impérialisme attaque avec rage (nous ne sommes pourtant pas le seul pays socialiste : la Corée du Nord en est un, ne l'oublions pas, tout comme la Chine, tout comme le Viet Nam, qui a un mérite extraordinaire à cela ; n'empêche que le foyer, le centre contre lequel l'impérialisme axe son agressivité, ses menaces et ses campagnes, c'est nous les Cubains, c'est la Révolution cubaine, contre laquelle il braque toutes ses batteries, qu'il attaque avec toutes ses ressources dans le but de la détruire), je disais donc que le simple fait que Cuba ait décidé de continuer d'aller de l'avant, de faire face à tous les dangers et de relever le défi est un événement marquant dans l'Histoire, pour quiconque a une vision objective des faits, ou des valeurs que peuvent exprimer certains faits.

Je te dirais que c'est certainement quelque chose de peu courant, bien que l'important, Tomás, soit non ce que nous avons fait jusqu'à présent, mais ce que nous ferons à partir de maintenant, la façon dont nous serons capables de résister dorénavant, de défendre la Révolution, de défendre l'indépendance et la souveraineté du pays et de la Révolution, et jusqu'où nous serons disposés à le faire. C'est là une partie qu'il faut encore vivre et qui déterminera l'importance finale de ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui.

Ce que nous avons fait est important, et j'espère que nous serons capables d'agir dans le droit fil de ce que nous avons fait à ce jour, de la même manière que nous agirons face à n'importe quel danger de n'importe quelle nature. Et ceci déterminera aussi, en grande partie, l'image finale qui restera de ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui.

Tu as vu ce soir combien de nombreux Latino-Américains s'approchaient de nous, et avec quel espoir, comme pour nous dire : « Résistez, lutttez ! » et bien des gens nous adressent des messages, nous exhortant à lutter, à résister. Reste à prouver toute notre capacité dans ce domaine, mais je suis convaincu que nous serons capables de résister.

Vous avez sans aucun doute une grande confiance en cela et je suis d'accord avec vous. Cela veut-il dire que la Révolution cubaine marque la résurrection d'une option socialiste à l'échelle mondiale ?

Je pense que nous défendons certains principes qui ont une valeur extraordinaire, à un moment de confusion dans le monde, à un moment d'opportunisme, à un moment

d'accommodement de nombreux hommes politiques, à un moment d'apothéose, pourrait-on dire, de la puissance militaire et politique de l'impérialisme. L'humanité n'a jamais vécu un tel moment d'essor de la réaction, de puissance de l'empire. Ceci ne veut pas dire, tant s'en faut, que celui-ci va être éternel, parce qu'il est rongé par toutes sortes de contradictions, mais il est en tout cas en pleine apogée, et la préservation des valeurs a une importance décisive pour tous les hommes progressistes, vraiment démocrates, pour tous les révolutionnaires, pour tous ceux qui souhaitent le meilleur à l'humanité, qui nourrissent les plus nobles sentiments. Car, quoi qu'il en soit, d'autres temps viendront. Nous vivons les grandes marées de la réaction, mais, avec nous ou sans nous, la marée progressiste, la marée révolutionnaire montera de nouveau dans le monde, c'est inévitable. Quand je dis révolutionnaire, je veux parler des objectifs, des visées, non de la forme de lutte selon laquelle ces idées se réaliseront, et je veux dire que, de même que les idées réactionnaires l'emportent aujourd'hui et possèdent une grande force, de même un moment viendra où les idées progressistes, les idées démocratiques, les idées justes recommenceront à prévaloir, avec nous ou sans nous.

Je pense – et je l'ai toujours pensé – que les symboles, que les drapeaux ont une grande valeur, et que donc, même si nous restons seuls comme un îlot solitaire, cela a une grande valeur. Et si nous savons défendre cet îlot solitaire jusqu'aux dernières conséquences, si on nous envahit et que nous soyons capables de résister jusqu'aux dernières conséquences, si nous sommes capables de vaincre, comme nous le serons incontestablement, parce qu'il serait impossible d'exterminer des millions d'hommes décidés à lutter, cela aura une grande valeur pour les idées, pour les principes et pour la cause que nous défendons. Et ça, personne ne peut nous l'enlever, tu peux me croire, ça, c'est entre nos mains, pas aux mains d'autrui !

Voilà pourquoi ce que nous sommes en train de faire a une grande importance pour l'avenir. Même si nous ne croyons pas que celui-ci dépende de nous, n'empêche que cela nous stimule beaucoup de savoir que nous le défendons, de savoir que nous en sommes un symbole, que nous incarnons ces principes dont nous parlons, aux yeux d'un monde plein d'affamés, d'exploités et de gens qui souffrent.

Nous avons une idée claire et précise du rôle que nous sommes en train de jouer, et tous ces facteurs nous encouragent dans cette lutte et encouragent notre peuple. Tel est le lien de ce que nous faisons et ce que nous sommes prêts à faire avec l'avenir, et cela aura toujours une grande valeur.

Vous avez dit récemment en vous référant, non au socialisme en général, mais au cas spécifique de l'Union soviétique, qu'on lui avait plongé un poignard dans le dos. Dans cette conspiration des blancs couteaux, Mikhaïl Gorbatchev fait-il partie des assassins de l'URSS ?

Non, je me fais une autre idée de Gorbatchev, et je ne peux le qualifier d'assassin qui aurait prémédité la destruction de l'URSS.

Ce qui s'est passé en Union soviétique, c'est une autodestruction, une incroyable autodestruction, dont la responsabilité incombe incontestablement aux leaders, à ceux qui dirigeaient le pays. Le problème, c'est que certains l'ont détruite consciemment, et

d'autres, inconsciemment, et c'est cela que j'ai voulu dire en gros. Tout ce qui s'y faisait menait à la destruction de l'Union soviétique, tous les phénomènes et toutes les tendances qui s'y sont déclenchés conduisaient à cela, et je m'en suis rendu compte dès le début, ou quasiment dès le début, quand une série de phénomènes de cette nature ont commencé à s'y faire jour.

Je ne peux pas dire que Gorbatchev ait joué un rôle conscient dans la destruction de l'Union soviétique, car je n'ai pas le moindre doute qu'il avait l'intention de lutter pour le perfectionnement du socialisme : je l'ai connu, je lui ai parlé à plusieurs reprises et j'ai fini par le connaître un peu²⁵ (5). Avec moi, il s'est montré très amical ; tant qu'il a exercé vraiment le pouvoir en Union soviétique, il a fait tout son possible pour respecter les intérêts de Cuba et préserver les bonnes relations avec notre pays. N'empêche qu'il a joué sans conteste un rôle important dans les phénomènes qui se sont déclenchés en Union soviétique.

Avez-vous lu son livre Perestroïka ?

J'ai lu avec beaucoup d'attention ce livre de Gorbatchev, qui a eu d'ailleurs une grande diffusion dans le monde, pour tenter d'en saisir les intentions. J'ai eu bien souvent l'idée que les Soviétiques faisaient les choses avec trop de précipitation, qu'ils voulaient régler trop de problèmes à la fois, alors qu'ils auraient dû établir des priorités, dans un cadre évolutif, pour perfectionner le socialisme en URSS, car – et je n'en ai pas le moindre doute – il était tout à fait souhaitable, pertinent et utile de le faire. D'y perfectionner le socialisme, d'accord, mais non d'y faire disparaître le socialisme ou de détruire ce puissant État qui jouait un rôle extrêmement important dans le rapport de force mondial, qui jouait un rôle fondamental pour tous les pays du Tiers-monde et pour le monde entier, à partir du moment où il était le seul en mesure de faire face – ce qu'il faisait d'ailleurs – à l'autre pouvoir, au pouvoir de l'impérialisme étasunien !

Par conséquent, quelles qu'aient été les erreurs qu'ont pu commettre les Soviétiques, quelles qu'aient pu être les déficiences du socialisme soviétique, l'URSS jouait dans le monde un rôle objectif capital, et cela, il fallait le préserver à tout prix.

Autre chose est la préservation du socialisme, Fidel, et autre chose la préservation de l'URSS...

Les efforts qu'ont consentis les Soviétiques pour perfectionner leur socialisme m'ont paru tout à fait valables, mais je ne pouvais être d'accord, et je ne l'aurais jamais été, pour qu'on détruise non seulement le socialisme en Union soviétique, mais l'Union soviétique elle-même, à cause du tort terrible que cela cause à tous les peuples du monde et de la situation où ceci place le Tiers-monde, notamment. De plus, cet effondrement, non du camp socialiste, mais de l'Union soviétique crée une situation

²⁵ Gorbatchev réalisa une visite officielle à Cuba du 2 au 5 avril 1989. Il prononça une allocution devant l'Assemblée nationale le 4 (Fidel Castro également) et signa un Traité d'amitié et de coopération entre les deux pays. Fidel se rendit à deux ou trois reprises en Union soviétique (décès de secrétaires généraux et réunion internationale de partis communistes) où il rencontra Gorbatchev.

difficile aux alliés mêmes des États-Unis et ouvre une nouvelle page dans l'histoire actuelle : tout a disparu en très peu d'années.

Je te disais, à propos de son livre, que Gorbatchev ne voulait pas ça. Il parlait même de défendre le socialisme, d'instaurer plus de socialisme. Plus, pas moins ! Il l'a dit et répété, et je ne doute pas que c'était cela qu'il voulait. En tout cas, la responsabilité de l'évolution qui se produit en URSS retombe sur lui, bien entendu, et retombe sur les leaders soviétiques, sur les dirigeants du parti communiste, sur les dirigeants du gouvernement dans leur ensemble. Je ne parle ici de responsabilités individuelles, car il y a une forme de responsabilité collective dans tout ça. Et ils ont commis des erreurs monumentales, ils ont déclenché des phénomènes à travers lesquels le socialisme et l'Union soviétique se sont détruits eux-mêmes. En effet, si toutes les valeurs sur lesquelles repose un pays commencent à s'effriter, il s'agit bien là d'un phénomène dont les conséquences ne peuvent être qu'extrêmement négatives et terribles. On voit aussi s'effriter peu à peu l'autorité du parti. Or, c'était là saper un des piliers fondamentaux du socialisme et de l'Union soviétique, car c'est bel et bien le parti créé par Lénine qui a jeté les fondations de l'Union soviétique, laquelle a été une prouesse historique extraordinaire, un exploit sans précédent dont tout le mérite revient aux peuples soviétiques. Enfin, si tu sapes l'autorité de l'État, si tu la fais voler en éclats, tu provoques des conséquences tout aussi terribles. Il ne s'agissait pourtant pas au départ de détruire les valeurs du pays, ni de détruire le parti, ni de détruire l'État, et je ne crois que ç'ait été là les idées ou les intentions de Gorbatchev. N'empêche que tel a été le résultat final de toute l'évolution qui a pris son point de départ dans la perestroïka, alors qu'il s'agissait en fait de surmonter les déficiences du socialisme, de le perfectionner, d'en consolider les valeurs et celles de l'histoire du pays.

Nous venons de parler de l'Histoire... Ce processus négatif va-t-il modifier à l'avenir ce qu'on a connu à ce jour comme l'histoire de l'URSS ?

L'un des phénomènes négatifs qui se déclenchent en Union soviétique, c'est la destruction de l'histoire du pays. On ne cherchait plus à analyser les problèmes, ou à les critiquer, mais simplement à liquider et à nier en bloc toutes les valeurs, tous les mérites et toute l'histoire de l'Union soviétique. J'ai du mal à croire, là encore, que ç'ait été l'intention de Gorbatchev et de beaucoup de ceux qui ont déclenché cette évolution. Toujours est-il qu'ils ont commis de graves erreurs en n'ayant pas été capables de prévoir les conséquences de tout ceci, en n'ayant pas su mener leur barque à bon port pour atteindre les fins et les objectifs qu'ils avaient proclamés et qui étaient, bien entendu, des objectifs nécessaires et justes.

Gorbatchev écrit à un moment donné dans son livre : certains jugent qu'il faut aborder les problèmes un par un ; non, dit-il, il faut les aborder tous en même temps, il faut tout faire à la fois.

Bien des erreurs qu'ils ont commises des points de vue stratégique et tactique, ils les ont justement considérées là-bas comme la manière correcte de faire les choses. Et une fois en marche toutes ces tendances négatives, on a aussi vu apparaître tous les opportunistes et tous les individus qui ont agi sciemment pour détruire le socialisme.

Bien entendu, les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont aussi agi à leur tour dans ce sens, en vue de promouvoir toutes les forces réactionnaires au sein de l'Union soviétique. On est allé jusqu'à changer la terminologie en Occident, au point qu'on y taxait de conservateurs tous ceux qui étaient partisans de défendre l'Union soviétique, de défendre le socialisme, de défendre le communisme, tandis que les partisans du capitalisme – et pas d'un capitalisme modernisé, mais d'un capitalisme primitif, comme celui qu'on y applique actuellement – les partisans du néo-libéralisme et les partisans de la disparition de l'Union soviétique étaient qualifiés de progressistes, de gens de gauche. Bref, on dénaturait sciemment tous les concepts.

La propagande occidentale a imprimé une impulsion à toute cette évolution, parce que l'objectif était de faire plier l'Union soviétique, de la mettre à genoux. Et l'Occident, qui a tant fait dans ce sens, est maintenant préoccupé de ce qui se passe là-bas et des possibles conséquences de cette désintégration.

Croyez-vous qu'il aurait été possible de modifier le cours des événements et de préserver l'intégrité de l'Union soviétique ?

L'Union soviétique n'aurait pu être désintégrée, l'impérialisme n'aurait pu la désintégrer si les Soviétiques ne s'étaient pas détruits eux-mêmes, si les responsables de la stratégie et de la tactique, si les dirigeants politiques et gouvernementaux n'avaient pas détruit le pays. Non, le socialisme n'est pas mort de mort naturelle : on l'a poussé au suicide, on l'a assassiné ! Voilà ce que je voulais dire en m'exprimant de la sorte.

On ne sait encore tout ce qui s'est passé. Mais on commence à parler par là-bas – et je ne veux pas entrer dans ce thème – de la façon dont les changements en Pologne ont été parfaitement planifiés et organisés depuis l'Occident, et on sait maintenant comment la désintégration du camp socialiste en Europe de l'Est a été planifiée et mise au point.

Et vous avez une idée, Fidel, de ceux qui ont participé, dans les pays socialistes mêmes, à ce plan ?

Ce qu'on ignore encore, mais cela se saura un jour, c'est quels sont les gens qui ont travaillé sciemment avec la CIA, avec les services de renseignements nord-américains et qui ont servi de cinquième colonne pour matérialiser la destruction du camp socialiste. Et on ne sait toujours pas, mais ça se saura un jour, quels sont ceux qui, de manière consciente et en complicité avec les services de renseignements étasuniens, ont travaillé à la destruction du socialisme en Union soviétique et à la liquidation de ce pays. Ça se saura un jour, parce que tout finit par se savoir. Ça peut prendre vingt ans, ou vingt-cinq, ou même quarante ou cinquante, mais on finira par le savoir.

Cela ne veut pas dire que tout est maintenant terminé là-bas, parce que l'incertitude y est si grande, hélas, et on assiste à tant de conflits, de problèmes, de divisions qu'on est plein d'amertume à l'idée que la désintégration qui s'y est produite n'a peut-être pas encore touché à sa fin. Je ne sais vraiment pas comment vont survivre ces nations-là si elles détruisent les liens économiques qui les unissaient. Il est facile de comprendre que tu ne peux forger une économie commune pendant soixante-dix ans et tout laisser se désintégrer du jour au lendemain. Va savoir les souffrances, les

calamités, le coût que cela risque de représenter pour chacun des peuples qui formaient l'Union soviétique.

Maintenant que l'Union soviétique a disparu, tout ce qu'on peut souhaiter c'est qu'une intégration économique, et une collaboration, et une défense commune se maintiennent entre ces pays-là, que les républiques mêmes qui se sont séparées de l'Union soviétique continuent d'exister et que de nouvelles désintégrations ne se produisent pas en leur sein. Tout ce qui va dans le sens de plus de divisions, de plus de conflits et de plus de désintégration entre les pays qui ont constitué l'Union soviétique est très mauvais pour toute l'humanité, est terrible, car cela crée des conditions encore plus favorables à l'hégémonie mondiale des États-Unis, à la domination mondiale et à l'exploitation mondiale de la part de l'impérialisme et de ses alliés actuels.

Et puis, reste à voir quelles seront, dans ces nouvelles conditions, les conséquences des contradictions qui vont éclater entre les États-Unis et leurs alliés. Car c'est là une loi de l'histoire qui ne souffre pas d'exception, qui est inexorable : ces contradictions vont éclater, et avec toujours plus de force, entre ceux qui sont aujourd'hui des alliés, dans la mesure où la disparition de l'Union soviétique a engendré des conditions sans précédent dans le monde et que les rivalités vont éclater entre les grandes puissances économiques capitalistes. Une nouvelle histoire commence.

Par ailleurs, nul ne sait de toute façon où aboutira finalement cette évolution dans l'ancienne Union soviétique, ni ce qui risque d'arriver si ces peuples-là ne règlent pas leurs problèmes actuels, pas plus qu'on ne sait les répercussions encore pires que cette évolution peut avoir pour eux et pour l'humanité. Ils vont vivre les expériences du capitalisme, et de la pire forme de capitalisme, et ils vont vivre l'expérience du néolibéralisme; ils vont vivre l'expérience des recettes du Fonds monétaire international; ils vont vivre les expériences que vivent aujourd'hui les peuples latino-américains; ils vont vivre les expériences que sont en train de vivre les peuples d'Afrique et d'Asie; ils vont vivre les expériences du Tiers-monde. Oui, c'est une histoire qui commence et dont le dernier mot n'est pas encore écrit. Ce phénomène progresse, beaucoup de tendances négatives progressent, mais celles-ci devront bien cesser un jour et s'inverser si ces peuples tiennent à conserver tout ce qu'il est possible de conserver de l'ancienne communauté de pays qui ont formé l'Union soviétique.

Les États-Unis et leurs alliés sont sans doute très contents de ce qui s'est passé là-bas... Ou du moins ils l'ont été. En effet, un chef d'État européen m'a dit confidentiellement qu'il éprouvait une grande nostalgie de l'Union soviétique, ce qui va dans le droit fil de vos propres réflexions.

On avait constaté à la fin des années 80 une participation plus efficace des organismes internationaux dans la recherche de la justice. Pourquoi cette tendance-là piétine-t-elle ? Est-il possible à votre avis de la relancer ?

Quand tu parles des organismes internationaux, je présume que tu fais allusion essentiellement aux organismes des Nations Unies. Eh bien, je crois que les événements que nous avons évoqués ont beaucoup à voir avec cette nouvelle tendance.

Il est vrai qu'on avait constaté une tendance positive aux Nations Unies voilà un peu plus de dix ans : l'Assemblée générale avait adopté la Charte des droits et des devoirs économiques des États²⁶, adopté le Nouvel Ordre économique international²⁷ ; les institutions spécialisées des Nations Unies avaient œuvré dans différents domaines pour tenter de régler des problèmes de l'humanité : elles s'étaient préoccupées pour l'enfance, pour la femme, pour le développement, pour l'éducation, pour la santé publique, pour l'environnement, pour la culture, bref, pour bien des choses. Je pense donc que les institutions spécialisées des Nations Unies ont joué un rôle positif. Mais, à partir du moment où l'Organisation des Nations Unies, et notamment son Conseil de sécurité, commence à se convertir en un instrument de l'hégémonisme des États-Unis, alors la situation qui se crée ne peut logiquement que préoccuper tout le monde.

Bien des choses ont contribué à tout cela, pas seulement l'effondrement du camp socialiste et la désintégration de l'Union soviétique : par exemple, la guerre du Golfe, les erreurs commises par certains pays du Tiers-monde, les erreurs commises, à mon avis, par l'Iraq, qui ont offert aux États-Unis sur un plateau d'argent l'occasion de présenter leurs lettres de créance comme maître du monde, de mener une guerre technologique, de viabiliser leur implantation au Moyen-Orient, de renforcer leur rôle de gendarme et d'accélérer leurs manœuvres pour dominer le Conseil de sécurité.

Tous ces facteurs, et toute une série d'autres événements ont joué et ont amené de l'eau au moulin des visées et des manœuvres impérialistes, ont contribué à créer cette situation critique et ce renversement du rôle que jouaient les Nations Unies, malgré leurs limitations, malgré leur structure non démocratique, malgré l'existence de membres permanents du Conseil de sécurité et du droit de veto, un droit que les États-Unis n'ont pas hésité à exercer je ne sais combien de fois, chaque fois qu'ils ont estimé que cela convenait à leurs propres intérêts ou à ceux de leurs alliés les plus proches.

Malgré tout cela, je suis d'accord avec toi que les organismes internationaux tendaient à jouer un rôle positif. Mais cette tendance s'est inversée aujourd'hui, tout comme l'ensemble de la situation mondiale.

J'insiste : dans les conditions actuelles, quelles nouvelles contradictions envisagez-vous ? En particulier, comment se manifestera à l'avenir la contradiction Nord-Sud ?

²⁶ Quasiment vingt ans. La Charte des droits et des devoirs économiques des États a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 décembre 1974 [Résolution 3281 (XXIX)], par 100 voix pour, 6 contre (dont les États-Unis) et 10 abstentions (dont celle de la France). À ce sujet, cf. Brigitte Stern, *Un nouvel ordre économique international ?*, recueil de textes et de documents, Paris, 1983, Ed. Economica, pp. 57-98.

²⁷ La Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [Résolution 3201 (S-VI)] et le Programme d'action [Résolution 3202 (S-VI)] ont été adoptés par consensus par l'Assemblée générale des Nations Unies, réunie en session extraordinaire, le 1^{er} mai 1974. Ce nouvel ordre économique international, « fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les Etats, indépendamment de leur système économique et social, corrigera les inégalités et rectifiera les injustices actuelles, permettra d'éliminer le fossé croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement et assurera dans la paix et la justice aux générations présentes et futures un développement économique et social qui ira en s'accélégrant... » Cf. Brigitte Stern, *op. cit.*, pp. 3-56.

Eh bien, Tomás, on peut dire que tu me poses beaucoup de questions qui m'obligent à réfléchir ! Je ne passe pas mon temps à penser à toutes ces choses-là, sais-tu, et je n'en dispose pas de beaucoup pour échafauder des théories ou aller au fond de tous ces problèmes, à plus forte raison dans la situation actuelle de Cuba qui m'oblige à un énorme travail pratique jour après jour, rempli d'obligations qui me lient et m'occupent. Je vais toutefois tâcher de répondre à grands traits à certaines de tes questions.

Dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, la première contradiction, la principale, va opposer les intérêts des pays du Tiers-monde et ceux des pays capitalistes développés, qu'on peut définir comme la contradiction entre les pays du Tiers-monde et l'impérialisme. Une contradiction qui couvre le domaine économique, mais qui joue aussi sur le terrain politique. Et cette contradiction-là entre les pays du Tiers-monde et l'hégémonisme des États-Unis, bien que déjà très large, va encore s'amplifier pour toucher de nombreux pays qui ne sont pas du Tiers-monde.

Ainsi, sur le terrain politique, on va voir se dessiner une forte contradiction entre les intérêts du monde et les intérêts hégémoniques des États-Unis. Dans ce domaine, il existe deux sortes de contradictions similaires et en partie communes, mais différentes toutefois : celles qui opposent les pays du Tiers-monde et les pays capitalistes développés, d'une part; de l'autre, celle qui oppose les pays du Tiers-monde et du monde en général et les États-Unis qui se veulent hégémoniques, ce qui est une autre contradiction fondamentale.

Il en surgira à mon avis une autre importante entre les grandes puissances économiques capitalistes : entre les intérêts des États-Unis, ceux du Japon et du Sud-Est asiatique et ceux de la Communauté économique européenne. Ces contradictions-là vont surgir avec force et se développer inévitablement à l'avenir, mais dans des conditions nouvelles : en effet, les pays de l'ancienne Union soviétique et les anciens pays socialistes européens viennent maintenant, dans la réalité des faits, faire concurrence aux pays du Tiers-monde dans la course aux maigres ressources financières du monde.

Par ailleurs, l'Occident tâche d'inclure dans son orbite les anciens pays socialistes d'Europe et les pays qui formaient l'Union soviétique pour les faire participer à l'échange inégal entre pays industriels et Tiers-monde et aux privilèges qu'il procure. Bref, si on a plaidé à un moment donné en faveur d'un commerce entre ces pays socialistes, qui avaient un certain niveau de développement, et les pays du Tiers-monde qui ne soit pas régi par les principes qu'imposent les pays capitalistes développés, cela est bel et bien révolu : aujourd'hui, tous ces pays-là, qui ont atteint un certain développement, s'efforceront – et l'Occident fera tout pour les aider dans ce sens – de tirer profit de l'ordre économique mondial imposé par l'impérialisme et donc de l'échange inégal avec les pays du Tiers-monde, tout en leur faisant concurrence dans la course aux maigres ressources financières disponibles actuellement. Car beaucoup de monde a besoin d'argent : en premier lieu, les États-Unis, dont le déficit budgétaire va atteindre cette année 400 milliards de dollars, un record absolu, mais aussi le Tiers-monde, qui a besoin

de beaucoup d'argent, tout comme en ont besoin – et ils le réclament – les anciens pays socialistes et les pays qui constituaient l'Union soviétique.

Telles sont, à mon avis, les contradictions fondamentales qui se dessinent dans un avenir immédiat, qui commencent à s'exprimer d'une façon ou d'une autre et qui se traduiront toujours plus dans un avenir proche, à court et à moyen termes, si je puis dire.

STALINE

A l'instar de beaucoup de révolutionnaires de ma promotion, j'ai été un jour ou l'autre stalinien. Adolescent, j'observais ces moustaches défiantes qui me paraissaient vénérables. Ce qu'on disait contre le dirigeant soviétique, fréquemment exagéré, je le considérais comme une calomnie et une obscénité.

J'avais lu les phrases que Lénine avait dictées en décembre 1922 : « Le camarade Staline... a concentré un pouvoir immense entre ses mains et je ne suis pas sûr qu'il sache toujours en user avec suffisamment de prudence... Staline est trop brutal... [il faut] nommer à sa place un homme qui... soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux... », mais cela me paraissait des appréciations trop subjectives.

L'idole sans tache s'effondra bien avant le triomphe de la Révolution sandiniste. Cette ombre d'horreur, venant à la suite de l'accouchement illuminé de la révolution d'Octobre, s'imposa peu à peu à ma conscience.

De son exil politique parisien, Régis Debray a déclaré voilà quelques semaines que Fidel Castro était Trotski, Lénine et Staline emballés en un seul caudillo.

Bien que Fidel possède les qualités intellectuelles de Trotski, l'intégrité de Lénine et la capacité d'organisation de Staline, il est impossible de le comparer à ces personnages historiques. Le faire reviendrait à continuer de prendre comme référent obligatoire les faits et les valeurs de l'Europe. Et nous en avons ras-le-bol, nous, les Latino-Américains.

Fidel est Fidel. Et un « caudillo » au seul sens où l'ont été, en des temps glorieux pour notre Amérique²⁸, Tupac Amaru²⁹, Bolívar, San Martín, Hidalgo, Martí, Morazán³⁰ et Sandino³¹.

²⁸ L'expression *Notre Amérique* désigne ici l'Amérique latine, depuis le río Bravo jusqu'à la Patagonie. Elle provient d'un fameux article-manifeste que José Martí publia sous ce titre en janvier 1891 et où il opposa l'Amérique qui est à nous à l'Amérique « qui n'est pas la nôtre », autrement dit les États-Unis, lesquels ont, soit dit en passant, récupéré à leur profit le patronyme de tout un continent, puisque les peuples du Sud sont tout aussi « Américains » qu'eux. Ceci explique pourquoi la Révolution cubaine parle toujours de « Nord-Américains » pour désigner ce qu'on connaît en France comme « Américains », ce qui n'est d'ailleurs qu'un pis-aller, puisque le terme inclut aussi les Canadiens... Ou d' « Étasuniens ».

²⁹ *Tupac Amaru* : Descendant d'Incas, il souleva les indigènes péruviens contre la domination espagnole (1780-1781). Victime d'une trahison et arrêté, il eut la langue coupée puis, les chevaux n'étant pas parvenus à l'écarteler, il fut décapité le 18 mai 1781.

³⁰ *Francisco Morazán*, Hondurien qui fut président (1830-1839) de la République fédérale d'Amérique centrale, où il réalisa la première grande réforme libérale. Vaincu par les troupes conservatrices, il dut s'exiler.

³¹ *Augusto César Sandino* (1895-1934) lutta contre l'occupation étasunienne de son pays, le Nicaragua, à la tête de son Armée de défense de la souveraineté nationale de 1927 à 1933, année où il obtient le retrait des troupes étrangères. Assassiné par trahison sur ordre de l'ambassade des USA par Somoza, chef de la

À Cuba, le culte, si tant est qu'il existe vraiment, est soutenu par la personnalité : Fidel est sans aucun doute un archétype mondial.

Ce qu'on va lire du leader cubain peut nous aider à nous faire une vision plus objective d'une personnalité du mouvement révolutionnaire qui a toujours été situé dans l'angle obscur de la controverse.

T.B.

Pour la plupart des dirigeants révolutionnaires d'Amérique latine, la crise actuelle du socialisme a un auteur intellectuel : Joseph Staline. Qu'en pensez-vous ?

On ne peut affirmer ça tout de go ! En tout cas, moi, je ne m'y risquerais pas.

Staline a commis de très graves erreurs, mais on peut aussi mettre de bonnes choses à son actif. Il a joué un rôle important dans la révolution d'octobre et dans la guerre contre l'intervention étrangère après la Révolution. Cela, l'Histoire le reconnaît. Il a aussi joué un rôle important dans l'industrialisation de l'Union soviétique, dans la grande guerre patriotique et dans la reconstruction du pays. Ce sont là des faits objectifs.

Certains disent que l'Union soviétique a gagné la guerre malgré Staline...

Ecoute, Tomás, il y a des années que j'ai des opinions critiques sur Staline dans de nombreux domaines, et c'est pourquoi je me sens autorisé à tenter d'être objectif dans tout ça. À mon avis, c'est pécher par simplisme historique que de faire retomber sur Staline la faute des phénomènes qui se sont produits en Union soviétique, car aucun homme ne pouvait à lui tout seul créer les conditions données. C'est pareil que si tu attribuais à Staline les mérites de ce qu'a été l'Union soviétique... Impossible ! C'est l'effort de millions et de millions de personnes héroïques qui a permis à l'Union soviétique de voir le jour, de se développer, de devenir une réalité et de jouer un rôle extrêmement important dans le monde en faveur de centaines de millions de personnes.

Et si nous nous mettons à parler de personnalités, alors, il faut dire que le principal mérite de la révolution d'Octobre revient bien entendu à Lénine, un mérite extraordinaire, singulier, fondamental, bien supérieur à celui de n'importe quel autre dirigeant. Hélas pour l'Union soviétique, Lénine meurt relativement jeune. Il aurait fallu qu'il vive dix ans, ou quinze ou vingt ans de plus.

Ceux qui, comme moi, ont étudié Lénine et qui connaissent sa pensée, son énorme talent, se rendent compte qu'il aurait été capable de rectifier bien des tendances négatives qui ont vu le jour dans la révolution soviétique après sa mort. Tu te rends compte ? L'absence de Lénine, le vide que cela a signifié dans le domaine théorique, dans le domaine intellectuel, dans la construction du socialisme en Union soviétique, est un facteur qui explique pour beaucoup les phénomènes qui sont venus ensuite.

Je te disais donc que j'ai critiqué Staline pour bien des choses, et tout d'abord pour les violations de la légalité qu'il a commises.

Il a aussi commis d'énormes abus de pouvoir. Ça, j'en ai toujours été convaincu.

Staline – et je dois parler à grands traits des erreurs les plus graves qu'il a commises de mon point de vue – a pendant longtemps fait confiance aux minifundia et à la propriété privée dans le domaine agricole, et il n'a pas entrepris de socialiser progressivement la terre. Cette situation dans laquelle toute la production d'aliments dépendait de lopins individuels s'est maintenue pendant un certain nombre d'années, jusqu'au jour où ceux-ci n'ont pu donner plus qu'ils ne pouvaient donner et où la production alimentaire a fini par stagner totalement. Or, et c'est mon avis, la socialisation de la terre aurait dû commencer avant et se faire peu à peu. Et elle a été très coûteuse, dans l'ordre économique et dans le domaine humain, la tentative de

socialiser la terre en une très brève période historique et par la violence. Ça, ç'a été une grande erreur commise sous la direction de Staline.

À ce propos, je peux te parler de notre propre expérience et raisonner, non plus à partir d'arguments, mais de faits concrets. Tout d'abord, nous n'avons pas fait à Cuba le genre de réforme agraire qu'ont faite les Soviétiques ou qu'ont faite les pays socialistes : nous, nous avons donné la terre en propriété aux métayers, aux fermiers, aux détenteurs précaires, à tous ceux qui travaillaient la terre; en revanche, les latifundios de canne à sucre, nous ne les avons pas divisés, nous ne les avons pas fragmentés; si nous l'avions fait, nous aurions détruit l'industrie sucrière cubaine, et ç'aurait été une catastrophe; si nous avions créé des centaines de milliers de nouveaux *minifundios*, nous aurions liquidé les possibilités d'alimenter la population. Bref, nous ne l'avons pas fait, et nous les avons préservés comme unités.

Évidemment, me diras-tu, il est très facile de juger dans des conditions différentes. Les Soviétiques n'ont peut-être pas eu d'autres solutions que tout diviser; si on tient compte du moment, de la pauvreté qui régnait, du manque de ressources, du blocus et de tous les problèmes que souffrait la population, peut-être ne leur est-il pas resté d'autres remèdes que de faire ce genre de réforme agraire. Mais, même en admettant que nécessité ait fait loi, rien ne les obligeait en tout cas à se lancer ensuite dans cette collectivisation accélérée et forcée, tu comprends ?

Je te disais que nous, nous avons donné la propriété à tous ceux qui travaillaient un lopin de terre, mais que nous n'avons pas divisé les grandes plantations, ce qui nous a permis de constituer une propriété d'État qui a servi de base à une production agricole à grande échelle. Sache que notre pays est un de ceux qui exportent le plus d'aliments par habitant au monde et qu'aucun n'en exporte autant que Cuba sur une superficie aussi réduite : nous exportons des aliments pour quarante millions de personnes environ tous les ans, et ce durant les quinze dernières années de Révolution, bien que notre population croisse, bien que nous disposions de moins de terres à cause des installations de toutes sortes que nous avons bâties. Si nous avions divisé les terres, nous n'aurions pas pu le faire.

Cette quantité d'aliments exportés par Cuba, c'est quelque chose qu'on ignore généralement : eh bien, pour chaque citoyen, nous exportons des aliments pour quatre autres personnes dans le monde, justement parce que nous n'avons pas fait ce genre de réforme agraire et que nous avons vu suffisamment clair à cet égard.

Deuxièmement, nous avons donné la propriété aux paysans qui travaillaient la terre sans titre légal. Même si nous savions que les petits lopins ne permettent qu'une production limitée, nous n'avons jamais entrepris de créer des coopératives par la force; nous l'avons fait, oui, parmi les petits agriculteurs – qui jouent un rôle déterminé dans la production agricole cubaine et qui possèdent un pourcentage donné de terres – mais nous l'avons fait progressivement, et nous sommes parvenus en un peu plus de dix ans à regrouper en coopératives environ la moitié de ces terres privées aux mains de petits propriétaires. L'autre moitié existe toujours et nous l'avons respectée : nous travaillons avec ces petits paysans, nous réalisons notre programme alimentaire en coordination

avec eux, quelles que soient les limitations techniques qu'impliquent les petits lopins, car tu ne peux pas y utiliser un équipement d'irrigation à pivot central qui arrose cent hectares, tu ne peux pas y utiliser l'épandage aérien, ni les machines coupeuses de canne à sucre, ni les techniques les plus modernes et à la productivité plus élevée. Et pourtant il ne nous est jamais venu à l'idée de socialiser de force cette moitié de propriétaires indépendants qui ont continué d'exister après la création des coopératives; au contraire, nous leur avons garanti et promis qu'ils resteraient ainsi toute leur vie si tel était leur bon plaisir et que nous respecterions leur volonté. La collectivisation, nous l'avons réalisée parmi les paysans indépendants qui étaient propriétaires de leurs terres, des terres que nous leur avons données, nous, mais uniquement avec ceux qui y ont consentis. Bref, cela a été strictement volontaire.

Oui, tu peux t'imaginer les conséquences que la collectivisation forcée a dû avoir pour un pays qui était formé en son immense majorité de paysans et où on avait distribué la terre au départ - peut-être comme une nécessité politique et sociale fondamentale, peut-être parce qu'on ne pouvait pas faire autrement à ce moment-là ! Voilà, à mon avis, une des grandes erreurs de Staline.

Pour en revenir au thème des opérations militaires pendant la seconde guerre mondiale, comment jugez-vous le rôle de Staline ?

Je crois que la politique de Staline, à la veille de la guerre, a été totalement erronée.

On peut expliquer parfaitement ses motivations en matière de politique internationale. Il est historiquement prouvé qu'il voulait organiser une coalition contre Hitler. Comment le sait-on ? Eh bien, parce qu'il existe des documents, des preuves de toutes sortes; de plus il saute aux yeux que les puissances occidentales, les pays capitalistes, voulaient lancer Hitler contre l'URSS, de même qu'il est tout à fait clair, évident, prouvé par l'histoire qu'Hitler a été reçu avec approbation, voire avec sympathie, et que le nazisme a bénéficié du soutien de la bourgeoisie allemande qui y voyait un instrument contre le communisme. En effet, même si Hitler était un raciste fanatique et qu'il le prouvait dans les faits, on lui pardonnait tout ça parce qu'il se présentait comme le champion de la lutte contre le communisme, si bien que tout le monde voyait en lui l'instrument idéal pour détruire l'Union soviétique.

Quand la seconde guerre mondiale a éclaté, j'avais treize ans et je lisais déjà avec une grande avidité tous les journaux, toutes les nouvelles internationales, et ce depuis la guerre civile espagnole. Celle-ci avait éclaté en 1936, j'avais donc dix ans, et je me rappelle encore, presque comme si je venais de les lire, bien des nouvelles qui parvenaient ici. En effet, de nombreux Espagnols vivaient dans l'exploitation agricole de mon père; certains ne savaient ni lire ni écrire et me demandaient de leur lire les journaux. Ils étaient divisés en républicains et franquistes, c'est vrai, mais une bonne partie d'entre eux étaient républicains par instinct. Je me souviens en particulier du cuisinier de la maison, un Galicien d'origine paysanne, analphabète, mais républicain jusqu'au bout des ongles, qui semblait porter dans son sang par tradition la rébellion contre le féodalisme et l'exploitation. Bref, je leur lisais les nouvelles, et je me souviens

de toutes les batailles dans les Asturies, à Teruel, sur l'Èbre, et je suivais tout ça de très près.

J'ai donc lu les nouvelles quotidiennement durant les années qui ont précédé la seconde guerre mondiale et pendant la guerre elle-même, ceci sans parler de la quantité de livres que j'ai lus ensuite, aussi bien sur les opérations militaires qui se sont déroulées à ce moment-là que sur les événements politiques de l'après-guerre. Pendant cinquante ans, donc, j'ai lu à ce sujet et j'ai pu reconstituer en pensée bien des choses et faire des analyses politiques et même des analyses militaires sur tout ceci.

On ne peut absolument pas nier que les puissances occidentales ont encouragé Hitler jusqu'au jour où celui-ci s'est converti en un monstre, en une véritable menace. On ne peut nier non plus la faiblesse extraordinaire dont ont fait preuve les puissances occidentales envers lui et la façon dont elles ont accepté ses agissements dans les jours qui ont précédé l'annexion de l'Autriche, le fameux *anschluss*, tout d'abord l'occupation de la Sarre où il lui était interdit de dépêcher des troupes et, encore avant, son intervention en Espagne avec Mussolini.

Ce sont les bombardiers et les pilotes allemands qui ont détruit Guernica et pilonné Madrid, qui ont tué des centaines de milliers d'Espagnols; ce sont les avions allemands et les avions italiens qui, dans le cadre d'une politique expansionniste, ont décidé, entre autres facteurs, de la guerre. Et pourtant aucun avion anglais, aucun avion français, aucun avion nord-américain ne s'est battu aux côtés de la République espagnole : ce sont des brigades de volontaires internationales qui l'ont fait. Et le seul pays qui l'a vraiment aidée, c'est l'URSS.

On ne peut nier historiquement que les armes avec lesquelles la République espagnole s'est battue sont venues pour l'essentiel d'Union soviétique, et que les avions, les chars, l'artillerie dont elle a pu disposer venaient d'URSS. Les Soviétiques lui ont fait parvenir ce qu'ils avaient.

Quel autre pays l'a fait quand Hitler et Mussolini déclenchaient leur politique expansionniste ? Et quand ils ont fini par atteindre l'objectif qu'ils cherchaient en fin de compte, la disparition de la République espagnole ? Qu'a fait l'Occident ? Qu'ont fait les États occidentaux, qui étaient puissants à l'époque ?

C'est au beau milieu de ces événements-là que l'Allemagne se réarme. Qu'a fait l'Occident pour l'en empêcher ?

Ensuite, Hitler commence à occuper toutes ces régions d'Europe où il ne pouvait introduire en principe son armée. Plus tard, il annexe l'Autriche, et s'étend. Puis c'est Munich, et il enlève à la Tchécoslovaquie une partie de son territoire et, un peu plus tard, il occupe en très peu de temps le reste du pays; ensuite, il axe son influence et son expansion vers la Hongrie, vers la Roumanie, vers la Bulgarie, dépêchant des troupes partout.

Que fait l'Occident face à tous ces mouvements ? Il laisse l'URSS seule, et celle-ci prend peur devant cette manœuvre, quand elle se rend compte qu'Hitler franchit le Danube, qu'il occupe des endroits stratégiques et que l'Occident ne réagit pas et tolère

tout ça. Bien entendu, ça a stimulé l'expansionnisme d'Hitler et avivé les craintes de Staline, ce qui a conduit celui-ci à faire quelque chose que je critiquerai toute ma vie, parce que je crois que ç'a été vraiment une violation des principes : chercher la paix avec Hitler à tout prix pour gagner du temps.

Nous, dans notre longue vie révolutionnaire, dans l'histoire déjà relativement longue de la Révolution cubaine, nous n'avons jamais négocié un seul principe pour gagner du temps ou pour obtenir un avantage pratique, quel qu'il soit. Je crois qu'il s'est agi d'une erreur monumentale. Je ne vais pas dire que tout a été de la seule faute de Staline, parce que l'ensemble de la politique occidentale l'a poussé à prendre cette position. N'empêche qu'il tombe dans le panneau du fameux pacte Molotov-Ribbentrop, quand les Allemands ont commencé à exiger la remise du couloir de Dantzig et à présenter une série d'exigences au sujet de la Pologne.

Dès que j'ai eu une conscience politique et une conscience révolutionnaire, j'ai toujours estimé, en analysant ces faits, que Staline avait commis une énorme erreur de politique extérieure au cours des années qui ont précédé la guerre.

De plus, le pacte de non-agression, loin de donner du temps à Staline, a raccourci les délais, parce que la guerre a éclaté très peu de temps après. Évidemment, quand Hitler a attaqué la Pologne, l'Angleterre et la France se sont retrouvées au pied du mur, et la guerre a éclaté.

Quelles conséquences a eues la guerre ? Eh bien, toutes les actions éclairées d'Hitler, l'invasion de la Norvège, puis celle de la Belgique et de la Hollande, l'attaque contre la France, et la défaite de celle-ci et de l'Angleterre sur le continent. Hitler renforce son pouvoir dans toute l'Europe; Mussolini entre dans la guerre en opportunisme, en pensant que le moment est venu et que la France s'effondre, tandis qu'Hitler est chaque mois plus puissant, dispose de toujours plus de ressources humaines, de ressources matérielles, de combustibles, de minerais, de tout, et devient un ennemi toujours plus puissant pour l'Union soviétique.

Et puis, dans cette situation-là, on assiste à une course entre eux pour essayer d'occuper des positions, d'occuper des territoires, d'obtenir des avantages stratégiques, parce que Staline se rend compte que la guerre peut éclater à mesure qu'Hitler avance vers l'Est.

Alors, qu'est-ce que je pense de tout ça ? Les raisons invoquées à l'époque pour expliquer certaines actions soviétiques sont-elles valables ? Peux-tu dire par exemple : des populations russes vivent dans tel territoire, et comme il me faut les protéger et que je ne dois pas laisser passer les Allemands, j'occupe le territoire en question ? Et c'est là à mon avis une autre grande erreur de Staline : au même moment où Hitler attaque la Pologne, il dépêche des troupes pour occuper ce territoire dont une partie avait fait l'objet d'un litige parce que des populations ukrainiennes ou russes, je ne sais plus trop, y vivaient.

Quelle aurait été la meilleure politique, à mon avis ? Je suis convaincu que si nous nous étions trouvés dans une situation pareille, nous aurions agi autrement. Plutôt que de donner l'image d'un État qui attaque par derrière un pays envahi par Hitler, nous

aurions préféré inviter les populations concernées à franchir la frontière pour se protéger, mais nous n'aurions pas violé les frontières de ce pays-là et nous n'aurions pas, quelles qu'aient été les divergences idéologiques, attaqué ce pays au moment où il était victime de l'agression hitlérienne. Je crois que ç'a été une erreur monumentale du point de vue des principes moraux et de l'opinion internationale.

La petite guerre contre la Finlande a aussi été une erreur monumentale, et je l'ai pensé toute ma vie, tant du point de vue des principes moraux que du point de vue du droit international.

Staline a commis une suite d'erreurs qui ont attiré l'antipathie de vastes secteurs de l'opinion publique internationale envers l'Union soviétique, qui ont placé les communistes du monde entier, alors très solidaires et très amis de l'Union soviétique, dans des situations extrêmement difficiles puisqu'ils devaient défendre face à leur opinion publique nationale chacun de ces épisodes-là et qu'ils ont dû se faire une espèce d'hara-kiri – c'était l'époque de l'Internationale – pour défendre l'URSS. Et il était correct de la défendre, dirais-je. Ils ne pouvaient pas l'abandonner, quelles qu'aient été ses erreurs... N'empêche qu'ils ont été contraints de défendre des choses aussi impopulaires et aussi antipathiques que le pacte Molotov-Ribbentrop, l'occupation d'une partie de la Pologne et la guerre contre la Finlande.

Et puisque nous parlons de ces thèmes-là, laisse-moi te dire que je ne les ai jamais abordés avec aucun journaliste.

J'estime que ces erreurs politiques et ces erreurs de principe monumentales, nous ne les aurions jamais commises. Je crois que l'histoire de la Révolution cubaine est un argument qui prouve ce que je dis, parce qu'elle n'a jamais violé ses principes, qu'elle n'a jamais, pour quelque raison que ce soit ni pour quelque intérêt national que ce soit, abandonné aucune cause juste dans le monde, ni un seul mouvement révolutionnaire, bien que nous ayons pour adversaire un pays et un gouvernement aussi puissants que les États-Unis. Oui, l'histoire de la Révolution cubaine prouve que nous n'avons jamais violé un principe moral.

Les faits que je t'ai mentionnés ne collent pas avec les principes, avec la doctrine, voire avec la sagesse politique.

Bien qu'il se soit écoulé un an et neuf mois, de septembre 1939 à juin 1941, durant lesquels l'Union soviétique a pu se réarmer, celui qui s'est renforcé durant cette période, celui qui est devenu cinq ou dix fois plus fort, c'est Hitler. L'URSS a pu accroître son pouvoir militaire – à un coût politique et moral extrêmement élevé, certes, - toujours est-il qu'Hitler, lui, a décuplé le sien durant ce temps-là.

Si Hitler avait attaqué l'URSS en 1939, je te dis qu'il aurait causé moins de destruction qu'en juin 1941 et il aurait subi le même sort que Napoléon Bonaparte. Il ne se serait pas heurté seulement à l'armée soviétique, qui était une réalité et qui disposait de nombreux officiers courageux, aguerris, expérimentés à l'occasion des guerres qui ont suivi la révolution d'Octobre, mais aussi à un peuple toujours combatif, à un peuple courageux. Si le peuple avait participé à une guerre irrégulière, l'Union soviétique aurait vaincu Hitler.

Et c'est là encore quelque chose que j'ai toujours considéré comme une grande erreur de Staline et des dirigeants soviétiques.

Enfin, le caractère de Staline, sa méfiance terrible envers tout, qui l'ont conduit à commettre d'autres graves erreurs, dont l'une a été de se laisser prendre au piège des intrigues allemandes et d'avoir procédé à une épuration terrible, horrible, sanglante, des forces armées et d'avoir pratiquement rendu l'armée soviétique acéphale au début de la guerre.

En juin 1941, il commet une autre erreur très grave : alors que les Allemands ont concentré aux frontières des millions d'hommes, des milliers et des milliers d'avions, des centaines de divisions – des divisions allemandes, roumaines, hongroises, et même finlandaises – autrement dit alors que les plans d'agression sont impossibles à occulter, qu'ils sautent aux yeux, Staline s'accroche à la théorie selon laquelle il s'agit d'une provocation, que tout ce qu'on lui dit et tout ce dont on l'informe n'est rien d'autre que de l'intoxication, il adopte la politique de l'autruche et met la tête dans le sable. Il ne mobilise pas les troupes. Or, la première chose que doit faire n'importe quel pays quand il se rend compte qu'une agression est imminente, c'est de décréter la mobilisation générale. Et ne voilà-t-il pas que l'Union soviétique, un pays qui pouvait lever des hommes par millions, des paysans, des soldats, des ouvriers, qui pouvait lever toute la population, qui disposait de milliers d'avions et de milliers de chars d'assaut, loin de décréter en temps opportun une mobilisation générale immédiate, ou du moins progressive, adopte une position absurde à mon avis, trop prudente, extraordinairement prudente, et même excessivement prudente, pour ne pas donner de prétextes à Hitler. Ainsi donc, Staline ne mobilise pas l'armée et ne décrète pas la levée générale.

Et que se passe-t-il après toutes ces erreurs antérieures de l'année 1941 ? Tu peux l'imaginer. L'Allemagne attaque l'Union soviétique par surprise, le 22 juin, pendant le week-end, je crois, un samedi ou un dimanche.

Comment peux-tu attaquer par surprise avec des millions d'hommes ? Et pourtant l'Union soviétique est si surprise qu'elle n'est même pas mobilisée ! Le fait est que les officiers et de nombreux soldats étaient en permission le jour de l'attaque, que l'aviation était encore sur les aérodromes de première ligne. Il a toujours été extrêmement clair pour moi que ce qu'il aurait fallu faire à ce moment-là, c'est décréter la mobilisation générale totale, retirer l'aviation en profondeur et adopter d'autres mesures semblables. Si tu ne vas pas attaquer, si tu vas adopter une politique défensive, alors tu dois retirer toute l'aviation en profondeur, mobiliser toute la réserve, la concentrer à des points stratégiques, décréter l'alerte combative maximale pour tous les hommes du front... Si cela avait été fait, Hitler n'aurait pas pu attaquer par surprise et remporter au départ de grands succès.

Au moment de l'invasion de la Yougoslavie, qui retarde l'attaque d'Hitler peut-être de quelques semaines, l'Union soviétique aurait déjà dû être mobilisée. Et je suis convaincu alors que l'armée hitlérienne se serait brisée contre l'armée soviétique échelonnée en profondeur, qu'elle n'aurait pas pu encercler des millions d'hommes, qu'elle n'aurait pas fait des centaines de milliers de prisonniers dans les premières

semaines de la guerre, qu'elle n'aurait pas détruit presque toute l'aviation le premier jour, qu'elle n'aurait pas causé les destructions énormes qu'elle a causées dans les premières semaines et les premiers mois de la guerre. Et elle ne serait pas arrivée jusqu'à Moscou, jusqu'à Kiev, jusqu'à Stalingrad, ni à aucun de ces endroits-là. Ça aurait été impossible. Cet immense pays aurait englouti les armées allemandes si son peuple, si ses forces armées avaient été mobilisés. Je crois même que l'histoire du monde aurait été différente et que la seconde guerre mondiale n'aurait pas pris fin de la sorte si l'Union soviétique avait fait ce qu'elle aurait dû faire à la veille de l'agression allemande. Oui, la guerre ne se serait pas finie à Berlin, mais au Portugal si les Allemands ne s'étaient pas rendus.

Les Soviétiques auraient occupé toute l'Europe, du moins jusqu'à la France...

Bien entendu. S'ils avaient vaincu Hitler à Berlin, ou aux frontières occidentales de l'Allemagne, ils n'auraient pas eu de raisons d'avancer ; le problème, c'est qu'Hitler occupait la France. L'Espagne, non, parce qu'il y avait un gouvernement du même acabit. Alors, s'ils avaient lutté jusqu'au bout, je dis que la guerre aurait pris fin au Portugal, et qu'il n'y aurait même pas eu de second front, que les troupes étasuniennes n'auraient pas débarqué en Europe. J'en suis absolument convaincu et je l'ai toujours été, en analysant tous ces événements-là.

Je viens de t'énumérer les grandes erreurs de Staline. Sans parler, bien entendu, des abus de pouvoir, des violations de la légalité et des actes de cruauté qu'il a vraiment commis. Tel est, à mon avis, l'ensemble de ses erreurs fondamentales.

Et quels ont été ses mérites ?

S'il faut en parler à grands traits, eh bien, tout d'abord celui d'avoir établi l'unité de l'Union soviétique, d'avoir consolidé ce qu'avait commencé Lénine, d'avoir renforcé l'unité du parti, et d'avoir donné une impulsion au mouvement révolutionnaire internationale, sans aucun doute; et puis encore l'industrialisation de l'Union soviétique, qui a été une grande réussite, un grand effort et un grand mérite de Staline, ce qui a été décisif, à mon avis, dans la capacité de résistance de l'Union soviétique.

Un des grands mérites de Staline – ou du groupe qui était avec lui, ne l'oublions pas, parce qu'on rejette sur lui la faute de tout et qu'on individualise les mérites et les erreurs, alors que beaucoup de gens ont participé – une de ses grandes réussites a été le programme de transfert de l'industrie militaire et des usines stratégiques en Sibérie et dans les profondeurs de l'Union soviétique.

Une fois la guerre commencée, je crois qu'il a su diriger l'Union soviétique. Au départ, il était très décontenancé, c'est vrai, c'est prouvé historiquement et Mikoyan m'a raconté comment se sont passées ces premières heures de Staline : il était plein d'amertume, car toutes ses prémisses s'étaient avérées fausses, les informations qu'il avait reçues n'étaient pas des provocations, Hitler avait bel et bien attaqué par surprise, avait provoqué de terribles dégâts, et pendant plusieurs heures, et même plusieurs jours, je crois, il est en plein désarroi, il ne sait que faire jusqu'au moment où il réagit et devient un chef militaire capable, parce que personne d'autre que lui ne pouvait exercer ces fonctions-là, personne ne jouissait de son autorité, de son prestige, de son pouvoir pour

jouer ce rôle, et il se consacre alors à la défense de l'Union soviétique et, selon ce que racontent Joukov et les plus brillants généraux soviétiques, il a joué un rôle très important dans la défense de l'Union soviétique pendant la guerre contre le nazisme. Cela, tout le monde le reconnaît.

Je crois que le moment est venu de faire une analyse impartiale du personnage, mais qu'on ne l'accuse pas de tout ce qui s'est passé, car, somme toute, l'Union soviétique que nous avons connue était une Union soviétique très puissante, une Union soviétique qui, quatre ans à peine après que les bombes atomiques eurent éclaté sur Hiroshima et Nagasaki et donné le monopole de l'arme nucléaire aux États-Unis, la possédait à son tour, qui a ensuite possédé l'arme thermonucléaire et des moyens de transport de ces armes, qui a été capable de mettre au point les fusées, de faire progresser les vols spatiaux, d'atteindre des niveaux de développement et de production industrielle et alimentaire vraiment extraordinaires.

L'Union soviétique a produit parfois plus de 200 millions de tonnes de blé, alors qu'elle n'en produisait au début de la seconde guerre mondiale que 50 ou 60 millions.

Je ne veux pas parler de ça maintenant. Toujours est-il que l'Union soviétique que nous avons connue était une Union soviétique très riche, avec d'énormes ressources économiques, des ressources en matières premières, des ressources industrielles, des ressources scientifiques... Bref, une vraie superpuissance.

Est-ce que Staline a eu quelque chose à voir avec le développement de cette superpuissance ? Bien sûr que oui. Alors, comment va-t-on l'accuser sans plus de tout ce qui s'est passé en Union soviétique ? Je crois que ce serait faire preuve là de simplisme historique et je me refuse à accepter une imputation semblable. Ça reviendrait à dire que le coupable a été Lénine d'avoir fait une révolution socialiste, d'avoir pris le Palais d'hiver d'assaut et d'avoir constitué le gouvernement soviétique et tout ce genre de choses. Combien de gens ne pourrait-on accuser à ce train-là ! On finirait par accuser Dieu de ne pas avoir donné à Lénine une meilleure santé pour qu'il puisse vivre quinze ou vingt ans de plus !

Je ne voudrais pas blaguer autour de ça, car le thème ne s'y prête guère. En tout cas, avoir hérité un État aussi puissant et l'avoir dégingué en quelques années, avoir fait en quelques années ce que n'avait pu faire Hitler, ce que n'a pu faire la réaction mondiale, avoir désintégré un pays aussi puissant, ce qu'on n'était même pas arrivé à faire en tuant plus de vingt millions de citoyens, avoir permis à l'impérialisme d'atteindre cet objectif qu'il cherchait depuis toujours, et ce sans coup férir, est une grave responsabilité dont l'Histoire se chargera, en toute justice, de signaler les auteurs.

Il faut être objectifs, analyser toutes les erreurs politiques et de principe commises par Staline, analyser les réussites et aller au fond des facteurs qui ont vraiment provoqué la destruction de l'Union soviétique et dégager les vraies responsabilités de chacun. La construction du socialisme en URSS a été la première expérience de cette nature dans l'histoire de l'humanité. Aucune révolution ne s'est faite sans erreurs, voire sans grandes erreurs. Pense un peu à la Révolution française, aux révolutions classiques, aux révolutions historiques. Pense un peu, en Amérique latine, à la Révolution

mexicaine, un événement historique important qui a précédé la Révolution bolchevique et où il y a eu de tout, de la violence, des violations de la loi. Et en France, y en a-t-il eu, ou non ? Et quand la Restauration s'est imposée, a-t-on de nouveau violé la légalité ou non ? Toutes les révolutions ont produit ce genre de phénomènes.

J'ai dit parfois que nous nous sentions vraiment fiers d'avoir commis un minimum d'erreurs et d'avoir évité bien de celles qu'ont commises toutes les autres révolutions. Je pourrais les énumérer, mais là n'est pas mon propos. En tout cas, pouvait-on concevoir une révolution dans le vieil empire des tsars sans beaucoup d'erreurs ? Impossible. Et pourtant, la révolution y a eu lieu, Tomás, accompagnée de beaucoup d'erreurs et de beaucoup de réussites, et elle a joué un rôle capital dans le monde, parce que l'existence de l'Union soviétique et ses luttes ont accéléré la révolution dans le monde, ont évité que l'humanité ne tombe sous le joug fasciste, ont accéléré la révolution en Chine, un événement singulièrement important, ont contribué à l'indépendance du Viet Nam, ont aidé le mouvement de libération en Afrique et partout, et nous ont donné, à nous les autres peuples, un espace où vivre dans un monde marqué par les antagonismes de deux grandes puissances, ce qui a représenté un énorme avantage pour tous ceux qui ne voulaient pas tomber sous le joug de l'impérialisme yankee. Et cet avantage a disparu avec la disparition de l'Union soviétique.

DÉSIDÉOLOGISATION ET NÉO-LIBÉRALISME

Si quelque chose indigne l'intelligence humaine, c'est bel et bien la prétention que les idéologies ont pris la route du cimetière.

Pour certains, les idées révolutionnaires, éclissées et sur la défensive, ont été condamnées à la potence, et on parle jusqu'à plus soif de désidéologisation.

Or, c'est là un de ces mots qu'il faudrait expédier dans les poubelles de la langue, dans l'espoir qu'aucune poète, même parmi les plus mauvais, ne l'inclura dans l'une de ses synthèses. Sans beaucoup me creuser les méninges, j'imagine la désidéologisation comme quelque chose de privé de forme définie, gluant et sans contenu, de la filiation du soufre.

On prétend que nous désidéologisons tout : les discussions économiques, les propositions politiques, les relations internationales. Bref, que nous idéologisons tout, mais à rebours. Et, pour ce faire, on nous invite, avec une extrême courtoisie, à la cérémonie de l'acceptation.

Tout est bien : qu'elles sont belles, les femmes qui s'offrent dans les vitrines européennes ! Qu'ils sont pittoresques, les enfants qui fouillent dans les dépotoirs de Managua, de Lagos ou de Manille ! Nous voilà dans le meilleur des mondes possibles : qu'elle est élégante, la génuflexion de nos gouvernements devant le Fonds monétaire international ! Qu'elle est belle, l'exploitation des nations et des hommes !

On nous crie : ne levez pas le petit doigt contre le système, ne souillez pas de votre haleine les vitrines du capitalisme, car vous vous risquez, au mieux, au châtiment de Dieu.

Nous le savons d'ores et déjà : la désidéologisation n'est pas la fin des idéologies, mais la signature – illisible, soit dit en passant – du prétendu acte de décès du marxisme cloîtré dans les cryptes politiques d'Europe et, apparemment, dans les urnes électorales du Nicaragua.

Selon ce critère, les Cubains ont mal fait de nationaliser toutes les entreprises, d'établir le monopole public de la banque et du commerce extérieur³². Ils ont profané les principes de la libre entreprise et du libre-échange, maltraité la propriété privée qui aurait dû rester immaculée, fourré le nez de l'État dans la vie économique. Ils se sont aussi salis les mains en mettant en place un enseignement basé sur une vision objective de la nature

³² Cette affirmation n'est plus exacte depuis l'adoption d'amendements à la Constitution, en 1992, dans le cadre de l'ouverture économique imposée par la disparition du plus important marché pourvoyeur et acheteur de Cuba, l'Union soviétique, mais encore **le reste du camp socialiste européen : des banques étrangères ont ouvert des bureaux à Cuba** et de nombreuses entreprises publiques et toutes les sociétés d'économie mixte sont habilitées à faire de l'import-export.

et de la société, sans le moindre respect pour la Sainte Inquisition et une bonne demi-douzaine d'encycliques papales.

Abordant ce thème, Fidel Castro met à nu l'idéologie roublarde de la désidéologisation. Et prouve que cette feuille de vigne est vulnérable à la tempête qui découvrira des organes flasques, tristes, incapables d'engendrer des bien-être et des aubes.

Il nous démontre qu'au-delà ou en deçà de nos consciences, l'impérialisme, la bourgeoisie et d'autres prétendus lieux communs continuent, hélas, d'exister. Et que, aura-t-on beau jouer à cache-cache avec ces concepts, ils sont bel et bien là pour couillonner quiconque il faudra couillonner quand l'horloge en aura assez d'avoir les aiguilles congelées.

T.B.

Au terme d'une période où, selon certains, on ne lui prêtait pas l'attention requise, la pensée du Che occupe aujourd'hui une position centrale à Cuba. À quoi se doit ce regain de vie ?

Ecoute, Tomás, la pensée du Che a toujours eu une grande vigueur à Cuba. Chez moi, en particulier, elle a été permanente et croissante – je dis bien : permanente et croissante – bien avant que ne surgissent tous ces problèmes dans le camp socialiste et bien avant que la *perestroïka* ne voit le jour, quand nous avons entrepris notre propre rectification³³. Je me rappelle qu'à cette époque-là, nous commémorions un anniversaire de plus de la mort du Che – je crois que c'était le vingtième – et j'en ai profité pour parler longuement de lui et de toutes ces questions-là³⁴.

Mon admiration et ma sympathie pour le Che ne cessent de croître au fur et à mesure que je vois tout ce qui s'est passé dans le camp socialiste, parce qu'il était catégoriquement opposé à ce qu'on bâtit le socialisme en recourant aux catégories du capitalisme. Un économiste cubain a recueilli et ordonné toutes les idées que le Che avait exprimées dans différents écrits et discours³⁵ ; ces pensées ont une énorme valeur et devront faire l'objet d'études, car je pense que l'utilisation des catégories et des méthodes capitalistes a eu une influence aliénante dans les pays socialistes.

Tu me demandais les causes qui pouvaient expliquer l'échec du socialisme dans ces pays-là.

³³ On connaît à Cuba sous le nom de « rectification des erreurs et des tendances négatives » le virage donné par le Bureau politique à partir du discours prononcé par Fidel Castro le 19 avril 1986, pour couper court à une série de phénomènes apparus dans le domaine de la gestion économique, de la production et de l'activité politico-idéologique et considérés comme entravant sérieusement la construction du socialisme, voire comme étant incompatibles avec elle. Cette rectification se traduisit, notamment, par le coup d'arrêt imposé à la politique économique suivie jusque-là dans le style de l'URSS et du reste du camp socialiste européen, et basée sur un développement extensif. Sur cette question, trop complexe pour être abordée ici, cf. le recueil de discours de Fidel Castro (avril 1986-décembre 1987) intitulé *Sur la bonne voie* et publié par Editora Política, et les excellentes analyses apparues dans différents numéros de la revue *Cuadernos de Nuestra América*, du Centre d'études sur l'Amérique.

³⁴ Discours prononcé le 9 octobre 1987 pour le vingtième anniversaire de l'assassinat du Che en Bolivie. Cf. *Granma*, 12 octobre 1987. « Le Che croyait en l'homme, et quiconque ne croit pas en l'homme, quiconque pense que l'homme est un animal incorrigible, qui n'est capable d'aller de l'avant que si on lui met de l'herbe sous le museau, que si on lui donne de la carotte ou du bâton, quiconque, donc, pense ou croit ceci, ne sera jamais révolutionnaire, ne sera jamais socialiste, ne sera jamais communiste. Et le Che avait une grande foi en l'homme. Tout en étant idéaliste, il ne refusait pourtant pas les stimulants matériels, il les estimait nécessaires à cette étape de transition qu'est la construction du socialisme, mais il accordait toujours plus d'importance à la conscience, à la morale. » Puis, ayant réclamé que la pensée économique du Che soit connue et diffusée dans les pays socialistes, Fidel Castro ajoutait : « Car ce serait de l'inculture que de croire qu'il n'y a qu'une seule façon de faire les choses et que cette seule façon est celle qui est née d'une pratique concrète à une époque déterminée et dans des circonstances historiques déterminées. »

³⁵ Carlos Tablada Pérez, *El pensamiento económico de Ernesto Che Guevara*, La Havane, 1987, Casa de las Américas, Prix Extraordinaire Casa de las Américas, 212 pp. Existe en traduction française. ACTUALIZAR

Eh bien, je pense que le Che a eu une vision prophétique quand, dès le début des années 60, il a été capable de se rendre compte de tous les inconvénients, de toutes les conséquences que risquait d'avoir la méthode qu'on utilisait en Europe de l'Est pour bâtir le socialisme.

Il disait qu'il n'y avait pas de raisons de recourir aux catégories et à la philosophie du capitalisme. Et pourtant, on a utilisé dans notre pays, à un moment donné, des méthodes de direction et de planification de l'économie calquées de l'expérience socialiste européenne, calquées des méthodes de construction du socialisme qu'on appliquait en URSS et dans les autres pays socialistes. Si, donc, ce point de vue a prévalu et est devenu majoritaire à un moment donné, c'est non seulement à cause de l'énorme prestige dont l'URSS et les pays socialistes jouissaient à Cuba, mais encore à cause d'erreurs d'idéalisme que nous avons commises dans les premières années de la Révolution, et ces deux facteurs ont été le bouillon de culture qui a favorisé l'application et l'essor de ces méthodes-là³⁶. Je fais toujours la différence entre l'URSS et les autres

³⁶ Là encore, le thème est trop vaste et trop pointu pour l'aborder ici. Le livre de Tablada en aborde l'aspect conceptuel. Le thème renvoie aux polémiques et discussions suscitées précisément autour des modalités de construction du socialisme et aux réflexions nées de la pratique en URSS (réforme Liberman) et dans les pays européens (réforme Ota Sik en Tchécoslovaquie), etc. À Cuba, il s'est traduit, sur le plan théorique (mais à portée politique, bien entendu), par des articles d'Ernesto Guevara, de Charles Bettelheim, d'Ernest Mandel, ainsi que par des débats entre le Che et d'autres dirigeants sur le Système budgétisé de financement qui était appliqué dans la plus grande partie de l'industrie dont le Che était alors ministre, en opposition au Calcul économique, appliqué en partie dans l'agriculture (alors confié à Carlos Rafael Rodríguez comme président de l'Institut national de la réforme agraire), dans le commerce extérieur et dans le reste de l'industrie. Quelques repères chronologiques. Le Che avait lancé le débat : calcul économique (ou plutôt, parce qu'il l'estimait une mauvaise traduction du russe : autogestion financière) ou Système budgétisé de financement dès le premier numéro de la revue de son ministère, *Nuestra Industria*, juin 1963, intitulé : « Remarques sur les coûts de production comme base de l'analyse économique des entreprises sujettes au Système budgétisé ». Ce qui avait entraîné une analyse d'Alberto Mora dans la revue du ministère du Commerce extérieur sur la loi de la valeur dans le socialisme, dans lequel il critique sans les nommer Ernesto Guevara et Luis Alvarez Ro, ministre des Finances, lui aussi partisan du SBF. Le Che répondait en octobre 1963 dans l'article de sa revue intitulé : « Sur le concept de la valeur, » où il écrivait entre autres : « ...nous sommes au cœur d'une discussion qui concerne les niveaux supérieurs du gouvernement et du parti où se maintiennent deux lignes de pensée sur le système de financement... » Mais c'est dans l'article « Du système budgétisé de financement », daté de février 1964, qu'il expose le plus clairement ses conceptions, puis dans « La banque, le crédit et le socialisme » (mars 1964), qui est une réponse à un article du mois antérieur de Marcelo Fernández Font, alors président de la Banque nationale : « Développement et fonctions de la Banque socialiste à Cuba », ces deux articles apparaissant symptomatiquement non plus dans des revues sectorielles, mais dans la revue théorique du parti, *Cuba socialista* (dont le conseil de direction est toutefois formé, outre Fidel Castro, de quatre « anciens » du Parti socialiste populaire : Osvaldo Dórticos, Blas Roca, Carlos Rafael Rodríguez et Fabio Grobart). C'est toujours dans cette même revue qu'il répond à Charles Bettelheim, partisan de l'autogestion financière (« Formes et méthodes de la planification socialiste et niveau de développement des forces productives » (*Cuba Socialista*, avril 1964, mais déjà publié en français dans *La Pensée*, de février 1964) par « La planification socialiste, sa signification » (juin 1964). Relire ces textes à la lumière de l'effondrement du socialisme en Europe est un exercice passionnant et en dit long sur les intuitions du Che – intuitions basées, rappelons-le, sur une vision de l'homme comme être de conscience – quant au mode de construction de la société socialiste. [Je recommande la lecture de Fernando Martínez Heredia, *Che, el socialismo y el comunismo*, La Havane, 1989, Casa de las Américas, Prix extraordinaire Trentième anniversaire de la Révolution, 187 pp., notamment le chapitre « La Batalla del Che », pp. 141-

pays socialistes, car on n'a pas construit le socialisme en URSS en ne recourant qu'à ces méthodes-là : je veux parler plutôt des pays plus petits du camp socialiste. En effet, en URSS, les programmes de développement ont eu une grande force et les décisions fondamentales qui ont permis des taux de croissance économique élevés n'étaient pas précisément associées à la rentabilité au sens capitaliste et à toutes ces catégories analogues. Ainsi donc, ces méthodes, cette philosophie se sont appliquées dans notre pays, et dix ou onze ans après, alors qu'on en attendait encore les fruits, les déformations, les déviations avaient pris une telle ampleur que je pouvais que me rappeler constamment le Che et ses prémonitions, son rejet de ces méthodes-là de construction socialiste. Je crois que ce qui s'est passé dans le camp socialiste donne une grande actualité à cette pensée économique du Che sur l'édification du socialisme.

Quand la rectification a commencé dans notre pays, j'ai réclamé qu'on imprime ces livres consacrés au Che, qu'on divulgue sa pensée économique, sans la prendre toutefois comme un catalogue, comme quelque chose d'infaillible, parce qu'on ne peut prendre aucune école politique, ou la pensée d'aucun théoricien ou homme politique comme quelque chose d'inflexible, de dogmatique.

Toute ma vie, j'ai été l'ennemi des dogmes, et il faut éviter que la pensée des hommes politiques les plus illustres, des révolutionnaires les plus clairvoyants se convertisse en un dogme, d'autant que chaque pensée répond à un moment déterminé, à des circonstances déterminées, à une information déterminée, à une expérience déterminée. Ainsi, des formules que Lénine avait pu considérer à son époque comme adaptées à des circonstances données ne sont pas forcément applicables dans des circonstances différentes ou à une époque différente.

La pensée de Marx, ou celle d'Engels, ou celle de Lénine, ou celle du Che ne sont donc pas des dogmes, mais de brillantes preuves de talent, de vision politique, de vision sociale, de vision révolutionnaire, qui ont vu le jour à un moment déterminé.

La pensée marxiste-léniniste, la pensée d'Engels, la pensée du Che ont une valeur permanente, certes, mais à condition qu'on ne les considère pas comme des dogmes immuables, car ce serait là fouler le terrain religieux, et non plus le terrain scientifique, le terrain politique, le terrain révolutionnaire. Si j'ai insisté pour que les idées du Che soient bien mieux divulguées, c'est parce que je me suis rendu compte, justement, que le camp socialiste et l'URSS avaient tendance à marcher sur une voie différente qui s'écartait toujours plus de cette pensée et de ces inquiétudes du Che, qu'ils recouraient toujours plus aux catégories et aux mécanismes du capitalisme.

Ainsi donc, c'est justement le poison qui était en train de tuer le socialisme qu'on lui a administré à plus fortes doses, à bien plus grande échelle, pour tenter de l'améliorer ! Et tu as là une des causes qui expliquent ce qui s'est passé dans le camp socialiste européen. Ces erreurs-là, en revanche, nous ne les avons pas commises dans notre rectification, pas plus que nous ne sommes accrochés à des dogmes. Et puis, cette

180 ; et de Centro de Estudios sobre América, *Pensar al Che*, La Havane, 1989, Editorial José Martí, tome I (*Desafíos de la lucha por el poder político*) et tome II (*Los retos de la transición socialista*), 431 et 398 pp.)
ACTUALIZAR

rectification, nous l'avons menée avec beaucoup de prudence. Évidemment, les circonstances ont changé; maintenant, nous ne pouvons plus faire certaines choses, mais ce que nous faisons, nous le faisons de façon programmée, méthodique, patiente. En effet, tu ne peux pas rectifier en un an, ou en deux, ou en trois, des erreurs et des tendances négatives de nombreuses années. J'avais coutume de dire qu'il fallait rectifier des erreurs et des tendances négatives vieilles et nouvelles : certaines des vieilles l'étaient autant que le capitalisme, et les nouvelles avaient vu le jour au sein même de la Révolution. De sorte que nous avons rectifié bien des choses.

Nous avons parlé de rectification à Cuba bien avant qu'on ne parle de changements en URSS, plusieurs mois avant qu'on ne mentionne pour la première fois le mot de *perestroïka*³⁷. Cette *perestroïka* m'est d'ailleurs apparue comme une tentative de rectification, et une tentative positive, parce que j'étais conscient des nombreuses erreurs qui se commettaient là-bas.

Quand on a commencé à parler de supprimer les revenus qui ne provenaient pas du travail, car c'est là une des premières choses qu'on a mentionnées quand la *perestroïka* s'est mise en marche, cela m'a paru merveilleux, parce que je suis farouchement opposé à tous ces revenus qui ne découlent pas du travail, les revenus des spéculateurs, les revenus des voleurs, des gens corrompus... Jusqu'à cette campagne de moralisation contre l'alcoolisme, qui pouvait être d'ailleurs plus ou moins réaliste, m'a paru magnifique. Quand on s'est mis à parler de développement accéléré de l'économie par l'utilisation intensive de la science et de la technique, cela m'a paru magnifique; quand on s'est mis à parler d'une croissance fondée sur l'intensification et non sur l'extension de l'économie, sur l'utilisation de méthodes intensives et non plus extensives, cela m'a aussi paru magnifique, et ainsi de suite pour bon nombre de concepts dont on parlait là-bas. Mais je tiens à rappeler que le mot de rectification a été mentionné à Cuba bien avant qu'on ne commence à parler de *perestroïka* à la suite du congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Oui, il me semblait qu'un vent de rectification soufflait aussi en URSS quand ce mot de *perestroïka* a été accompagné de toute une série d'idées et de concepts. Mais ces idées et ces concepts n'ont jamais inclus la liquidation du parti, ou la liquidation de l'État soviétique, ou la liquidation du socialisme. On n'a jamais parlé de ça, à aucun moment ! Qui aurait pu jamais avoir une telle idée ? On parlait bien haut non de liquider le socialisme, mais d'engendrer plus de socialisme, de perfectionner le socialisme.

Dans notre rectification, Tomás, nous avons pris pleinement conscience de l'erreur qui avait consisté à appliquer ici, à un moment donné, l'expérience des pays européens dans la construction du socialisme, ainsi que dans la gestion et la

³⁷ Si l'on date du 19 avril 1986 le point de départ de la « rectification », alors l'affirmation de Fidel Castro n'est pas tout à fait exacte, puisque la *perestroïka* a bel et bien été lancée à partir de la séance plénière du Comité central d'avril 1985, même si elle ne portait pas encore ce nom. Si l'on conçoit l'intérêt de Fidel Castro de démarquer les faits cubains des faits soviétiques, il n'en reste pas moins qu'ils ne sont pas compréhensibles – même si cette évolution a pris un autre chemin – en dehors du bouleversement apporté dans l'ensemble du monde communiste par les nouvelles orientations que le nouveau (depuis mars 1985) secrétaire général du PCUS imprima à la politique interne et extérieure de l'URSS.

planification de l'économie. Je t'ai expliqué les causes, les circonstances qui ont favorisé ce phénomène.

Parmi les termes les plus usités du discours politique de nos jours, on trouve celui de « désidéologisation ». Quelles réflexions vous suggère-t-il ?

Je pense que nous vivons dans un monde plus idéologisé que jamais, sauf qu'il s'agit d'un monde où l'on cherche à imposer l'idéologie du capitalisme, de l'impérialisme, du néo-libéralisme et justement de rayer de la carte politique toute idéologie qui ne coïnciderait pas avec celle-là. Je pense donc que le monde est plus idéologisé que jamais, que tout ceci est une grande comédie, un gros mensonge.

Le principe de la coexistence pacifique, par exemple, régit depuis des dizaines d'années les relations entre les différents États, indépendamment de leur système économique, politique et social. Si, par désidéologisation, tu veux dire le développement des relations entre les pays et la quête de la paix et de la coopération par-delà les différences idéologiques, eh bien, cela n'a absolument rien de nouveau, parce que le mouvement révolutionnaire l'a prôné voilà belle lurette. Je ne sais trop ce qu'on prétend avec cette terminologie, si ce n'est, justement, tenter de faire disparaître tout ce qui contredit l'idéologie de l'impérialisme et du capitalisme, tout ce qui en diverge.

Croyez-vous que le néo-libéralisme est une simple doctrine économique ou s'agit-il au contraire d'un projet politique qui tente de perpétuer l'ordre économique actuel ?

Il tente, non seulement de le perpétuer, mais de le rendre encore plus cruel, encore plus injuste, et d'ordonner le monde à la mesure des intérêts des États-Unis et des pays capitalistes développés.

Le néo-libéralisme est l'idéologie de l'impérialisme à sa phase d'hégémonie mondiale, c'est un ensemble d'idées qu'il s'efforce d'imposer aux autres pays. Or, le premier pays à ne pas les appliquer, ce sont précisément les États-Unis qui imposent aux pays du Tiers-monde, aux pays latino-américains, par exemple, de résorber leur déficit budgétaire, alors qu'eux, ils s'offrent le luxe d'en avoir un de 400 milliards³⁸ de dollars, ce qui en fait une machine à aspirer les devises sur le marché international.

Les États-Unis disent que les pays ne doivent pas accuser de déficit commercial, et les plus gros déficits commerciaux au monde, ce sont les leurs. Les États-Unis disent que les politiques protectionnistes sont révolues, et ce sont eux qui appliquent les principales. Les États-Unis disent qu'il ne faut pas subventionner l'industrie et l'agriculture, et les premiers à le faire, ce sont eux. Les États-Unis disent qu'il ne faut pas limiter le libre-échange, alors qu'ils en profitent vraiment à leur propre avantage.

Tiens, veux-tu une comparaison ? À quoi donc équivalent ces politiques-là des États-Unis et du Fonds monétaire international ? Eh bien, à organiser un match de foot – pour parler d'un sport bien connu – entre les champions du monde et une équipe du jardin d'enfants, mais sans rien changer aux règles du jeu. Ainsi, pour marquer un but, les enfants de la crèche devront loger le ballon dans les filets, à cinquante mètre du rond

³⁸ Cf. note 8 du chapitre 2.

central – je crois que c'est la distance en gros, n'est-ce pas ? – tout comme devront le faire les champions du monde. On aurait pu sans doute modifier les règles : si les mêmes envoient le ballon à vingt centimètres, cela équivaut à un but, tandis que les champions du monde appliqueront les règles normales, autrement dit les bois à cinquante mètres. Pour être juste, le match devrait se dérouler selon des règles différentes pour chaque camp. Or, en l'occurrence, on organise un match où les mêmes règles : libre-échange et non-protection de l'industrie nationale, s'appliquent à tout le monde.

Comme ces économies sous-développées sont en crise, comme tous ces pays-là sont victimes de l'inflation et comme l'argent cherche les endroits où il est le plus sûr, cette situation crée des conditions idéales pour une grande émigration, pour une grande fugue des capitaux des pays sous-développés vers les banques des pays capitalistes développés; la fugue ne se produit pas à l'envers, autrement dit des pays développés vers les sous-développés. Non, l'argent s'enfuit de ces derniers, dont l'industrie ne bénéficie en outre d'aucune protection tarifaire et qui disparaît au profit de celle des pays capitalistes développés qui deviendront les fournisseurs d'une foule d'articles; les pays sous-développés ne peuvent absolument pas faire concurrence aux économies des pays développés et ils devront se consacrer à des industries polluantes, aux industries à fort coefficient de main-d'œuvre, qui sont méprisées dans les pays capitalistes développés.

Bref, les États-Unis disent aux pays sous-développés : « Appliquez toutes les mesures économiques que nous prônons (mais qu'ils sont loin d'appliquer de manière conséquente), ôtez tous les obstacles et toutes les barrières pour pouvoir vous développer, pour pouvoir recevoir des capitaux. » Comme ça, ils mettent ces pays-là à sac de partout à la fois. Ils les pillent d'abord grâce aux intérêts des crédits qu'ils leur octroient et aux profits de leurs investissements; ils les pillent par la fugue des capitaux; ils les pillent par l'échange inégal, en leur achetant bon marché des matières premières et en leur vendant cher leurs produits finis; ils les pillent par un concurrence qui leur permet de tirer profit de tous les avantages de leur technologie. Bref, les formes de pillage se multiplient dans la mesure où ils imposent – et où les gouvernements latino-américains acceptent – ces formules et ces recettes-là.

Les conditions de négociations sont tout aussi inégales : une nation puissante, les États-Unis, de puissantes institutions économiques internationales à son service, discutant avec des pays bourrés de problèmes, avec des pays pleins de difficultés, avec des pays minés, avec des pays divisés, avec des pays affaiblis. Ce sont bien là, tu en conviendras, les pires conditions pour négocier, car tout se fait sur un pied d'inégalité.

Telle est la politique que les États-Unis sont en train d'imposer à l'Amérique latine. Quel avenir attend donc ces peuples ? C'est là quelque chose de tout simplement insupportable. La vie se chargera de prouver que c'est intenable, de discréditer à jamais ces idées capitalistes, ces idées néo-libérales, malgré le prestige dont elles jouissent actuellement : la vie, la réalité s'imposeront, parce qu'un ensemble de pays qui comptent plus de quatre cent millions d'habitants et qui en compteront huit cent millions dans vingt-cinq ans ou trente ans ne pourront se résigner à ce sort.

On ne peut sacrifier, on ne peut ignorer, on ne peut exploiter ainsi la vie, le sort de huit cent millions d'êtres humains ! Je le constate en conversant avec des Latino-Américains. Quelle douleur de les écouter raconter les choses qui se passent, la vie dans les quartiers marginaux, la situation des enfants, des femmes, des chômeurs, l'état de l'enseignement, le nombre croissant d'enfants sans foyer, d'enfants qui vivent à l'abandon dans la rue, les maladies, la situation sanitaire dans tous ces pays-là où s'installent d'une part des maladies comme le SIDA, en provenance des pays développés, et des maladies que ne connaissent pas ceux-ci, comme le choléra, qui s'est déclenché avec une force redoutable en Amérique latine ces dernières années.

Les Latino-Américains se sentent vraiment désespérés devant cette situation-là. Je ne te parle pas des dirigeants politiques, mais de membres de professions libérales, d'intellectuels, d'écrivains, de scientifiques, de médecins, d'enseignants, d'ingénieurs... J'ai participé à de nombreuses réunions où interviennent ces gens-là : des réunions de médecins, de professeurs, de mères, de femmes, et le tableau qu'ils peignent aujourd'hui, Tomás, est bien plus terrible, bien plus désespéré et désespérant qu'au début de la Révolution cubaine, voilà plus de trente ans. Je le vois, parce que ça saute aux yeux. C'est seulement une question de temps : on est en train de préparer une énorme bombe à retardement en Amérique latine en suivant cette politique-là. Alors, va-t-on attendre que tout explose pour commencer à réfléchir sur ces problèmes ? L'avenir est bouché, et je crois que les hommes politiques, les hommes progressistes et les démocrates d'Amérique latine ont le devoir fondamental de prêter à cette question toute l'attention qu'elle requiert, ou sinon nous serons voués à la servitude, à une nouvelle Découverte et à une nouvelle Conquête, de sorte que, dans cinq cents ans, on se souviendra peut-être de cette époque-ci comme de celle où s'est implantée cette politique néo-libérale.

Je ne crois pas que cela arrivera. D'ici à trente ans, nous serons plus de huit cent millions. Et tu ne peux exterminer huit cent millions de personnes comme si c'étaient des punaises, tu ne peux tuer huit cent millions de personnes, tu ne peux les annihiler, et ceux qui veulent nous découvrir, ceux qui veulent nous conquérir, ceux qui veulent nous faire la leçon, ceux qui veulent nous éduquer ne pourront pas répéter l'histoire de la Découverte et de la Conquête avec des centaines de millions d'êtres humains, avec ces nouveaux Indiens que nous sommes devenus aujourd'hui.

LE CINQUIÈME CENTENAIRE

Célébré et discuté jusqu'à la nausée, le cinquième centenaire³⁹ est entré dans nos vies quotidiennes par la voie d'une publicité scandaleuse et tape-à-l'œil, tel un article de plus de la société de consommation.

Mais, malgré ces lavages destinés à limiter notre capacité de penser par nous-mêmes, la Légende noire⁴⁰ est toujours là, accrochée dans la mémoire de l'extermination et de la déprédation.

Pour commencer, nous, les Latino-Américains, nous n'avons rien à voir avec ces volées de cloches sonnantes aux tours des cathédrales européennes, pas plus qu'il ne nous incombe de nous asseoir, sur les sentiers et les chemins, à pleurer en invoquant notre calvaire.

Les Européens nous ont humiliés, certes, nous ont imposé leurs langues - dont l'espagnol, si beau, et le portugais, si doux - et nous ont fait croire en un seul Dieu. Mais nous pouvons affirmer que, d'une certaine manière, ils ne nous ont pas conquis.

Nous demeurons des Indiens, des Noirs, des métis. Nous ne sommes pas comme eux : nous sommes différents. Ni meilleurs, ni pires, simplement distincts. Nous sommes les survivants d'un naufrage de plusieurs siècles, acharnés à fabriquer nos propres caravelles.

Notre combat est quelque chose de sérieux que la plupart des Européens ne prennent pourtant guère au sérieux. L'Amérique latine s'apprête à livrer des batailles qui ne ressemblent en rien à ce jeu d'enfants innocents, à cette saleté dans l'œil que fut le mur de Berlin.

Ce qui s'est passé en URSS est peu de choses en comparaison du fracas que fera dans sa chute le mur qui sépare le Nord du Sud, le cholestérol de l'anémie. Dans nos pays, on tend à user et abuser des métaphores et des bains de sang.

³⁹ Il s'agissait du cinquième centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb sur le continent qui prendrait ensuite le nom d'Amérique (octobre 1492).

⁴⁰ La *légende noire* est bien entendu la colonisation de l'Amérique latine par l'Espagne vue par ceux qui en furent les victimes.

Dans les histoires récentes du Nicaragua⁴¹ et d'El Salvador⁴², pour ne pas dépasser les confins centraméricains, il y a eu tant de tout ça que la raison semble, somme toute, avoir fini par s'imposer, avec la création théorique de bases permettant l'instauration de la paix et de la stabilité.

La violence en Colombie⁴³ est une resucée d'autres conflits que les médias occidentaux attribuent à l'imagination débridée de nos écrivains. Et je n'ose même pas penser à ce qui arrivera au Pérou⁴⁴, pour ne parler que de l'un de nos volcans au bord du gouffre.

Et les récents événements du Venezuela⁴⁵ prouvent pour la nième fois que, sans justice sociale, la démocratie a autant de valeur que nos monnaies dévaluées. La démocratie politique privée de démocratie économique est une forme sans contenu.

Les Européens se sont attachés, des siècles durant, allaités par les colonies, à créer une solitude de luxe. Ils ont érigé des monuments de fer et de mots, conquis des continents et des symphonies, inventé des machines et des systèmes philosophiques.

Les citoyens de l'Europe se sont escrimés à bâtir une énorme scène d'où les acteurs peuvent être observés de très loin, où ils ont de tout et en trop, mais où ils n'ont pas pour la plupart de possibilités de se reconnaître et de communiquer entre eux.

J'ai pourtant connu des Européens – énormément, par bonheur ! – ayant une sensibilité émouvante, une affection authentique pour nos peuples. Ils remplissent nos consciences de gratitude et ils seront un jour ou l'autre la majorité des habitants du vieux continent.

Le rideau doit tomber pour que cette pièce de théâtre que nous appelons l'Histoire soit vue par ses propres acteurs, afin de changer les dialogues et le dénouement prévisible

⁴¹ En 1992, le Nicaragua venait à peine de sortir de la guerre impitoyable que les administrations Reagan et Bush menèrent, par *contras* interposés, contre le pouvoir sandiniste et à laquelle ils ne renoncèrent que lorsque celui-ci fut battu dans le cadre d'un jeu électoral faussé d'entrée par cette même guerre. Une guerre qui coûta au peuple nicaraguayen 60 000 victimes, ce qui aurait représenté à l'échelle de la population française plus de 953 000 personnes, et presque 4 200 000 à celle des États-Unis ! Ceux-ci ayant perdu 300 000 soldats en 39-45 (des soldats, mais pas un seul civil), cela veut dire qu'à l'échelle comparée des deux pays, le peuple nicaraguayen a été soumis à presque 14 deuxièmes guerres mondiales de la part de Reagan et de Bush ! Par ailleurs, cette même guerre causa au Nicaragua plus de 16 milliards de dollars de destructions de toutes sortes, soit 6 fois son PIB de 1987, ce qui aurait représenté pour la France, toujours à échelle, des pertes chiffrées à 25,8 billions de francs. Ou, pour les USA, à 162 billions de francs. Et on a pourtant parlé du « libre choix » des Nicaraguayens !

⁴² En 1992, en El Salvador, les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), composé de groupes de filiation politique différente, tenait toujours la dragée haute à l'armée, malgré le soutien tous azimuts que celle-ci recevait de Washington, et obligeait le gouvernement à signer des accords de paix et donc à les reconnaître comme des interlocuteurs.

⁴³ En 1992, la Colombie était – elle l'est toujours en 1997, mais à un moindre degré – la proie des cartels de la drogue dont les agissements minaient l'ensemble du tissu social colombien.

⁴⁴ En 1992, les guérilleros du Sentier lumineux continuaient de faire échec au gouvernement péruvien et de semer la terreur dans les Andes.

⁴⁵ En 1992, la crise économique et le mécontentement généralisé avaient provoqué au moins une tentative de putsch et une agitation quasiment endémique. Cf. note 7, chapitre 8.

et, surtout, pour que de nouveaux interprètes d'autres parties du monde dialoguent sur les planches.

Ici, en Amérique latine, nous tâchons de créer l'homme nouveau – en le sauvant du mépris et de l'agonie, en lui posant une couronne de lauriers, en en faisant un dieu – tandis que là-bas, en Europe, on fait l'apologie de la postmodernité.

On parle peu de nos jours, sur le vieux continent, du nouveau monde, de ces terres que José Martí a appelées « Notre Amérique » et la patrie de l'« homme naturel ». Et quand on en parle, c'est avec une certaine commisération et un peu de remords, ou par solidarité presque charitable, bien que, chaque fois, avec une solidarité authentique.

Dans bien des cas, surtout au niveau des institutions, on voit prédominer l'autosolidarité : s'occuper de ces mondes lointains et oubliés de Dieu comme la forme la plus idoine de se sentir vertueux. Un peu comme l'aumône qu'on donne aux miséreux au porche des églises.

L'Europe constitue de nos jours une réalité que ses habitants mêmes ont de plus en plus de mal à reconnaître. Aussi je soupçonne que c'est nous, les Latino-Américains, qui découvrirons l'Europe, bien que sans visées coloniales.

Autrement dit, sans l'épée ni la croix, sans prétendre découvrir l'or ni la fontaine de jouvence. En aspirant simplement à faire connaître à ses enfants la socialisation de la liberté.

La plus intéressante des initiatives du Cinquième Centenaire a été, par ses perspectives de récolte, le Sommet ibéro-américain qui s'est tenu à Guadalajara en juillet dernier et qui se poursuivra à Madrid cette année-ci⁴⁶.

Fort de sa décision de se colleter avec des tâches concrètes, globales et sectorielles, le forum des chefs d'État et de gouvernement de notre communauté peut s'avérer un bon remède pour freiner la vieillesse prématurée de notre sous-continent. Les dirigeants y ont reconnu « l'immense contribution des peuples indigènes au développement et à la pluralité de nos sociétés » et ont réitéré leur « attachement à leur bien-être économique et social, ainsi que leur obligation de respecter leurs droits et leur identité culturelle ».

Ils ont même proposé de créer un fonds destiné au développement de nos Indiens, « en vue de régler favorablement les problèmes brûlants des peuples originaires, en marge de toute idée de réserves indigènes ou de compensations paternalistes ».

⁴⁶ À partir de 1991, les chefs d'États ibéro-américains – autrement dit l'Amérique latine, plus l'Espagne et le Portugal – ont pris l'habitude de se réunir annuellement dans un pays donné. C'était alors la première fois dans toute l'histoire du sous-continent que les chefs d'État se rencontraient sans que les États-Unis les aient convoqués. Washington exerça d'ailleurs des pressions inutiles pour que le Mexique n'invite pas Fidel Castro ; vexé de ce qu'il considérait comme un camouflet, il organisa à Miami, quelques années plus tard, – initiative sans lendemain – un autre Sommet auquel Cuba, bien entendu, ne fut pas conviée. Ce furent ensuite Madrid (1992), Cartagena de Indias (1993) Caracas (1994), Buenos Aires (1995) et Santiago du Chili (1996).

C'est là quelque chose de semblable au processus d'autonomie stimulé par la révolution sandiniste sur la côte Atlantique du Nicaragua⁴⁷. Une trouvaille à laquelle contribueront, si nos rêves deviennent des réalités, l'Espagne, le Portugal et le reste de l'Europe développée.

Mais les relations avec les vieux colonisateurs restent en général rhétoriques, lointaines et formelles. Pour les Européens, les festivités du Cinquième Centenaire ne constituent pas un acte de repentir, et n'entraînent même pas un simple propos d'amendement.

On est en train de dépenser des centaines de millions de dollars dans les festivités de la prouesse, tandis que nos peuples meurent de faim. Nos terres, victimes de l'ethnocide, ne sont pas usufructières de la solidarité ni de la compensation. Le plus comique – et le plus triste – c'est qu'ils fêtent eux-mêmes ce qu'ils considèrent leurs grands acquis : le renforcement de l'unité européenne, la victoire sur le communisme, l'apparition d'une nouvelle Allemagne et le paternalisme verbal envers l'Amérique latine.

Nous allons en tout cas rappeler les cinq cents ans de l'arrivée de Colomb à nos côtes et en profiter pour stimuler de nouveau les réflexions sur la libération nationale de nos peuples, voués au retard et à la balkanisation.

Je ne veux pas être cruel. Je ne fais au pire que défouler un ressentiment de cinq siècles, et inviter les Européens à la communion avec les Latino-Américains.

Nous les attendons ici – non seulement en octobre 1992, mais à tous les octobres qui manquent encore jusqu'à la consommation des siècles – entre les oiseaux et les pumas, pour qu'ils découvrent que ce n'est pas un zoo, mais la terre promise.

Faisant preuve d'équanimité et de respect envers la date, de justice et d'objectivité, Fidel Castro avance des remarques inattendues sur cette date joyeuse et triste, qui a ressuscité des caravelles et des cadavres sous les yeux du genre humain.

T.B.

⁴⁷ Différentes communautés indigènes vivent sur la côte Atlantique du Nicaragua, la plus importante étant celle des Miskitos, d'environ cent mille âmes : ceux-ci ont toujours vécu à l'écart du reste du pays, ne parlent même pas espagnol et avaient même été utilisés contre l'Espagne par les Anglais – qui occupèrent cette côte au XVIII^e siècle et y créèrent un « royaume ». Cette situation de fait, différentes erreurs politiques commises par les sandinistes et l'intervention étrangère (Honduras, CIA) entraînèrent le passage de certains chefs indigènes à la contre-révolution et à la lutte armée. Tomás Borge fait allusion ici à la solution donnée par les sandinistes : la reconnaissance du droit de ces communautés indigènes à l'autonomie.

Fidel, pouvez-vous me donner votre opinion sur le Cinquième Centenaire de ce que certains appellent la Découverte de l'Amérique, d'autres la rencontre de deux cultures, et d'autres encore, allez savoir comment, et qu'on nous invite à commémorer cette année ?

Ecoute, Tomás, je ne suis pas contre la commémoration du cinquième centenaire de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique, et je m'oppose encore moins à l'idée de reconnaître la transcendance historique de cet événement-là. Ce que j'ai dit, tout simplement, c'est que cette commémoration ne doit pas se convertir en une simple apologie de ce qu'on a appelé la « Découverte » et de ses conséquences, et qu'elle doit en être au contraire une commémoration critique.

On ne saurait méconnaître le mérite extraordinaire de Colomb des points de vue scientifique et humain. Son entreprise a été un véritable exploit. À son courage personnel, il faut ensuite ajouter son intuition et son habileté à tirer profit de la maigre expérience accumulée à son époque en matière de navigation océanique. Par ailleurs, nous ne pouvons juger les hommes d'alors avec nos idées d'aujourd'hui, et Colomb a été un homme de son temps : il est arrivé en Amérique en brandissant la croix et l'épée pour prendre possession de tout ce qu'il découvrait; il a fait des esclaves, mais même ainsi nous ne pouvons le juger selon les modèles moraux de notre époque. Je dois avouer que j'admire la figure de Colomb comme scientifique, comme quelqu'un de très audacieux.

Mais le fait historique incontournable, c'est que la « Découverte » a été accompagnée de phénomènes aussi terribles pour les populations indigènes que la conquête, l'expulsion de leurs terres, la destruction de leurs civilisations, leur propre extermination. Comment pourrions-nous ignorer que les guerres, les tueries sans quartier, l'exploitation la plus féroce et jusqu'aux maladies importées d'Europe ont liquidé des dizaines de millions d'êtres humains au cours d'un des processus les plus sanglants et les plus dramatiques qu'enregistrent les annales de l'humanité ?

La « Découverte » a aussi été associée à l'esclavage moderne, au commerce répugnant d'êtres humains, en vertu de quoi, durant plus de trois siècles, des millions d'Africains ont été arrachés par la force de leurs patries et soumis à un régime de travail brutal dans les plantations et les mines d'Amérique.

Ce qui m'étonne, c'est qu'il y ait encore tant de gens dans le monde, et surtout dans nos pays, qui continuent d'utiliser le terme de « découverte » pour parler du fait historique du 12 octobre 1492. Nous ne pouvons accepter, depuis notre perspective américaine, qu'on parle, avec un mépris implicite, de la « découverte » de cultures qui avaient déjà atteint dans bien des cas un brillant développement. Ces gens-là oublient, par exemple, que Tenochtitlán⁴⁸ était peut-être la ville la plus peuplée de son époque dans le monde entier, Europe comprise, et que l'empire inca était une des organisations étatiques les plus élaborées de son époque. Mais, même en concédant à Colomb le privilège d'avoir changé par ses voyages la conscience qu'on se faisait du monde à son

⁴⁸ Quiconque veut apprendre la stupéfaction admirative des conquistadores devant Tenochtitlán, la capitale des Aztèques, devra lire, à titre d'exemple, les récits des chroniqueurs, notamment Bernal Díaz del Castillo : *Historia verdadera de la conquista de la Nueva España* (existe en version française à La Découverte).

époque, disons alors, si tant est qu'il faille parler de découverte, qu'Américains et Européens se sont découverts mutuellement. Et que nous avons surtout découvert la violence et la cruauté des conquistadores européens.

Certains, pour régler le problème, parlent pieusement, tu le sais, de « rencontre de deux cultures ». Mais ce terme ne me paraît pas non plus approprié, parce que la vérité c'est qu'une culture s'est imposée à l'autre, que des peuples ont été écrasés par d'autres qui possédaient une technologie militaire plus avancée, que l'Europe a fait violemment intrusion en Amérique. Ce dont on pourrait parler, somme toute, c'est du cinquième centenaire de la grande collision de deux cultures.

Il est vrai qu'en plus des maladies et de diverses calamités sociales, les Américains ont hérité de l'Europe certaines bonnes choses. Nous, les Hispano-Américains, par exemple, nous avons reçu des Espagnols une langue commune, grâce à laquelle nous communiquons entre nous aisément. Les Espagnols ont aussi apporté certaines règles d'organisation sociale, certains principes juridiques, une culture qui, même si elle a prédominé, ne s'en est pas moins mêlée à celle qui existait sur place et à celle qu'ont apportée ensuite les Africains, ce qui a formé notre riche culture hispano-américaine. Nous pourrions difficilement nous reconnaître comme citoyens de la même Amérique qui est nôtre et partir aujourd'hui de bases communes pour bâtir l'intégration indispensable de nos peuples si nous n'étions passés par le creuset colonial espagnol.

Il faut dire aussi qu'à la différence des Saxons qui ont colonisé le nord du continent, les Espagnols – et c'est tout à leur honneur – se sont mêlés aux Indiens et aux Africains. Bien que ce brassage ait été marqué souvent de violence contre la femme indigène, le fait est qu'il a eu lieu et qu'il détermine la composition actuelle de beaucoup de nos nations.

J'ai aussi soutenu qu'on ne saurait ignorer dans cette commémoration le point de vue extrêmement critique des représentants des communautés indigènes américaines dont les revendications doivent être prises en considération. Ce n'est qu'ainsi que la commémoration sera équilibrée et qu'elle permettra de faire la part du positif et du négatif.

Il s'agit là d'événements historiques et, à ce titre, il est possible de les analyser avec une certaine objectivité. Inutile de te dire que rien de ce que je dis n'est inspiré du moindre sentiment de haine contre aucun pays en particulier, encore moins contre l'Espagne, comme certains ennemis de Cuba ont cherché à le faire croire de façon intéressée à un moment donné. Cuba est unie à l'Espagne par des liens de sang et d'histoire si intimes qu'aucun autre pays hispano-américain n'en a vraisemblablement de plus forts. En fait, mon approche critique s'inspire de la défense de valeurs données, qui sont essentielles et indéniables dans l'esprit espagnol.

En tant que Cubain – et je le dis en toute franchise – je préfère que Cuba ait été colonisée par les Espagnols plutôt que par des Européens racistes, parce que c'est le caractère même de cette colonisation qui a engendré ce mélange formidable qu'est notre peuple actuel. Le Cubain a sans doute hérité de l'Espagne une grande partie de son tempérament national, dont sa rébellion et son esprit de lutte. C'est cet esprit qui

nous a conduits à livrer une bataille séculaire, d'abord contre le colonialisme, puis contre le néo-colonialisme, contre le sous-développement, contre toutes les manifestations de pillage et d'exploitation dont sont victimes les peuples de ce qu'on appelle maintenant le Tiers-monde. Nous, les Cubains, nous avons dû nous battre durement pendant presque un siècle, non seulement sur le plan théorique et sur celui des idées, mais concrètement, dans les faits, contre les visées de domination des États-Unis sur notre pays. Voilà pourquoi nos conceptions sur le nationalisme et le patriotisme, sur le colonialisme et l'hégémonisme sont si ancrées en nous.

Il est une réalité qu'on ne saurait méconnaître à ce moment actuel : au nord de notre continent, il existe un puissant empire qui a fondé historiquement ses relations avec les pays de Notre Amérique sur l'agression, l'ingérence, la pénétration dans tous les domaines, les visées de domination, l'exploitation de nos ressources, l'arrogance et l'intérêt de stimuler notre division. Voilà pourquoi tout ce qui contribue à renforcer le sentiment d'unité entre nos pays, tout ce qui sert à contrecarrer cette division que souhaite le voisin arrogant du Nord a pour nous une valeur positive.

Et c'est pourquoi j'insiste sur le fait que la commémoration du Cinquième Centenaire sera utile dans la mesure où elle nous servira, en tant que pays latino-américains, à mettre en relief les valeurs communes de notre culture, de notre histoire, de notre morale, de nos traditions, de nos coutumes. Tout ce qui contribue à souligner ces valeurs partagées se convertit de fait en un bouclier qui nous défend de ceux qui nous menacent. Dans la mesure où nous serons capables de réaffirmer la conscience de notre identité, où nous parviendrons à renforcer l'esprit d'unité de nos peuples, dans cette même mesure nous serons en train de défendre notre droit d'occuper une place dans le monde du XXI^e siècle.

On nous a imposé une culture voilà cinq cents ans; et aujourd'hui, on veut nous imposer un mode de vie donné, on veut dominer aussi notre pensée et notre conscience. Dans un monde qui est conduit à l'uniformisation, dans lequel on annonce même la fin de l'histoire comme une façon de priver les peuples de leur conscience historique et de leur sens du devenir, il est urgent au contraire que nous, les Latino-Américains, nous exaltions notre identité et notre diversité, que nous proclamions le début d'une nouvelle histoire d'intégration, que nous y réinsérions les énormes masses silencieuses d'Indiens, de Noirs, de pauvres, de marginaux de ces douloureuses Républiques dont parlait Martí⁴⁹, de les convertir de nouveau en sujets d'une histoire qui, loin d'avoir pris fin, les utilise tous les jours comme objets d'exploitation.

Voilà pourquoi il faut que la commémoration du Cinquième Centenaire ne soit pas qu'apologétique, parce que si nous faisons l'apologie de tout, eh bien, nous

⁴⁹ L'expression apparaît à plusieurs reprises sous la plume de José Martí, notamment dans son article « Notre Amérique » : «... Ces fils de charpentiers, qui ont honte que leur père soit charpentier ! Ces gens nés en Amérique qui ont honte, parce qu'ils portent un tablier indien, de la mère qui les a élevés et renient – les fripons ! – la mère malade et l'abandonnent seule sur sa couche de maladies !... En quelle patrie un homme peut-il avoir plus d'orgueil que dans nos républiques douloureuses d'Amérique, érigées parmi les masses muettes d'Indiens, au fracas du combat du livre contre le cierge, sur les bras sanglants d'une centaine d'apôtres ? »

approuvons en même temps la conquête, la colonisation, l'esclavage, la dissolution de la conscience de notre identité et de notre histoire. Aujourd'hui que certains veulent de nouveau nous découvrir et nous conquérir, nous ne pouvons être désarmés idéologiquement face à ces risques réels.

Toute la solennité et toute la chaleur que nous apportons à cette commémoration ne doivent pas nous faire oublier les processus historiques négatifs qui ont été associés à la « Découverte » et qui n'ont pas tout à fait disparu dans le monde actuel. Nous ne pouvons ignorer que nous sommes soumis à des formes de néo-colonialisme parfois pires que les anciennes méthodes coloniales, que l'échange inégal persiste, tout comme persistent la dette extérieure, la destruction de notre environnement, le pillage de nos ressources par le monde développé.

Ce qui se passe en fait, c'est que, nous les Indiens, nous sommes plus nombreux – nous sommes maintenant quatre cent millions – et plus productifs. C'est si vrai que tout l'or et l'argent que l'Espagne a extrait d'Amérique pendant trois siècles d'exploitation coloniale vaut moins que la richesse qui sort aujourd'hui de nos pays chaque année⁵⁰.

Pour nous, les Latino-Américains, la meilleure commémoration eût été sans doute celle d'un cinquième centenaire où la dette extérieure aurait disparu, où l'échange inégal aurait été éliminé, où nos peuples seraient en mesure de se développer, où il existerait un espoir. Ce n'est qu'ainsi que cette commémoration aurait eu une dimension vraiment révolutionnaire et une valeur singulièrement positive pour nos peuples et pour le monde entier.

Voilà à grands traits, Tomás, ce que je peux te dire en réponse à ta question. Nous pourrions en parler bien plus longtemps, mais j'ai tâché de t'exprimer succinctement mes conceptions fondamentales à ce sujet, des conceptions qui reposent, je le répète, sur la nécessité que la commémoration méritée de cet anniversaire soit critique, et pas seulement apologétique.

⁵⁰ Fidel Castro a réellement fait ces calculs à l'occasion de la campagne que mena Cuba en 1985 en faveur d'une position commune des débiteurs face aux créanciers dans le cadre de la dette extérieure.

DÉMOCRATIE

Le mot démocratie, d'origine grecque, signifie : pouvoir populaire ou force du peuple et, loin de leur faire dresser les cheveux sur la tête, banquiers et généraux le reprennent avec un sans-gêne inouï et une capacité de persuasion admirable.

La démocratie repose sur le principe de la subordination de la minorité à la majorité et sur la reconnaissance de la liberté et de l'égalité de chacun en matière de droits civils. Nous nous sommes accoutumés à ne la voir que sous ses traits formels, en marge de la réalité sociale. On dit que la démocratie est déterminée en dernier ressort par les maîtres des richesses, qui contrôlent aussi les médias et distribuent les ressources; qu'elle est sujette au devenir historique. Ainsi pense Fidel Castro.

Quand ils se sentent sûrs et que cela leur convient, les capitalistes s'enorgueillissent de la démocratie et l'utilisent à la manière d'un instrument chirurgical ou d'aiguilles d'acupuncture pour exercer leur domination politique. C'est alors que surviennent les euphories constitutionnalistes, la défense rhétorique des institutions représentatives, l'apologie du vote et des libertés politiques formelles.

La possibilité d'utiliser ces mécanismes est, en règle générale, déniée aux dépossédés d'une façon à la fois énergique et subtile. Et derrière les promesses de reconstruire la démocratie, abondent les quignons de pain et les vêtements élimés et rapiécés.

Tout l'appareil démocratique de nos républiques est structuré pour inhiber l'activité politique des masses et limiter la participation des travailleurs à la prise de décisions. A Cuba, il existe une autre forme de démocratie qui est antipathique aux grands seigneurs. A la différence de Cuba et, dans une certaine mesure, de ce qui s'est fait au Nicaragua pendant un bref laps de temps, les enfants déguenillés et désemparés abondent en Amérique latine.

Je n'ai pas été surpris de voir Fidel commencer sa dissertation par une phrase de Lincoln. Se fondant sur elle, il explique sa vision de la démocratie et la nature du vécu démocratique à Cuba. Il suggère par ailleurs la possibilité de changements politiques en harmonie avec l'essence, avec la raison d'être de la révolution socialiste.

T.B.

Fidel, qu'est-ce pour vous la démocratie ?

Eh bien, pour être bref, la démocratie est avant tout, comme l'a définie Lincoln, le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

La démocratie signifie pour moi que les gouvernements, en premier lieu, soient intimement liés au peuple, qu'ils en soient issus, qu'ils en aient l'appui et qu'ils oeuvrent et luttent entièrement en faveur du peuple et de ses intérêts. La démocratie implique pour moi la défense de tous les droits des citoyens, dont le droit à l'indépendance, le droit à la liberté, le droit à la dignité nationale, le droit à l'honneur; la démocratie signifie pour moi la fraternité entre les hommes, la vraie égalité entre les hommes, l'égalité des chances pour tous les hommes, pour chaque être humain qui naît, pour chaque intelligence qui existe.

Et je dis que la démocratie bourgeoise capitaliste n'implique aucun de ces éléments, car comment oser parler de démocratie, je me le demande un peu, dans un pays où une minorité possède d'immenses fortunes et où d'autres n'ont rien ? Quelle égalité, quelle fraternité peut-il donc exister entre le mendiant et le millionnaire ? Quels sont donc les droits des pauvres, des dépossédés, des exploités ? Il s'agit là d'un vieux truc, d'une histoire à dormir debout : en fait, en s'appuyant sur tous les leviers de la richesse, sur tous les leviers de la publicité, sur toutes les ressources dont elle dispose, la classe capitaliste a établi un système de domination qui discrimine et exclut le reste de la société, qui l'empêche de participer vraiment et d'exercer réellement ses droits.

On cite la Grèce classique comme exemple de démocratie. On ne peut pourtant pas dire que la démocratie est née à Athènes, qui en était le prototype, car il y existait en fait une société de classe. Athènes comptait 40 000 citoyens, entre hommes, femmes et enfants, et 90 000 esclaves qui se distribuaient comme suit, je crois : 35 000 hommes travaillant dans les ateliers et dans l'agriculture, 20 000 femmes travaillant comme domestiques, 10 000 enfants prêtant différents services et 25 000 esclaves travaillant dans les mines. Pour chaque homme, femme et enfant libre, Athènes comptait donc plus de deux esclaves; même les grands historiens, les grands philosophes avaient des esclaves - je ne vais pas les critiquer, car ils ne pouvaient dépasser les cadres de leur société - mais en tout cas l'esclave n'était rien : c'était un être humain qu'on pouvait vendre ou acheter, qu'on pouvait priver de la vie, de tout.

Je me demande vraiment s'il y a une grande différence entre cette société-là et cette société-ci que l'impérialisme et ses partisans s'efforcent tant de porter au pinacle. Je pense à Martí, par exemple : Martí n'a jamais conçu cette forme de démocratie (1). Ou à Bolivar : Bolivar n'a jamais conçu cette forme de démocratie pour les pays d'Amérique latine; au contraire, il critiquait le fait qu'on tente d'imiter les formes d'organisation politique de la France ou des Etats-Unis (2).

Ces grands penseurs de Notre Amérique ne se sont jamais identifiés avec ce genre de démocratie qu'on a voulu nous imposer, et qu'on nous a même imposée ou qu'on essaie de nous imposer, une démocratie qui n'a fait qu'affaiblir nos sociétés, les atomiser en mille morceaux, les rendre impuissantes à régler leurs problèmes. Une démocratie

où il n'y a aucune participation vraiment populaire; une démocratie où, très souvent, les opinions sont totalement manipulées par les médias, où les vues et les décisions des gens sont influencées essentiellement par la publicité, par la propagande, par des méthodes - qu'on qualifie même de scientifiques - mises au point pour influencer le cerveau des gens.

Ce qui se passe dans beaucoup de ces sociétés dites démocratiques me paraît un spectacle vraiment répugnant. A voir le type de propagande électorale qu'on y fait, on se rend compte que l'argent devient un facteur décisif dans les résultats. Aux Etats-Unis et partout ailleurs, ceux qui n'ont pas de ressources ne peuvent se proposer aucun objectif politique, parce qu'ils sont exclus, parce qu'ils sont éliminés d'avance. Il y a des campagnes électorales en Amérique latine où les candidats ont dépensé, par exemple, cent millions, ou deux cent millions ou trois cent millions de dollars en propagande. Qu'est-ce que c'est que cette démocratie-là où l'on s'efforce d'influer sur les électeurs de la même manière qu'on tente d'influencer les consommateurs pour qu'ils boivent du Coca-Cola, ou pour qu'ils fument telle marque de cigarette, ou qu'ils achètent un parfum, ou qu'ils utilisent un produit ou un autre ? Et pourtant c'est bien comme ça que se réalisent tous ces campagnes-là.

Je ne crois pas non plus en la nécessité impérieuse du pluripartisme. Je crois que pour nos pays, et notamment pour un pays comme Cuba, l'une des choses les plus importantes est justement l'unité des forces, l'unité du pays, qui nous a permis de résister à toutes les agressions des Etats-Unis, à toutes leurs menaces. Comment notre pays aurait-il pu résister s'il avait été éclaté en dix morceaux ?

Tout ceci est aujourd'hui un mécanisme, un instrument, un système qui englobe les idées politiques de l'impérialisme, tout autant que ses idées économiques et ses idées sociales. C'est cela qu'on appelle normalement la démocratie. Pour moi, la démocratie est autre chose. Je crois que pour voir s'instaurer une vraie démocratie, il faut que l'exploitation de l'homme par l'homme disparaisse. Je suis absolument convaincu que tant qu'il existera une énorme inégalité entre les hommes, il n'y aura pas de démocratie et il ne pourra y en avoir.

Et la non-subordination à un autre pays, est-ce aussi un élément nécessaire de la démocratie ? Car comment un pays dépendant peut-il être démocratique ?

Un pays où existent des différences sociales, l'inégalité, l'injustice sociale, où des millions de personnes sont sans emploi, n'ont pas accès aux soins médicaux, n'ont pas accès à l'enseignement, un pays pareil ne peut être démocratique. Comment peut-on parler de démocratie quand l'immense majorité de la population n'a même pas terminé l'école primaire - je parle des pays du Tiers-monde - quand les gens n'ont pas accès aux richesses, n'ont pas accès au bien-être, n'ont accès à rien ? Il ne peut y avoir aucun type de démocratie dans de telles conditions. Il n'y a pas de participation du peuple, pas de coopération dans le peuple. Ce qu'on voit dans ces pays-là, en réalité, c'est une guerre civile permanente; les sociétés sont divisées en un tas de morceaux. Les nations sont

donc impuissantes à faire face aux problèmes fondamentaux, et tout le système se convertit en un instrument par lequel l'impérialisme peut maintenir sa domination.

On dit que la diversité de partis politique est un artifice destiné à diviser les peuples...

Dans les conditions de notre pays, je pense que oui. Je vais même plus loin : non seulement l'histoire de l'Amérique latine indépendante, qui aura bientôt deux cents ans, mais encore les circonstances actuelles que connaît le sous-continent, si terribles dans tous les domaines, prouvent l'échec total de ces conceptions-là. L'organisation politique doit tendre, si possible, à l'unité.

Les formes de démocratie qui existent en Europe, les peuples latino-américains peuvent-ils les atteindre ?

On ne peut comparer la situation des pays européens avec celle des pays du Tiers-monde. Les premiers sont des pays riches, des pays développés qui ont établi des formes politiques données et qui ont atteint de niveaux de vie déterminés en exploitant, en pillant le reste du monde, en accumulant énormément de richesses tirées du Tiers-monde, des colonies et des néo-colonies, et qui disposent d'un niveau de vie tolérable. Ces pays-là ont inventé des procédures pour maintenir une certaine paix sociale, en redistribuant quelque peu la richesse afin de mitiger les pires conséquences de la société de classe et du système d'exploitation capitaliste, en vue de tranquilliser les masses les plus pauvres et les plus démunies, et ils sont parvenus à établir un système de gouvernement que je n'appellerai pas unipartite, mais « uniclasse ». Autrement dit, il s'y est mis en place une classe dominante qui est parvenue à engendrer une situation politique dans laquelle, même si elle accepte certaines divergences d'opinions dans son cadre, personne ne menace son système capitaliste. Ces pays sont riches, vivent en paix; personne ne les attaque, personne ne les menace, et ils vivent dans des conditions absolument différentes de celles que connaissent les pays du Tiers-monde, surtout très différentes des conditions d'un pays comme Cuba, qui est en butte au blocus, aux menaces d'agression, à l'hostilité permanente de l'impérialisme, et qui doit faire un effort vraiment extraordinaire pour vivre, pour survivre. Bref, ce sont des conditions qui ne ressemblent en rien à celles de l'Europe.

Et puis, en Europe, très souvent, ce ne sont déjà même plus les citoyens de ces pays-là qui font les travaux les plus durs. Bien des fois, qui fait les travaux les plus durs en Europe ? Des Africains, des Algériens, des gens venus d'Afrique noire, des Turcs, des Asiatiques, des gens qui viennent d'un peu partout... Ce sont eux qui travaillent dans le bâtiment, qui font les travaux agricoles les plus durs. Ce sont généralement des émigrés qui cultivent les olives, les tomates, et le reste. C'est là une nouvelle forme d'esclavage, plus bénigne, certes, que l'esclavage qu'ont connu les pauvres et les déshérités à l'époque de la Grèce, mais qui n'en est pas moins une forme d'exploitation, une forme d'esclavage.

Il existe certes des différences d'opinions, mais ce sont des différences d'opinions qui restent dans le cadre du système, car celui-ci est garanti par le monopole de toutes les ressources de la publicité, de l'argent, de la richesse, par tout le pouvoir de l'Etat. Ce n'est qu'ainsi qu'un système de cette nature peut se prolonger durant une période de temps historique.

Qui plus est, la situation d'exploitation n'apparaît pas seulement au niveau de chaque pays : elle est même devenue mondiale. Vois un peu comment les conceptions de l'Occident se reflètent aux Nations Unies !

Quelle démocratie existe-t-il aux Nations Unies ? Celles-ci comptent maintenant presque cent quatre-vingts pays indépendants, car, depuis la désintégration de l'URSS, je ne sais combien de nouveaux pays sont apparus, et pourtant cinq pays ont toujours le droit de veto au Conseil de sécurité, et un seul d'entre eux peut y bloquer un accord adopté par la totalité des membres des Nations Unies. Et on appelle ça de la démocratie ! Quelle démocratie existe-t-il donc à l'échelle mondiale ? Est-ce défendable ? Est-ce soutenable ?

Certains de ces pays-là ont à peine 50 millions d'habitants et ont pourtant le droit de veto à l'échelle mondiale, alors que des pays ne l'ont pas, comme l'Inde, malgré ses 800 millions d'habitants. Si tu analyses cela du point de vue de la population, c'est insensé : le Brésil, avec ses 150 millions d'habitants, n'a pas le droit de veto; le Nigeria, avec ses plus de 100 millions d'habitants, ne l'a pas non plus; l'Indonésie compte plus de 100 millions d'habitants, et ne l'a pas. Il existe plusieurs pays de plus de 100 millions d'habitants, qui n'ont pas le droit de veto, ou qui n'ont pas le droit d'être des membres permanents du Conseil de sécurité ou de jouir d'autres droits de ce genre.

Si tu analyses maintenant les choses du point de vue du pouvoir économique, certains pays en ont énormément, comme le Japon, et n'ont pourtant pas le droit d'être membres permanents du Conseil de sécurité ou n'ont pas le droit de veto; ou encore l'Allemagne, dont la population n'est pas si grande, mais qui a un énorme pouvoir économique, et qui n'a pas le droit de veto. Bref, on voit se maintenir des privilèges anachroniques, préhistoriques, vraiment, au sein de l'ONU. Voilà pourquoi je dis bien des fois que, si l'on veut parler de démocratie, il faut commencer par les Nations Unies.

Il n'y a pas de démocratie au niveau des pays, et il n'y en a pas non plus à l'échelle internationale. Cet exemple que je te donne des Nations Unies devrait au moins inciter à en modifier les structures, afin d'y instaurer des formules de représentation des peuples plus démocratiques. Or, il suffirait du veto d'un seul de ces pays qui y ont un droit éternel pour qu'on ne puisse y introduire des réformes. En fait, ce qui se passe aux Nations Unies, c'est non un processus de démocratisation, mais un processus de domination croissante de la part des Etats-Unis, de conversion des mécanismes des Nations Unies et du Conseil de sécurité même en instrument de domination des Etats-Unis. C'est là une situation vraiment préoccupante.

Vous dites que le système cubain est plus démocratique que n'importe quel autre. Pourquoi ?

Oui, je pense que notre système est incomparablement plus démocratique que n'importe quel autre, incomparablement plus, par exemple, que celui des Etats-Unis. Car la vraie démocratie ne peut exister en pleine inégalité sociale, en pleine injustice sociale, dans des sociétés divisées entre riches et pauvres. La démocratie ne peut exister que dans le socialisme, et la forme suprême de démocratie sera le communisme, mais on n'en est pas encore là.

De fait, je pourrais admettre que les formes dites démocratiques de ces pays classiques sont plus humaines que les formes de domination qu'imposaient les classes exploiteuses à d'autres époques, qu'elles sont plus avancées que les monarchies absolues, que le féodalisme, qu'elles sont même plus avancées d'une certaine manière que celles qui existaient au siècle dernier. Je ne le nie pas. Les richesses y sont un peu mieux distribuées, des politiques ont été mises en place pour soulager les situations les plus critiques des exploités et des pauvres, les allocations de chômage et diverses formes d'assistance sociale protègent une partie de la population, mais tout ceci est le fruit de la crainte qu'éveille la révolution sociale, une conséquence, pour une bonne part, de l'apparition du socialisme.

Depuis que le socialisme a vu le jour, les sociétés bourgeoises s'efforcent beaucoup de freiner le mouvement révolutionnaire, de freiner les changements sociaux, tentent de limiter d'une certaine manière la pauvreté excessive des gens. Comme la France, l'Angleterre, l'Espagne, les Etats-Unis, l'Allemagne et d'autres pays disposent d'énormes ressources, ils peuvent octroyer certaines subventions aux chômeurs, prendre des mesures d'assistance sociale, mitiger la situation des classes les plus nécessiteuses. Mais les pays du Tiers-monde, quelles ressources ont-ils pour cela ? Les pays latino-américains ont-ils des ressources pour verser des allocations aux chômeurs, pour améliorer les conditions de logement, les conditions de santé, les conditions d'éducation, pour soulager le sort et la vie des pauvres ?

Je vois bien le panorama de l'Amérique latine : plus on parle de démocratie, et plus on voit surgir de quartiers marginaux où vivent toujours plus de dizaines de millions de personnes, et toujours plus de dizaines de millions de personnes sont analphabètes, n'ont pas d'emploi, n'ont pas accès aux services médicaux. Et ce ne sont pas les mesures du Fonds monétaire international et d'autres institutions similaires qui vont permettre d'améliorer cette situation dans quelque sens que ce soit, tant s'en faut : au contraire, elle ne cesse d'empirer de jour en jour, et tu vois des pays latino-américains où 10 p. 100 de la population reçoit plus de 50 p. 100 du revenu national. Comment peut-on parler de démocratie dans ces conditions-là ?

Il existe aussi un système d'exploitation et de domination mondial, organisé par l'impérialisme et par les pays capitalistes les plus développés, qui se soutiennent mutuellement, s'entraident financièrement quand des crises éclatent : le yen, le deutschmark ou la livre sterling soutiennent le dollar si celui-ci a des problèmes, ou alors la livre sterling et le franc soutiennent la lire. Le système est constitué en vue de l'aide mutuelle, du soutien mutuel. Mais qui aide le Tiers-monde ? Quand l'austral

argentin, par exemple, a des problèmes, ou le peso bolivien, ou le peso mexicain, ou le bolivar vénézuélien, ou la monnaie de n'importe quel pays du Tiers-monde, qui la consolide, qui l'appuie, qui la soutient ?

Il n'existe donc pas de démocratie politique à l'échelle mondiale, ni de démocratie économique; pas plus qu'il n'existe de vraie démocratie à l'échelle nationale, ni de démocratie politique, ni de démocratie économique, ni d'égalité.

Toutes ces sociétés capitalistes bourgeoises se sont constituées à partir de l'idéologie de la Révolution française qui, comme Marx l'a soutenu et les marxistes après lui, fut un grand progrès face au régime féodal. Cette révolution-là a proclamé la liberté, l'égalité et la fraternité comme principes de base. Mais quelle véritable liberté peut-il exister dans ces sociétés de classe-là ? Quelle est la liberté des pauvres, des dépossédés ? Quelle égalité peut-il exister dans une société de classe, et quelle fraternité ?

Je dirais que la société capitaliste ne peut être démocratique, parce qu'elle est l'expression maximale de la lutte féroce entre les hommes, l'expression maximale de l'absence d'égalité et de l'absence de fraternité entre eux. Voilà pourquoi je dis et je soutiens que la démocratie est inconcevable au sein du système capitaliste, que je ne la conçois que dans le socialisme, qu'elle adopte une forme ou une autre en fonction des conditions que vit un pays donné, en fonction des conditions que vit le monde. Dans un monde où la paix régnerait vraiment, la démocratie s'exprimerait de façon bien plus riche dans une société juste; dans un monde où règne l'hégémonisme mondial de la nation impérialiste la plus puissante et où la souveraineté, l'intégrité et l'indépendance des peuples sont menacées, je ne crois que la démocratie puisse s'exprimer sous des formes d'expression très diverses.

Nous avons trouvé, nous, notre forme d'expression de la démocratie et nous croyons que c'est celle qui s'ajuste de manière idéale à nos conditions, et elle fait la preuve de son efficacité pendant plus de trente ans, car aucun pays, je crois, n'aurait résisté au blocus, aux menaces, aux agressions, aux coups durs qu'ont signifié l'effondrement du camp socialiste et la disparition de l'Union soviétique, si son peuple n'avait pas été conscient, n'avait pas été uni, s'il avait été au contraire divisé en mille morceaux. Voilà pourquoi l'unité est quelque chose de fondamental à nos yeux.

Et, nous en tenant aux principes de Martí, parce que celui-ci a créé un parti pour faire la révolution, nous croyons en l'existence d'un parti pour défendre la révolution. Voilà grosso modo ce que je peux te dire, et je le résume en une phrase : il ne peut exister de vraie démocratie dans le capitalisme, il ne peut exister de démocratie que dans le socialisme.

Est-ce la raison pour laquelle les pays de l'Est européen se sont effondrés ? Faute de démocratie ?

Les pays de l'Est européen ont été essentiellement une création artificielle, non le résultat de changements révolutionnaires.

Je pense toutefois que les pays socialistes européens garantissaient une série de droits que les pays capitalistes occidentaux ne garantissent pas et qu'il y existait, malgré toutes leurs déficiences et leurs failles, des tas de choses qui étaient bien plus humaines que ce qu'on voit dans d'autres parties du monde.

La cause fondamentale de l'effondrement des pays socialistes européens a été l'absence d'une révolution véritable, d'une révolution authentique, à qui s'ajoutent, à mon avis, une foule d'erreurs de direction, une grande coupure entre la direction et les masses, entre la direction et le peuple, le fait de n'avoir pas créé une identification entre la direction politique et le peuple, ou d'avoir perdu celle qui avait existé à un moment donné.

Ces pays ont aussi été victimes de leurs faiblesses idéologiques, de leurs oublis idéologiques; ils ont été victimes de leur utilisation des mécanismes de développement capitalistes. Ce serait trop long à expliquer, mais c'est une question que le Che a abordée dans les premières années de la Révolution cubaine, parce qu'il s'opposait à cela.

Je dirais que le fait qu'on y ait idéalisé le concept des sociétés de consommation, que la consommation y soit presque devenue l'objectif fondamental a beaucoup joué : ces pays ont remis leurs drapeaux révolutionnaires, leurs drapeaux politiques, ils se sont écartés des principes et ils ont pratiquement fait de la consommation le grand objectif de la société.

Tu sais pertinemment, Tomás, que lorsque le gouvernement sandiniste vivait des jours difficiles, en butte à l'agression des Etats-Unis et soumis à l'embargo, nombre de ces pays-là ne montraient pas le moindre sentiment de solidarité internationale et n'étaient pas le moins du monde disposés à faire des sacrifices pour aider le Nicaragua. Bref, l'esprit et la conscience internationalistes y avaient disparu; les sentiments de solidarité envers d'autres peuples, qui est un des plus beaux fleurons de la pensée marxiste-léniniste et de la pensée révolutionnaire, y avaient disparu.

On voyait aussi s'y développer de grandes inégalités sociales; l'influence idéologique de l'Occident à travers ses sociétés de consommation et ses moyens publicitaires y était toujours plus marquée. Cet ensemble de facteurs ont affaibli ces sociétés, les ont dégradées et ont créé les conditions qui ont permis à l'impérialisme d'atteindre l'objectif qu'il avait proclamé, à savoir les saper de l'intérieur. Car c'est bien cela qu'il disait : « Il faut mener une politique sélective envers les pays socialistes; il faut aider ceux qui acceptent ce que nous proposons, aider ceux qui auraient telles et telles caractéristiques. » Cet affaiblissement a facilité la conspiration et la conjuration des Etats-Unis et de l'Occident pour en finir avec tout ça.

Je dirais que ce qui a liquidé les pays socialistes d'Europe, ce n'est pas la carence de démocratie, mais la carence de conscience révolutionnaire, la carence de principes révolutionnaires et la carence de méthodes vraiment révolutionnaires. Telle est mon opinion.

La démocratie n'existe nulle part, mais les régimes ne s'effondrent pas pour autant : la différence, c'est que le capitalisme est fidèle à ses principes, leur est loyal, est conséquent avec eux, et l'impérialisme aussi. Si la carence de démocratie dans le

monde était le préambule de changements sociaux, eh bien, le capitalisme aurait déjà disparu dans le monde, parce qu'il s'est fondé sur la force et la répression pour se développer. Force et répression qu'il emploie toujours, d'ailleurs, en recourant à des policiers spécialement entraînés, équipés de gaz lacrymogènes, de casques, de masques à gaz et de tout cet arsenal de choses-là, quand les étudiants descendent protester dans la rue, ou quand les ouvriers font grève et organisent des manifestations, ou quand les habitants d'un quartier font grève, comme cela s'est passé récemment en Angleterre. Et je ne te parle pas de pays du Tiers-monde, je te parle de pays européens, d'où parviennent constamment des nouvelles de répression policière contre les étudiants, contre les travailleurs, contre les citoyens.

Le régime capitaliste se maintient par la force, et la force la plus sophistiquée et la mieux organisée qui soit, et il y recourt non plus pour empêcher les changements sociaux, mais même les protestations populaires.

En plus de trente ans de Révolution, on n'a jamais rien vu de ce genre à Cuba, l'armée et la police en train de réprimer les étudiants, les travailleurs, les habitants. Cela ne s'est jamais vu à Cuba, parce que nous avons atteint dans notre pays une unité, une identité, une liaison étroite entre l'Etat et le peuple, entre le gouvernement et le peuple, entre les dirigeants et le peuple.

Comment est-ce possible ici, et non dans ces fameuses démocraties d'Europe ? Comment est-il possible qu'on y lance les chevaux, les voitures-pompe, les gaz lacrymogènes et les chiens contre le peuple, constamment, presque tous les jours, et que cela ne soit jamais arrivé en revanche dans notre pays ? Dans lequel des deux systèmes trouve-t-on plus de fraternité et plus d'unité et plus de solidarité ? Lequel des deux systèmes a-t-il besoin de plus violence pour fonctionner, pour exister ?

Tu as beau analyser ce problème sous tous les angles, tu te rends compte que cela ne mérite pas de s'appeler démocratie. Bien entendu, si la carence de démocratie expliquait les effondrements de gouvernements, le système capitaliste se serait effondré dans le monde depuis belle lurette !

On parle dans divers milieux, et même parmi des dirigeants de partis progressistes, de la nécessité d'élargir la démocratie à Cuba. Je pense qu'ils veulent surtout parler de la possibilité que ceux qui ne pensent pas pareil que le gouvernement s'organisent et disposent de leurs propres moyens d'expression.

Vois-tu, Tomás, on ne peut nier qu'il règne actuellement dans le mouvement progressiste, dans les organisations progressistes du monde une grande confusion à cause du désastre survenu dans les pays socialistes, du coup politico-idéologique qu'a signifié tout ça, sans parler du fait qu'il y règne aussi, de nos jours, une bonne dose d'opportunisme et que certains tentent de se faire pardonner d'avoir sympathisé à un moment donné avec les idées marxistes-léninistes, avec les idées de gauche et toutes ces choses-là. Il y a de tout en ce moment, et on constate une grande confusion provoquée

par les phénomènes qui sont survenus dans le mouvement révolutionnaire et par la propagande de l'impérialisme.

Et puis, beaucoup de gens ignorent comment fonctionne la démocratie dans notre pays, comme est constitué notre Etat, quels sont les principes sur lesquels repose notre Constitution, comment se déroulent les élections dans notre pays, comment sont élus les candidats, autrement dit comment les gens se présentent, qui les présente et qui élit les représentants dans notre pays. On ignore vraiment beaucoup ce qu'est la démocratie dans notre pays, ce que sont ses institutions démocratiques.

Je ne vais pas te dire que notre démocratie est parfaite, bien entendu. Nous ne pouvons pas non plus nous donner le luxe de commettre des erreurs d'idéalisme dans la situation que nous vivons, alors que nous sommes plus menacés que jamais, que nous courons les pires risques, que nous traversons les pires difficultés. Nous n'allons pas jouer avec l'indépendance du pays et avec sa sécurité, ni jouer avec la Révolution, en idéalisant certaines circonstances, en idéalisant des formes de direction et d'organisation politiques qui sont impossibles ici dans les circonstances que nous vivons. Pourtant, malgré tout, nous consentons de grands efforts pour perfectionner notre système politique et notre démocratie, et nous ferons des pas dans cette direction.

Nous ne nous opposons pas à ce qu'il y ait des idées qui divergent des nôtres. Mais il faut savoir quelque chose : ce qui surdétermine tout à Cuba, c'est la grande lutte entre la nation cubaine, entre le peuple cubain, et l'impérialisme. Ici, il n'a pas de tierces positions qui vaillent : ici les gens sont ou avec la Révolution ou contre elle. Ici, il n'y a personne de neutre. Et je te dis que nous ne donnerons aucune possibilité ni aucune facilité de propagation aux idées réactionnaires, aux idées contre-révolutionnaires et aux idées de l'impérialisme au sein de notre peuple, un point c'est tout. Parce que nous n'allons pas travailler en faveur de l'impérialisme, ni créer des conditions propices à ses agressions.

Que cesse le blocus économique contre notre pays, que cessent les menaces des Etats-Unis, que cessent les agressions, que cessent les campagnes contre Cuba, que cesse la guerre contre Cuba, et alors, dans des conditions différentes, nous pourrions même chercher d'autres formules d'existence politique pour notre pays ! Mais au beau milieu d'une bataille décisive, d'une bataille de vie ou de mort qui nous oppose aux idées des ennemis de la nation, des ennemis du peuple, des ennemis de la Révolution, des ennemis de l'indépendance du pays, des ennemis de la patrie, une bataille de vie ou de mort, non ! Car ce qui est en jeu, c'est l'existence même de la nation cubaine, pas seulement l'existence de la Révolution. Nous n'allons pas être assez sots pour donner des moyens d'expression à ceux qui veulent détruire la Révolution et détruire le pays. C'est tout simple ! C'est comme ça que je vois les choses, et je le dis en toute franchise, sans rien dissimuler. Ici, il n'y aura pas de moyens d'expression pour les courants contre-révolutionnaires, parce que les médias dans ce pays sont aux mains du peuple et à son service et qu'ils ne seront jamais au service de la contre-révolution et ne pourront jamais être au service de l'impérialisme.

Si tout ceci change, si tout ceci cesse, alors nous pourrions envisager sur le terrain théorique, voire sur le terrain pratique, une autre forme de direction politique dans notre pays, qui n'aura rien à voir avec la démocratie bourgeoise, parce que la vraie démocratie est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, un gouvernement auquel le peuple participe totalement.

Dans aucun pays le peuple et l'Etat, le peuple et le gouvernement ne sont plus identifiés qu'à Cuba; notre peuple peut dire : l'Etat, c'est moi, car il est l'armée, il est la force par soi et pour soi, il est un peuple armé, un peuple qui existe parce qu'il a été capable de se défendre.

Partout, tout au long de l'Histoire, l'Etat a été l'expression de la force. Aujourd'hui, l'Etat cubain est l'expression de la force du peuple, et le peuple est cette force. Qu'est-ce que l'Etat cubain sans cette force ? Que serait l'Etat cubain sans les armes aux mains du peuple ? Il ne pourrait exister, tout simplement.

Et puisque nous voilà en train de parler de démocratie, eh bien, nous lançons un défi. Chez nous, le peuple n'a pas seulement le droit de voter, il a aussi le droit d'être armé : les paysans, les ouvriers, les étudiants, le peuple entier est armé. Que se passerait-il en Europe si l'Etat armait les travailleurs, armait les ouvriers, armait les étudiants, armait tous ces secteurs qui sont constamment réprimés chaque fois qu'ils exigent quelque chose, quand ils demandent quelque chose, quand ils se mobilisent pour quelque chose ? Que se passerait-il dans n'importe quelle société d'exploiteurs et d'exploités si le peuple était armé ? Eh bien, je dis que nulle part au monde il n'existe plus d'identification entre le peuple et l'Etat que dans notre pays, et cela me paraît la preuve la plus éloquente de l'essence de la démocratie, et du fait que la démocratie ne peut exister que dans un système social juste, dans un système socialiste.

C'est là que se pose la contradiction entre rénovation et défense...

Quelle contradiction, Tomás ?

Jusqu'où peuvent aller les changements, les rénovations, sans mettre en danger la défense du pays... Vous parliez de certains changements, n'est-ce pas ?

Oui, nous sommes en train de perfectionner le Pouvoir populaire.

Dans quel sens ?

Nous ne pensons pas toucher à certaines choses que nous avons créées et qui sont très avancées. Nous sommes en train de perfectionner le Pouvoir populaire. Ainsi, à La Havane, nous avons créé quatre-vingt-treize conseils populaires.

La Havane, qui compte 2 100 000 habitants, est divisée en quinze arrondissements ou communes. Et les Conseils populaires se situent à un niveau plus proche de la base que les communes, formés des délégués de circonscription.

Ces conseils populaires disposent d'un pouvoir énorme. Ils sont formés des délégués qui ont été nommés candidats et élus directement par le peuple, et les organisations de masse (3) et les principaux centres de production et de service y participent. Les présidents des Conseils populaires sont les représentants du peuple, les représentants du gouvernement de la commune, les représentants de la province, les représentants du gouvernement central, ils jouissent de très grandes facultés et ils sont étroitement liés aux zones de la ville où se trouvent les activités productives, les services et les activités commerciales de toute sorte. C'est là une institution nouvelle que nous avons créée dans le cadre du processus de perfectionnement.

J'estime que le pas le plus fondamental que nous sommes en train de faire est l'élection directe des députés de l'Assemblée nationale, qui constitue l'organe de pouvoir maximal de l'Etat.

Je ne veux pas dire que la méthode que nous avons utilisée à ce jour n'était pas démocratique, mais, en tout cas, le scrutin n'était pas direct; il s'agissait d'un scrutin indirect, au second degré : les citoyens élaient les délégués de circonscription qui constituaient ensuite les différentes assemblées municipales du pouvoir populaire et en élaient les instances exécutives, puis qui élaient aussi les délégués des assemblées provinciales et les députés de l'Assemblée nationale. Le changement consiste dans le fait que les délégués aux assemblées provinciales et que les députés de l'Assemblée nationale seront élus directement à la base, par le peuple. Cela perfectionne notre organisation du pouvoir populaire.

Des gens qui ne sont pas membres du parti communiste peuvent-ils être candidats ?

Bien entendu. Nombre de ces délégués ne sont pas membres du parti. Mais pour le comprendre, - et c'est là l'exemple d'une méthode bien plus démocratique que le multipartisme - il faut savoir que ce n'est pas le parti qui présente les candidats dans notre pays. Non. Ce sont tout simplement les habitants de l'endroit, les simples citoyens, tous les citoyens d'une circonscription qui proposent des candidats, et ils peuvent en proposer au maximum huit et au minimum deux, en vue d'en élire un seul. Autrement dit, les habitants d'une circonscription se réunissent en assemblée et quelqu'un dit : je crois qu'Untel, à cause de ses qualités, de ses caractéristiques, doit être représentant de cette circonscription, délégué de cette circonscription, et je le propose donc. Et ainsi de suite.

On ne demande à personne s'il est militant du parti ou non. Bien mieux, le parti n'a pas le droit de se mêler de ça : il ne peut pas faire de campagne politique pour que quelqu'un soit présenté comme candidat de circonscription, il ne participe pas au choix des candidats. Ce sont les citoyens qui les proposent directement. Puis viennent les élections, et le candidat de circonscription qui a obtenu la moitié des voix plus une est proclamé vainqueur. En cas de ballottage, les deux candidats qui ont obtenu le plus de suffrages vont à un second tour. Voilà comment on élit pour l'instant dans notre pays les délégués de circonscription, qui élisent ensuite le pouvoir municipal, le pouvoir provincial et le pouvoir national.

Je dis que ce système-ci est hautement démocratique, et plus démocratique que le système des partis. Dans le multipartisme, ce n'est pas le peuple qui propose des candidats, mais les partis, dont les têtes de liste sont assurés d'être élus, de sorte qu'en ultime instance, ce n'est pas vraiment le peuple qui élit un député, mais le parti, car comme c'est celui-ci qui présente les candidats sur une liste, on peut savoir, presque mathématiquement, quels vont être les représentants du pouvoir législatif.

Dans notre cas, ce n'est pas le parti qui présente les candidats, mais le peuple, le citoyen, qui propose et qui élit directement. Dans quel autre pays existe-t-il un système comme celui-ci, un système plus démocratique que celui-ci ?

Nous avons jugé que la méthode correcte, dans un pays à parti unique, était que les candidats ne soient pas proposés par le parti, mais directement par les citoyens. Et cette méthode n'existe dans aucun autre pays du monde, tout simplement.

Autre chose. Avec la réforme de la Constitution en projet (4), ces délégués de circonscription - proposés et élus par le peuple, je le rappelle - n'éliront plus les députés de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire : non, ils ne feront que proposer les candidats. Ainsi donc, le parti, qui ne propose déjà pas les délégués de circonscription, ne présentera pas non plus les candidats de l'Assemblée nationale. Peut-il exister un procédé plus démocratique ?

Les citoyens sont libres de proposer les délégués de circonscription qu'ils veulent, et les délégués de circonscription seront libres à leur tour de proposer les candidats de leur choix. C'est en tout cas le point de vue que je défends, et qui est défendu par la direction du parti. Nous espérons que cela se fera ainsi. Des commissions sont en train d'étudier toutes ces réformes, mais voilà en tout cas, je le répète, le point de vue que je défends et que je pense continuer de défendre dans le cadre de ce perfectionnement du pouvoir populaire et de notre démocratie.

Ce n'est pas au parti, mais aux citoyens que nous concédons la faculté de proposer des candidats et la faculté de les élire. Il ne peut y avoir de voies ni de procédés plus démocratiques. Voilà comment nous continuerons de perfectionner notre Etat, et nous pourrons dire alors à juste titre que c'est là le procédé le plus démocratique au monde.

La faculté offerte aux citoyens de proposer des candidats et de les élire a été reconnue dès la première rédaction de la Constitution. Et ceci présuppose, bien entendu, le soutien de la majorité. Si la majorité était contre la Révolution, celle-ci

perdrait le pouvoir par une telle procédure. En tout cas, voilà comment nous avons conçu les élections dans notre système à parti unique.

Il est logique que le peuple, quand il propose des candidats, propose les meilleurs, et c'est un privilège que les meilleurs soient au parti ou, du moins, que ceux qui y sont soient bons. Beaucoup des meilleurs sont au parti, certes, mais pas tous. Bien des gens très méritants n'y sont pas. Pour certains, entrer au parti constitue un fardeau de plus, un effort de plus, un grand sacrifice, parce qu'être militant signifie qu'on doit faire les plus grands efforts et les plus grands sacrifices.

CUBA ET LES ÉTATS-UNIS

Quand le peuple cubain a pris le pouvoir, les révolutionnaires du monde entier ont flairé l'ampleur du changement, l'enterrement du déterminisme géographique et l'accouchement du dirigeant le plus attrayant et le plus éloquent de l'époque contemporaine.

Cuba, plus que nulle autre expérience historique, s'est lancée dans la solidarité la plus passionnée et la plus débridée avec des causes qui étaient ou qui semblaient justes. Tant de pays et tant d'êtres humains ont été favorisés par son affection qu'innombrables sont - ou innombrables devraient être - ceux qui, dans les circonstances actuelles de l'île, lui sont reconnaissantes ou devraient l'être.

Cuba a fait don de pétrole et des cordes de guitare; elle a fait don de sang pour les victimes de tremblements de terre et de sang sur les champs de bataille d'Amérique latine et d'Afrique.

Cuba a chanté des berceuses, des boléros, des hymnes d'amour et de combat aux oreilles des peuples, a distribué des métaphores et des médicaments, répondant sans retard à toute demande. Ce style-là, c'est Fidel Castro qui l'a créé.

La disparition éventuelle de la Révolution cubaine serait un coup destructeur pour les espoirs de nos peuples. Elle serait aussi désastreuse pour les gouvernements du sous-continent qui verraient se réduire leurs espaces d'indépendance et de souveraineté face aux Etats-Unis, et croître en même temps le risque d'un retour des militaires réactionnaires - en Amérique, beaucoup ne le sont pas - à l'affût de meilleures chances.

Cuba est une assurance-vie pour l'indépendance croissante des pays latino-américains. Ce n'est donc pas un hasard que, contre tous les pronostics, les présidents ibéro-américains réunis en juillet 1991 à Guadalajara - sans la présence en coulisses de Washington - aient été respectueux de Cuba et aient exigé le droit de nos pays à l'autodétermination (1).

J'ai parlé à ce sujet à différents dirigeants de la région, dont beaucoup sont membres de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine et des Antilles (COPPAL), et la majorité coïncident avec ce point de vue (2).

Le plus beau de Cuba a été sa générosité, et le plus admirable, sa vaillance.

Nous sommes contraints de payer de retour, sans retard, au moins un dixième de son dévouement illimité. Et je crois que s'il y a quelque chose d'utile à faire, c'est bien de dénoncer le blocus inhumain des Etats-Unis. Il faut convaincre l'opinion publique internationale, et surtout nord-américaine, pour que le gouvernement de Washington modifie sa politique archaïque, irrationnelle et cruelle contre Cuba (3). C'est notre seule façon d'être décents.

Un matin viendra-t-il, pas trop éloigné, où les Etats-Unis feront preuve de raison et de respect, renonceront à leur atroce arrogance, oublieront leur vocation de parâtre et joueront le rôle de frère ?

L'instant viendra-t-il où ce pays ressemblera davantage à l'autre pays, autrement dit à celui des larges secteurs nord-américains qui s'éprennent des causes les plus nobles, qui font preuve de respect et d'affection pour d'autres peuples ?

Les Etats-Unis pourront-ils reconnaître l'injustice de leur guerre contre le Nicaragua qui a coûté à tous les habitants des fleuves de sang ? Pourront-ils un jour faire leur autocritique pour leurs tentatives d'assassiner Fidel Castro (3) ? Pourront-ils se repentir d'avoir bombardé la demeure de Khadafi ? Dévoileront-ils le mystère de l'assassinat de Kennedy ?

Ces questions n'adouciront l'oreille du genre humain que lorsque l'impérialisme aura disparu.

T.B.

De ce point de vue, je vous demande : Bush parviendra-t-il à se faire réélire comme président des Etats-Unis ? Prévoyez-vous des changements sensibles dans la vie politique nord-américaine dans un avenir immédiat ?

Je pense que le plus probable est que Bush soit réélu, malgré la récession économique aux Etats-Unis, parce qu'en fait il a beaucoup de ressources, il dispose de tous les leviers du pouvoir, il bénéficie d'une marge de manoeuvre et il n'a pas en face de lui une opposition cohérente, forte, claire. Pour le moment, aucun leader ne pointe au sein du parti démocrate qui soit capable de battre Bush, à mon avis; qui plus est, la pensée des dirigeants politiques démocrates n'est pas assez claire, de mon point de vue, sur les principaux problèmes du monde et des Etats-Unis, et je pense qu'une opposition capable de remporter les élections et de promouvoir des changements dans les tendances actuelles de ce pays devrait avoir des idées très claires sur les principaux problèmes du monde, devrait être une opposition cohérente, capable d'adresser un message attrayant au peuple nord-américain sur ses propres intérêts.

Tu sais comment fonctionnent toutes ces choses dans ce pays-là, où règne le monopartisme constitué de deux fractions qui ont des noms différents, mais des conceptions, des idées politiques, des objectifs et des visées très semblables; parce qu'en fait, aux Etats-Unis, il y a deux partis capitalistes qui se disputent le pouvoir, deux partis qui ont été des instruments de l'impérialisme tout au long de ce siècle et qui le restent.

Je ne nie pas, bien entendu, qu'il existe des hommes très intelligents et très capables dans ce pays-là, qu'il ait existé parfois des hommes qui ont exercé une influence énorme dans la vie des Etats-Unis, qui les ont même sauvés de l'effondrement, comme ce fut le cas de Roosevelt, un homme vraiment talentueux, à mon avis, qui a sauvé le capitalisme des Etats-Unis d'une de ses pires crises, qu'on peut cataloguer de grand homme d'Etat, surtout pour le rôle qu'il a joué non seulement intérieurement en tirant le pays de la crise économique, mais pour ce qu'il a réalisé dans l'arène internationale dans la lutte contre le fascisme, contre l'Allemagne hitlérienne, autrement dit contre d'autres impérialismes plus bellicistes et plus agressifs, bien que moins bellicistes et moins agressifs que ne l'est aujourd'hui l'impérialisme yankee.

Je me réfère à l'époque de Roosevelt, où l'impérialisme nord-américain jouait un rôle plus limité à l'échelle mondiale. Il est indubitable que Roosevelt, en étant conséquent avec sa campagne pour freiner l'expansion du fascisme à un moment donné, a, du point de vue des intérêts de l'humanité, joué un rôle positif, un rôle important.

Et Kennedy, peut-on l'inclure parmi ces grands hommes d'Etat ?

On peut l'inclure parmi les grandes personnalités, mais non entre les grands hommes d'Etat; c'était un homme très intelligent, une personnalité marquante, mais il n'a même pas eu l'occasion de s'exprimer comme un grand homme d'Etat. Il est mort très jeune, durant son premier mandat.

Je crois que Kennedy possédait des qualités personnelles marquantes, mais il était encore très inexpert quand il est entré à la Maison-Blanche et il se laissait beaucoup guider par différents courants, parfois par ses émotions. Il a commis des erreurs, à mon avis, comme celle de Playa Girón. Il a eu une bonne idée, une idée qui avait des côtés positifs, comme l'Alliance pour le progrès (4), qui était une tentative intelligente de supprimer les facteurs qui pouvaient constituer le bouillon de culture de la révolution en Amérique latine, des réformes économiques et sociales pour soulager les besoins des plus pauvres, avec des recettes typiques du capitalisme, des choses qu'on a commencé à faire à partir de la crainte qu'a inspirée la Révolution cubaine. L'Alliance pour le progrès s'inspirait de la Révolution cubaine et du désir d'éviter que l'expérience de Cuba ne se répète dans d'autres pays; elle a vu le jour et elle s'est développée essentiellement, d'une certaine manière, après la défaite de Playa Girón.

Il faut dire que Kennedy a eu une attitude constructive et qu'il a fait preuve d'intelligence et de courage, par exemple, en ne se laissant pas entraîner par l'idée d'intervenir directement à Cuba, ce qui aurait été une chose terrible pour eux et aussi pour nous. Il a aussi fait preuve de courage quand il a reconnu sa responsabilité dans l'invasion de Playa Girón, bien qu'elle ait été organisée par Eisenhower, par Nixon et tous ces gens-là, avant qu'il ne remporte les élections et n'arrive à la présidence.

La politique agressive qu'il a suivie contre Cuba a obligé notre pays à prendre des mesures défensives qui ont provoqué la crise d'Octobre (5). Celle-ci a été sa responsabilité. Mais il faut dire qu'il a aussi été capable, au moins une fois, de reconnaître certaines choses au sujet de l'Union soviétique, de la réalité de ce pays, de la destruction qu'il avait soufferte, et qu'il a prononcé un discours de paix (6). C'est peut-être là qu'il commençait à apparaître comme un homme d'Etat aux qualités internationales.

Je n'ai pas mentionné une autre erreur de Kennedy. Il est très désireux de tester l'efficacité des bérets verts, ces troupes d'élite qu'il avait organisées et expédiées au Viet Nam. Une des autres erreurs de Kennedy, par conséquent, c'est qu'il s'est engagé dans la guerre du Viet Nam. Et il n'a pas eu le temps de rectifier, d'exprimer ses capacités comme quelqu'un d'intelligent, comme homme d'Etat. C'est le jugement le plus objectif que je puisse tenter de te donner de Kennedy.

On a beaucoup parlé dans le monde, lors de la sortie du film JFK (7), de son assassinat, et on a même suggéré de rouvrir l'enquête. J'aimerais savoir ce que vous pensez du meurtre de Kennedy et de ses probables assassins.

Le jour où la nouvelle de l'attentat contre sa vie à Dallas nous est parvenue, j'étais réuni avec un journaliste français, Jean Daniel. Celui-ci avait eu à Washington une rencontre de plusieurs heures avec Kennedy, qui lui avait parlé avec une grande franchise et beaucoup de conviction sur le drame que le monde avait vécu au moment de la crise d'Octobre. Et Kennedy lui avait demandé de venir me voir, de converser avec moi pour savoir ma manière de penser, puis de retourner à Washington pour lui rendre

compte. Incontestablement, Kennedy était en train de mûrir quelque chose. Ce geste et cette visite m'ont paru intéressants.

Quand Jean Daniel est venu, je lui ai dit : « Nous allons sortir de la ville pour être tranquilles et pour pouvoir converser dans le calme. » Et je l'ai amené à Varadero. Nous étions en pleine conversation - plus ou moins en début d'après-midi - quand la nouvelle est arrivée, de sorte que Daniel n'a pas eu l'occasion de revoir Kennedy pour bavarder de nouveau. Mais cet événement m'a vraiment consterné, et pas seulement pour ça. Kennedy était notre adversaire et nous étions l'adversaire de Kennedy. Mais si tu as une mentalité de gentleman, tu regrettes au moins que ton adversaire ait disparu de la sorte, soit mort assassiné, tu regrettes de te retrouver sans cet adversaire, et il te manque. La façon dont il a été tué a été lamentable, et encore plus lamentable, surtout, que cela se soit passé à un moment où il avait prononcé un discours de paix et semblait chercher la détente internationale, quelques mois après la crise d'Octobre, à un moment où il dépêchait même une espèce d'émissaire dans notre pays, un explorateur, pour l'appeler d'une certaine façon, un journaliste avec qui il avait eu un entretien.

Il faut reconnaître que Kennedy, même s'il était notre adversaire, était quelqu'un d'intelligent, qu'il avait un certain nombre de qualités. C'est pour toutes ces raisons que j'ai appris avec amertume la nouvelle de sa mort, et je n'avais aucun esprit de revanche, de vengeance ou de satisfaction, malgré les mesures dures qu'il avait prises contre Cuba, malgré les offenses et les agressions. Telle a été ma réaction personnelle. Je l'ai toujours dit.

Tu me demandes aussi quelles ont été mes réactions initiales quand les premières nouvelles sont arrivées...

Non, votre réaction actuelle.

Oui, mais je vais d'abord te décrire mes réactions initiales.

Il me semblait qu'il y avait beaucoup de choses bizarres, et celle qui m'a le plus surpris ont été ces tirs à la lunette d'approche. Autrement dit, comment un individu pouvait-il faire mouche avec une telle précision et une telle rapidité, contre un objectif en mouvement, à la distance et à l'endroit qu'occupait censément Oswald, qu'on a accusé de l'assassinat de Kennedy ?

J'avais une grande expérience avec la lunette d'approche, parce que j'avais entraîné le personnel qui venait sur le **Granma** (8) à tirer avec cette arme et j'avais atteint une grande précision et une grande maîtrise. Durant la traversée, j'avais réglé pour un tir à six cents mètres presque tous ces fusils, car nous en avions plus d'une cinquantaine à bord. Durant la préparation de l'expédition, j'avais réglé personnellement, à terre ou en mer, tous les fusils à lunette, et j'avais à l'époque tiré des dizaines de milliers de fois avec cette arme contre toute sorte de cible; d'autres compagnons avaient aussi beaucoup tiré avec ce genre de fusil, mais moi, en qualité d'instructeur, j'avais été contraint de tirer des tas de fois avec le fusil à lunette. On faisait

du tir sportif contre des cibles fixes, contre des cibles mobiles, des tirs avec appui et des tirs sans appui, directement le fusil à l'épaule.

En 1963, je me souvenais encore très bien de toutes ces choses-là, et il me semblait extrêmement difficile, sinon impossible, que quelqu'un puisse tirer contre une cible en mouvement tant de fois en si peu de temps et avec une telle précision, au point d'infliger à Kennedy, je crois, trois blessures graves. Cela me semblait très difficile. Il m'aurait semblé plus facile de faire tout ça avec un fusil automatique sans lunette d'approche, à mire normale, un point dans un cercle, un système qu'on trouve sur les fusils Garand nord-américains, sur les carabines M-1 nord-américaines, et sur les fusils FAL.

Il était bien plus facile de réaliser une action de ce genre avec un fusil automatique sans lunette d'approche, parce qu'avec celle-ci, après avoir tiré la première fois, tu dois réarmer le fusil et repérer de nouveau l'objectif dans le viseur. Ce n'est pas facile, ça prend du temps. Pour le vérifier, pour pouvoir ainsi reconstituer les faits, il aurait suffi de faire quelques essais et de situer des tireurs d'élite bon connaisseurs de ce genre de fusil à lunette à la même distance et selon le même angle. On aurait pu faire ce genre de preuves pour vérifier quelle crédibilité on pouvait accorder à la thèse selon laquelle un seul individu avait réalisé tous ces tirs contre Kennedy en si peu de temps et avec une telle précision. C'est ça la première chose qui a beaucoup attiré mon attention, car on utilise la lunette dans des circonstances spécifiques, surtout contre une cible fixe, et non contre une cible mobile. J'ai tiré cette conclusion aussitôt, pour les raisons que je t'ai expliquées.

J'ai considéré comme encore plus étrange que cet individu, arrêté et accusé de la mort de Kennedy, ait été assassiné dans un commissariat de police. Vraiment étrange, extrêmement étrange. Et puis, qui était cet Oswald ? Ça aussi c'était bizarre : parce que je crois qu'il avait vécu en URSS, qu'il avait épousé une Soviétique, qu'il était rentré. On ne savait pas trop si c'était un agent, ou un agent double. Tout ça m'a paru très bizarre.

Quand tous ces événements se sont déroulés et que le nom de cette personne a fait le tour du monde, ici, nous avons révisé des archives et nous avons découvert qu'un individu du même nom et avec ces mêmes coordonnées s'était présenté à notre ambassade de Mexico pour demander un visa et venir à Cuba, un visa de transit, je crois, pour se rendre en URSS. Notre personnel avait dit non d'office, parce que chaque fois qu'un Nord-Américain parlait de venir ici, on se méfiait de ses intentions. Bref, on lui a refusé le visa. Mais je me demande : pourquoi ce type voulait-il venir à Cuba ? Quel intérêt y avait-il à ce qu'il passe par Cuba ? Que se serait-il passé si cet individu avait pu venir à Cuba, se rendre en URSS, puis rentrer aux Etats-Unis, où il tue ensuite Kennedy ? Bref, il y avait beaucoup de choses bizarres, inexplicables autour de tout ça. C'est l'impression que j'en ai tirée.

Quelle attitude ai-je adopté face à tout ça ? J'ai attendu pour voir ce que l'enquête allait donner : il y a d'abord eu le fameux rapport Warren; ensuite, on a publié des livres, des proches de Kennedy ont fait des déclarations. Or, aucun proche de Kennedy,

aucun des intellectuels, des écrivains ou des journalistes proches de Kennedy n'a mis en question ce rapport, et tout le monde a accepté, plus ou moins tacitement ou expressément, le rapport de la commission Warren. Alors, je me suis dit : si les gens les plus proches de Kennedy, si ceux qui pouvaient avoir contesté ce rapport, ceux qui pouvaient avoir le plus d'informations n'ont rien fait, cela veut-il dire que l'enquête a été menée de la bonne façon ? Il est en tout cas étrange que ce rapport ait été publié et que toutes les personnes les plus proches de Kennedy l'aient pratiquement accepté sans protester. Cela m'a causé beaucoup de confusion face aux différentes théories qui couraient sur la mort de Kennedy (9).

Par ailleurs, je n'aime pas me laisser entraîner par l'imagination; je n'aime pas affirmer des choses, échafauder des théories si je ne peux pas les prouver, si je n'ai pas une base solide pour ça.

Ce film dont tu me parles, je ne l'ai pas vu. J'en ai beaucoup entendu parler, je le verrai, mais je ne peux te donner une opinion sur un film dont j'ai entendu parler, mais que je n'ai pas vu personnellement.

Bien entendu, ça ne m'étonnerait absolument pas qu'il apporte des choses nouvelles sur la façon dont Kennedy a été assassiné, sur les motivations qui ont été derrière ce meurtre, car tout ceci m'a paru extrêmement bizarre et anormal. Mais il ne serait pas correct que j'échafaude une théorie là-dessus, que je me mette à accuser quelqu'un et à élucubrer sur ce vieux problème.

Il faut aussi avoir à l'esprit qu'il reste encore bien des données secrètes. Quelles seront donc ces renseignements dont le gouvernement des Etats-Unis a décidé qu'on ne les connaîtrait que dans cent ans ? Que contiennent-ils donc pour qu'il faille les maintenir secrets pendant cent ans ? Je crois que le gouvernement nord-américain a la responsabilité d'éclaircir la question.

C'est comme les secrets de la Vierge de Fatima.

Quels sont les secrets de la Vierge de Fatima ?

Ceux qu'elle a révélés aux trois petits bergers auxquels elle est apparue et qui ne pourront être publiés que dans cent ans. On dit maintenant qu'elle a pronostiqué la chute du socialisme, on dit que c'est un des secrets que le pape garde dans une pièce inaccessible. Tout comme le sont les secrets du gouvernement nord-américain d'ici à cent ans.

Ce ne serait déjà plus une question religieuse, mais de la sorcellerie que d'avoir fait des pronostics sur ces questions-là, sur ces faits-là...

Le gouvernement nord-américain doit sûrement garder des informations très importantes, Tomás. Voilà pourquoi il me semble positif d'une certaine façon qu'on ait

recommencé de discuter ces questions, car ce n'était absolument pas clair, même si le rapport Warren les a considérées éclaircies. Maintenant que tu m'en parles, je pense que je dois voir ce film, parce qu'on en a beaucoup parlé et qu'il a eu incontestablement une répercussion dans l'opinion publique. Mais je ne peux émettre un jugement.

Dans la conjoncture actuelle, la politique de Cuba est de résister. Il semble que l'activité et les dépenses de la défense se maintiennent, ce qui indique une attitude prévoyante face à une éventuelle intervention militaire nord-américaine. Pensez-vous possible qu'un dialogue, que des négociations s'amorcent entre Cuba et les Etats-Unis dans un délai raisonnable ? Et si ces négociations étaient possibles, quelle serait votre proposition d'ordre du jour ?

Les dépenses militaires se maintiennent, c'est vrai, et nous n'avons pas d'autre choix. Il serait absurde, il serait insensé, il serait suicidaire qu'à un moment comme celui que nous vivons, seul et face à l'impérialisme, sans autre force que la nôtre et sans d'autres ressources que les nôtres, nous commettions l'erreur de négliger la défense. Voilà pourquoi le renforcement de la défense fait partie des programmes prioritaires de la période spéciale (10) et qu'il est l'un des sacrifices que nous devons inexorablement faire. Nous ne pouvons commettre des actions irresponsables que les générations actuelles et futures ne nous pardonneraient pas.

Le danger pour nous est réel, et il est plus grand que jamais, parce que les Etats-Unis se sentent les maîtres du monde et sont emportés par une euphorie triomphaliste, par une foi aveugle, mystique, fanatique, en leur force, en leur puissance, en leurs armes perfectionnées et en leur capacité d'imposer leur volonté à n'importe quel peuple.

Il est difficile que les Etats-Unis se résignent, qu'ils oublient le rôle qu'a joué et que joue la Révolution cubaine et qu'ils nous pardonnent, tout d'abord parce que le fait que ce petit pays soit assez courageux pour poursuivre la lutte et pour résister doit les irriter profondément. De sorte que pour ce que tu évoques, à savoir la possibilité de négociations, se produise, il faut que des changements s'opèrent dans la mentalité des dirigeants nord-américains et je ne suis pas sûr qu'il s'en produise dans un avenir proche.

Les Etats-Unis pensent au contraire que nous traversons un moment très difficile depuis la disparition du camp socialiste et de l'URSS, parce que nous livrons bataille tout seuls et que cela crée des conditions propices pour qu'ils puissent nous imposer d'une façon ou d'une autre leur politique. Cela ne veut pas dire que nous sommes fatalistes et que nous pensions qu'une guerre éclatera inexorablement entre les Etats-Unis et nous.

De fait, de nombreux Nord-Américains commencent à mettre en cause les fondements de cette politique hostile envers Cuba, du blocus économique et de son renforcement (11), à se demander quel sens peut avoir tout cela, quel sens peut avoir cette politique cruelle qui consiste à vouloir asphyxier l'économie d'un petit pays

comme Cuba, à vouloir obtenir la reddition d'un petit pays comme Cuba par la faim, à vouloir multiplier les souffrances d'un peuple, à vouloir lui faire ployer les genoux, quel sens peut avoir tout cela si plus aucun danger ne menace la sécurité des États-Unis, si l'autre superpuissance a disparu, si le danger qu'était censé représenter le communisme dans le monde n'existe plus ? Quelle justification peut avoir cette politique d'hostilité contre notre pays, qui consiste à vouloir nous faire mettre à genoux, à vouloir nous imposer une politique donnée ? De nombreux Nord-Américains commencent à se le demander, parce que tout ceci n'a plus aucune justification, sauf une obsession maniaque, folle, faite d'orgueil et d'arrogance répugnante.

Oui, bien des gens commencent à penser comme ça aux États-Unis mêmes, ce qui ne veut pas dire pour autant que ces secteurs-là aient une force déterminante, une influence décisive. Et puis, tout ceci constitue une politique ignominieuse, absurde, de la part des États-Unis : plus ils la suivront, et plus elle rehaussera les mérites de Cuba, le prestige de Cuba, la gloire de Cuba; plus ils accentueront cette politique hostile, et plus celle-ci sera condamnée par un nombre croissant de personnes dans l'opinion publique mondiale, et plus la solidarité avec Cuba se multipliera dans d'autres peuples d'Amérique latine, du Tiers-monde et du monde entier.

Les dirigeants nord-américains devraient tirer la conclusion qu'il s'agit là d'une lutte ignominieuse qui ne leur apporte rien et qui n'offre aucune perspective. Car que prétendraient-ils faire de Cuba ? Y créer le chaos total, y créer une situation de guerre pour des dizaines d'années ? Où peut conduire cette politique-là des États-Unis ? Car les révolutionnaires cubains ne se rendront jamais, les révolutionnaires cubains vont lutter jusqu'aux dernières conséquences. Aucun vrai révolutionnaire - et il y en a beaucoup, des centaines de milliers, des millions - ne va renoncer à sa révolution, et on ne peut écraser comme de si rien n'était la volonté de millions de personnes décidées à se battre, décidées à lutter sur n'importe quel terrain et en n'importe quelle circonstance. La politique que suivent les États-Unis n'a donc pas d'avenir, et plus ils agiront contre nous, et plus grandiront le mérite et la gloire de Cuba et de la Révolution cubaine.

La logique indique qu'ils devraient changer un jour de politique. Bien entendu, tu ne peux attendre ça dans l'immédiat, encore moins dans un pays où la démagogie, la politique politicienne et les ambitions électorales déterminent en règle générale la conduite des hommes publics. Il faudra attendre je ne sais combien de temps pour qu'ils modifient leur politique. En tout cas, c'est ce qu'ils pourraient faire de plus intelligent, à mon avis.

Ils ne vont pas renoncer à leur rêve de liquider la Révolution dans notre pays, de l'arracher jusqu'aux racines, c'est sûr, mais deux voies s'ouvrent devant eux : la voie de l'hostilité, des agressions, ou la voie de la paix avec Cuba, du respect de Cuba, pour tenter d'influencer sa vie politique par d'autres moyens.

D'ailleurs, nous sommes peut-être mieux préparés, parce que nous avons appris à le faire pendant plus de trente ans, à contrer une politique d'agression que pour affronter une politique de paix, mais nous n'en avons pas peur. Nous ne nous

opposerions pas par principe à une politique de paix, ou à une politique de coexistence pacifique entre les Etats-Unis et nous, et nous n'en aurions pas peur, ou plutôt il ne serait pas correct de notre part, et nous n'en aurions pas le droit, de repousser une politique de paix pour la bonne raison qu'elle pourrait s'avérer plus efficace aux mains des Etats-Unis pour exercer leur influence et pour tenter de neutraliser la Révolution, de l'affaiblir et de supprimer les idées révolutionnaires à Cuba.

Nous ne nous opposerions pas à une politique de paix, telle est notre position. Nous ne la réclamons pas, nous ne la demandons pas et encore moins allons-nous la quémander, mais si un jour, parmi leurs différentes options, les Etats-Unis choisissaient une politique de respect de Cuba et de paix envers Cuba, - qui devrait être inconditionnelle, parce que nous ne pourrions accepter aucune amélioration des relations qui impliquerait des concessions de principes de notre part et qui leur permettrait à eux de nous dicter ce que nous devons faire dans notre pays - si donc ils choisissaient un jour la voie des négociations, eh bien nous ne nous y opposerions pas.

Tu me parles d'ordre du jour. Il serait si chargé... Avant tout, il faut savoir que nous n'acceptons pas une paix qui serait fondée sur des concessions de principes. Il existe beaucoup d'intérêts qui peuvent être communs entre Cuba et les Etats-Unis, des intérêts de divers genres, de diverses natures, qui peuvent faire l'objet de discussions, de négociations, mais la première chose que nous établirions, c'est que nous ne sommes pas disposés à faire des concessions de principes et que toute négociation, tout arrangement doit être présidé par le respect absolu de l'indépendance et de la souveraineté de notre pays. Ce serait là le point clef, le point essentiel.

En plus du blocus économique et de toutes ces choses-là (12), il est un élément qui ne pourrait jamais manquer dans des négociations avec les Etats-Unis, et c'est la base navale de Guantánamo, un morceau de notre territoire occupé par la force et qui doit être rendu à notre pays (13). A part ça, on peut discuter de toutes les choses qu'ils veulent si elles sont dans le cadre des principes que j'ai énoncés et si elles impliquent le respect de l'indépendance et de la souveraineté de Cuba.

De toute façon, nous n'avons pas à nous presser d'établir un ordre du jour, Tomás, parce que je ne pense que nous en ayons besoin dans une période de temps relativement brève.

Croyez-vous que la communauté cubaine aux Etats-Unis a suivi une évolution positive et qu'elle peut influencer sur l'avenir de ces négociations ?

Jusqu'à présent, ce sont les plus anticubains, les plus contre-révolutionnaires, ceux qui éprouvent le plus de haine envers la Révolution qui ont prévalu et imposé leur politique. Mais je sais que bien des gens ne pensent pas comme eux, sont opposés au blocus contre Cuba, sont partisans de la normalisation des relations entre les Etats-Unis et Cuba, que beaucoup de gens qui ont des parents ici sont en désaccord avec tout ce qui peut contribuer à leur rendre la vie plus dure et plus difficile.

Des forces s'opposent à ce groupe hégémonique au sein de la communauté cubaine à l'extérieur, un groupe où sont apparus des personnages sinistres, ambitieux, pleins d'intérêts bâtards, corrompus, des m'as-tu-vu de la pire espèce, et j'ai l'impression qu'ils finissent même par énerver certains gens aux Etats-Unis par leur politique arrogante, insolente et réactionnaire.

On a du mal à penser à ce que deviendrait ce pays-ci si des gens comme eux s'efforçaient un jour de le gouverner, parce que ce pays-ci, après la Révolution, personne ne pourra le gouverner, - même en cent ans ! - à plus forte raison s'ils essaient de le convertir en une Porto Rico, en un Miami, en un paradis de la drogue, en un paradis du jeu, en un paradis de la prostitution, en un paradis des pires vices de la société nord-américaine et des pires problèmes de cette société-là.

Il y a même une série de gens grotesques qui sont allés jusqu'à établir comment se ferait le partage du pays après la victoire de la contre-révolution, comment se ferait la distribution des terres, des usines et de tout le reste... Comme s'ils ne devaient pas passer sur notre cadavre à tous, comme s'ils ne devaient pas passer sur le cadavre de tous les révolutionnaires pour atteindre ce but ignoble et répugnant (14) !

Ces gens-là déteignent toujours plus, se démasquent toujours plus et ont toujours moins de soutien à la base, bien qu'ils aient de nombreuses ressources et qu'ils recourent à la terreur, à la force. En effet, ils s'imposent non seulement grâce à leurs ressources financières, à leur influence au sein du gouvernement nord-américain et à la propagande, mais aussi par la terreur qu'ils font régner. De toute façon, cette communauté de personnes d'origine cubaine vivant aux Etats-Unis n'est pas homogène, elles ne sont pas toutes enrôlées dans cette politique anticubaine et dans les plans visant à détruire la Révolution, et nous savons distinguer entre les uns et les autres

*Il existe sans aucun doute de grands déchirements internes dans cette communauté. D'ailleurs, un film qui reflète cette contradiction doit être sur le point de se terminer et sera projeté dans différents cinémas du monde. Il s'intitule **Vies parallèles**.*

Où a-t-il été tourné ?

Au Venezuela. C'est une coproduction entre Cuba, le Venezuela et l'Espagne.

Tu n'as rien eu à voir avec ce film ?

J'ai présidé le jury du concours de scénarios et j'ai voté pour ce scénario qui a finalement gagné le prix au festival de cinéma de La Havane (15). Je suis convaincu que ce sera un film exceptionnel.

Je ne l'ai pas vu, Tomás. Je peux te garantir que j'ai eu très peu de temps ces derniers mois pour voir des films.

Non, le film n'a pas encore été projeté, le tournage vient juste de finir. C'est un film intéressant ayant à voir avec ce thème dont nous parlions (16).

Maintenant la contre-révolution, selon certains événements récents, tente de créer un front intérieur. Jusqu'à quel point a-t-elle atteint cet objectif ?

Il est très difficile que ces gens-là parviennent à créer un front intérieur, parce qu'ils sont isolés, qu'ils n'ont aucun ancrage dans le peuple, qu'ils n'ont aucune force dans la société. Le fondamental du peuple, le meilleur du peuple est avec la Révolution. Tu vois l'attitude des ouvriers, des paysans, des étudiants, des lycéens, de tout le monde : les masses sont avec la Révolution. Bien qu'elles soient critiques, qu'elles puissent se plaindre des problèmes et d'un tas de choses, chaque fois qu'il s'agit de prendre position entre la contre-révolution et la Révolution, entre la patrie et les ennemis de la patrie, elles n'ont pas la moindre hésitation. Et je pense que, curieusement, cet esprit s'est renforcé en pleine période spéciale, malgré les efforts que consent l'ennemi et qui ont incontestablement certains effets et quelque influence sur des secteurs donnés.

Sache qu'on émet cinq cents heures hebdomadaires de radio contre notre pays. Dans l'histoire du monde, on n'a jamais braqué contre aucun pays une batterie si gigantesque de médias pour tenter d'influer sur les gens, pour tenter de fomenter le mécontentement, pour lancer des slogans contre-révolutionnaires, des consignes de sabotage et de conspiration contre la Révolution. Il s'agit d'un appel déclaré à la sédition, à la contre-révolution, sans ambages, au mépris de toutes les normes légales. Une propagande sans précédent. Car l'empire peut maintenant concentrer toutes ses ressources contre Cuba, des dizaines de milliards de dollars tous les ans, faisant intervenir ses services d'information, ses services de renseignement, tous les organismes des principales branches du gouvernement nord-américain.

Cuba transmet-elle vers les Etats-Unis ?

Ça dépend des circonstances. Ces jours-ci, nous avons dû faire des émissions de radio pour riposter à la tentative des Etats-Unis de pénétrer en plein jour dans notre espace télévisuel. Mais, en règle générale, nous n'avons pas recouru à des émissions, nous avons utilisé fondamentalement la méthode du brouillage.

Les Etats-Unis ont mené une escalade constante dans ce domaine. La première étape a été Radio Martí (17) - un nom bien mal choisi - et la seconde, Télé Martí (18) - encore plus mal choisi - qu'ils ont voulu faire entrer ici au mépris de toutes les règles internationales. Nous avons brouillé efficacement Télé Martí et nous avons brouillé ensuite Radio Martí, mais ils ont multiplié leurs émissions par d'autres voies.

Nous nous réservons le droit de transmettre aux Etats-Unis. Ce droit qu'ils s'arrogent de transmettre à Cuba pour nous informer, nous l'avons, nous aussi, d'informer les Etats-Unis, bien que ce ne soit pas là le type de riposte que nous ayons utilisé contre ces agressions. Nous avons les moyens de le faire, le droit de le faire et la décision de le faire si les circonstances l'exigent.

L'AMÉRIQUE LATINE

En Amérique latine - et probablement dans le monde entier - les partis politiques sont assis au banc des accusés. De grands secteurs des peuples ont perdu la foi dans les dirigeants, les programmes, les promesses électorales, l'honnêteté du scrutin.

La plupart des électeurs s'abstiennent de se rendre aux urnes. Et il n'est pas du tout fortuit que certains présidents actuels aient été élus sans être membres de partis : Fujimori, Violeta Barrios de Chamorro. Aristide (1) l'a été qu'avec le seul soutien d'un projet moral.

Les leaders politiques n'ignorent pas cette crise de crédibilité et en parlent à leurs réunions avec beaucoup de préoccupation et de perplexité.

De leur côté, les partis de gauche ont décru, épuisés par l'atomisation et le doute.

Plutôt que de définir les lignes de son visage actuel, la gauche latino-américaine ferait mieux de réfléchir sur les dangers qui la cernent et sur d'autres essences.

Non que se regarder dans le miroir soit pour les révolutionnaires du sous-continent une entreprise vaine, car bien se reconnaître pourrait aider à soigner les désolations, mais l'autocontemplation risque de conduire au plaisir des larmes et des condoléances mutuelles.

Je voudrais rappeler quelque chose d'essentiel aux pleureuses de la gauche : ce n'est pas notre cadavre politique qu'on enterre en Europe. L'expérience invite à agir dans ces circonstances-ci avec beaucoup de réalisme - je ne les renvoie pas au pragmatisme - pour ne pas perdre ainsi l'équilibre et la foi.

Si la gauche latino-américaine se complaît dans le désarroi et l'indécision, la possibilité de regagner du terrain et des consciences disparaîtra pour longtemps.

Le plus grand danger pour nos partis et nos organisations révolutionnaires serait de suivre les traces de la gauche européenne, qui se voit écrasée par la défaite du socialisme réel, par la résurgence du fascisme et de la grande fête dans le zoo illuminé de la droite.

C'est sur ces terres-ci, où le capitalisme s'est acharné sans trop s'inquiéter des maquillages, que se trouvent les maillons les plus faibles de la chaîne d'oppression. La gauche latino-américaine a aujourd'hui la possibilité historique d'agir d'elle-même, libre de toute aliénation envers des politiques extracontinentales.

Ici, la quantité de pauvres augmentent jour après jour en termes absolus. La décennie passée a été qualifiée par une phrase qui est devenue un lieu commun : « la décennie perdue ». On voit même reparaître des épidémies qu'on supposait être des légendes du passé (2).

Les révolutionnaires latino-américains ne doivent pas tomber dans la tentation de se nier eux-mêmes; ils doivent réaffirmer des principes qui ont perdu leur actualité pour certains, mais qui restent valables dans la mesure même où les causes qui les ont engendrés n'ont pas disparu.

Je veux parler en particulier de l'anti-impérialisme, que certains « révolutionnaires » ont renié avec une - soyons généreux ! - naïveté inouïe.

Notre gauche ne doit pas borner ses actions à la recherche, si tant est que cela soit possible, d'un capitalisme moins cruel et plus juste. Le but historique doit rester la liquidation de ce système inhumain par essence.

*Il faut tirer des classiques marxistes les notions générales concernant la création d'une société nouvelle, car le **modus operandi** doit partir des spécificités de nos pays et de la délicieuse pensée latino-américaine et antillaise, à ce jour quasi inédite*

De plus, la gauche latino-américaine ne doit pas axer sa lutte sur la seule société civile, se borner à soumettre « l'Etat national » à la surveillance et au débat démocratique dans les partis, la presse et les parlements.

Si la gauche latino-américaine renonçait à l'exercice de la solidarité, elle se nierait elle-même pour l'essentiel de façon irrationnelle. Nous devons nous renouveler, certes, mais dans un sens diamétralement opposé.

Rétablir son sens de l'avenir, retremper son optimisme historique, telle est à mon avis une des actions d'autoréaffirmation les plus importantes que devrait entreprendre la gauche de Notre Amérique.

Malgré l'euphorie obscène des droites, le monde n'est pas en involution socio-politique. La prétendue liquidation définitive des utopies sociales, notamment du socialisme, le triomphe total du capitalisme sur tout autre modèle de développement social possible, relève plus de la propagande que la vérité.

Le capitalisme réel, si l'homme prévaut, est voué à la défaite totale.

Pour la gauche latino-américaine, le mot clef est : résister. Les révolutionnaires cubains résistent, et ce fait, presque unique aujourd'hui, est exemplaire ou, à tout le moins, digne de respect et de soutien.

T.B.

Sur le plan politique, l'Amérique latine avance-t-elle, Fidel, ou alors piétine-t-elle, recule-t-elle ? Comment caractériseriez-vous dans ce cadre le panorama de la gauche de notre sous-continent ?

L'Amérique latine recule.

Voilà un moment, nous parlions de l'Alliance pour le progrès. Si l'on compare la situation que connaissait l'Amérique latine à l'époque où l'Alliance pour le progrès a vu le jour avec la situation actuelle, on peut constater que celle-ci est bien plus grave, car tous les indicateurs économiques et sociaux ont empiré.

Le sous-continent, en premier lieu, compte plus du double de population qu'à l'époque de l'Alliance pour le progrès; on constate deux fois plus de pauvreté, de quartiers insalubres, de quartiers marginaux; la situation sanitaire a empiré; les revenus de la population ont diminué; le chômage s'est énormément accru; la population a doublé; les problèmes sociaux se sont extraordinairement aggravés, et au lieu d'une Alliance pour le progrès, qui avait promis - ce qui était très spectaculaire à l'époque - de dégager 20 milliards de dollars pour contribuer aux réformes et pour soulager les besoins de l'Amérique latine, nous avons une dette d'environ 450 milliards. Je n'ai pas les derniers chiffres, mais je crois savoir qu'elle tourne aujourd'hui autour de 450 milliards de dollars (3).

Nous n'avons plus d'Alliance pour le progrès, donc, mais en revanche une dette de 450 milliards de dollars, des politiques de choc imposées par l'impérialisme et ses mécanismes financiers internationaux qui rendent la situation des populations latino-américaines bien plus dure, bien plus difficile, bien plus terrible; des politiques de choc qui mettent en crise les gouvernements et qui mettent aussi en crise l'ouverture démocratique. Ceci, afin de différencier ces formes de démocratie de celles dont nous parlions avant, des gouvernements des forces militaires style Pinochet ou semblables aux gouvernements militaires d'Argentine, d'Uruguay et d'ailleurs; pour différencier ces formes d'organisation politique qu'on appelle démocratiques de types de gouvernements comme ceux de Somoza, de Stroessner et de certains de ces personnages connus dans l'histoire du sous-continent. Bref, la démocratisation entrera inexorablement en crise - et il en existe des preuves absolument évidentes et éloquentes - du fait de ce recul qu'a enregistré l'Amérique latine.

Je dirais aussi que la gauche latino-américaine traverse son pire moment, son moment de pire confusion et de pire désorientation, ce qui s'explique à partir des événements que j'ai mentionnés, à partir de l'énorme désarroi qu'ont jeté dans le monde les événements qui ont eu lieu en Union soviétique et qui ont fini par faire voler en éclats le camp socialiste et l'URSS elle-même.

Tout ceci a été un coup terrible pour les forces progressistes, pour les forces de gauche, non seulement sur le terrain politique, mais aussi sur le terrain idéologique et moral. Je pense que la gauche commence à se relever de ce traumatisme, mais qu'elle est encore loin du compte. Voilà pourquoi elle vit son moment le plus difficile. Je crois que ce sera toutefois une période transitoire.

Comment appréciez-vous les accords de paix signés récemment entre le FMLN et le gouvernement d'El Salvador ?

Je les considère comme positifs, et nous nous réjouissons ici qu'un règlement pacifique ait été trouvé, avec la participation de tous, à une guerre qui durait depuis de nombreuses années, dans laquelle les forces de deux parties s'épuisaient et qui risquait de devenir chronique, interminable. Il me semble qu'en de telles circonstances, les révolutionnaires ont été judicieux, s'ils pensent pouvoir, grâce à leur lutte héroïque, atteindre leurs objectifs par des moyens pacifiques et si les conditions d'une lutte politique en faveur de ces mêmes idéaux ont été jetées, de n'avoir pas renoncé à la possibilité de recourir à cette voie.

Que pensez-vous du rôle du Mexique dans ces négociations ?

Je crois que le rôle du Mexique a été positif, comme il l'a été en bien des choses. Le Mexique souhaitait vivement que cette guerre qui touchait une partie de l'Amérique centrale prenne fin.

J'ai vu avec sympathie le rôle joué par les révolutionnaires salvadoriens, leur capacité de négocier et de parvenir à un accord satisfaisant. Il faudra laisser à l'avenir le temps de dire jusqu'à quel point ces accords s'exécuteront, mais je pense que toutes les parties sont très engagées et que le gouvernement salvadorien ne pourra éluder la partie de ces accords qui lui incombe.

Au sujet de la situation du Nicaragua, après la défaite électorale du Front sandiniste, vous avez fait peu de commentaires...

C'est vrai, j'ai fait peu de commentaires et je préférerais n'en avoir à faire aucun, parce je n'aime pas beaucoup analyser la situation interne d'un pays comme le Nicaragua, que nous avons respecté et que nous respecterons toujours. Il me semble qu'il ne serait pas opportun que je porte des jugements sur une situation aussi complexe que celle du Nicaragua, et je ne sais pas à qui cela pourrait bénéficier. Mais que voulais-tu me demander en plus ?

Estimez-vous que notre révolution a touché à sa fin ou alors qu'elle est encore en vigueur ?

Je crois qu'aucune révolution ne touche jamais à sa fin et que le devoir de tous les révolutionnaires est de maintenir la vigueur de leurs idées, de leurs principes et de leurs objectifs.

Même le Front sandiniste ne pourrait bloquer, à supposer qu'il se le propose, les perspectives de progrès. Personne n'est maître de l'avenir.

Je pense que vous avez réalisé une grande tâche dans votre pays, que vous avez opéré de grands changements, de grandes oeuvres sociales qui resteront à mon avis, parce que personne ne pourra les annuler, les supprimer. Voilà pourquoi je pense que les perspectives d'avenir existent partout dans le monde, dans tous les pays, chez tous les peuples, parce que l'humanité n'a d'autre choix que l'avenir, ne peut avoir d'autre espoir que l'avenir, que les changements, les progrès, les améliorations que peut apporter l'avenir.

Il y a avant tout le peuple nicaraguayen, un peuple patriotique, un peuple courageux, un peuple révolutionnaire qui s'est beaucoup battu pour se débarrasser du somozisme, pour engager une révolution, qui a continué de se battre dans des conditions défavorables et qui a tout fait pour se relever des revers qu'il avait pu essayer. Voilà pourquoi je pense qu'il continue d'exister des perspectives, au sens le plus positif du mot.

Le Front sandiniste a grandi après la défaite électorale inattendue qu'il a subie; des dizaines de milliers de Nicaraguayens, surtout des jeunes, l'ont rejoint. Et la démocratie interne a aussi fait irruption, comme un cyclone, dans notre parti.

L'affrontement au Nicaragua est l'expression de la lutte de classes, de l'instinct de participation des groupes et des communautés ethniques, et du caractère protagoniste des mouvements sociaux.

L'essence de cet affrontement découle de notre volonté d'exiger le respect des conquêtes populaires, menacées par quelques insensés qui s'effondreront tout seuls, et de réitérer la libération nationale.

Depuis que l'horloge a marqué le début de notre activité armée dans les forêts du fleuve Coco, en septembre 1963 (4), le FSLN a parlé à haute voix de son projet de libération nationale. Nous entendions par là - et notre position n'a pas varié dans son essence - la conquête de l'indépendance et le début de transformations sociales radicales, profondes.

A partir de juillet 1979, nous avons fait l'impossible pour édifier un nouveau Nicaragua, et bien que l'édifice n'ait pas atteint la hauteur rêvée, ses fondations paraissent du moins solides. On ne pourra jamais plus empêcher dans l'histoire du Nicaragua que les masses participent vraiment du point de vue politique. Ce n'est pas seulement la Constitution qui le garantit, mais encore tout un système d'organisations sociales.

Le sandinisme reste, je peux vous l'assurer, une force décisive dans le sort de notre pays, et il continuera dans une grande mesure d'avoir une influence déterminante s'il sait préserver son unité interne et respecter ses principes révolutionnaires. Je n'écarte pas non

plus la possibilité réelle, compte du grand volume d'opinion publique qui lui est favorable, qu'il revienne au gouvernement (5).

Je me réjouis que tu aies ces points de vue et cette vision de l'avenir.

Vous avez évoqué bien des fois l'intégration latino-américaine. Comment va-t-elle, et que pensez-vous de l'Initiative Bush (6) ?

Ecoute, l'Initiative Bush n'est pas une tentative d'intégration latino-américaine, ou un facteur dans ce sens, mais une tentative d'intégrer l'Amérique latine à l'économie des Etats-Unis, justement parce que, à cause de la lutte entre les grandes puissances économiques qui sont en train de se former, les Etats-Unis considèrent plus que jamais l'Amérique latine comme leur chasse gardée.

D'ailleurs, les Etats-Unis ne proposent pas un accord de libre-échange avec l'ensemble du sous-continent : ils le proposent à chaque pays individuellement, afin que les gouvernements latino-américains ne disposent pas de la force de négociation nécessaire, d'une capacité de négociation commune, et ce dans le but évident d'imposer leurs intérêts à l'ensemble de ces pays-là et à chacun d'eux, de les maintenir divisés, fragmentés, et, dans la mesure du possible, d'intégrer, non l'Amérique latine en tant que telle à leur économie, mais chacun des pays latino-américains et antillais.

Cela n'a rien à voir avec les idées d'intégration, avec les idées d'unification économique et politique de Bolivar, de Martí, de tous ceux qui ont pensé autrefois ou qui pensent maintenant à cette question avec honnêteté. L'intégration, l'union de l'Amérique latine n'est pensable et concevable que dans l'indépendance et en fonction de ses propres intérêts, parce qu'elle pourrait aussi finir par constituer à son tour une grande communauté économique. Elle n'a pas d'autre choix digne, honorable, indépendant, d'ailleurs, que l'intégration économique; sinon elle n'aura pas de place, elle n'aura absolument aucun avenir dans le monde de demain.

Mais il faut pour cela que les dirigeants, que les hommes politiques en aient conscience et voient clairement le problème. Les conditions mêmes qui y règnent empêchent bien souvent chaque pays latino-américain de se doter d'une marge de manoeuvre, d'une capacité de lutte pour oeuvrer en faveur d'une véritable intégration et des intérêts légitimes de l'Amérique latine.

Les Etats-Unis veulent continuer de maintenir ce sous-continent divisé en des dizaines de morceaux, pour intégrer ceux-ci à leur économie et, en fin de compte, maintenir plus que jamais leur hégémonie sur cette chasse gardée qu'est l'Amérique latine à leurs yeux, car c'est bien ainsi qu'ils nous considèrent.

Un des dirigeants politiques de ce sous-continent qui a le plus oeuvré en faveur de l'intégration, de la stabilité du pouvoir et d'autres aspects propres des démocraties latino-

américaines, est en train de traverser des difficultés spéciales. Je veux parler de Carlos Andrés Pérez... Quelles réflexions cela suscite-t-il en vous (7) ?

Tout ce qui se passe au Venezuela est très regrettable, mais cela prouve justement la crise que les politiques de choc et les diktats des Etats-Unis et du Fonds monétaire vont déclencher en Amérique latine. Car ce qui se passe au Venezuela est une conséquence évidente de la politique de choc économique, des diktats, des mesures et des principes imposés par les Etats-Unis et le Fonds monétaire. Tu en as là un exemple absolument clair.

Le Venezuela est le pays le plus riche d'Amérique latine. Le Venezuela ne vit pas du sucre : il vit du pétrole, qui lui rapporte plus de 12 milliards de dollars par an. Le Venezuela est un pays aux ressources énergétiques énormes, car il possède de l'énergie hydraulique en plus du pétrole. Le Venezuela est un pays aux ressources de fer et de bauxite énormes, un pays béni par la nature. Comment y expliquer alors les explosions sociales ? N'est-ce donc pas la preuve de ce que je disais à propos des conséquences que cette politique-là entraîne pour l'Amérique latine et du fait que la situation y devient intenable ?

Si le pays le plus riche du sous-continent, le pays qui perçoit les plus gros revenus par habitant en devises convertibles du sous-continent, fait face à des problèmes pareils à cause d'une politique économique impitoyable imposée de l'extérieur, que peut-on attendre du reste des pays latino-américains, qui n'ont pas ces immenses ressources naturelles, ces immenses ressources énergétiques, ces énormes revenus en devises ? Et puis, en plus de ces ressources-là, le Venezuela a un certain développement économique et industriel dans divers domaines, un bon développement technologique aussi. Et pourtant, vois un peu ce qui s'y passe... Veux-tu une preuve plus claire de ce que je disais antérieurement au sujet de l'avenir qu'attend l'Amérique latine ?

Compare un peu les revenus en devises par habitant du Venezuela et de Cuba : il n'y a pas de comparaison possible. Et si tu analyses les maigres ressources avec lesquelles nous sommes parvenus à faire face à la période spéciale sans jeter à la rue aucun homme ni aucune femme, sans fermer une école, sans fermer un hôpital, sans fermer une université, sans laisser aucun citoyen de ce pays à l'abandon, eh bien, tu te rends compte alors que nous avons créé des conditions bien plus propices pour résister à ces situations difficiles que celles qui existent dans les autres pays latino-américains. C'est une question de distribution juste des ressources, des richesses... Nous n'avons vraiment pas grand-chose, mais ce que nous avons nous le distribuons d'une manière juste; sinon, notre société aurait éclaté en mille morceaux que personne ne serait plus capable de ramasser.

Il est très regrettable, il est très triste de voir un pays frère traverser les moments difficiles que traverse le Venezuela, mais l'explication coule de source; les facteurs qui ont déclenché cette crise sautent aux yeux. Et le Venezuela n'est pas le seul pays dans ce cas, bien entendu.

J'aimerais vous entendre parler de la solidarité des peuples dont les représentants sont venus ici et que vous avez salués hier, ainsi que de la position de certains gouvernements latino-américains envers Cuba. Vous sentez-vous isolé ou vous sentez-vous soutenu ?

Je voudrais aussi vous interroger sur les positions que l'Internationale socialiste et la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine ont adoptées au sujet de la Révolution cubaine...

La solidarité croît, sans aucun doute, et l'amitié aussi. Mais je veux différencier le concept de solidarité de celui d'amitié.

En appliquant le concept de solidarité aux peuples, je peux dire qu'elle augmente partout, c'est évident.

Si j'utilise le concept d'amitié pour les gouvernements, je peux dire que j'ai perçu une croissance - non ces derniers mois, mais même ces dernières années - de leur amitié et de leur respect, essentiellement en Amérique latine. Je constate ces sentiments dans de nombreux pays, même si tout cela doit s'exprimer avec beaucoup de prudence, avec beaucoup de réserve, parce que les Etats-Unis ne pardonnent à personne et font les gros yeux devant chaque geste d'amitié et de coopération avec Cuba. L'amitié, la coopération - appelons ça comme ça - et le respect existent. C'est évident. Mais je ne peux pas trop insister là-dessus parce que nous devons faire preuve de beaucoup de discrétion dans nos relations internationales pour ne pas mettre tel ou tel gouvernement dans l'embarras, pour ne pas lui créer de problèmes.

J'aurais envie de faire l'éloge de plusieurs personnalités latino-américaines que j'ai connues ces derniers temps. Disons donc, pour ne pas individualiser, que j'ai eu des contacts amicaux avec de nombreux dirigeants latino-américains au sommet de Guadalajara (8) et que ceux-ci ont été, en règle générale, très amicaux, très respectueux par rapport à Cuba. J'ai eu l'occasion de connaître des personnalités très intéressantes, très intelligentes, très courageuses, ce qui a été stimulant.

Je constate que les dirigeants politiques latino-américains sont en règle générale mieux formés, plus capables, comme le prouvent les interventions de beaucoup d'entre eux à Guadalajara, indépendamment des différences politiques; indépendamment du fait que, par exemple, il y existait un certain consensus au sujet de la politique néolibérale, un point de vue que je ne partage pas, une certaine euphorie au sujet des idées « intégrationnistes » des Etats-Unis et de leurs annonces d'accords de libre-échange. Cela a éveillé une certaine attente, ce que je ne partage pas non plus. Mais j'ai découvert en tout cas une ambiance d'hommes intelligents, d'hommes avec qui on pouvait parler, d'hommes à qui on pouvait faire parvenir un message, et moi, très clairement, sans dorer la pilule de personne, j'ai exposé brièvement - le temps dont tu disposes dans une réunion de ce genre - les positions de Cuba, et pas seulement en général, mais aussi sur des questions particulières, sur la science, l'éducation, la santé, la recherche scientifique, l'intégration économique, sur une série de thèmes intéressants et importants à propos desquels j'ai eu l'occasion de m'exprimer brièvement.

Ce qu'on connaît à l'extérieur, ce sont les discours liminaires. Les interventions particuliers n'ont jamais été finalement publiées, ce qu'on aurait dû faire à mon avis car elles contiennent des choses très intéressantes. Je dirais que j'ai constaté un saut qualitatif parmi les leaders politiques qui se sont présentés là. Ce qui ne veut pas dire que j'attende d'une simple amélioration des qualités personnelles des dirigeants politiques qu'elle entraînera une politique plus efficace envers l'intégration de l'Amérique latine, ou une politique plus efficace en général, car je te disais précédemment que tous les pays latino-américains traversaient de très grandes difficultés, des problèmes qui dépassent bien souvent la volonté, la force et les possibilités de ces dirigeants politiques-là, de sorte qu'ils sont bien souvent plongés dans des situations très difficiles, très complexes.

Comme je te l'ai dit, j'ai connu assurément des personnalités très intéressantes et très courageuses, et ç'a été en fait très stimulant. Pour ne pas établir de différences entre Untel et Untel - ce qui serait malséant, à mon avis, et voilà pourquoi j'évite de mentionner qui que ce soit - je me bornerai à exprimer ma plus grande reconnaissance au Mexique, dont le gouvernement a eu la décision résolue de m'inviter à ce sommet, l'a maintenue à tout moment avec un grand sens de l'indépendance nationale, bien que cela n'ait pu en aucune manière faire plaisir aux Etats-Unis, et m'a donné l'occasion de participer à ce Sommet.

Le Sommet de Guadalajara a représenté, à mon avis, un changement sensible dans les relations entre l'Amérique latine et les Etats-Unis, parce que les dirigeants de nos pays se sont réunis pour la première fois sans les Nord-Américains...

Les gouvernements latino-américains se réunissent pour la première fois sans avoir été convoqués par les Nord-Américains et en leur absence. Je crois que ç'a eu une grande valeur morale, une grande valeur politique, que c'est tout un symbole des temps qui courent. Bref, c'est une des choses positives qui ont eu lieu dernièrement, face à de nombreuses autres choses négatives.

J'ai mentionné la COPPAL, parce qu'elle a émis récemment un communiqué de soutien, se solidarisant avec la défense et l'intégrité de Cuba. Il vaut la peine de signaler que cette Conférence est formée de près de quarante partis politiques latino-américains et antillais et que les vues ont été unanimes sur ce communiqué...

Nous avons de bonnes relations avec la COPPAL et nous apprécions vivement ce communiqué dont tu as parlé. Le Parlement latino-américain a aussi au cours de ses réunions, dont l'une s'est tenue récemment à Cuba en présence de nombreux députés des tendances politiques les plus diverses, émis une déclaration très solidaire de soutien à Cuba et de condamnation du blocus. On constate toujours plus de déclarations, de documents et de manifestes au sujet du blocus et de soutien à Cuba. Voilà pourquoi je

te disais que la solidarité entre les peuples se renforce et que les sentiments d'amitié, de coopération et de respect envers Cuba augmentent de la part d'autorités, de personnalités, d'institutions et de gouvernements d'autres pays.

J'ai parlé avec de nombreux dirigeants politiques et gouvernementaux d'Amérique latine et d'Europe et, sauf rares exceptions, la quasi-totalité m'a affirmé qu'il fallait que la Révolution cubaine reste vivante. Un peu parce que, indépendamment des différences idéologiques et politiques, la disparition de Cuba se traduirait par une croissance qualitative de l'hégémonie nord-américaine.

De hauts dirigeants de l'Internationale socialiste - une organisation qui, même si elle s'est affaiblie ces derniers temps, regroupe de nombreux partis latino-américains - se sont même prononcés dans ce sens. D'ailleurs, le Parti des travailleurs du Brésil, le Parti socialiste du Chili, le M-19 de Colombie et le Front sandiniste du Nicaragua prétendent entrer dans l'Internationale socialiste comme membres de plein droit. Et certains pensent que si ces partis étaient acceptés, cela renforcerait l'Internationale socialiste et ses positions progressistes.

Il y a eu beaucoup de discussions au sein du Front sandiniste pour savoir si nous devons entrer ou non dans cette organisation internationale, et la majorité des membres de l'Assemblée sandiniste, notre organe de direction suprême, se sont finalement prononcés dans ce sens. L'Internationale socialiste adoptera prochainement les décisions pertinentes durant une réunion mondiale.

SURVIVRE ET NOUS DÉVELOPPER

Une fois l'indépendance politique arrachée à l'Espagne, une indépendance qui aurait dû se compléter par l'unité que proposait Bolivar, le commerce de l'Amérique latine et des Antilles tomba dans le puits sans fond de la balkanisation. La faiblesse structurelle, les turbulences politiques, l'ingérence soutenue des Etats-Unis et d'autres puissances, et l'appétit désordonnée et effrénée des oligarchies se combinèrent pour nous rendre esclaves du retard et de l'indigence.

Ces dernières décennies ont été marquées par des tentatives de former des blocs commerciaux dans un vague espoir d'industrialisation. Mais ce n'est que tout récemment qu'a démarré avec paresse l'intégration de nos économies.

Le Brésil exporte aujourd'hui vers dix pays latino-américains et, depuis 1968, il a noué des relations plus étroites avec l'Argentine; en 1991, le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay se sont unis (1); et le Pacte andin, fondé en 1969, s'est renforcé (2) : tout ceci a représenté des progrès sensibles pour en finir avec la balkanisation et pour adopter des structures moins rigides, peut-être dans l'idée - insistance dans l'imitation - de suivre les traces du Marché commun européen.

Le Marché commun centre-américain (3) - une fois souscrit le prologue de la pacification totale de la région - et la Communauté des Caraïbes (4) ont, dans divers documents, ratifié leurs espoirs que les bases d'une plus grande communion économique seront posées dans les prochaines années.

Bien qu'elle soit en butte au blocus et qu'elle possède une économie différente, Cuba renforce millimètre par millimètre son commerce avec l'Amérique latine.

Des dizaines d'hommes d'affaires sont arrivés récemment dans l'île, non seulement d'Amérique latine et du Canada, mais encore de divers pays européens. Il n'est pas rentable de tuer la poule aux oeufs de sucre. Le développement scientifique de Cuba - de même que le tourisme - ouvre ses vantaux au commerce mondial.

On ne saurait toutefois perdre de vue les énormes difficultés que traverse en ce moment cette île qui ressemble à un lézard et au jardin des délices. Des difficultés qui découlent du blocus étasunien et que vient aggraver la situation créée à la suite de l'effondrement du socialisme si mal appelé réel.

Ces difficultés, que Fidel Castro en personne reconnaît avec une sincérité salubre, ont disloqué dans une bonne mesure le fonctionnement productif du pays, qui fait actuellement face à de sérieux problèmes en matière de livraisons de pétrole, d'intrants et de pièces de rechange.

La consommation populaire de base a été aussi lourdement touchée et atteint les niveaux enregistrés en 1960, après que les Etats-Unis eurent décrété l'embargo commercial

total contre l'île. A Cuba, on distribue avec une équité quasiment mathématique les biens et les carences.

Mais c'est un miracle de voir comment, au milieu de tant de difficultés, filles d'une perversité extérieure délibérée et de causes objectives, la Révolution préserve ses progrès sociaux en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale; les perspectives prometteuses d'un développement durable, fondé sur l'essor de l'industrie biotechnologique et le tourisme; les programmes alimentaires d'autoconsommation ambitieux et l'esprit et la pratique de la solidarité conséquente.

Cuba maintient la solidarité qui l'a distinguée durant les trente dernières années envers les peuples du Tiers-monde. Au point que, au milieu de tant de pénuries, le gouvernement cubain accorde encore une bonne quantité de bourses d'études à des élèves d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Il offre rien qu'au Nicaragua plus de quatre cents bourses dans l'enseignement technique et universitaire, chaque année. Ça, personne ne l'a fait sur notre sous-continent ni nulle part ailleurs dans le monde (5).

Je suis d'avis que Cuba lutte en ce moment pour conserver le juste équilibre entre la satisfaction des besoins économiques de base et le maintien des principes idéologiques.

T.B.

Je voudrais que nous parlions maintenant d'une bataille qui est sans doute capitale pour la survie de la Révolution cubaine : celle qui se livre sur le terrain économique. Quels sont les critères immédiats et quelle est la stratégie ?

Tu abordes dans une courte question un thème varié et long à traiter. Je vais donc résumer pour ne pas rendre cette interview interminable.

Dans le cadre de la rectification, qui avait commencé à peu près en 1986, nous étions en train de donner une utilisation vraiment efficace aux ressources matérielles et aux ressources humaines dans une série de programmes importants qui visaient à la solution de problèmes sociaux et concernaient aussi des plans de développement économique.

Nous faisons énormément de choses intéressantes, je peux te l'assurer, même si ces ressources avaient déjà diminué considérablement, par exemple les devises convertibles - je parle de 1986, 1987, 1988 - mais nous maintenions un niveau d'échanges élevé avec les pays socialistes, avec l'URSS, ce qui nous assurait des importations de produits et de matériaux raisonnables. Nous nous proposons alors, par exemple, de donner une grande impulsion à la solution des problèmes de logement, à la construction de crèches pour aider les mères travailleuses, à la construction d'écoles d'arts et métiers, parce que nous comptons un certain nombre d'écoles qui ne possédaient pas les meilleures installations pour former les jeunes gens qui, pour une raison ou une autre, abandonnent le système d'enseignement normal; à la construction d'écoles spéciales pour parvenir à satisfaire la totalité des besoins des enfants ayant des limitations physiques ou des problèmes moteurs ou des problèmes de déficience mentale ou des problèmes avec la vue ou avec l'ouïe, différentes sortes de problèmes, comme le retard du développement psychique - ce n'est pas la même chose que le retard mental, c'est un autre problème - des enfants ayant des problèmes de conduite, car il y en a, et ces troubles sont très souvent d'origine somatique, dans telle ou telle région irritable du cerveau, qui peut-être un petit accident à la naissance ou pour d'autres causes. Alors, en faisant une étude de ces jeunes gens, ou de ces enfants, ou de ces adolescents ayant des troubles de conduite, nous pouvons très souvent, grâce à toutes les possibilités d'investigation dont nous disposons, grâce aux équipements que nous avons mis au point, dépister la présence d'un facteur organique.

Ces enfants ayant des troubles de conduite sont d'ordinaire très intelligents, très capables, mais ils ne sont pas toujours sociables, ils ont tendance à vaguer dans les rues, ils sont belliqueux, ils penchent pour régler les conflits par la violence; mais si tu leur fais suivre un traitement, tu peux faire de grandes choses avec eux. Nous accordons beaucoup de valeur à ces écoles spéciales, et tous ces programmes avaient reçu une grande impulsion dans le cadre de la rectification.

Nous avons fait de gros investissements dans l'industrie des matériaux de construction et imprimé une impulsion à la production de ciment, de briques, de parpaings, de dalles, de sable, de pierre, d'acier et de tout le reste.

En plus, il y avait les investissements économiques. le programme alimentaire avait été conçu dès avant la période spéciale. Le plan de développement touristique, aussi. De même que les plans de développement de la biotechnologie, de l'industrie pharmaceutique et d'équipements médicaux de pointe. Il y avait une série de programmes économiques, mais les plus stratégiques sont ceux que je t'ai mentionnés.

Nous avons aussi imprimé une bonne impulsion à une autre série de programmes industriels et économiques en général, comme ceux de développement scientifique. Car, en plus de la biotechnologie, il y avait d'autres plans de développement scientifique, ainsi que divers programmes importants, quoique pas aussi stratégiques. Je t'ai parlé, par exemple, du développement de l'industrie des matériaux de construction et d'autres programmes associés aux objectifs économiques et sociaux que nous nous étions fixé.

Les années 1987, 1988, 1989 se sont écoulées, et on a commencé à constater un effondrement accéléré des pays socialistes et de l'Union soviétique. Dès 1989, pour l'anniversaire du 26 juillet, à Camagüey, j'avais affirmé certaines choses qui avaient semblé bizarres à de nombreuses oreilles, et j'avais parlé de notre disposition de lutte. Voilà ce que j'avais dit textuellement :

« Evidemment, c'est l'impérialisme et Bush qui se font les plus grandes illusions, compte tenu des difficultés que traverse l'Union soviétique, bastion essentiel du camp socialiste. Et il est vrai que l'URSS traverse des difficultés, c'est un secret de polichinelle, et le rêve des impérialiste est de voir l'URSS se désintégrer.

« Les difficultés existent, les tensions et les conflits augmentent entre les nationalités de l'URSS; on constate aussi des tensions internes en URSS même, telle cette grève déclenchée par des centaines de milliers de mineurs du charbon en Sibérie, dans le Donetsk et ailleurs. Ces nouvelles remplissent de joie la réaction mondiale, remplissent de joie l'empire.

« Ici, il nous faut raisonner très froidement, comme l'exigent le peuple et une date comme celle-ci, comme l'exige la minute historique que vit le monde : allons-nous donc freiner notre marche ? Allons-nous donc arrêter notre effort colossal ? Non ! Jamais ! Allons-nous fermer les yeux aux réalités ? Non ! Jamais ! Allons-nous mettre la tête dans le sable, comme l'autruche ? Non ! Jamais !

« Il nous faut être plus réalistes que jamais. Mais il nous faut aussi parler tout haut, il nous faut avertir l'impérialisme de ne pas se faire tant d'illusions au sujet de notre Révolution et de croire qu'elle ne pourrait pas résister en cas de débâcle de la communauté socialiste. En effet, si nous nous réveillions demain ou un beau jour en apprenant qu'une grande guerre civile a éclaté en URSS, voire que l'URSS s'est désintégrée, - et nous espérons que cela n'arrivera jamais - eh bien, même dans ces circonstances-là, Cuba et la Révolution cubaine continueraient de lutter et continueraient de résister ! »

J'ai affirmé ces choses-là, écoute bien, deux ans et demi avant que l'URSS ne se désintègre.

Bien entendu, tous les programmes que nous étions en train de développer ont commencé à être menacés. Ainsi, par exemple, le programme alimentaire, qui était très ambitieux, comprenait plusieurs volets extrêmement importants, dont l'un était la relance des ouvrages hydrauliques, qui avaient chuté durant la période dont je t'ai parlé et où on avait appliqué ici les méthodes de direction et de planification qui avaient cours dans les pays socialistes. Bien des choses avaient chuté, en particulier le programme hydraulique, parce que, du fait de ces mécanismes-là, la construction des ouvrages ne concluait jamais. Mais il serait trop long de t'expliquer comment ces mécanismes-là étaient appliqués et à quel point ils portaient atteinte aux programmes.

Le secteur du bâtiment avait beaucoup chuté; les chantiers ne se concluaient jamais, s'éternisaient et, pourtant, n'avaient même pas la qualité adéquate. C'était incroyable. On construisait une nouvelle communauté, par exemple, mais pas les rues ni l'adduction d'eau, ni la crèche, ni l'école. Avant, on faisait tout cela selon un plan intégral, en allouant les ressources et en organisant les brigades de bâtisseurs en vue de la construction de l'ensemble de la communauté, avec ses rues, ses écoles, ses crèches, ses magasins. Mais avec ce nouveau système-là, avec ces mécanismes-là, ce n'était plus comme ça : ainsi, c'est le secteur Education de l'endroit qui devait engager une entreprise du bâtiment intéressée pour bâtir l'école, et on voyait se répéter ce même phénomène pour la construction de logements, ou pour l'alimentation en eau et les égouts, ou la crèche. Chaque fois un contrat différent et une entreprise différente. C'était vraiment se mettre à jouer au capitalisme, en croyant que ces mécanismes-là allaient fonctionner dans le socialisme.

C'est alors que commence le processus de rectification dans le secteur du bâtiment ?

J'ai fait l'amère expérience des résultats désastreux que l'application de ces méthodes-là produisait dans tous les domaines quand on a lancé le processus de rectification et que nous sommes allés au fond des problèmes et que nous avons commencé à arranger en premier lieu tout ce qui avait trait au bâtiment, à lui donner une nouvelle organisation, à appliquer une série de principes, de concepts, d'idées, de programmes et de travaux intégraux. Tout a commencé à repartir.

Comment fallait-il organiser les ouvriers, comme pouvait-on relever leur moral ? Nous avons recommencé à organiser les brigades du bâtiment spécialisées, nous avons créé les « contingents », une expérience nouvelle dans le bâtiment qui a donné des résultats spectaculaires : le double, ou le triple, et même le quadruple de productivité.

Les chantiers se terminaient enfin, ce qui n'était pas le cas avant parce que, entre autres choses, l'entreprise gagnait plus d'argent en faisant les terrassements et en installant des parties et des composantes de l'édifice qu'en faisant les finitions. En effet, le terrassement, tu le fais avec des engins, le préfabriqué, tu le montes avec des

machines, tandis que la finition, c'est un travail manuel où la productivité est faible et où tu ne gagnes pas beaucoup d'argent.

Tous les mécanismes en place conduisaient à ce genre de désastres-là, à des communautés qui ne se terminaient jamais complètement, auxquelles il manquait des choses, à des ouvrages qui ne se concluaient jamais. Et une série de programmes en cours, tels que la construction de barrages, d'écoles, de fermes laitières, de chemins, ont commencé à languir dans la mesure où on appliquait ces procédés-là.

Et comment avez-vous réglé ces graves problèmes ?

On a mis un terme à ces mécanismes par lesquels les choses étaient censées se faire en fonction des intérêts des différentes entreprises, comme cela se passe dans le capitalisme. On prétendait construire le socialisme de cette façon alors que celui-ci se caractérise au contraire par la programmation et l'intégralité des choses à faire.

On avait commencé à rectifier. Bien entendu, dans la pratique, on avait débarrassé des obstacles, on avait supprimé des concepts. Tout d'abord, on avait établi le principe selon lequel les intérêts des entreprises ne pouvaient jamais l'emporter sur les intérêts du pays. Ainsi, avant, il convenait parfois à une entreprise de payer en dollars plutôt qu'en pesos, par exemple de louer des bateaux en dollars au lieu d'en louer en pesos à notre flotte, des choses de ce genre qui convenaient à une entreprise, mais pas au pays. Il avait fallu rectifier une série de choses sans pouvoir supprimer totalement ce système-là, parce qu'on n'en avait pas encore mis un nouveau au point, qu'on ne pouvait pas le faire en quelques mois ni improviser un système. En tout cas, nous étions en train de poser les bases d'un système différent. Ce que nous avons fait, c'est amender et rectifier bien des choses du système qu'on avait appliqué depuis 1975.

Je t'ai expliqué la foule de problèmes que nous avons partout. Ensuite, donc, les activités avaient commencé à s'améliorer. En deux ou trois ans, la relance des ouvrages hydrauliques avait été très sensible : on s'était mis à construire des barrages, des canaux, des systèmes d'irrigation à un rythme impressionnant. Parallèlement, une usine de machines d'irrigation à pivot central qui peut d'ores et déjà en produire mille par an, avait été mise en chantier. Bref, on avait créé une série d'usines et on avait relancé le développement industriel, outre les branches dont je t'ai parlé, associé à ces programmes hydrauliques.

On avait développé un programme ambitieux de systèmes dits de drainage et d'irrigation parcellaires dans les plantations de canne à sucre et on avait organisé pour cela jusqu'à deux cent une brigades de construction de systèmes de drainage. Impressionnant ! Une révolution technologique énorme.

On avait créé de nombreuses brigades pour construire des systèmes rizicoles, basés sur des terrasses planes, échelonnées, qui permettent de doubler la productivité, tout comme le système de drainage et d'irrigation parcellaire permet de le faire dans la

canne à sucre. On était lancés dans tous ces programmes pendant ces années-là, on organisait les forces, les brigades, les équipements.

On était en train de développer considérablement la production d'engins nationaux, au point que le pays fabriquait jusqu'à des bouteurs, des pelles mécaniques, des camions. La quasi-totalité des engins de construction se fabriquaient dans le pays. Les programmes de construction associés au plan alimentaire marchaient bien, certes, mais le bâtiment en général était en pleine relance.

Et c'est alors, Tomás, que la catastrophe est arrivée.

Et que s'est-il passé ?

On a terminé certains programmes de La Havane, où on a construit en deux ans 110 crèches; quand le programme dans ce domaine a commencé, la demande était de 19 000 places, et on en a créé 24 000 en deux ans.

A La Havane, en deux ans et demi, on a édifié les 24 écoles spéciales nécessaires pour compléter son programme, tous les policliniques indispensables pour qu'ils puissent disposer d'installations adéquates, et des milliers de logements-cabinets de consultation pour le médecin de la communauté, auquel on a avait imprimé une grande impulsion durant cette même période (6).

Il existait aussi tout un programme d'installations universitaires parce que certaines facultés disposaient de bâtiments vieillots et inadéquats. Sans parler du programme d'écoles d'arts et métiers.

Certains de ces programmes-là avaient été totalement conclus à La Havane, et la construction de logements avait pris une grande impulsion : tiens, le pays avait jeté les bases matérielles pour pouvoir construire, rien qu'à La Havane, de 20 000 à 25 000 logements par an, et de 80 000 à 100 000 dans tout le pays. On avait aussi relancé les microbrigades (7) qui avaient disparu à leur tour durant cette période ignominieuse où on avait copié les méthodes de construction du socialisme utilisées dans d'autres pays.

Nous étions donc en pleine relance quand le camp socialiste, puis l'URSS se sont effondrés. Alors, nous avons été contraints, avec une énorme douleur, de fixer des priorités et de passer à ce que nous avons appelé la « période spéciale en temps de paix ». En effet, depuis bien des années, à partir des menaces de Reagan (8)-, nous avons mis en place des programmes et des plans pour savoir quoi faire si survenait une période spéciale en temps de guerre, qui aurait équivalu à un blocus naval total à la suite duquel plus rien n'aurait pu entrer dans le pays; l'idée était par conséquent de savoir que faire et comment se développer dans ces circonstances-là. Et c'est à partir des plans mis au point pour le temps de guerre que nous avons élaboré des plans pour une période de paix où le pays ne serait pas en butte à un blocus naval total, mais où les ressources seraient extraordinairement limitées. Il suffit de dire que nous disposons aujourd'hui de moins de la moitié du pétrole dont nous disposions avant et que nous importons 40%

ou moins de ce que nous importions au total. Vois un peu si ce n'est pas bel et bien une période spéciale, même si ne nous sommes pas en guerre !

Que nous proposons-nous ? Que, même en période spéciale, nous devions non seulement résister, mais aussi nous développer; que les productions de toutes les choses non essentielles baisseraient beaucoup, que nous devrions paralyser pratiquement nos programmes de développement social, nos programmes de construction de logements, de crèches, d'écoles spéciales, d'écoles d'arts et métiers, d'établissements universitaires. Même si nous en poursuivons maintenant quelques-uns, dont les écoles d'arts et métiers, le fait est que nous avons dû paralyser ces programmes extrêmement ambitieux et très beaux de développement social.

De toute façon, nous étions convaincus que notre éducation pourrait malgré tout s'améliorer chaque année grâce à ce que nous avons accumulé, parce que nous disposons de presque trois cent mille enseignants, dont une réserve dans laquelle aller chercher les remplaçants de ceux qui suivraient des cours de recyclage. Nous étions donc convaincus que nos programmes d'éducation pourraient s'améliorer, en insistant sur les facteurs subjectifs, sur le travail des instituteurs et des professeurs; que nos programmes de santé publique pouvaient continuer de s'améliorer dans la mesure où le personnel humain existant et celui qui se formait feraient un travail toujours meilleur, et où ce travail reposerait sur la science. Bref, paralyser les programmes sociaux ne signifiaient pas forcément que nous allions nous résigner à voir chuter la qualité des services médicaux, éducationnels, sportifs, culturels et autres.

Les programmes de construction de logement, en revanche, nous devions les sacrifier. Ça ne voulait pas dire ne plus bâtir un seul logement, mais les construire à des endroits stratégiques, comme les communautés agricoles, pour garantir une force de travail permanente, parce que nous utilisions pour les travaux agricoles du personnel mobilisé par quinzaine et les contingents. Il existe une série de programmes prioritaires en vue de bâtir une quantité donnée de logements, mais nous avons dû limiter pour l'essentiel le programme qui prévoyait 100 000 logements et le ramener à moins de 20 p. 100 de ce qu'il aurait dû être.

C'est donc quand nous nous apprêtions à régler de grands problèmes sociaux qu'a surgi cette situation. Alors, nous nous sommes dit : Bien, il faut sacrifier les programmes sociaux; les programmes économiques, la production va diminuer dans bien des secteurs, mais surtout dans les secteurs non essentiels. On a interrompu aussitôt la vente d'articles électro-ménagers, parce que si nous n'allions plus avoir assez de combustibles pour produire de l'électricité, il aurait été stupide de continuer de vendre des appareils de climatisation, ou des téléviseurs et des appareils électro-ménagers !

Dès 1991, une année où nous avons encore des accords commerciaux avec l'URSS, où celle-ci nous achetait encore la tonne de sucre à 500 roubles, où elle devait nous livrer 10 millions de tonnes de pétrole - finalement, elle n'a pas tout livré - nous avons dû faire des restrictions très importantes et interrompre la vente de tout article électro-ménager. Et cela peut durer des années.

Oui, Tomás, nous avons dû nous imposer de très grandes restrictions. Mais nous avons maintenu en même temps les programmes prioritaires : ceux qui ont à voir, par exemple, avec la biotechnologie, avec l'industrie pharmaceutique, avec les équipements médicaux, qui sont en plein essor; ou le programme ayant à voir avec le tourisme, lui aussi en plein développement; le programme alimentaire, qui occupe la première place, mais qui a souffert d'importantes limitations en ce qui concerne la construction de barrages, de canaux et de systèmes d'irrigation, ou les systèmes dont je t'ai parlé dans le riz et la canne à sucre que nous avons dû presque totalement paralyser tandis que nous réorganisons tout cela et dans l'attente de savoir de combien de combustibles nous disposerons; ce n'est qu'alors que nous relancerons, dans le cadre du programme alimentaire, ces plans d'irrigation et de systèmes. Les programmes scientifiques, quant à eux, ont continué de se poursuivre à fond.

Tous ces programmes - le programme alimentaire, la biotechnologie, l'industrie pharmaceutique, le tourisme et la science - nous avons continué de les développer, car ils sont, pour ainsi dire, les piliers stratégiques de notre développement à cette étape-ci.

Quand avez-vous imprimé une grande impulsion à la participation de technologies et de capitaux étrangers ?

Comme nous cherchions désespérément des ressources extérieures, nous avons pris une série de mesures. Certains de ces programmes, comme le tourisme, se réalisaient déjà, en partie, en association avec du capital étranger. Nous nous sommes donné la possibilité de recourir à du capital et à des investissements étrangers là où nous ne possédions pas de capitaux, ni de technologies, ni de marchés, non seulement dans le tourisme (9), mais encore dans d'autres secteurs où l'étranger apporterait ces trois choses-là.

Ce n'est pas tout : des associations pouvaient exister dans les secteurs où l'étranger apporterait soit le marché, soit la technologie soit le capital, des secteurs donnés, en vue d'exporter ou de diminuer les coûts d'investissements indispensables. Nous faisons tout ce que nous pouvions avec nos propres ressources, mais, avec un sens tout à fait pratique, nous avons décidé de permettre à des investisseurs étrangers de placer des capitaux dans une série de branches, de secteurs et d'usines, les associations pouvant être de différentes sortes, depuis la participation à la propriété de l'entreprise ou aux investissements, jusqu'à une participation de type commercial, de types très divers. C'est quelque chose à laquelle nous prêtons beaucoup d'attention; nous analysons ce qui nous convient cas par cas, car nous ne pouvions de fait disposer d'assez de capitaux et de marchés extérieurs.

Le pétrole, par exemple...

Oui, le pétrole, par exemple. Il nous fallait soit entrer en association avec des sociétés étrangères pour garantir la prospection et l'exploitation pétrolières à terre ou en mer, parce que nous ne disposions ni des capitaux ni de la technologie nécessaires, ou bien renoncer, alors que les possibilités existaient, à toute perspective d'augmenter la production nationale de pétrole brut. Il n'y avait pas d'autres moyens.

Avant, la prospection et l'exploitation se faisaient avec la coopération, les ressources et la technologie des Soviétiques; comme nous n'en bénéficions plus maintenant, nous n'avons pas d'autres solutions que de nous associer au capital étranger.

Ainsi donc, là où les conditions étaient similaires, nous n'avons pas hésité à nouer ce genre d'association, de la même manière que nous savons clairement où ne pas l'établir. Pour exploiter une entreprise agricole, nous n'avons pas besoin d'association, en règle générale, ni pour une sucrerie ni pour bien d'autres choses. Tous les secteurs qui travaillent essentiellement pour la consommation interne de la population, nous nous efforçons de les prendre en charge avec nos propres ressources et avec des entreprises strictement nationales.

Dans l'agriculture, il y a parfois des associations commerciales possibles, par exemple avec des entreprises qui disposent de marchés : comme nous ne disposons pas de réseaux de distribution, nous établissons alors une association commerciale. Les investisseurs peuvent participer en nous fournissant des intrants que nous leur remboursions à partir des recettes d'exportation et des bénéfices de l'association commerciale.

Nous avons étudié cas par cas, en détail, chacune des possibilités, nous avons posé les règles et nous les appliquons. Nous ne faisons pas tout en association, il y a des secteurs où nous faisons pratiquement tout avec nos propres ressources. Dans le tourisme, par exemple, nous le faisons en partie avec nos propres ressources, en partie avec des capitaux étrangers. L'industrie biotechnologique, l'industrie pharmaceutique et des équipements médicaux se fait exclusivement avec nos ressources, car c'est un des secteurs vraiment les plus stratégiques. La recherche scientifique, nous la menons aussi, presque exclusivement, avec nos ressources. Ainsi donc, pour nous, la question essentielle n'est pas seulement de survivre, mais encore de nous développer, indépendamment des privations auxquelles nous serons soumis durant une période de temps déterminée (10).

Et comment avez-vous conçu la distribution des ressources ?

Nous avons fixé le principe suivant : en période spéciale, il faut distribuer les ressources entre tous, aucun citoyen ne peut se retrouver sans emploi; si les matières premières manquent et qu'on ne puisse lui donner du travail, aucun citoyen ne peut rester à l'abandon : nous lui garantissons donc une part importante de son salaire, afin que nul ne reste sans soutien, sans ressources. C'est bien là notre différence avec les

politiques de choc. Je pense qu'il n'y a pas de violation des droits de l'homme plus brutale que ces politiques de choc que recommandent les Etats-Unis et le Fonds monétaire international et qui reviennent à lancer des millions d'hommes et de femmes à la rue, au chômage, à la misère, à la faim. Nous, nous n'appliquons de politiques de choc : nous avons rationalisé en revanche presque tous les produits que nous vendons. Il s'est créé un gros excédent d'argent en circulation. La quantité totale de salaires, de pensions et d'autres revenus est plus grande que la quantité de services et de marchandises que nous offrons, mais cela ne porte pas directement préjudice aux gens dans les choses les plus essentielles, parce qu'ils sont assurés de disposer des produits à un prix déterminé, d'acquiescer ce que nous pouvons proposer. Bien entendu, nous pensons que nous devons, à mesure que la situation se normalisera, récupérer à l'avenir cet excédent d'argent en circulation en produisant des choses et des articles qui ne seront plus si essentiels et qu'on vendra au prix fort. Nous avons supprimé en règle générale le marché parallèle (11), nous ne pouvons le maintenir dans les conditions de la période spéciale, bien qu'il puisse continuer d'exister pour quelques produits non essentiels.

Voilà comment nous sommes en train de résister et de faire face à cette situation. Je dirais que ce que notre pays parvient à faire avec les maigres ressources dont il dispose tient du miracle. Absolument ! Nous avons appliqué plus de restrictions que dans aucun autre pays d'Amérique latine, nous avons été privés de plus de ressources qu'aucun autre pays d'Amérique latine, et pourtant nous n'avons pas fermé une seule école, pas un seul hôpital, pas une seule polyclinique, pas un seul service médical, et personne n'a été jeté à la rue.

Ce n'est pas tout. Nous assurons un emploi ou un soutien économique à tout diplômé universitaire, aux élèves qui sortent des écoles techniques. Nous ne laissons pas ces jeunes gens à l'abandon. Nous faisons des réserves de cadres, de scientifiques, de techniciens et de tout pour le jour où nous en aurons besoin. Vois un peu quelle manière différente de faire face à la crise économique et aux problèmes !

Aucun autre pays n'a été contraint de s'imposer autant de restrictions que nous. Et comment y sommes-nous parvenus ? Grâce à la compréhension du peuple, à la collaboration du peuple. Comment menons-nous à bien ces programmes ? Avec la coopération du peuple. Tu as pu le constater dans la tournée que nous avons faite.

Voilà donc, à grands traits, ce que nous avons fait et ce que je peux t'expliquer au sujet de la stratégie que nous suivons.

LES BIOTECHNOLOGIES

Le gouvernement cubain a, depuis 1981, décidé de développer la biotechnologie en tant qu'axe de l'activité scientifique et technique, la production de l'interféron leucocytaire à usage humain ayant marqué les progrès spectaculaires de cette branche.

Il fallut peu de temps pour stabiliser la production de cette biomolécule qui commença aussitôt à être utilisée en médecine pour contrôler et traiter des maladies virales telles que le dengue type 2 et la conjonctivite hémorragique aiguë.

Dès janvier 1982, Cuba disposait du Centre de recherches biologiques, qui entreprit de produire à plus grande échelle les interférons à usage humain α et γ , aussi bien par la méthode classique que par recombinaison.

De 1982 à 1986, il produisit des anticorps monoclonaux et des fragments de gènes, mit au point des nouvelles méthodes de diagnostic et acquit des connaissances de pointe en matière de génie génétique, de virologie, de culture de tissus et de fermentation.

La création, en juillet 1986, du Centre de génie génétique et de biotechnologie permit à Cuba d'acquérir des capacités pour appliquer les techniques les plus avancées de la biologie moderne, depuis le laboratoire jusqu'à l'industrie.

Ce Centre, formé de dizaines d'édifices entourés de jardins, compte des équipements qu'on ne trouve que dans quelques pays industriels.

Dans ses larges couloirs passent, telles des gazelles, des jeunes gens en blouse verte et aux sourires blancs qui m'entourent pour soutenir les affirmations péremptoires de leur directeur, le docteur Manuel Limonta, qui semble être en même temps le cadet d'Albertico Limonta et un personnage d'Asimov.

Je ne sais si je suis indiscret en révélant ici qu'on m'a parlé de la possibilité de modifier la taille des poissons et d'introduire dans le lait, grâce à la traite la plus singulière de l'histoire, des substances thérapeutiques.

Quatre cents scientifiques cubains travaillent pour obtenir des protéines et des hormones, des vaccins et des moyens de diagnostic, des hybridomes et des modèles animaux, de l'énergie et de la biomasse, des plantes et des engrais, la génétique de cellules d'organismes supérieurs et des enzymes de restriction et de modification.

L'autre pôle scientifique de la biotechnologie cubaine, le Centre national de la recherche scientifique, produit, lui, le polycosanol, plus connu comme PPG, auquel on attribue des vertus secrètes.

Comme on ne lui connaît pas de contre-indications importantes et qu'il produit des changements magiques dans l'activité physique et sexuelle, on présume que ce médicament sera consommé dans quelques années aussi fréquemment que l'aspirine.

Fidel Castro fait confiance à la biotechnologie et à l'industrie pharmaceutique. Il croit qu'elles seront le passe-partout du développement dans son pays, encore plus importante que le sucre, bien qu'il n'ait pas parlé de renoncer à celui-ci.

Malgré la quantité de réunions, de meetings, de débats auxquels il doit participer, le leader cubain visite, comme un fantôme vert, laboratoires et projets; échange des idées.

Cet homme a la vertu de ne pas s'étonner quand les thèses des scientifiques, dans cette quête de la santé, semblent un dialogue surréaliste entre la science et la fiction.

T.B.

Des produits mis au point dans les laboratoires de biotechnologie et de l'industrie pharmaceutique, quels sont les plus marquants ?

Nous avons beaucoup de choses marquantes, certaines sont nouvelles et exclusives de notre pays, mais je peux t'en mentionner quelques-uns des plus importants. L'un d'eux est le vaccin contre la méningite cérébro-spinale type B (1), le seul au monde actuellement, d'une efficacité impressionnante. Nous avons mis au point le Facteur de croissance épidermique, que ne possèdent qu'une ou deux transnationales et qui est d'une grande efficacité en cas de brûlures; ça fait belle lurette que nous l'avons mis au point par génie génétique. La streptokinase, un autre produit du génie génétique bien meilleur marché que quand on l'obtient par des moyens classiques, est très efficace pour bloquer l'infarctus et éviter la nécrose des muscles cardiaques touchés par lui. C'est un progrès vraiment impressionnant (2). Je peux te parler du vaccin contre l'ictère infectieux aigu type B (3), d'une grande qualité et d'une grande efficacité.

Mais nous travaillons aussi sur de nombreux autres secteurs qui n'ont pas autant de poids. Ainsi, les anticorps monoclonaux, que nous mettons au point de façon accélérée et qui peuvent servir à des fins de diagnostic ou à des fins thérapeutiques. Nous avons mis au point des interférons de plusieurs types. Nous avons aussi développé les produits dérivés du sang, comme l'Intacglobine, qui a une efficacité impressionnante contre les infections, surtout dans les cas des nouveau-nés dont les défenses sont basses face à certaines maladies.

Nous produisons des gamma-globulines spécifiques, comme la gamma-globuline contre la méningite cérébro-spinale, mise au point à partir du sérum de personnes vaccinées. Quand tu crées un anticorps, tu réunis ceux que possède une personne, et bien qu'elle ait acquis cette maladie-là, tu peux la combattre en utilisant cette gamma-globuline spécifique.

Un des produits les plus importants que nous avons mis au point sert contre le cholestérol, un produit naturel d'une grande efficacité et promis, je crois, à un grand avenir. Son nom commercial est l'Atéromixol, mais on le connaît plus familièrement comme le PPG, selon le premier sigle qu'on lui a donné, mais ce n'est pas son nom commercial. Nous sommes en train de l'utiliser dans le pays. Il offre beaucoup de possibilités en ce qui concerne la circulation, les maladies cardiaques, les maladies circulatoires, il possède un tas de qualités sur lesquelles je ne veux pas m'appesantir parce qu'on en est encore au stade de la recherche.

Il existe bien d'autres médicaments, et nous continuons d'en créer, nous travaillons sans relâche à la mise au point de nouveaux vaccins, de nouveaux produits. Par exemple, nous travaillons d'arrache-pied sur un vaccin contre le choléra.

Est-il vrai que, comme le commentent certains usagers, le PPG augmente l'intérêt amoureux ?

Eh bien, le PPG est miraculeux là aussi, parce qu'il contribue à améliorer l'organisme en général. C'est vraiment un ami des amoureux, mais nous ne le vendons pas encore dans ce but, parce que nous sommes en train d'élaborer les protocoles médicaux correspondants. Nous avons fait une foule d'essais, nous avons un tas de documentation. Quand tu fais un protocole dans un but déterminé, tu peux te rendre compte de l'influence qu'exerce un médicament sur certains problèmes collatéraux. Je ne veux pas trop parler de tout ça, et je ne veux pas convertir cette interview en de la publicité pour certains de ces produits-là. Nous connaissons beaucoup de choses sur ce produit. Mais je préfère ne pas trop t'en parler. Tout ce que je peux te dire, c'est qu'à partir de lui,

on peut créer une série de médicaments qui ont des propriétés magnifiques. Laisse-moi te dire que nous avons conclu certains protocoles pour les personnes dont la moyenne d'âge est quatre-vingts ans et que ses effets sur un ensemble d'indicateurs sont impressionnants.

De fait, le PPG est aussi un produit gériatrique...

Oui, c'est un produit gériatrique. Nous travaillons avec beaucoup de prudence sur toutes ces choses-là, nous ne voulons pas nous précipiter et, pour le moment, nous ne l'utilisons commercialement que contre le cholestérol. Mais les recherches concernant ses effets sur une autre série de maladies de type circulatoire sont bien avancées, sont assez complètes. J'ose dire, en deux mots, que c'est un médicament rajeunissant. Et je ne t'en dis pas plus. Je t'en ai parlé parce que tu m'as posé la question, mais nous ne parlons pas beaucoup de ces produits en développement (4).

Parlons alors d'autres produits...

Je te disais que nous travaillions sur un vaccin contre le choléra, et je crois que nous atteindrons bientôt les premiers résultats. Nos chercheurs sont très optimistes et estiment possibles de mettre au point un vaccin efficace contre cette maladie, car celui qui existe dans le monde a une efficacité de moins de 50 p 100 et ne dure pas longtemps (5).

Nous travaillons aussi à la mise au point d'un vaccin contre la méningoencéphalite provoquée par des hémophiles d'influenza type B, une autre bactérie très agressive qui cause la méningite. Comme nous avons pratiquement éradiqué la méningite cérébro-spinale type B, nous nous efforçons maintenant d'éradiquer cette autre méningite provoquée par cet hémophile, cette bactérie qui a une

grande incidence relative dans notre pays, qui est très agressive et dont le taux de létalité est élevé.

C'est dans notre propre intérêt que nous mettons au point à toute vitesse ce vaccin, et nous sommes très avancés. Mais, même avant de posséder le vaccin, nous pourrions disposer d'un médicament contre cette maladie, ce qui élèverait considérablement le pourcentage de survie et contribuerait aussi à la thérapie contre cette maladie. Il s'agit là d'un des pas intermédiaires dans la production d'un vaccin : pouvoir disposer d'un médicament.

Les scientifiques cubains ont-ils travaillé à la recherche d'un vaccin contre le SIDA ?

Nous travaillons sur le vaccin contre le SIDA (6), mais je crois que beaucoup de gens le font aussi dans le monde. Et nous travaillons à la mise au point d'autres types de vaccins contre diverses maladies.

Il s'agit là d'un champ vierge, énorme, où les investissements nécessaires ne portent pas tant sur les ressources économiques que sur les talents. Et comme nous disposons d'ores et déjà de talents en abondance grâce à l'effort éducatif qu'a consenti la Révolution, c'est là la clef d'un développement intensif, accéléré et réussi des recherches dans ce domaine.

On dit que la révolution dans la physique et la chimie a entraîné le développement de certains pays d'Europe, du Japon et des Etats-Unis. Après une révolution biotechnique, si le syllogisme fonctionne, prévoit-on le développement ?

Bien entendu, car elle s'est convertie en un des facteurs clefs du développement. Si tu savais dans combien de choses on utilise la biotechnologie, Tomás !

Nous utilisons maintenant la biotechnologie pour obtenir des nouveautés végétales et pour obtenir des semences végétales grâce à la culture de tissus.

Nous développons par exemple les bananeraies à un rythme énorme, et si nous pouvons le faire, c'est parce que nous ne dépendons pas de la reproduction naturelle du bananier. Un bananier sélectionné, d'une qualité X, peut te donner quatre rejetons; or, cette même plante peut, par la culture des tissus, produire de 40 000 à 50 000 rejetons; en laboratoire, tu la reproduis à la vitesse que tu veux. On peut dire pareil de l'ananas, de la canne à sucre : on cherche des variétés qui résistent aux épidémies, aux prédateurs, des variétés dont les rendements sucriers, par exemple, soient plus élevés et qui t'offrent la qualité que tu souhaites. Et cela s'obtient de façon accélérée grâce à la culture de tissus.

Nous développons la fécondation par biotechnologie, grâce à des bactéries qui fertilisent les plantes, qui absorbent l'azote de l'air et le leur apportent, en société soit

avec elles soit avec le sol ou avec l'humus. Nous développons intensément les biopesticides, autrement dit des pesticides naturels, pas des pesticides chimiques, obtenus par des procédés biotechnologiques.

Cela influe sur le programme alimentaire, n'est-ce pas ?

Nous manquons d'engrais, nous manquons de pesticides. Alors nous recourons intensivement, dans le programme alimentaire d'aujourd'hui, aux engrais biologiques, aux pesticides biologiques, aux stimulants des plantes ou aux multiplicateurs de racines, afin qu'elles puissent absorber un pourcentage bien plus élevé des nutriments du sol. C'est là de la biotechnologie appliquée.

Nous avons mis au point des éléments d'origine biotechnologique pour multiplier l'extraction de pétrole dans les puits. Nous sommes à l'étape expérimentale, mais disons que les premiers résultats sont très encourageants. Et ces produits, nous les avons obtenus, non par synthèse chimique, mais par des cultures en fermenteurs; c'est là qu'ont été découvertes et sélectionnées des bactéries produisant cet élément qui est donc d'origine biologique, et non d'origine chimique, par synthèse. Bref, la biotechnologie s'applique même dans les procès industriels, dans les processus miniers, comme c'est le cas d'une ressource aussi importante que le pétrole.

Nous pouvons aussi beaucoup utiliser la biotechnologie dans l'industrie sucrière pour économiser certaines composantes chimiques, pour obtenir de meilleurs rendements sucriers, pour chercher une meilleure efficacité dans les sucreries. Ils sont illimités, les domaines où on pourrait recourir à la biotechnologie, qui va jouer un rôle aussi important que l'électronique ou l'industrie mécanique.

Tu peux imaginer, bien entendu, que nous ne pouvons pas faire concurrence aux Japonais dans la production de téléviseurs ou d'automobiles, ni aux Etats-Unis dans les productions de l'industrie mécanique ou dans la construction d'avions. Mais dans ces domaines-ci dont je t'ai parlé, nous le pouvons, et même de façon avantageuse par rapport à ces pays développés, parce que nous, nous organisons la coopération entre tous les centres de recherche scientifique, ce que ne peut pas faire une science qui passe par des sociétés privées.

Dans le capitalisme, tous les centres de recherche scientifiques se font la guerre les uns aux autres; en revanche, dans notre pays, ils coopèrent entre eux. Dans le capitalisme, tous les hôpitaux se font concurrence et sont en guerre les uns contre les autres, et tous les médecins se font concurrence et se font la guerre; dans notre pays, les hôpitaux font tous de la recherche d'une façon ou d'une autre, ou du moins en font-ils de plus en plus, et ils sont tous en étroite collaboration, ainsi que les médecins et les scientifiques. Nous disposons donc de conditions exceptionnelles pour imprimer une grande impulsion à la science.

Bien entendu, nous donnons la priorité à tout ce qui nous rapporte un bénéfice immédiat, ou résoud un problème immédiat dans tous ces domaines. Nous ne pouvons

faire de la recherche sur les vols spatiaux, ou sur la cosmonautique ou encore sur l'aéronautique, ou l'industrie pétrochimique, car cela n'aurait aucun sens pour nous. Je peux te citer bien des exemples. Mais nous faisons en revanche de la recherche sur tout ce qui nous permet d'économiser du carburant, ou de remplacer des matériaux d'importations déterminés, sur tout ce qui apporte à l'économie ou à la société un bénéfice rapide, immédiat, de grande importance, pour sauver des vies, pour préserver la santé, pour l'améliorer, sur tout ce qui contribue à nos programmes alimentaires, sur tout ce qui contribue à nos programmes sociaux, sur tout ce qui est bénéfique à la population et à l'économie.

Combien de centres de recherche scientifiques y a-t-il à Cuba actuellement ?

Nous comptons plus de 170 centres ou unités de recherche scientifique. Plus de 170 (7) ! Aucun pays du Tiers-monde n'a atteint le niveau de développement scientifique de Cuba, ni même, dans bien des domaines, de nombreux pays développés.

Nous faisons des recherches sur les équipements médicaux à technologie de pointe, et nous avons fabriqué et fabriquons beaucoup d'équipements de grande valeur, d'abord pour répondre à nos besoins, et ensuite à ceux d'autres pays et d'autres peuples.

Nous ne travaillons pas dans l'électronique, je veux dire, à la production de composantes ou d'ordinateurs pour faire concurrence au Japon et aux Etats-Unis, mais nous utilisons les composantes et l'électronique pour mettre au point des équipements spécifiques destinés à un secteur déterminé, comme la santé, bien que, très souvent, l'électronique ne soit pas la seule à entrer en jeu dans ces appareils. Nous progressons beaucoup dans la mise au point de nombre de ces équipements, dont quelques-uns sont très importants, comme le système ultramicroanalytique, qui est une combinaison d'éléments physiques, chimiques et biologiques.

Ceci doit devenir un des piliers du développement de notre pays. Il se peut qu'il apporte un jour plus de revenus que l'industrie sucrière. Les perspectives sont illimitées. Et notre médecine se développe pareillement.

Je crois savoir que vous prêtez aussi des services médicaux à des étrangers.

Il y a une très forte demande étrangère des services médicaux cubains, je peux te l'assurer. Si forte que nous ne pouvons y répondre, tout simplement; nous créons une installation, par exemple, et quelques mois à peine la demande dépasse nos capacités (8). Un succès extraordinaire. Dans certains domaines, nous sommes tout à la pointe, grâce au talent humain que nous y employons.

Combien Cuba compte-t-elle de médecins ?

Nous avons 6 000 médecins au triomphe de la Révolution; nous en avons aujourd'hui 42 000 et nous en aurons 46 000 en juillet (9); plus de 20 000 étudiants de médecine étudient dans nos universités et des milliers terminent leurs études chaque année. Vraiment, qui peut nous faire concurrence en médecine ? Et une médecine sociale, en plus, qui ne repose pas sur des intérêts privés, qui ne se fonde pas sur le mercantilisme et dont la qualité découle justement de sa poursuite d'objectifs très humains, au point que nous avons réduit la mortalité infantile à des limites extrêmement basses. Même en pleine période spéciale, nous avons réduit la mortalité infantile en 1991.

Quel est le taux de mortalité infantile actuel ?

Nous en sommes à 10,7 décès pour mille naissances vivantes, mais nous nous battons, même en pleine période spéciale, pour la faire descendre à moins de 10 p. 1 000 (10). Vois un peu l'exploit que ça représente ! Calcule les dizaines de milliers de vies que nous sauvons en réduisant la mortalité infantile à ces niveaux-là !

N'est-il pas trop coûteux de la réduire, une fois atteint ce niveau ?

Oui, c'est plus coûteux, c'est plus perfectionné. Descendre de 20 exige plus de dépenses. Tu peux facilement, d'une façon économique, descendre jusqu'à 20, mais peux-tu te contenter de 20 ? Si tu descends à 20 et que tu ne luttas pas ensuite pour arriver à 10, tu te résignes, pour prendre le cas de Cuba, à la mort de 1 700 enfants tous les ans. Et peux-tu te résigner à la mort de 1 700 enfants tous les ans ?

Si nous arrivons à 10 et que nous puissions la réduire à 7, nous devons nous battre pour cela, car tu sauves ainsi des centaines d'enfants tous les ans. Si tu la réduis de 10 à 7, tu sauves la vie de presque 520 enfants dans notre pays, et tu rends un bienfait à des milliers de membres de la famille, puisque chaque enfant a deux parents, plusieurs grands-parents, des oncles et des tantes... Tu évites la douleur de tous ces proches. Ça oui, ce sont des droits de l'homme !

Comment vas-tu parler des droits de l'homme dans un système qui laisse mourir des dizaines de milliers d'enfants tous les ans ?

Combien d'enfants meurent tous les ans en Amérique latine, et qui pourraient pourtant se sauver ? Environ 800 000. Un système qui n'est pas capable de les sauver est-il humain ? Le directeur général de l'UNICEF m'a dit : « Si le reste de l'Amérique latine avait les programmes de santé de Cuba, on pourrait sauver la vie de 800 000 enfants tous les ans, des enfants qui pourraient se sauver et qui ne se sauvent pas. » Alors, où sont donc les droits de l'homme dans ces politiques de choc, dans ces politiques du néo-libéralisme et du Fonds monétaire international ? Où sont-ils ? Où sont les politiques en faveur des droits de l'homme aux Etats-Unis ? Que 800 000 enfants

continuent de mourir tous les ans ? Et que ce nombre augmente même ? Qu'est-ce que tout ça a à voir avec la démocratie, qu'est-ce que tout ça a à voir avec les droits de l'homme, qu'est-ce que tout ça a à voir avec le bonheur de l'homme et avec le bien-être de l'homme ? Tant de démagogie et tant de politicaillerie autour de ça ont de quoi te répugner, alors qu'en fait on tue de faim les hommes, les femmes, les enfants, les personnes âgées, qu'on leur vole des dizaines d'années de vie, qu'on leur vole le bien-être, qu'on vole tout à l'être humain dans ces systèmes impitoyables ! Comment peut-on continuer de parler des droits de l'homme ? Eh bien, je dis, moi, que la démocratie, c'est ce que nous faisons, et que les droits de l'homme, c'est ce que nous mettons en pratique !

Je pourrais te parler longuement de tout ce que nous faisons en faveur de l'homme, et de ce que cela signifie, et des lettres que nous recevons de Cuba et de l'extérieur, et de la quantité de gens hors de Cuba dont nous avons aidé à sauver la vie. Un tas de gens.

Je le sais parfaitement, Fidel, et je le sais surtout par mon pays, où des dizaines de milliers de Nicaraguayens sont venus se faire soigner ici tout au long de ces années.

Je suis frappé par votre maîtrise des chiffres quand vous parlez de biotechnologie et d'autres aspects. Ce qui veut dire que vous suivez tout ça de près. On dit même que vous avez chargé votre principal assistant, José Miyar, dit Chomy, qui est médecin, si je ne me trompe, de s'occuper de ces programmes avec une certaine priorité.

Beaucoup de gens travaillent à ça. J'ai demandé à Chomy, tout en continuant d'être secrétaire du Conseil d'Etat, de former un assistant qui s'occuperait de 80 p. 100 de ce qu'il fait en ce moment pour qu'il puisse consacrer tout ce temps à ces programmes de développement de la biotechnologie, à ce programme dont je t'ai parlé avant, pour améliorer les coordinations et imprimer une impulsion à cette activité-là. C'est une autorité qui me représente au sein de toutes ces institutions, bien que j'aie beaucoup de contacts, des contacts quasi journaliers avec telle ou telle institution scientifique et que cela fasse partie de mon travail. Je peux t'assurer, d'ailleurs, que c'est la partie de mon travail qui me plaît le plus (11).

Les difficultés de la vie quotidienne ne produisent-elles pas un malaise inévitables dans la population ?

Les difficultés sont grandes, la vie est dure, et l'être humain est l'être humain, qui souffre quand il souhaite avoir des choses et qu'il ne peut pas les avoir, quand il veut plus et qu'il ne peut pas avoir plus... Mais l'être humain est aussi fait de compréhension, d'intelligence, d'instinct, et nous n'arrêtons pas d'expliquer aux gens ce qui se fait, comment cela se fait, et nous obtenons par là une coopération énorme, active,

de leur part, parce qu'ils savent que notre cause est juste et qu'il faut la défendre. Notre peuple sait qu'une grande responsabilité historique est retombée sur ses épaules, qu'il accomplit un exploit. Ce sont là des facteurs stimulants.

D'ailleurs, je n'en finis pas de m'étonner du peuple cubain, de l'admirer, et, au fond, de sentir toujours plus d'amour pour lui : je le vois agir, je le vois réagir, je vois ses qualités, et je vois comment elles se multiplient. Je vois comment notre peuple se grandit dans des circonstances comme celles-ci et combien il est capable de faire des exploits extraordinaires. En fait, ce n'est pas nouveau pour moi, car c'est avec le peuple que nous avons fait la guerre, c'est avec le peuple que nous avons fait la Révolution, c'est avec le peuple que nous avons accompli des missions internationalistes, c'est avec le peuple que nous avons construit le socialisme.

Je t'ai signalé la guerre de libération. Elle a été très difficile, Tomás. Quand nous avons lancé la lutte, nous n'avions pas d'armes, nous sommes partis de zéro, de rien, face à une armée organisée, une armée de métier, commandée par des officiers formés dans des académies nord-américaines, conseillée et équipée par les Etats-Unis. Or, c'est dans la guerre, notamment dans les montagnes, qu'on peut le mieux apprécier les qualités des hommes.

Escalader les montagnes rend les hommes frères, disait Martí. Escalader les montagnes permet aussi aux hommes de s'exprimer et de montrer tout ce qu'ils sont, leur capacité d'abnégation, leur capacité de sacrifice, de faire face à de durs travaux. J'ai connu des gens qui préféreraient la mort plutôt que d'aller dans les montagnes.

Mais j'ai constaté les qualités du peuple chez des gens très modestes, des paysans, des ouvriers, car ce sont eux qui ont formé pour l'essentiel notre armée de libération. Bien des expériences de ma vie m'ont permis de connaître les qualités humaines, et rien n'est plus merveilleux que l'homme. Voilà pourquoi nous souffrons, nous, en cette période spéciale, pourquoi ils souffrent, eux, et pourquoi nous souffrons tous. Mais ils soutiennent la Révolution, ils se battent, ils luttent, ils ne désespèrent pas, ils ne se démoralisent pas, et ils se sentent orgueilleux de ce qu'ils font.

Je ne vais pas te dire, bien entendu, qu'absolument tout le monde réagit pareil : je te parle de la majorité, de l'immense majorité. Toute société a ses parties molles, toute société a ses gens mous, des gens qui ont une vocation au sacrifice moindre, moins de capacité de sacrifice, moins de capacité de se sentir stimulés par les grandes causes, moins de conscience. Nous avons tout ça, c'est un fait. Ce qui implique, d'une part, usure, et de l'autre consolidation. Car, d'une part, certains flanchent et se démoralisent, et, de l'autre, certains se renforcent, se remplissent de courage et se grandissent. Ce sont deux phénomènes côte à côte qu'on peut constater dans des circonstances comme celles-ci.

DROITS DE L'HOMME À CUBA

La banderole des droits de l'homme, agitée par les mains pieuses de Carter, ses successeurs ont fini par la froisser.

Ces messieurs ont été partiaux et astucieux quand ils parlaient de la répression en El Salvador, au Guatemala et au Chili - dont ils ont acquitté, en ultime instance, les gouvernements - et n'ont pas eu le moindre scrupule dans leurs références, incisives et farfelues, à Cuba et au Nicaragua.

Les administrations Reagan et Bush se gavèrent des droits de l'homme et, outre leur messianisme et la mauvaise foi éhontée des documents de Santa Fe (1), se sont attachés à caqueter jusqu'à plus soif de la démocratie.

Ces gens-là - et d'autres de moindre renom, mais avec autant de prétention - passent leurs siestes à rêver de nouveaux arguments pour nous persuader que les droits de l'homme sont à Cuba à l'image d'une jeune fille violée et que le peuple de ce pays s'égosille à exiger que le monde mette un terme à son calvaire.

J'ai rarement écouté de Fidel un argumentation aussi solide et éloquente que la dissertation émouvante qu'il m'a faite, une de ces trois nuits inoubliables, sur le respect des droits de l'homme à Cuba.

Mais je crois toutefois que le leader cubain a oublié quelques petites choses, notamment que l'éducation dans son pays est gratuite à tous les niveaux et que l'enseignement est obligatoire jusqu'au deuxième cycle du second degré, et ce sont là des versions pédagogiques uniques au monde.

T.B.

En Amérique latine et dans d'autres géographies, on parle avec insistance de prétendues violations des droits de l'homme à Cuba. Qu'en est-il exactement ?

Ce que j'en pense, Tomás ? Eh bien, je vais te répondre.

Je suis intimement convaincu - parlant en toute sérénité et en toute objectivité - qu'en aucun pays du monde on n'a fait autant pour les droits de l'homme qu'à Cuba.

Si tu tiens compte, par exemple, du fait qu'on ne trouve pas dans notre pays un enfant qui mendie, un enfant sans foyer, un enfant à la rue - non, on n'en trouve pas dans notre pays - et que dans le reste du monde, même dans les pays développés, mais fondamentalement dans les pays du Tiers-monde, les enfants abandonnés, sans foyer, sans parents, sans le moindre soutien, demandant l'aumône dans les rues, avalant du feu, faisant les bateleurs pour gagner leur vie - et c'est là un tableau généralisé - se comptent par dizaines et par dizaines de millions, n'as-tu pas le droit de demander : quel pays a plus fait que Cuba pour les droits de l'homme ?

Si tu te mets à penser à la quantité d'enfants analphabètes dans le monde - on en trouve même dans les pays capitalistes développés - alors qu'il n'y en a pas dans notre pays, car ils vont tous à l'école; ou encore aux centaines de millions d'enfants malades sans soins médicaux dans le monde, alors que dans notre pays tous les enfants bénéficient de soins médicaux gratuits, n'as-tu pas le droit de poser la question : quel autre pays a autant fait pour les droits de l'homme que le nôtre ?

Si tu analyses que dans le monde on vend les enfants, qu'on les exporte même dans d'autres pays, que des sociétés commerciales ont même vu le jour pour se consacrer à ça, qu'on les vend même assez fréquemment pour utiliser leurs organes dans des greffes, et que dans notre pays, au contraire, il n'y a pas un seul cas de ce genre, n'as-tu pas le droit de te poser la question : y a-t-il un pays qui a fait autant pour les droits de l'homme que le nôtre ?

Si tu te mets à penser à la prostitution infantile, si généralisée dans le Tiers-monde, aux enfants qui sont utilisés pour le commerce sexuel ou pour des scènes sexuelles et toutes ces choses-là, alors qu'il n'y existe pas un seul cas de ce genre à Cuba, n'as-tu pas le droit de demander : y a-t-il un pays qui a plus fait pour les droits de l'homme que le nôtre ?

Si tu constates, par exemple, que la mortalité infantile se monte dans bien des pays à plus de 100 décès pour mille naissances vivantes, que la moyenne en Amérique latine est de plus de 60, ce qui veut dire que des centaines de milliers d'enfants meurent tous les ans, alors que notre pays - un pays du Tiers-monde, un pays sous-développé, un pays en butte à un blocus, et même, aujourd'hui, à un double blocus (2) - a réduit la mortalité infantile à 10,7 dans la première année (3), a réduit la mortalité infantile entre 1 et 5 ans et entre 5 et 15 ans à des chiffres insignifiants, et qu'en plus de trente ans, la Révolution a sauvé des centaines de milliers de vies d'enfants, n'es-tu pas en droit de te demander : y a-t-il un pays qui a plus fait pour les droits de l'homme que Cuba ?

Si tu penses qu'à Cuba, chaque être humain qui naît bénéficie par rapport aux autres d'une égalité de chances réelle et absolue pour atteindre le plein épanouissement physique et intellectuel, sans discrimination de sexe ou de race, sans distinction de riches et de pauvres, d'exploiteurs et d'exploités, n'es-tu pas en droit de te poser la question : y a-t-il un pays qui a fait plus que nous pour les droits de l'homme ?

Je t'ai parlé d'un seul point de vue, celui des enfants.

Si tu vois dans de nombreux pays des millions de mendiants, des femmes qui se prostituent par besoin, la drogue empoisonnant les adolescents et la population en général, ce qui est quelque chose de courant dans le monde capitaliste développé et dans le Tiers-monde, alors que tu ne trouves pas un seul mendiant à Cuba, que les femmes n'ont pas à s'y prostituer par nécessité vitale de survivre, que tu ne trouves pas de drogues, par suite de l'activité humanitaire de la Révolution qui s'est efforcée de donner des chances à tout le monde, de créer les conditions propices pour éliminer le commerce sexuel, pour éliminer le commerce de la drogue et pour instaurer un climat sain dans notre société, n'es-tu pas en droit de te demander : y a-t-il un pays qui a fait plus pour les droits de l'homme que Cuba ?

Si tu analyses que l'espérance de vie à la naissance s'est élevée considérablement, jusqu'à plus de 75 ans, depuis le triomphe de la Révolution, et que nous avons procuré à chaque citoyen des dizaines d'années de vie supplémentaires et à l'ensemble de notre peuple la possibilité de vivre une vie bien plus prolongée, bien plus saine et bien plus sûre, alors que tu constates que la moyenne de vie est ailleurs de 40 ans, de 45 ans, de 50 ans ou de 55 ans, tu es en droit de te demander : quel pays a plus fait que Cuba pour les droits de l'homme ?

Si tu analyses que le monde en général, mais surtout le Tiers-monde, est plein d'hommes sans emploi, de femmes sans emploi, de jeunes sans emploi, de personnes âgées sans protection sociale, et que, en revanche, dans notre pays tous les citoyens, tous les hommes, toutes les femmes ont reçu des possibilités d'emploi, que tous les citoyens bénéficient d'une protection sociale grâce à la retraite, aux pensions et à la sécurité sociale, sans qu'un seul citoyen ait été abandonné tout au long de ces années de Révolution, tu es en droit de te demander : y a-t-il un pays qui a plus fait pour les droits de l'homme que Cuba ?

Si tu sais qu'à Cuba, on n'a pas fait que liquider la discrimination de la femme, quelque chose de si courant partout dans le monde et aussi dans les pays du Tiers-monde, mais qu'on a fait bien plus, puisque presque 60 p. 100 des techniciens du pays sont des femmes, qui gagnent le même salaire que les hommes, alors que la discrimination salariale est quelque chose de tout à fait courant dans le monde, dans le monde capitaliste développé comme dans le Tiers-monde, si tu sais qu'à Cuba, la femme s'est libérée, qu'elle jouit de toutes les possibilités économiques et qu'elle bénéficie de la protection sociale, de l'éducation et de la santé pour ses enfants, de crèches pour ses enfants, tu es en droit de te demander : y a-t-il un pays qui a fait plus fait pour les droits de l'homme que Cuba ?

Si tu analyses le phénomène de la discrimination raciale, qui a disparu de ce pays-ci avec la Révolution, que tu constates qu'il y existe une égalité totale de tous les citoyens, une égalité de chances sans discrimination raciale, un fait réel que personne ne pourra contester, au point que bien peu de pays dans le monde pourraient dire pareil, tu es en droit de te demander : y a-t-il un pays qui a vraiment fait autant pour les droits de l'homme que Cuba ?

Si tu analyses l'influence que l'égalité, que ce soit de chances ou de traitement, exerce sur l'être humain et sur son bonheur, si tu tiens compte du fait que toutes ces différences si irritantes entre le millionnaire et le mendiant ont disparu ici, qu'elles n'y existent plus, si tu sais que l'homme a besoin de bien plus que de pain, qu'il a besoin d'honneur, de dignité, de respect, qu'il a besoin qu'on le traite vraiment comme un être humain, tu es en droit de te demander : y a-t-il un pays qui a plus fait pour les droits de l'homme que Cuba ?

Si tu constates que partout dans le monde, dans la société capitaliste, qu'elle soit développée ou du Tiers-monde, le citoyen est aliéné, qu'il n'est rien, une nullité, un simple individu à qui, tous les quatre, ou cinq ou six ans, on demande de voter sans qu'il sache pour qui ni pourquoi, ni dans quel but, parce que très souvent sa culture politique, sa culture générale ne lui donne même pas la possibilité de décider de façon vraiment libre, et qu'il est influencé par tous les mécanismes et par tous les moyens d'influence mentale, d'influence psychologique, afin qu'il prenne une décision en faveur de quelqu'un dont il ne saura plus rien ensuite, sans qu'il existe la moindre identification entre l'homme et l'Etat, entre l'homme et les pouvoirs de l'Etat, entre l'homme et la société où il vit, une société qui le condamne en plus à une lutte désespérée pour la survie, qui ne lui offre aucune valorisation sociale, aucun respect social, aucune considération sociale, et que tu arrives dans un pays comme le nôtre, où il règne une situation absolument différente, marquée par une identification totale, une participation pleine des citoyens à toutes les activités, aux activités politiques, à la défense du pays, aux activités culturelles, au développement national, tu es en droit de te demander : y a-t-il un pays qui a plus fait pour les droits de l'homme que Cuba ?

Si tu constates que, tout au long de plus de trente ans, on n'a jamais utilisé dans notre pays des mesures de force contre le peuple, qu'en plus de trente ans, on n'a jamais réprimé une seule manifestation d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, de citoyens, qu'en plus de trente ans, on n'a jamais lancé un seul flic, un seul soldat contre le peuple pour le tabasser, le réprimer, qu'on n'a jamais utilisé un camion-pompe, ni de gaz lacrymogènes, ni de plombs, des choses qui sont monnaie courante dans des pays capitalistes développés et dans des pays du Tiers-monde, eh bien, je me demande : y a-t-il un pays plus respectueux des droits des citoyens, des droits de l'homme que notre pays ?

Si tu as vraiment créé une conscience solidaire, une conscience de fraternité entre les hommes, comme la Révolution et le socialisme l'ont créée chez nous, tu es en droit de te demander : y a-t-il un pays qui a plus fait pour les droits de l'homme que ce que nous avons fait, nous ?

Si tu constates que nous vivons une expérience, que nous vivons dans une atmosphère et un climat que tu ne vois dans aucun autre pays du monde, parce que ce qui se passe dans le monde est justement tout le contraire, si tu constates que ce que nous avons se distribue entre tous, contrairement à cette épouvantable inégalité qui fait que certains ont en trop, que certains meurent d'infarctus et de cholestérol, tandis que d'autres meurent de faim, si tu constates que tout ce que nous avons est partagé, que le pays est de tout le monde, que la patrie est de tout le monde, que les richesses sont de tout le monde, comme cela se passe, tu es en droit de te demander : y a-t-il un autre pays qui a plus fait pour l'homme, pour l'être humain que ce que nous avons fait, nous ?

Si tu vois que le citoyen a la sensation d'être quelque chose, de faire partie de la société, de posséder une dignité nationale, une patrie, cette chose si bizarre, si rare et si inaccessible dans le monde d'aujourd'hui pour l'immense majorité des peuples, tu es en droit de te demander : y a-t-il un pays qui a plus fait pour les droits de l'homme que Cuba ?

Je te parle de l'ensemble des choses qui constituent à mon avis la vraie politique humanitaire, la vraie politique qui rend l'homme digne et qui lui assure son bien-être. Ce que l'homme souffre du fait de l'inégalité est quelque chose de terrible, et cette souffrance, notre peuple ne la connaît pas.

On dit pourtant, Fidel, qu'on a commis beaucoup d'abus à Cuba... J'écoute et je vois tous les jours sur les médias des références à ces prétendues violations des droits de l'homme...

On a beaucoup calomnié Cuba. On a même eu la malhonnêteté de parler de violence physique contre les personnes, de tortures et de tout le reste, et on a écrit et on a multiplié toutes ces calomnies contre Cuba, alors que la réalité, il ne faut pas me la demander à moi, il faut la demander au peuple.

Je crois - et je le dis sans vouloir offenser qui que ce soit, ou blesser qui que ce soit - que notre Révolution possède une caractéristique qu'ont eue peu de révolutions dans l'histoire : notre peuple s'est éduqué dans la haine du crime, dans la haine de la torture, dans la haine de la violence physique contre les personnes, dans la haine des abus de pouvoir. Car ce qui nous inspire dans cette lutte, ce qui nous motive, ce qui nous mobilise et nous unit, c'est justement le combat ouvert contre toutes ces formes d'injustice, et c'est cette idée que nous avons eu le privilège d'appliquer de façon conséquente tout au long de notre guerre de libération et de notre histoire révolutionnaire.

Je me demande s'il y a jamais eu une guerre dans laquelle aucun prisonnier n'a jamais été frappé, ni torturé, ni assassiné, ni contraint de déclarer sous l'emprise de la force. Je me demande s'il y a jamais eu dans l'histoire une guerre comme cela. Or, je dis qu'il n'y a pas eu un seul cas de violations de ce genre pendant les vingt-cinq mois de notre guerre de libération. Nous libérons même les prisonniers...

Pourquoi avons-nous gagné la guerre ? Eh bien, parce que nous avons suivi une politique humanitaire qui nous a conquis les coeurs. Ça pourrait paraître même idéaliste, parce qu'il y a toujours une justification dans la guerre et dans les moments de danger pour être cruel.

Les gens se sont formés dans cette conscience, mais le plus intéressant, c'est qu'au triomphe de la Révolution, ces normes établies par notre Armée rebelle se sont maintenues pendant trente-trois ans, et je puis assurer catégoriquement, tout net - et tout le peuple le sait - qu'on n'a jamais assassiné personne dans notre pays, qu'on n'y a jamais torturé un prisonnier, qu'on n'y a jamais recouru à la violence physique contre les prisonniers. Combien de pays au monde pourraient-ils parler de la sorte, combien de révolutions, combien d'Etats qui ont traversé des guerres civiles ou qui ont participé à des guerres étrangères peuvent-ils parler de la sorte ? Eh bien, nous, oui, nous pouvons le faire.

Pourquoi cet entêtement à souiller l'histoire sans tache de la Révolution qui est un exemple sans précédent, si ce n'est que les impérialistes s'acharnent à calomnier la Révolution cubaine, tentent de lui ôter son autorité morale, de la détruire ? Les impérialistes savent pertinemment que c'est un mensonge, et ils sont bien placés pour le savoir, parce qu'ils connaissent nos normes.

On connaît en Amérique latine d'innombrables histoires de violence, de tortures, de crimes, de personnes disparues, d'escadrons de la mort, et tout le reste. Les victimes des escadrons de la mort sont monnaie courante dans un grand nombre de pays latino-américains. Or, à Cuba, il n'y en a jamais eu ! A Cuba, on n'a jamais connu une seule victime de ces méthodes illégales de faire justice, ou de mettre de l'ordre, ou toutes ces choses-là, pendant trente-trois ans de Révolution; on ne connaît pas une seule personne disparue à Cuba. Aucun de ces phénomènes qu'on voit tous les jours et partout n'a jamais eu lieu à Cuba, et je crois que nous constituons un exemple exceptionnel dans l'histoire.

Ce sont là des faits réels, des faits objectifs. Ou bien, alors, le peuple ignorerait-il ce qui se passe ici ? S'il y avait eu une personne disparue ou un torturé dans ce pays, le peuple pourrait-il l'ignorer ? J'estime que c'est offenser notre peuple, qui a été éduqué dans les principes de respect de l'homme, de respect de l'être humain, et dans la lutte en faveur de l'être humain, de supposer qu'il irait soutenir une révolution dont la conduite ne serait pas sans tache ou qu'il serait incapable de condamner des violations de ce genre dans notre pays. Non, notre peuple ne l'accepterait pas, ne le tolérerait pas.

Et je peux te dire que les peuples sont radicaux. Le peuple tend à des mesures fortes, à des exigences fortes, à des punitions fortes, en règle générale, et non le contraire. Si la Révolution a bien souvent été critiquée par le peuple, c'est pour n'avoir pas été assez dure ou exigeante, jamais pour avoir été excessivement dure dans la lutte face à la contre-révolution, dans les mesures à adopter contre elle; elle a été critiquée justement pour tout le contraire, parce que les masses tendent toujours à être plus exigeantes, à réclamer des mesures plus rigoureuses. Si nous avons eu des problèmes avec notre opinion publique, c'est pour avoir péché non par excès, mais par défaut.

Les mensonges à ce sujet viennent de l'extérieur, et se propagent partout et leurrent bien des gens, confondent des tas de gens, parce qu'il existe tout un art, toute une science dans ce genre de propagande. Mais a-t-on vu quelqu'un du peuple à Cuba - je ne vais pas parler d'un contre-révolutionnaire, d'un agent de la CIA, d'un individu gagné à l'objectif de l'impérialisme qui est de détruire la Révolution - faire une imputation de ce genre ? Si notre pays avait mené une politique différente, le peuple l'ignorerait-il ?

Voilà pourquoi je pense, Tomás, que nous sommes un cas exceptionnel en matière de droits de l'homme et qu'aucun pays n'a fait autant que ce que nous avons fait.

Et cette politique, nous l'avons suivie non seulement ici, mais aussi dans les missions internationalistes auxquelles nous avons participé. Toutes ces habitudes et toutes ces normes qui ont régi notre conduite dans les montagnes, nos soldats les ont emportées avec eux en Angola, en Ethiopie, partout où ils sont allés et chaque fois que nous avons collaboré avec le mouvement révolutionnaire. On ne pourra jamais dire qu'un soldat cubain envoyé en mission internationaliste, qu'un révolutionnaire cubain engagé dans une mission internationaliste ait une seule fois assassiné un prisonnier ou en ait torturé un. Telle a été notre conduite.

Bien mieux. Nous n'avons pas fait qu'apporter la santé et l'éducation à notre peuple : des dizaines de milliers de travailleurs cubains ont contribué à préserver et à sauver des centaines de milliers de vies dans d'autres pays. Nous n'avons pas fait une oeuvre humanitaire rien que dans notre pays; nous savons su offrir notre coopération aux autres peuples, et je crois qu'aucun peuple de l'époque contemporaine n'a rempli autant de missions internationalistes de ce genre que le peuple cubain. Plus de dix mille médecins cubains ont rempli des missions internationalistes : combien de vies ont-il sauvées en plus de vingt ans ?

Des milliers et des milliers d'instituteurs et de professeurs cubains sont allés enseigner à des enfants ailleurs. Quel pays du monde en a fait autant ? Quel pays du monde a eu plus de croisés, plus de missionnaires pratiquant la solidarité humaine, non seulement avec leur propre peuple, mais avec d'autres ?

Quelque autre gouvernement, quelque autre Etat, quelque autre pays a-t-il plus fait pour les droits de l'homme que Cuba ? Alors, sur quelles bases, sur quels fondements peuvent reposer toutes ces campagnes calomnieuses qu'on orchestre contre notre peuple ? Oh, bien entendu, nous y sommes habitués, notre peau est blindée et toutes ces campagnes ne nous traversent pas, parce que nous avons pris la coutume de souffrir toutes ces ignominies, toutes ces misères, toutes ces calomnies, toutes ces bassesses de l'empire. Et de quoi peut vivre l'empire, sinon de la propagande ? De quoi peut-il vivre, sinon du mensonge ? Et comment peut-il justifier tous les crimes qu'il commet contre le monde, sinon par le mensonge et la calomnie, en tentant de discréditer ses opposants ?

Mais je fais confiance aux masses et aux peuples dont l'instinct est supérieur aux forces et aux pouvoirs qui s'agitent derrière cette campagne qu'on orchestre contre Cuba (4).

Tu n'as qu'à voir ce qui se passe aux Nations Unies : on sait y reconnaître le rôle de Cuba, y reconnaître ce qu'est Cuba aujourd'hui, sa politique solidaire, sa politique internationaliste, sa politique humanitaire. Pas publiquement, bien sûr, mais chaque fois qu'il y a un vote secret. Et dans ces cas, Cuba obtient la majorité des voix. Bien des pays votent pour nous si le vote est secret; quand le scrutin est public, alors c'est une autre paire de manches, parce qu'ils se trouvent coincés, parce qu'ils se doivent de ménager leurs intérêts économiques, et qu'ils redoutent de se voir en butte aux représailles et aux mesures que les Etats-Unis risquent d'adopter contre eux. Ainsi, l'élection de membres dans certaines institutions spécialisées de l'ONU est secrète, et dans ces cas, nous obtenons toujours la majorité des voix. Quand le scrutin est secret, nous sommes sauvés; quand il est public, les circonstances changent à cause des énormes pressions des Etats-Unis. Ce ne sont pas seulement les peuples qui ont beaucoup de flair pour voir, pour sentir la vérité, puisque jusqu'aux représentants des gouvernements savent reconnaître la conduite de Cuba.

En attendant, nous n'allons pas nous démoraliser pour ça ni nous décourager pour toutes ces campagnes, et nous n'allons pas changer pour autant. Nous continuerons de suivre la même politique, nous resterons égaux à nous-mêmes, car ce qui compte dans ce cas-là, Tomás, c'est notre propre conscience, et l'opinion publique de notre pays.

Beaucoup de gens ont estimé - et certains de bonne foi, je crois - qu'il aurait mieux valu que Cuba n'inflige pas les peines les plus sévères contre les ennemis de la Révolution qui exercent des activités illégales. Même si, dans le dernier cas connu, ils n'ont pas tous été fusillés, l'un d'eux en tout cas l'a été. J'aimerais bien écouter vos commentaires ?

Il faut dire tout d'abord que cette question se raccorde à une autre, à la peine de mort, à la question de savoir si l'on doit l'appliquer ou non aux délits, ou s'il faut tout simplement la supprimer de tous les codes pénaux. La peine de mort, je crois, ne plaît à personne.

Dans le cas dont tu parles, il faut aussi faire la distinction entre les honnêtes gens - et ils sont nombreux - et les personnes malhonnêtes qui ont orchestré des campagnes autour de ces problèmes. Toujours est-il que bien des gens nobles et honnêtes - dont des amis, des sympathisants de Cuba - se sont adressés à nous, non pour des motifs politiques, mais pour exprimer leurs points de vue et leur désaccord avec les mesures que nous avons prises.

Il faut d'abord dire que ces peines de mort ont été appliquées aux termes de lois en vigueur et pour des délits extrêmement graves. Car nous devons nous défendre. Et

quelles armes utilisons-nous pour cela ? Les armes de la légalité, les armes des codes, les armes des tribunaux face aux crimes. C'est comme ça que notre société se défend.

Il existe des crimes de droit commun et des crimes contre-révolutionnaires, et bien souvent ceux-ci sont même plus répugnants que ceux-là. Avec quoi allons-nous nous défendre si nous ne le faisons pas en recourant aux lois, aux codes pénaux ? Qu'allons-nous organiser : des escadrons de la mort ? Allons-nous nous mettre à faire disparaître les gens, à utiliser ce genre de moyens de défense ? Nous ne les utiliserons jamais ! Nous n'avons donc pas d'autres moyens que les lois et les tribunaux pour défendre la Révolution.

Venons-en donc à la peine de mort. Je pense que si on parvenait à un accord universel de la supprimer pour tout type de délit, nous pourrions l'accepter; mais nous ne pouvons l'accepter unilatéralement alors que nous faisons face aux Etats-Unis et que nous sommes constamment menacés, impliqués dans une lutte de survie, dans une lutte de vie ou de mort. Nous ne pouvons nous désarmer unilatéralement et renoncer à l'application de sanctions aussi sévères que celle-là dans les cas de grands crimes contre la Révolution, à plus forte raison dans la situation actuelle où l'on fait croire aux contre-révolutionnaires que la Révolution est en train de crouler, que la Révolution ne durera plus longtemps, qu'ils vont tout au plus faire quelques mois de prison et qu'il n'y a donc aucun danger.

Eh bien, moi, je te dis que dans le cas de ces types qui se sont infiltrés en provenance de Miami, armés de dynamite, avec des plans et des programmes pour commettre des actions terroristes dans des réunions publiques et dans différents sites, des actions qui auraient pu coûter la vie de dizaines de personnes, nous ne pouvions, et ce par un sens de nos responsabilités élémentaire et par un sentiment de devoir élémentaire envers notre peuple, envers nos citoyens, envers nos femmes, envers nos personnes âgées, envers nos adultes, envers nos enfants qui risquaient d'être victimes de ces actes de terrorisme planifiés par des individus qui avaient envahi notre pays, qui s'étaient infiltrés dans notre pays, et qui avaient commis un crime très grave, nous ne pouvions pas, je le répète, nous laisser entraîner par les pressions, voire par les inquiétudes de nos amis, ou par les effets négatifs des campagnes orchestrées pour nous contraindre à faire preuve de clémence. Quelle justification aurait pu avoir le Conseil d'Etat pour faire preuve de clémence envers ces individus qui avaient été condamnés par les tribunaux ?

Ils étaient trois, et les tribunaux ont analysé les faits, les ont examinés et ont été généreux : ils ont puni le principal responsable, celui qui était le plus conscient de la gravité de ce qu'ils étaient venus faire. Qui était-ce ? Un droit commun - ce n'était pas un de ceux que nous appelons des contre-révolutionnaires - qui était parti illégalement aux Etats-Unis où on l'avait recruté et entraîné pour venir faire du terrorisme ici.

Si le gouvernement avait fait preuve de clémence, qu'y aurions-nous gagné ? Encourager ce genre d'aventures, pour que nous ayons droit dans quelques mois non à une expédition, mais à dix, avec des types bernés, convaincus que la Révolution s'effondre, et qui seraient venus ici tuer des gens et gagner des galons pour recevoir

ensuite des prix et récolter les fruits de leur trahison et de leurs crimes ? Qu'allions-nous dire à notre peuple si nous exerçons la clémence ? Qu'allions-nous dire à nos compatriotes à ce sujet, et surtout que leur dirions-nous le jour où se produirait un crime de cette nature ?

Nous n'avons aucune raison morale, aucune justification pour faire preuve de clémence, à moins de nous laisser entraîner par des considérations qui n'auraient rien eu à voir avec la vie et la sécurité de notre population. Je dis que ceux qui tentent de venir faire ça dans notre pays et qui commettent ce genre de crimes contre des innocents ne doivent pas concevoir l'espoir de bénéficier de la clémence du Conseil d'Etat (5) se faire l'idée que celui-ci commettra l'erreur de se couper du peuple par simple faiblesse ou parce qu'il ne saurait pas remplir les devoirs qui lui incombent.

Les crimes du centre nautique de Tarará ont eu lieu à peine quelques jours après (6). Je ne veux pas parler de ce dernier fait, ce serait trop long, mais, en tout cas, j'ai assisté à l'agonie d'un jeune homme de vingt-trois ans pendant trente-cinq jours. On dit que le Christ est resté sur la croix quelques heures; eh bien, j'ai vu un jeune crucifié pendant trente-cinq jours tandis que les médecins livraient une bataille épique pour lui sauver la vie : il avait survécu à un quadruple assassinat commis par des criminels de droit commun, stimulés par l'idée que les Etats-Unis, comme cela arrive presque à tous les coups, les recevraient à bras ouverts après avoir commis ces crimes, les recevraient en héros.

Cela a provoqué une indignation énorme dans notre peuple, et les tribunaux ont puni les coupables qui avaient assassiné leur victimes après les avoir ligotées et qui sont même revenus leur donner le coup de grâce. Pourquoi donc devons-nous faire preuve de clémence ?

En ce qui concerne la peine de mort, le pays qui y recourt le plus au monde, ce sont les Etats-Unis. Ce qui s'y passe est tout bonnement épouvantable. Personne ne me fera croire que tous ces condamnés sont des criminels de droit commun ? Et tous ces gens qui sont poussés à la délinquance pour pouvoir vivre, parce qu'ils sont au chômage et laissés dans l'abandon total, n'y a-t-il pas là une responsabilité politique ?

Ceux qui sont passés sur la chaise électrique aux Etats-Unis, ou dans la chambre à gaz, ou qui ont reçu une piqûre mortelle, sont-ils donc tous des criminels de droit commun ? On ne fait pas de distinction là-bas entre droits communs et prisonniers politiques. Eh bien, moi je dis que beaucoup de ces délinquants nord-américains le sont devenus pour des causes qui ont directement à voir avec la politique économique et social de leur pays. Mais ce qu'il y a d'étonnant aux Etats-Unis, c'est que la peine de mort s'applique fondamentalement aux Noirs et aux émigrés, et rarement aux Blancs. On n'arrête pas d'écouter des nouvelles d'exécutions réalisées aux Etats-Unis...

Pourquoi alors voit-on se déclencher cette campagne incroyable contre Cuba, tout simplement parce qu'on n'a pas gracié des individus qui ont commis des crimes répugnants et condamnables dans tous les sens du terme ? Pourquoi devrions-nous nous désarmer et exercer la clémence vis-à-vis de ces gens-là ? Je peux t'assurer que l'attitude du Conseil d'Etat a été correcte, et qu'il agira ainsi chaque fois dans les mêmes

circonstance, parce que nous avons un sens très clair de nos devoirs et de nos responsabilités.

Le point de vue prédomine que la discrimination sexuelle existe à Cuba. Que pensez-vous de l'homosexualité, du lesbianisme et de l'amour libre ?

Eh bien, Tomás, tu veux m'en faire faire, des confessions ! Tu ne parais pas un journaliste, mais bel et bien un prêtre qui cherche à me confesser sur ce que je pense d'un tas de choses. Mais, d'accord, je ne me déroberai pas.

Je te parlais de discrimination, et je te disais que nous l'avions éliminée, mais, pour être plus précis, il faudrait dire que nous avons fait le maximum de ce que peut faire un gouvernement, un Etat, pour supprimer la discrimination sexuelle de la femme. Ou plutôt, il s'agit d'une longue lutte, qui a été couronnée de succès, qui a obtenu de grands résultats. Mais on ne peut non plus affirmer ça catégoriquement. Il y a encore du machisme dans notre peuple, bien moins que dans n'importe quel autre peuple latino-américain, je crois, mais il en reste. Cela a fait partie de la façon de penser de notre peuple pendant des siècles, et les origines en sont multiples, depuis l'influence arabe en Espagne jusqu'à d'autres influences en provenance des Espagnols eux-mêmes, parce que le machisme, nous l'avons hérité des conquistadores, comme nous en avons hérité bien d'autres mauvaises habitudes.

Cet héritage historique est plus enraciné dans certains pays que dans d'autres, mais nulle part on n'a lutté autant que dans le nôtre, et aucun, je crois, n'a remporté plus de succès tangibles et pratiques. C'est du réel, ça se voit, et ça se voit surtout dans la jeunesse. Mais on ne saurait dire que la discrimination sexuelle ait été éliminée totalement; nous ne pouvons pas baisser la garde, par conséquent, et nous devons continuer de lutter dans ce sens, parce qu'il s'agit d'un héritage historique, ancestral.

Je ne vais pas te nier que ce machisme a aussi influé à un moment donné sur l'approche qu'on a eue de l'homosexualité. Personnellement, - puisque tu me demandes mon opinion personnelle - je ne souffre pas de ce genre de phobie contre les homosexuels. L'idée ne m'en a jamais traversé, vraiment, et je n'ai jamais été partisan de politiques spéciales contre eux, je ne les ai pas promues ni soutenues (7). Cela a répondu, plutôt, à une étape donnée, et ç'a eu beaucoup à voir avec cet héritage, avec ce machisme dont j'ai parlé. Je m'efforce de donner une explication plus humaine, une explication scientifique de la question. Car cela se convertit bien souvent en une tragédie : il faut voir en effet comment pensent les parents pour qui le fait d'avoir un fils homosexuel devient une tragédie, et c'est regrettable, parce que cela en devient aussi une pour l'individu en question.

Je ne vois pas l'homosexualité comme un phénomène de dégénération. Je le vois autrement : mon approche est différente, plus rationnelle, car il s'agit de tendances naturelles dans l'être humain qu'il faut tout simplement respecter. Telle est ma philosophie face à cette question. Je crois qu'il faut plutôt avoir des égards envers une

famille qui se retrouve dans cette situation-là. Si seulement les familles avaient une autre mentalité, une autre approche quand cela survient. Et je suis fermement opposé à toute forme de répression, de mépris, de discrédit ou de discrimination des homosexuels. Voilà ce que je pense.

Un homosexuel peut-il être militant du Parti communiste ?

Il y a eu pas mal de préjugés au sujet de tout ça, c'est un fait, et je ne vais pas le nier. Mais il y avait d'autres genres de préjugés contre lesquels nous avons plutôt axé notre lutte.

Par exemple, le deux-poids-deux-mesures pour juger la conduite personnelle d'un homme et d'une femme. Cela a duré des années dans le parti, et je me suis battu et j'ai beaucoup discuté à ce sujet. Si l'homme faisait une infidélité conjugale, ce n'était pas un problème, ça n'inquiétait personne, mais il suffisait que l'infidélité vienne de la femme pour que cela fasse l'objet de discussions dans les cellules. On jugeait différemment les relations sexuelles de l'homme et de la femme. Et j'ai dû me battre très fortement, très durement, contre des tendances ancrées qui ne découlaient pas d'une doctrine préétablie à ce sujet, ou d'une éducation dans ce sens, mais de tous ces concepts machistes et de ces préjugés qui existaient dans notre société.

A propos, je n'ai pas répondu à ta question au sujet de l'amour libre. Je ne sais pas très bien ce que tu entends par amour libre, mais si tu l'interprètes comme la liberté d'aimer, alors, je n'ai absolument aucune objection à faire.

Et au sujet des croyants, Fidel ?

Dans toute cette question de la discrimination, nous avons dû nous battre contre un tas de choses.

Nous avons dû aborder la question des croyants, et il n'a pas du tout été facile de remporter la bataille dans le parti - et surtout dans l'Union des jeunes communistes - pour faire comprendre qu'il était injuste de discriminer les gens à cause de leurs croyances religieuses s'ils avaient toutes les vertus révolutionnaires et toutes les vertus patriotiques que nous exigeons pour l'entrée au parti communiste (8).

LOYAUTÉ AUX PRINCIPES

Cuba est le pays des mers absolues, des palmiers altiers et des poètes ennemis jurés des lieux communs; une terre d'ouragans et d'inconnues aux réponses prévisibles. La première fois que je l'ai visitée, en décembre 1960, elle était peuplée de slogans révolutionnaires et de luttes pour le pouvoir.

C'est très tôt qu'éclatèrent les insurmontables contradictions de la Révolution avec le président Manuel Urrutia (1), un magistrat de renom, mais incapable de dépasser son libéralisme idéologique à un moment où les conceptions traditionnelles avaient autant à voir avec la réalité cubaine que les poissons avec les sables du désert.

Un peu plus tard, un secteur du Parti socialiste populaire conduit par Aníbal Escalante - stalinien et messianique - prétendit éliminer de la scène le Mouvement du 26-Juillet et Fidel en personne (2). Un projet irrationnel.

Fidel a toujours réglé les disputes internes en recourant au soutien populaire. Il en a toujours été ainsi, depuis les différends avec le Directoire révolutionnaire du 13-Mars, une proposition parallèle au 26-Juillet, réglés par une accolade historique (3), jusqu'à la bataille engagée très tôt contre les Etats-Unis, dont les moments les plus chauds furent Playa Girón et la crise d'Octobre.

J'ai pu voir Fidel Castro de loin, déchiré par la douleur, quand disparut dans une tempête, tandis qu'il volait de Camagüey à La Havane, le plus souriant et peut-être le plus audacieux des commandants de la Sierra Maestra, Camilo Cienfuegos.

Nous avons été victimes de la fatalité, qui a écorné les attentes des mouvements de libération nationale quand le Che Guevara fut assassiné. Placé à côté de Carlos Fonseca, le chef de la Révolution sandiniste, j'ai écouté la philippique de Fidel contre le pessimisme et son oraison endeuillée pour le combattant légendaire.

Fidel s'est aussi pris lui-même au collet dans d'incroyables autocritiques, dont la plus marquante fut, je crois, au moment de l'échec de la campagne sucrière de 1970 qui ne parvint pas à atteindre les dix millions de tonnes prévues (4).

Fidel a essuyé des pertes douloureuses, vécu de graves contradictions, certes, mais il a eu aussi des compagnons très chers et des amis intimes : le Che, son frère Raúl, l'étonnante Celia Sánchez. Il a été, quand les mérites en faisaient foi, prodigue en reconnaissance et en affection. Il s'identifie avec intransigeance à des normes et à des principes donnés.

T.B.

Raúl Castro n'est pas seulement un frère qui vous est cher; il est aussi, peut-être, votre principal collaborateur. J'aimerais que vous me redissiez ce que vous pensez de Raúl.

Je crois que Raúl possède des qualités exceptionnelles. Je ne sais à quel point le fait d'être mon frère lui aura porté préjudice, car tout arbre qui a déjà poussé fait toujours un peu d'ombre aux autres. Bon, en fait, bien des hommes se sont distingués à mes côtés dans ce pays : je pense au Che, à Camilo, à Almeida, à tous ces compagnons. Mais, logiquement, la présence d'un arbre plus grand fait un peu d'ombre.

Nul ne sait à quel point Raúl aurait pu se distinguer s'il avait eu les responsabilités que j'ai eues. D'entrée, il a fait preuve de beaucoup de sérieux, de sens de ses responsabilités, de dévouement, d'engagement, de courage, comme il l'a prouvé dès l'attaque de la caserne Moncada, à laquelle il a participé bien qu'il n'ait pas pris part à ses préparatifs. Il était très jeune : si j'avais, moi, vingt-six ans, il devait avoir dans les vingt et un ou peut-être même vingt-deux ans révolus, puisque c'était en juillet.

Je l'ai envoyé avec un groupe prendre position à un endroit très important, un endroit stratégique parce qu'il permettait de dominer la caserne, à savoir le tribunal de Santiago de Cuba. Son groupe est parvenu à l'occuper, à en désarmer les soldats qui le gardaient et à récupérer des fusils. Mais, au cours des événements, car les plans n'ont pas marché comme prévu - j'ai expliqué comment s'est déroulée l'attaque dans **L'histoire m'acquittera** - une patrouille de l'armée est arrivée à pénétrer dans l'édifice quand les membres du groupe étaient en train de se retirer et elle les a capturés. Alors, Raúl a fait preuve d'une agilité mentale de tigre, il a réagi, il a arraché son pistolet au sergent qui l'avait fait prisonnier et c'est lui qui a fait prisonniers les soldats à leur tour.

Tu te rends compte : c'est lui le prisonnier, et il arrache son revolver au sergent et fait prisonnier tous les autres ! C'est comme ça qu'il échappe à une mort sûre, qui aurait été précédée de tortures atroces. En fin de compte, il ne parvient pas à échapper à toutes les poursuites et il est capturé dans un petit hameau nommé San Luis. Et c'est en tant que prisonnier qu'il commence à jouer un rôle important, à cause de son attitude durant le procès, qu'il agit d'ores et déjà comme un cadre parmi les autres prisonniers. Nous avons traversé des situations très difficiles, à la prison de Boniato, à la prison de l'île des Pins (5), et tout le reste, et Raúl s'est beaucoup distingué au fur et à mesure, du fait de toutes ses caractéristiques de sérieux, de sens des responsabilités, de sa vivacité d'esprit, de son esprit révolutionnaire.

Je dois dire que quand Raúl et moi nous avons attaqué la caserne de la Moncada, nous étions marxistes. C'est moi qui ai transmis les idées marxistes-léninistes à Raúl, qui était plus jeune que moi, et comme j'étais étudiant - lui, il était alors à Birán, il avait arrêté ses études - je l'ai stimulé pour qu'il les reprenne, et voilà pourquoi il est à l'université quand se produit l'attaque de la caserne Moncada. Raúl est donc marxiste-léniniste à ce moment-là et il se distingue durant toute cette période.

Ensuite, nous sommes partis pour le Mexique, car j'avais déjà pensé à ça. L'un des premiers qu'on y a envoyés, c'est Raúl, pour des raisons de sécurité, d'ailleurs, parce que le gouvernement commençait à inventer des histoires bidons, à vouloir nous mêler

à des actions terroristes alors que nous ne menions aucune activité violente, nous nous bornions, d'un point de vue politique, à dénoncer les crimes et des choses comme ça. Et Raúl se distingue beaucoup durant la préparation de l'expédition au Mexique, durant la traversée sur le *Granma*, à bord duquel il vient comme chef de peloton avec le grade de capitaine.

Ensuite, vous avez dû le dégrader à celui de lieutenant parce qu'à un moment où il devait faire silence, il a parlé à haute voix, ou quelque chose comme ça... Vous vous rappelez ?

Non, vraiment, je ne me rappelle pas... L'expédition comptait trois capitaine : Raúl, Almeida et Smith Comas, qui était un garçon de Cárdenas, très bon, très décidé. Evidemment, quand tu prépares un détachement, tu vois aussitôt surgir des gens très bien, et dès les groupes du *Granma* quelques-uns ont commencé à se faire remarquer dès les premiers moments.

Quand l'armée nous oblige à nous disperser (6), Raúl se retrouve avec un groupe de quatre ou cinq, mais il fait tout ce qu'il faut pour déjouer l'encerclement de l'ennemi, exactement ce que j'ai fait, moi, et les deux seuls groupes qui finissent par échapper avec leurs armes, c'est celui de Raúl, avec cinq armes, et le mien, avec deux.

J'avais mon fusil et un autre compagnon, le sien, plus un troisième qui était désarmé; mon groupe avait donc deux fusils, l'un avec trente balles, et l'autre, le mien, avec environ quatre-vingt-dix, autrement dit quasiment la quantité que j'avais emportée pour mon fusil à lunette d'approche que j'ai conservé pendant presque toute la guerre. Raúl nous rejoint donc avec un autre groupe et cinq fusils. Nous sommes parvenus à réunir sept fusils. Il y en avait d'autres, mais ailleurs, car les paysans qui avaient aidé d'autres expéditionnaires à déjouer l'encerclement leur avaient imposé comme condition - c'était des gens très croyants - de cacher les armes et de revenir les chercher ensuite, puis il les ont guidés dans la Sierra Maestra, mais sans les armes, et celles-ci se sont perdues.

Les deux seuls groupes qui parviennent à se retrouver après Alegría de Pío, ce sont donc celui de Raúl et le mien, avec un total de sept fusils. Raúl participe à tous les moments les plus difficiles de la guerre, et il se distingue, si bien qu'au premier semestre de 1958, je l'envoie ouvrir le II^e Front hors de la Sierra Maestra; j'ai envoyé Almeida en direction de Santiago de Cuba et lui à une zone plus éloignée. C'est alors qu'à la tête d'environ cinquante ou cinquante-cinq hommes, de bons soldats, bien aguerris, il entreprend la marche vers l'est tout au long de la Sierra Maestra, puis doit descendre dans la plaine pour pouvoir ouvrir le second front, et c'est le premier à le faire à ce moment-là (7).

C'est là que Raúl se distingue comme un grand organisateur ?

On lui assigne un territoire stratégique, et il y fait un travail extraordinaire. Oui, c'est un fait, il se distingue beaucoup comme organisateur. Il organise la lutte sur tout le territoire, augmente ses forces, remporte une série de succès. Il met de l'ordre dans le coin, parce qu'il y existait des groupes de bandits, des gens que Batista avait stimulés comme forces irrégulières pour occuper le terrain, des groupes paramilitaires qui se faisaient passer pour des révolutionnaires. Il met donc de l'ordre à tout ça et développe le II^e Front, qui prend de plus en plus d'ampleur, de plus en plus de force; il livre des combats très importants à la suite de la tentative de grève générale d'avril 1958 (8), et il en livre encore d'autres durant le second semestre de cette même année-là, à la veille de l'offensive finale.

Le premier commandant qui part ouvrir un front hors de la Sierra Maestra, c'est donc Raúl, qui a fait preuve de capacités notables de chef et d'organisateur, d'un grand sens de ses responsabilités, de beaucoup de fermeté révolutionnaire. Il effectue un grand travail politique au milieu des paysans, il exerce une influence très positive sur tous les cadres et sur tous les chefs, et c'est comme ça qu'il se distingue (9). La place qu'il occupe dans la Révolution n'a rien à voir avec les liens familiaux : elle est due à ses mérites. De même que Camilo, ou le Che, ou Almeida, et bien d'autres se sont distingués grâce à leurs mérites extraordinaires, et non pour des liens de parenté. L'ascension de Raúl, son rôle dans la Révolution, n'ont rien à voir avec la parenté.

Puis la Révolution triomphe. On lui confie des fonctions importantes; il me semblait qu'il possédait toutes les conditions requises pour devenir ministre des Forces armées révolutionnaires (10); à ce poste, il a effectué un travail extraordinaire de type politique et éducatif, comme formateur de cadres. Je crois qu'il y a fait un travail vraiment exceptionnel. Voilà ce que peut te dire objectivement et impartialement.

Tu as parlé d'un problème qu'il y a eu une fois... Laisse-moi te dire que les fronts disposaient d'une grande autonomie de choix, et à un moment donné, Raúl s'est indigné et beaucoup irrité de voir comment l'armée de Batista bombardait des hameaux paysans en utilisant des bombes que lui fournissait la base navale de Guantánamo, et alors, il a fait prisonnier un groupe de Nord-Américains dont je ne me rappelle plus ce qu'ils faisaient là. Je lui ai alors donné l'ordre, parce qu'il ne me semblait pas que cette action contre les Nord-Américains nous convenait, de les remettre en liberté, tout simplement (11). Je lui ai donné un ordre et il l'a exécuté sur-le-champ, quelque chose de tout à fait normal. Mais, autant que je me souviens, - et il serait très difficile, Tomás, que je ne me souviens pas de quelque chose de ce genre - nous n'avons jamais eu, vraiment, dans toute notre vie une discussion violente, ou une prise de bec, ou une situation dans laquelle j'aurais dû lui ordonner de baisser le ton ou lui imposer une sanction.

Non, non, quand je dis qu'il avait haussé le ton, ce n'était pas contre vous. Non, tout le monde devait faire silence, et il a parlé à haute voix. J'ai lu une fois une chose comme ça...

Pendant la guerre ? Peut-être, c'était normal.

Au début...

Bien qu'il ait été très discipliné, très attentif. Il se peut que quelqu'un ait commis l'erreur de parler à haute voix et que je lui aie donné l'ordre de faire silence ou quelque chose comme ça. En tout cas, nos relations ont toujours été très fraternelles, très respectueuses, en fait, et nous n'avons jamais eu, vraiment, le moindre problème. Et pourtant Raúl est quelqu'un qui a ses points de vue, ses opinions, son caractère, sa manière d'être... En tout cas, c'est assurément quelqu'un de très différent de ce Raúl que s'acharne à peindre la propagande ennemie. Quiconque finit par bien le connaître et devenir son intime se rend compte de son humanisme, de ses grandes qualités, de la noblesse de ses sentiments; il s'étonne alors de voir à quel point ce Raúl qu'on peint comme belliqueux, agressif, dur, sait être amical, affectueux et tendre envers les gens. De plus, il a été un grand formateur et un grand éducateur, parce que le ministère des Forces armées révolutionnaires a été la meilleure école de formation de cadres que nous ayons eue, avec toujours beaucoup de rigueur et d'exigence.

Je crois que les liens familiaux n'ont rien à voir avec les fonctions de Raúl, même si le sang que vous avez en commun a beaucoup à voir, en revanche, avec la sensibilité que je lui connais. C'est quelqu'un de très sensible, qui se laisse facilement émouvoir par la tendresse, par les causes nobles. J'en suis témoin.

Je l'ai toujours pensé. Dans les premières années de la Révolution où les plans contre ma vie étaient monnaie courante et où un attentat était une possibilité réelle, j'ai dit : nous devons penser à quelqu'un qui puisse exercer mes fonctions à ma place, et j'ai estimé que le cadre le mieux placé de tous pour le faire, la personne la plus respectée qui pouvait remplir ces fonctions, c'était Raúl, et je l'ai dit publiquement, parce qu'il le fallait à l'époque.

De fait, Raúl a été le second dirigeant de la Révolution durant toutes ces années-ci. Et je dis que si Raúl ne s'est pas plus distingué, c'est parce que je lui ai fait de l'ombre; en effet, pour que des gens se distinguent davantage, il faut qu'ils disposent du cadre où ils pourront démontrer toutes leurs capacités ou toutes leurs qualités.

Un être humain s'est introduit comme une espèce d'ange lumineux dans la conscience du peuple cubain : Celia Sánchez. J'aimerais que vous me parliez de cette femme exceptionnelle.

Tu l'as dit : Celia était une femme exceptionnelle. Je l'ai connue à proprement parler après le débarquement du *Granma*, quand nous vivions les moments les plus durs, des moments vraiment difficiles, car, après ce débarquement, qui s'est passé le 2

décembre 1956, nous avons essuyé, le 5 à l'aube, un gros revers à cause d'une attaque surprise de l'ennemi qui a dispersé toutes nos forces.

Nous avons commis des erreurs tactiques; j'avais choisi une très bonne position, très stratégique, mais il s'agissait d'un endroit pierreux, couvert de roches très affilées, à l'orée d'un bois; les hommes étaient extrêmement fatigués, et dans la nuit nous devions faire une très longue marche. L'erreur a été de camper, non à l'orée du bois, mais dans un boqueteau isolé juste à l'orée, où les gens se sont regroupés en attendant la tombée de la nuit - c'était dans la matinée - et quelqu'un qui nous avait guidés durant la nuit a révélé à l'armée la position que nous occupions.

L'ennemi a utilisé l'aviation pour explorer la zone à fond, et nous sommes restés sans bouger, sans faire de mouvements qui risquaient de nous faire repérer; ensuite, il a utilisé encore plus d'avions, qui volaient en rase-mottes, et c'est alors que nous étions essentiellement dans l'attente d'une attaque aérienne que les troupes se sont avancées par terre et sont parvenues à nous surprendre et à disperser notre détachement. Ça été un revers terrible.

C'est à partir de là que nos forces ont commencé à se regrouper. Et l'activité qu'avait menée Celia comme dirigeante du Mouvement du 26-Juillet dans la région de Manzanillo, de Niquero et de Pilon, a commencé à donner ses fruits, car différents paysans qu'elle avait organisés nous ont aidés à nous regrouper.

Bien, nous nous sommes donc mis à nous réorganiser un peu. Moi, j'étais resté avec deux hommes, d'autres groupes en comptaient sept ou huit... Malheureusement, beaucoup de ces groupes-là ont fait différentes actions, différents mouvements qui, à cause de leur inexpérience, les conduisaient bien souvent, à cause des caractéristiques du terrain, dans les bras de l'ennemi.

Nous, nous étions plus expérimentés, comme l'étaient aussi le groupe de Raúl, celui d'Almeida et du Che, et peut-être même avons-nous eu un peu plus de chance, et nous avons pu échapper à la terrible persécution des soldats, en nous déplaçant dans le périmètre de l'encerclement, bien souvent même pas sous le couvert des arbres, mais dans des plantations de canne à sucre, et nous avons fini par déjouer l'encerclement et par nous regrouper ensuite.

Quand nous avons pu nous réunir, nous étions à peine quelques hommes, avec peu de fusils, dans des circonstances extrêmement difficiles, mais nous avons persisté dans notre intention de mener à bien notre entreprise. J'étais conscient que le grand revers que nous avons essuyé avait été la conséquence d'une erreur tactique, mais je continuais d'avoir la même confiance et d'être convaincu que la stratégie était correcte, que le type de lutte était correct, que le terrain choisi était correct, et j'ai persisté.

Nous avons dû vivre une période extrêmement difficile, et c'est à partir de ce moment-là que Celia est devenu notre ange gardien à tous, parce que c'était elle qui nous fournissait des approvisionnements, c'était elle qui réunissait de l'argent et nous l'envoyait. Elle était notre contact avec le reste du Mouvement et elle a beaucoup aidé à ce regroupement. Nous avons fini par nous retrouver à quinze, puis nous sommes passés à trente, pour redevenir un groupe de douze. Ne vas pas croire qu'il s'est agi d'un progrès

constant, parce que nous avons dû faire face à d'autres dispersions, à d'autres moments durs, surtout durant toute cette période des premiers combats, les plus difficiles, tout au long de la première moitié de 1957.

Celia était responsable de la logistique, des contacts, des informations, de tout. Elle vivait dans la clandestinité où elle a couru d'énormes risques, faisant preuve d'un courage énorme. Oui, elle a été fondamentale dans la réorganisation de notre petite armée.

Après, elle a passé quelque temps avec nous dans la guérilla, puis elle est retournée dans la clandestinité, jusqu'à ce que, comme elle était trop poursuivie, j'ai été partisan qu'elle reste dans notre troupe; Haydée Santamaría a passé aussi un temps avec nous (12). Ainsi donc, à un moment donné, - je ne me rappelle plus la date exacte - Celia se joint à notre troupe et y reste jusqu'à la fin de la guerre (13).

Après la victoire de la Révolution, Celia a joué un rôle aussi important que celui qu'elle avait joué pendant les journées de la guerre. C'était une femme vraiment extraordinaire, bourrée de grandes qualités humaines, très préoccupée aussi de ses compagnons.

On peut dire qu'après la victoire de la Révolution, elle a été quasiment la mère de tous les combattants de la Sierra Maestra : elle s'occupait de chacun d'eux, de ses problèmes, d'une foule de choses. Il serait trop long de te détailler tout ce qu'elle a fait après la guerre; elle s'occupait d'un tas de choses ayant à voir avec le peuple. Elle a eu, parallèlement, le temps de réunir une grande quantité de matériaux d'archives historiques, et elle a su remplir avec une grande efficacité et à fond toutes les tâches qu'on pouvait lui confier.

Et puis, elle est surprise par une mort relativement prématurée, au terme d'une maladie dure, douloureuse. Je dis que l'une des personnes les plus méritantes, les plus marquantes de la Révolution, c'est Celia.

Vous parliez voilà un moment du rôle que Raúl a joué au Mexique. Puisque notre conversation touche à sa fin, j'aimerais vous interroger au sujet de votre expérience de la prison à Mexico et des personnes que ont contribué à régler cette question.

En fait, Tomás, moi on m'arrête par accident, par hasard. Nous prenions beaucoup de précautions, parce que nous savions que Batista avait peaufiné des plans pour m'enlever ou pour m'assassiner, que ses gens avaient pris des contacts avec certains individus à Mexico pour mener à bien ce projet, et comme ils avaient de l'influence dans certains secteurs, comme ils avaient de l'argent, des ressources, de tout, j'étais contraint, le sachant, de prendre des mesures de précaution, de me déplacer non avec une voiture, mais avec deux, avec des gens armés dedans; parfois, je partais à pied et je montais en voiture plus loin.

Un jour, donc, alors que nous étions, deux autres (14) et moi, à un coin de rue et armés, nous avons éveillé les soupçons d'agents de la sécurité fédérale. Nous étions partis à pied, mais une voiture devait nous prendre en chemin. Le fait est qu'à la tombée de la nuit, nous marchons dans une rue transversale, moi devant, Ramirito derrière et un autre en dernier, et que nous arrivons à un coin de rue où il y avait un édifice en construction; alors, je m'y cache, je me dissimule derrière un pilier, parce que je vois venir une voiture suspecte avec des gens dedans. Et quand je crois que j'ai à côté de moi Ramirito et que je vais dégager le pistolet-mitrailleur que je porte, je sens qu'on me met le canon d'un pistolet sur le cou : c'était un agent de la police fédérale.

Qu'avaient fait ces agents de police ? Ils étaient en train de s'occuper d'autres choses, il me semble, quand nous leur avons paru suspects, tous les trois. Qu'ont-ils fait alors ? Eh bien, ils ont utilisé une très bonne tactique, ils ont envoyé des gens à pied qui ont capturé ceux qui marchaient derrière moi et quand je vais pour me camoufler en voyant une voiture qui s'approche, parce que je me suis dit : ça risque d'être une tentative d'enlèvement, et que je me préparais à me défendre, celui qui était derrière moi, ce n'était pas Ramirito, mais l'agent de la sécurité fédérale qui me met le pistolet sur la nuque et qui m'arrête. Voilà comment nous avons été capturés par la police (15).

La sécurité, qui était alors en train d'opérer contre la contrebande, la mafia ou contre je ne sais quoi, croit au départ que nous sommes des Cubains mêlés à ce genre d'activités illégales et nous arrête pour cette raison-là, alors qu'elle tombe sur notre mouvement révolutionnaire, sur nous ! Elle a en capturé d'autres ensuite, parce qu'elle s'est rendue à diverses maisons, à divers endroits.

Elle a agi avec rapidité. Je ne me rappelle pas tous les détails de cette opération, mais la police fédérale a agi avec beaucoup de minutie et de rapidité, et à peine trouvait-elle sur quelqu'un le moindre petit bout de papier avec une adresse ou un téléphone qu'elle menait aussitôt l'enquête, suivant toutes les pistes et ne laissant rien au hasard. J'ai tellement joué de malchance qu'elle a découvert dans la poche supérieure de ma veste un téléphone qu'y avait mis Cándido González, un des compagnons qui étaient avec moi, le téléphone de la maison où nous cachions le plus d'armes.

La police a donc suivi de nombreuses pistes et elle a découvert des armes. En fait, elle a découvert autre chose que ce qu'elle cherchait : un grosse affaire politique, puisqu'il s'agissait de tout un groupe d'étrangers en train d'organiser une expédition contre un gouvernement avec lequel le Mexique avait des relations diplomatiques. Alors, quand les autorités se rendent compte que nous n'étions pas ces gens-là qu'elles croyaient, mais des révolutionnaires menant des activités bien définies, elles ont suivi toutes les pistes et ont arrêté un bon nombre d'entre nous, pas tous heureusement, mais je ne me rappelle pas combien exactement. Raúl, lui, est parvenu à échapper au coup de filet, parce qu'il avait pu prendre des mesures, mais le Che a été arrêté, et je ne sais plus combien de gens ont été arrêtés à partir de toutes les pistes qu'avait suivies la police.

La fameuse maison correspondant au téléphone découvert sur moi n'a pas été fouillée, et ça reste encore un mystère pour moi, bien que la police ait découvert tout ce qui pouvait être découvert. Personne n'a parlé, je dois le dire. La police a insinué

qu'elle allait être dure, qu'elle allait nous obliger à parler et ce genre de choses, mais elle a été vraiment respectueuse (16).

Qu'est-ce qui a influencé décisivement dans tout ça, à mon avis ? La présence de Fernando Gutiérrez Barrios, qui était le chef de la police fédérale de sécurité et qui s'est conduit en vrai gentleman. Ça été une chance pour nous d'être tombés sur un chef d'une institution de sécurité qui avait ces caractéristiques, très respectueux, un vrai gentleman. Quand il s'est rendu compte de qui nous étions, quand il s'est rendu compte en plus de la fermeté des gens qu'il avait arrêtés, de leur décence, de leurs convictions, alors, sans cesser de nous soumettre à des interrogatoires rigoureux, de mener enquête sur enquête, il nous a traités avec un respect absolu et total. Bref, la police s'est rendue compte qu'il ne s'agissait pas d'une affaire de droit commun, ou de contrebande, ni rien de tout ça, mais d'une affaire politique, et Gutiérrez Barrios nous a traités en conséquence.

Bien entendu, la sécurité a mené toutes les enquêtes jusqu'au bout, elle a capturé tout ce qu'elle pouvait capturer, elle nous a remis aux mains du ministère de l'Intérieur et des tribunaux, et nous avons fini en prison. J'ai passé un bon bout de temps dans les prisons de l'émigration, et ça m'a paru long. Il faudrait préciser avec d'autres personnes combien de semaines ça a duré (17).

Bref, nous avons perdu des armes et des ressources, et nous avons été découverts alors qu'en fait, nous avons agi dans la plus grande discrétion; mais il y avait des Cubains - pas dans notre groupe à nous - qui nouaient des contacts, et certains mêmes étaient des indicateurs de Batista et de la police secrète mexicaine, bien que ce n'ait pas été celle-ci qui nous a arrêtés, mais la direction fédérale de sécurité. Nous avons eu en tout cas la chance d'avoir été capturés par cette dernière et la chance qu'elle ait été commandée par quelqu'un comme Gutiérrez Barrios, qui nous a traités en gentleman et avec extrêmement de respect tout le temps que nous avons passé en prison.

Bref, non seulement nous avons perdu des armes, non seulement nous avons été découverts, mais il s'est créé en plus un grand scandale national et international. On a vu aussitôt tomber les accusations archiconnues de communisme et de toutes ces choses qui étaient si à la mode, à plus forte raison quand le Che, une fois prisonnier, s'est cru obligé comme par devoir de dire tout ce qu'il pensait : « Vous êtes communiste ? » « Oui, je suis communiste. » Et il a engagé des polémiques avec la sécurité, avec les juges au sujet du communisme et même de la dénonciation de Staline par Kroutchtchev. Le fait d'avoir été découverts nous a attiré une grande quantité d'inconvénients, dont l'arrestation de certains d'entre nous.

Ils ont fini par relaxer tout le monde, sauf le Che et moi... Je t'ai dit que le Che, avec cet esprit de martyr de l'époque romaine, s'avoue communiste, parce qu'il croit de son devoir de révolutionnaire d'exprimer ses idées. Et ça a vraiment compliqué la situation, parce que ça a causé un grand scandale. Le Che polémiquait avec les juges, avec les policiers et avec tout le monde quand il était interrogé. Il ne suit pas la tactique qu'il faut suivre dans des cas pareils et il complique les choses. Résultat : nous sommes restés prisonniers le Che et moi, et nous avons été les deux derniers à être relaxés (18).

Qui nous a aidés décisivement à sortir de prison ? Lázaro Cárdenas (19). Lázaro Cárdenas, que je ne connaissais pas et avec qui nous n'avions aucun contact, apprend que nous sommes en prison et, avec sa noblesse d'esprit caractéristique, avec cette grande préoccupation qu'il avait pour toutes les causes justes, pour tous les causes révolutionnaires, cherche à nous faire relaxer et finit par y parvenir.

Je suis allé lui rendre visite ensuite (20) pour le remercier. Ça, c'est l'éternel Lázaro Cárdenas, celui qui a été et sera toujours Lázaro Cárdenas. Nous ne pouvons l'oublier, non seulement à cause du grand rôle qu'il a joué dans la Révolution mexicaine et dans la vie du Mexique, mais aussi de ce qu'il a fait pour nous sans même nous connaître : il nous a prêté un service important à un moment décisif.

Nous sommes parvenus à rester au Mexique, mais surveillés. A partir de ce moment-là, une partie des expéditionnaires devait aller tous les lundis se présenter au ministère de l'Intérieur. Et c'est dans ces conditions-là, et dans des conditions encore pires, que nous sommes partis du Mexique. En effet, une semaine à peine avant la date de départ prévue et alors que tout était prêt, un individu déserte et trahit (21). Beaucoup doutaient qu'il puisse nous dénoncer et informer la police, car ils pensaient qu'il était dégoûté à cause de mesures qu'on avait dû prendre contre lui mais qu'il était incapable de trahir. J'ai fait tout mon possible pour faire revenir cet individu, parce qu'il possédait pas mal d'informations et connaissait même l'existence du yacht *Granma*, mais je n'y suis pas parvenu.

Nous pensions partir au plus vite, mais le fait est que nous avons passé la dernière semaine au Mexique soumis à un terrible filature. En effet, le type finit par trahir; Batista reçoit l'information et présente une dénonciation auprès du gouvernement mexicain, lui fournissant un certain nombre de renseignements. Le problème, c'est qu'aucun membre du groupe ne savait tout, nous agissions par cellule séparée; le seul à savoir où se trouver toutes les armes, c'était moi. Mais pour transporter et garder des armes, des balles, des munitions et tout le reste, il faut plus d'une personne, il faut une petite équipe. Et nous n'avons pas pu empêcher la police de saisir une partie des armes : ç'a été une espèce de course entre la direction fédérale de sécurité pour mettre la main sur nos armes et nous qui nous efforcions de les retirer sans grabuge de leurs caches.

Nous avons pensé aux différentes variantes de délation, pour imaginer d'où la police pourrait bien venir, et nous nous efforcions de retirer les armes des caches qui, selon nos analyses, risquaient de tomber les premières aux mains de la police. Nous sommes arrivés avant elle aux caches en danger, nous en avons retiré les armes et nous les avons dissimulées dans des valises que nous avons laissées dans des motels et des hôtels sur la route entre Mexico et Tuxpan. C'est dans ces conditions-là que nous sommes parvenus à sauver les armes clandestinement, sinon toutes, du moins une partie importante, dont les fusils à lunette d'approche.

Comme tu vois, le départ de Mexico n'a pas été de tout repos. Nous avons dû partir quand la police fédérale nous cherchait de partout. Nous sommes parvenus à transporter les armes et les hommes jusqu'au bateau dont les réparations ont d'ailleurs été conclues à peine vingt-quatre heures avant le départ. Ensuite, nous sommes partis

sur le fleuve Tuxpan à un moment où toute navigation était interdite à cause d'une tempête qui menaçait, et nous avons dû passer au petit matin devant les sentinelles navales. Dans le goulet qui conduit jusqu'à la mer, les eaux étaient très tranquilles, mais quand nous avons débouché dans le golfe, ç'a été un enfer. Pourquoi te mentir ? Je ne sais vraiment pas comment le *Granma* n'a pas coulé !

Voilà ce que je peux te raconter *grosso modo* de l'étape finale et de la façon dont s'est terminée notre prison. Après la prison, nous avons été soumis pendant plusieurs mois au contrôle de la police, nous avons fini de tout organiser, nous avons monté l'expédition et nous sommes partis, la police à nos trousses. Voilà l'histoire.

Dans le récit que vous avez fait, vous avez mentionné à plusieurs reprises un certain Ramirito. S'agit-il de Ramiro Valdés ?

C'est exact (22).

Vous lui vouez une affection particulière ?

Oui, bien entendu, et je l'apprécie énormément.

Je crois qu'il le mérite.

Je sais aussi que vous êtes très amis.

Quelle est l'attitude négative que vous rejetez le plus ? Et parmi les attitudes positives, quelle est celle que vous appréciez le plus ?

Celle que je rejette le plus, c'est la trahison, la déloyauté; celle que j'apprécie le plus, c'est la loyauté, la solidité de principes. Disons que ce que je déteste le plus, c'est la trahison des principes, et ce que j'admire le plus, la loyauté aux principes.

DE LIVRES ET DE LECTURES

La dernière fois que je suis arrivé à La Havane, accompagné de Marcela, j'appréciai de nouveau le sourire du très long front de mer, le charme de la Vieille Havane et la délicieuse nourriture de cholestérol et haricots de la Bodeguita del Medio (1).

Nous visitâmes des galeries et des musées; nous rendîmes visite au grand peintre Mendive et nous découvrîmes avec étonnement le mariage de couleurs des tableaux de Tomás Sánchez. Nous achetâmes des dizaines de livres d'auteurs cubains, nous lîmes le dictionnaire des métaphores de la nouvelle poésie et le fleuve impétueux d'une fiction quasiment inconnue dans le reste du sous-continent.

Les énormes tirages d'avant ont sensiblement diminué à cause de la pénurie de papier, qui est la conséquence, à son tour, de la pénurie de pétrole, laquelle est le fruit de la nouvelle géopolitique mondiale qui a beaucoup à voir à son tour avec le blocus économique nord-américain.

En politique culturelle, la Révolution cubaine n'a pas commis d'erreurs stratégiques. Sauf une brève période - au début des années 70 - quand certains fonctionnaires prétendirent imposer ce qu'on appelait le réalisme socialiste, il n'y a jamais eu de normes esthétiques officielles.

C'est à cela et au soutien de diverses institutions, auquel Fidel Castro en personne n'est pas étranger, qu'on doit le vaste essor de la création artistique, notamment de la littérature.

En ce sens, on a toujours gardé à l'esprit les points de vue du Che qui caractérisa, avec une vision de prophète, la problématique de l'art dans une société aussi jeune que la société socialiste où l'on manque en règle générale « des connaissances et de l'audace intellectuelle nécessaires à la prise en charge du développement d'un homme nouveau par des méthodes différentes des méthodes classiques. [...] On cherche alors à simplifier les choses : ce que tout le monde comprend, autrement dit ce que comprennent les fonctionnaires. On annule la recherche artistique authentique et on réduit le problème de la culture générale à une appropriation du présent socialiste et du passé mort (et donc pas dangereux). C'est ainsi que le réalisme socialiste naît sur les fondements de l'art du siècle dernier (2). »

T.B.

J'ai ouï dire que vous étiez un lecteur impénitent, non seulement, bien entendu, des rapports gouvernementaux, mais aussi d'oeuvres littéraires. Quel livre êtes-vous en train de lire, quel est le dernier que vous avez lu et que pensez-vous lire ensuite ?

Vois-tu, Tomás, j'ai lu autant de livres que j'ai pu dans ma vie et je souffre de ne pas disposer d'assez de temps pour cela. Je souffre en pensant aux bibliothèques, je souffre quand je révise un liste de titres et je regrette de ne pas avoir toute la vie pour lire et étudier.

J'ai lu toute sorte de littérature.

Mes premières lectures, celles qui m'ont le plus attiré, ont été des livres d'histoire : l'histoire de Cuba, l'histoire universelle et beaucoup de biographies; presque toutes les biographies fondamentales, classiques, je les ai lues. Dès l'école, en secondaire, je suis entré en contact avec la littérature, fondamentalement avec les classiques de la littérature espagnole.

La Bible, bien entendu, n'est pas absente de ces oeuvres classiques. Quiconque analyse les termes que j'emploie constatera que j'emploie des expressions bibliques, parce que j'ai passé douze ans dans des collèges religieux, comme ceux des Frères des écoles chrétiennes, où j'ai fait tout le primaire et surtout les jésuites, tout le secondaire jusqu'au bachot (3). Ce sont les jésuites qui m'ont beaucoup fait connaître la littérature espagnole, mais bien moins la littérature universelle avec laquelle je suis entré en contact plus tard et dont j'ai eu l'occasion, évidemment, de lire bien des oeuvres. En prison, aussi, entre 1953 et 1955; c'est d'ailleurs là que j'ai pu disposer de plus de temps pour lire (4).

Laisse-moi te dire que j'ai toujours eu une grande passion pour l'histoire de Cuba, pour tout ce qui se rapportait aux combattants de notre indépendance. Et tout d'abord Martí. La première chose dont je me suis profondément imbibé, ce sont ses oeuvres, ses écrits. Il doit difficilement exister quelque chose d'écrit par Martí, quelque chose de ses harangues, de ses discours, de ses oeuvres politiques, qui forment deux épais volumes, d'au moins deux mille pages ou plus (5), que je n'ai pas lu en secondaire ou à l'université. Et puis, les biographies de nos patriotes : Máximo Gómez (6), Céspedes (7), Agramonte (8) et Maceo (9), tout ce qui se rapportait à ces personnages, je me suis abreuvé à toute cette littérature ! Je peux dire que ma première formation politique, je l'ai obtenue en lisant l'histoire de Cuba, alors que j'étais encore lycéen; mais même ensuite, après avoir décroché mes diplômes, j'ai toujours beaucoup lu. J'ai toujours aimé lire et j'aime toujours lire à la passion tout ce qui se rapporte à nos guerres d'indépendance, aux personnages qui y ont pris part.

Ensuite, la littérature politique. J'ai commencé à me familiariser avec elle à l'université, surtout quand, dès la première année de droit, j'ai étudié l'économie politique, capitaliste, bien entendu, qui passait en revue tous les classiques et les principales écoles d'économie; en seconde année de droit, on étudiait la législation du travail, et c'est là que j'ai entendu parler plus à fond de Marx, d'Engels et de Lénine, des différentes écoles, et que j'ai pas mal lu tous ces auteurs.

Curieusement, dès l'époque où j'étudie l'économie politique capitaliste, je me convertis en une espèce de socialiste utopique et je me forme un jugement critique de toute cette économie, qui me paraît quelque chose de fou, d'absurde, d'anarchique, de chaotique. Voilà pourquoi les idées socialistes ont de si profondes racines en moi : j'étais arrivé à la conclusion - avant de lire Marx, Engels, Lénine, tous ces classiques - que le capitalisme était une folie et le chaos, et ce par mes propres analyses, en étudiant justement l'économie politique capitaliste. Je me convertis donc en une espèce de socialiste utopique - ce n'est plus tard que j'ai appris comment ça s'appelait - et j'entreprends d'élaborer des théories sur la façon dont l'économie devait être organisée.

Les livres d'économie politique de la fac de droit étaient volumineux et lourds, les examens, difficiles. Laisse-moi te dire que j'ai décroché d'excellentes notes dans cette matière, et pourtant le jury, car les examens étaient oraux, recalait une grosse proportion d'étudiants : en fait, j'avais beaucoup réfléchi à tout cela, même si je ne disposais pas de beaucoup de temps pour étudier les premières années, parce que j'étais plongé dans des activités politiques et aussi dans des activités sportives; j'étais un homme politique, je faisais du sport et en plus je m'efforçais d'étudier et j'y arrivais, mais je ne disposais pas de beaucoup de temps pour ça, vraiment, dans mes premières années à l'université.

Evidemment, comme j'avais commencé à mettre au point des idées et à me faire un jugement à moi sur le système économique en place, mon esprit, mon cerveau était une terre parfaitement fertile pour recevoir les idées marxistes-léninistes. Tel a été le chemin, telle a été la grande porte, dirais-je, par où je suis entré, parce que je suis un fanatique - pour appeler ça d'une certaine manière - un sympathisant passionné des idées de Marx, d'Engels et de Lénine. C'est donc à cette époque-là que je me suis mis à beaucoup lire de littérature politique.

J'ai consacré beaucoup de temps non seulement à l'histoire et à la géographie, mais aussi à la littérature politique et, bien entendu, à la littérature universelle. Je n'arrête pas de lire.

J'ai par exemple une grande collection de livres sur Bolívar, pour qui j'éprouve une admiration infinie. Je le considère comme le plus grand des grands personnages de l'histoire, l'homme des difficultés, l'homme qui a surmonté tous les obstacles, une personnalité vraiment extraordinaire.

Si j'ai une prédilection pour un personnage de l'histoire, c'est bien pour Bolívar. Comme j'ai lu beaucoup de livres, j'ai un certain droit de faire un choix parmi les personnages de l'histoire pour lesquels j'éprouve le plus de sympathie.

Quant à Martí ! Martí est un Bolívar de la pensée, et pourtant Bolívar a été un génie de la politique, un génie de la guerre, un homme d'Etat aussi, parce qu'il a eu la possibilité de diriger des Etats, contrairement à Martí. Son idée d'unir cet immense sous-continent-ci au milieu de difficultés si gigantesques n'a pas de précédent; il n'a pas seulement contribué par son action à la libération de tous ces pays-là : le simple effort de tenter de les unir est une idée fondamentale, vitale pour toute notre Amérique, pour tout notre sous-continent, pour tous les peuples d'origine ibérique - autrement dit

d'origine espagnole et portugaise - pour ce mélange de peuples qui a commencé à se former voilà cinq cents ans. Les idées et la pensée de Bolívar ont une telle transcendance !

En tout cas, quand je veux définir Martí, je dis qu'il a été un Bolívar de la pensée politique, le sommet. On me taxera sans doute de sectaire, mais je ne me rappelle personne de l'envergure intellectuelle de Martí. De plus, il a été un admirateur passionné de Bolívar, de sa grandeur et de ses projets.

J'ai lu aussi beaucoup de choses sur Hannibal, le Carthaginois, sur ses expéditions, sur ses campagnes en Italie, sur ses guerres, ses batailles; sur Alexandre le Grand, et sur Jules César, sur les grands personnages historiques ou militaires plus modernes, comme Napoléon, ses campagnes militaires et toute son histoire.

Inutile de te dire que j'ai lu une grande quantité de livres sur les révolutions. Je crois que tous les livres qu'on a écrits sur la Révolution française, je les ai lus, j'ai lu aussi énormément sur la Révolution bolchevique, j'ai lu un tas d'ouvrages sur la Révolution mexicaine, j'ai aussi beaucoup lu sur la Révolution chinoise pendant toutes ces années-ci. Et puis j'ai prêté une attention déterminée à la littérature économique, même si j'ai peut-être moins lu au sujet des questions économiques qu'au sujet des questions historiques.

En prison, j'ai fait des études systématiques; en fait, nous avons organisé une école, avec des cours de philosophie, par exemple. J'ai lu pas mal de littérature universelle. Pendant deux ans, pense un peu ! quatorze ou quinze heures à lire tous les jours, sauf le temps que je consacrais à rédiger des manifestes, des messages et des lettres que j'écrivais à l'encre sympathique, avec du jus de citron. Va savoir la quantité de choses que j'ai écrites en utilisant ce très simple procédé du jus de citron, sur une lettre tout à fait banale que j'adressais aux parents; les destinataires réchauffaient le papier au fer à repasser et le mettaient au four, et c'est comme cela que tous mes écrits sont sortis de prison avec ce procédé qui n'a jamais été découvert. Evidemment, ça demandait du temps.

Pour avoir violé la discipline de la prison, autrement dit pour avoir organisé un jour un meeting hostile contre Batista quand il visitait la prison, j'ai été condamné à l'isolement et j'ai passé des mois dans une cellule solitaire, jusqu'au jour où Raúl m'y a rejoint. Nous étions toujours isolés, mais du moins nous étions deux : les geôliers ont un peu humanisé ma situation en m'envoyant Raúl dans les derniers mois de l'emprisonnement.

Durant ce temps-là, j'ai lu pratiquement tout Dostoïevski, bien que je ne croie pas qu'il soit très salutaire de lire *Souvenirs de la maison des morts* en prison; je me rappelle avoir lu les dix tomes de *Jean-Christophe* de Romain Rolland, sans parler des *Misérables* de Victor Hugo, qui représente aussi un tas de tomes, parce que je les avais lus avant. J'ai aussi pas mal lu de *La Comédie humaine*, de Balzac.

Romain Rolland, que je t'ai mentionné, a suscité en moi tant d'intérêt que, bien qu'on m'ait quitté la lumière pendant un temps, ce qui m'avait contraint d'utiliser une lampe à huile - de l'huile de table ! - que j'avais fabriquée, après avoir obtenu des

allumettes et une mèche, je lisais jusqu'à onze heures du soir, ou minuit, à travers la moustiquaire, parce que la lampe n'était pas sous elle, mais à l'extérieur. Tu peux imaginer si j'ai pu m'abîmer les yeux à lire avec cette lumière qui devait passer en plus à travers la toile de la moustiquaire !

Ensuite, au Mexique et dans la Sierra Maestra, j'avais toujours un livre avec moi, de n'importe quel genre. Laisse-moi te dire qu'au sujet de la seconde guerre mondiale, je crois avoir lu tout ce qu'on a écrit, d'un bord comme de l'autre. Et, tout au long de ces années de Révolution, j'ai beaucoup lu, mais pas autant que je l'aurais souhaité.

A un moment donné, j'ai lu énormément sur la question de l'agriculture et l'élevage, et je suis parvenu à avoir des connaissances relativement profondes, notamment en ce qui concerne les pâturages et d'autres cultures; je dois avoir lu et étudié un bonne centaine de livres sur l'agriculture, sur les techniques agricoles et sur l'agriculture tropicale. Autrement dit, j'ai consacré aussi du temps à certaines matières. J'ai aussi lu pas mal au sujet du bâtiment et des différentes matières qui avaient à voir avec mon travail quotidien. Et, tu l'as dit, en plus des documents quotidiens.

A Cuba, on a fait un choix des deux cent cinquante ou trois cents meilleures oeuvres littéraires écrites dans le sous-continent en vue de les publier et de les vendre dans le pays. Je n'ai pas lu toutes ces oeuvres littéraires, une partie seulement. Mais je crois que c'est très important, parce qu'il nous semble que dans le cadre d'une vraie politique d'intégration, il nous faut promouvoir davantage la connaissance de l'histoire de l'Amérique latine, de la littérature latino-américaine et des réalités latino-américaines. Il me semble que c'est là un des ingrédients dans la formation d'une conscience d'intégration latino-américaine.

Tu me demandes ce que j'ai lu dernièrement. Un peu de tout. Les livres se terminent et je dois en chercher d'autres. Hier soir, je lisais un roman qui s'intitule *Le Parfum*, de Patrick Süskind, un thème peu banal, très intéressant, très agréable à lire. Il me reste encore une trentaine de pages et je ne sais toujours pas comment il finit. J'en suis au moment où le noble français tâche de protéger sa fille rousse des risques que signifient les activités que réalisent le personnage central, qui est le parfumeur Grenouille. C'est le dernier livre que j'ai eu en mains.

J'ai toujours été un grand amateur de la littérature et de certains auteurs. Les livres de Gabriel García Márquez, je les ai tous lus, à moins qu'il ne me reste encore quelque nouvelle ou une oeuvre de lui à lire; j'ai lu beaucoup de littérature latino-américaine, bien qu'il m'en reste encore beaucoup à connaître. J'ai même promu une collection des meilleures oeuvres littéraires d'Amérique latine dans les quatre-vingts dernières années, depuis les années 20. On constate d'une certaine manière une grande influence politique dans la littérature latino-américaine à partir de la révolution d'Octobre, une influence bonne et positive.

Voilà quelques jours, j'ai lu des livres concernant l'antiquité romaine, l'antiquité grecque, les peuples anciens, le peuple chinois, les Aztèques. Je relisais aussi - j'en suis aux trois quarts - un gros volume des écrits de Bernal Díaz del Castillo, pour mieux

comprendre l'héroïsme des Indiens mexicains dans leur résistance aux conquistadores espagnols.

J'en suis là, et je peux vraiment te dire que, plus je fouille dans les faits, et plus je m'émerveille de l'héroïsme dont ont fait preuve les Indiens mexicains. Par exemple, la résistance de Tenochtitlán n'a pas de parallèle dans l'histoire. Je ne me souviens d'aucun autre siège de l'antiquité qui puisse s'y comparer, et pourtant Dieu sait s'il y a eu des sièges et des batailles dans l'antiquité ! Mais une bataille livrée dans des conditions aussi difficiles que celle qu'a livrée Cuauhtémoc à la tête des Aztèques, défendant la ville de Tenochtitlán contre une civilisation technologiquement plus développée, contre des armes bien plus modernes, contre des canons, des fusils, des arbalètes, contre l'acier des Espagnols et tout le reste est une des choses les plus fabuleuses qu'on connaisse. On se sent orgueilleux de ça, je t'assure, parce qu'il me reste toujours cette douleur de la Conquête, au point que je m'étonne même qu'on n'ait pas plus parlé de ça, qu'on n'ait pas plus écrit de ça, qu'on n'ait pas tourné plus de films sur la résistance des Aztèques.

Je suis donc en train de lire trois ou quatre ouvrages à la fois, mais le dernier est celui de cet auteur dont je t'ai parlé, sur un thème de fiction. J'ai aussi en attente un livre intitulé *La solitude est un cercueil de verre*, de Bradbury, aussi de fiction.

Mes lectures, Tomás, dépendent du travail que j'ai, des activités où je suis engagé. Il y a des moments où tu veux une littérature qui te distraie, qui te fasse oublier un peu les problèmes, et tu cherches une oeuvre de fiction.

Dans ce livre de Süskind, on apprend beaucoup. Ce que j'y ai appris de parfums est incroyable, et même de la technique de la parfumerie. La littérature est très variée. J'ai des livres, dont certains sont plus complexes, et d'autres le sont moins.

Laisse-moi voir un autre que j'ai par ici. Une biographie de Soliman II *Le Magnifique*, qui étendit l'invasion ottomane jusqu'au coeur de l'Europe et qui fit trembler tous les pouvoirs de l'époque : François I^{er}, Charles-Quint et le roi d'Angleterre qui était, je crois, Henri VIII; mais ce sont surtout François I^{er} et Charles-Quint qui ont tremblé devant cette expansion. C'est là un autre phénomène que je veux étudier.

Tout récemment, j'ai lu une histoire d'Egypte, de personnalités égyptiennes. Je révise de temps à autre les philosophes grecs et je m'étonne des raisonnements qu'ils ont été capables d'élaborer dès cette époque-là. J'aime aussi relire les historiens de l'antiquité : Hérodote, Plutarque, Tite-Live, Xénophonte, Suétone... Je reviens un peu sur tout ça. Autrement dit, d'ordinaire, je n'ai pas qu'un seul livre en main pour passer ensuite à un autre et un autre, non, j'en lis parfois cinq ou six à la fois, et j'alterne, selon mon état d'âme ou selon mon degré de fatigue, de lassitude.

Et selon l'endroit, aussi, un livre à tel endroit, et un autre à un autre endroit...

Je lis d'ordinaire chez moi, et je lis fondamentalement quand j'ai fini les activités du jour et que je n'ai rien d'autre à faire. Pendant la journée, je lis des documents, et je ne les lis pas forcément tous. Chomy sait qu'il y a une guerre entre lui et moi à cause de la quantité de papiers qu'il me met sur la table tous les jours, des tas de documents, et qui s'accumulent. Ça, c'est ma première contradiction avec Chomy; ensuite je proteste quand il ne donne pas la priorité à un document important. Je lui dis : Et ça, pourquoi ne l'as-tu pas mis en premier ? Pourquoi ne m'as-tu pas dit qu'il y avait une question si importante ?

Bien, maintenant, ce n'est plus Chomy, c'est un autre compagnon, qu'il me faut instruire un peu - pour ainsi dire - au sujet de mes habitudes de lecture et de mes idées sur la quantité de documents qu'on veut me faire lire tous les jours. Et comme il est nouveau, j'ai pu noter ces jours-ci qu'il augmente la dose. En effet, ce sont des centaines de documents qui arrivent tous les jours; bien entendu, on me fait un tri avant, parce que je ne pourrais pas lire des centaines de documents tous les jours. Quiconque fait quelque chose se croit en devoir d'informer, ou alors quelqu'un qui effectue un voyage et qui rédige un rapport. Les secrétaires doivent donc faire un choix des matériaux qui arrivent tous les jours pour ne donner à lire que les plus importants. J'arrive parfois tard le soir, et je suis placé devant une alternative : me mettre à lire la liasse de documents qu'on m'a laissée, ou me plonger dans une oeuvre littéraire, dans n'importe quel livre. Bien entendu, je préfère le livre et je laisse les documents pour le lendemain matin. Et parfois ils s'accumulent.

Si vous aviez à choisir votre auteur d'oeuvres littéraires favori, qui serait-il ?

Cervantès.

Vous l'avez dit sans hésiter.

Je n'ai pas le moindre doute. A l'époque, les techniques littéraires n'existaient pas, et ce que Cervantès a écrit, par son thème, par la beauté du contenu, est tout à fait impressionnant. J'ai lu *Don Quichotte de la Manche* au moins cinq ou six fois. Il m'arrive avec lui comme avec les films de Cantinflas (10) : je peux les voir tous les deux ou trois ans et ils me semblent nouveaux; comme n'ont pas d'argument et qu'il s'agit d'un personnage tout à fait sympathique, eh bien je les revois, et sa façon de parler, la quantité de sottises qu'il dit me font rire. J'ai beau avoir vu plusieurs fois un film de Cantinflas, je le revois comme si de rien n'était trois ans plus tard. C'est comme pour les films de Chaplin. Mais ils disent quelque chose, eux, c'est la grande différence. Chaplin a été personnellement un grand acteur et ses films disent quelque chose. Ceux de Cantinflas, non : c'est toujours un mélodrame sentimental, toujours une jeune fille pauvre et malheureuse qu'il secourt, qu'il sauve, pour le bonheur de qui il fait quelque chose, ou alors une femme riche dont il tombe amoureux et qui ne peut pas lui répondre

et des choses dans ce genre, mais il dit et il fait tant de bourdes que chaque fois que je vois ces films, je ne peux m'empêcher de rire.

Avec *Don Quichotte*, c'est pareil, je le lis et le relis. Il se peut qu'il y ait des écrivains modernes qui soient supérieurs à Cervantès du point de vue de la technique de composition, ce qui leur permet de faire de très bonnes oeuvres, car ils sont dotés de ressources que Cervantès ne possédait pas, puisqu'il était, que je sache, un simple soldat qui s'est battu contre les pirates et contre les Mores, comme on appelait alors les musulmans. C'est justement à Lepante qu'il a un accident et qu'il perd une main. Mais quel talent !

La seule chose qui ne me plaît pas de *Don Quichotte*, je me permets de le dire, ce sont les contes arabes intercalés : ils sont parfois très longs et même ennuyeux. *Don Quichotte* serait meilleur si Cervantès n'intercalait pas ces contes arabes et s'il ne traitait que de son personnage, car ces contes te distraient et tu passes parfois vingt minutes à lire une très longue histoire écrite en plus en tout petits caractères et tout le reste. C'est la seule chose qui ne me plaise pas, mais son oeuvre est fabuleuse. Je n'ai pas lu que *Don Quichotte*, bien entendu, j'ai lu aussi ses *Nouvelles exemplaires*. Elles me plaisent beaucoup. Très simples et très agréables.

J'ai lu Shakespeare, mais ce n'est pas la même chose de lire en espagnol que de lire une oeuvre traduite d'une autre langue.

Et parmi les poètes, Fidel, quel est votre préféré ?

Parmi les poètes, je dois dire que Neruda me plaît beaucoup. C'est lui que j'ai le plus lu et il est de ceux qui me plaisent le plus. Mais Nicolás Guillén me plaît davantage. J'admire la poésie de Neruda, elle est très belle, c'est une source intarissable de plaisir, mais Guillén me plaît encore plus, il peut y avoir là-dedans un peu de nationalisme, de chauvinisme, je l'admets. Dans la littérature classique, j'ai quasiment appris par coeur les fameuses *Cent meilleures poésies de la langue espagnole*. J'aime les vers de Martí, de Rubén Darío, je crois qu'il y a des affinités entre eux. Ceux de Martí me plaisent beaucoup; bien qu'il n'ait pas été foncièrement un poète, c'est pourtant un poète qui me plaît, que je lis avec amour.

Mais, hélas, je ne dispose pas de beaucoup de temps pour lire autant de littérature que je souhaiterais.

Fidel, chantez-vous parfois ?

J'ai une oreille musicale épouvantable. La musique me plaît, mais je n'ai aucune facilité.

Même pas sous la douche ?

Non, sous la douche je tremble parfois de froid si l'eau est froide. Je n'ai pas cette coutume, Tomás. Malheureusement, je n'ai pas du tout l'oreille musicale. Et pourtant la musique me plaît beaucoup, surtout les chants révolutionnaires, la musique de Silvio, de Pablito, de Sara (11). Je connais davantage les Cubains. Il y en a un nouveau, qui s'appelle Enrique Corona et qui a fait une chanson très vibrante, dont la musique se retient facilement et qui dit comme ça : « Il est temps de crier Révolution, il est temps de nous prendre par la main, car il n'y aura pas de meilleure promesse que faire le devoir de se savoir chaque jour plus Cubains. »

J'aime aussi les chansons qu'ont écrites Pablito et Silvio sur le Nicaragua.

Chacun en a composé une.

Je les ai entendues toutes les deux et elles me plaisent beaucoup; ce genre de chansons me plaît beaucoup.

Le Nicaraguayen Carlos Mejías Godoy (12), aussi, et sa chanson dédiée à Carlos Fonseca, *Tayacán vainqueur de la mort*. A propos, que veut dire exactement Tayacán ?

Ça veut dire héros, homme courageux, vaillant.

J'aimais beaucoup le chanteur qu'on a assassiné au Chili, Víctor Jara (13).

J'aime la musique classique, et j'aime les marches, j'ai une prédilection spéciale pour les marches. Evidemment, tu comprendras que je ne dispose pas d'assez de temps pour satisfaire tous ces intérêts et tous ces plaisirs. En tout cas, je dois me plaindre de la nature qui ne m'a pas donné de gènes musicaux, ni l'oreille musicale ni une bonne voix pour chanter. Et puis, je n'ai pas eu le privilège de passer par une école où le peu qu'il pouvait y avoir en moi de vocation pour la musique aurait pu se développer; j'aurais énormément aimé, mais je devrais attendre la prochaine réincarnation.

La raison pour laquelle vous aimez les marches, c'est, selon les astrologues, parce que vous êtes né un 13 août, comme moi... Ils disent aussi que ceux qui sont nés sous le signe du Lion ne marchent pas, mais qu'ils défilent.

Ah bon, nous sommes nés le même jour ? Et tu as une bonne oreille ?

Bonne oreille ? Absolument pas !

Eh bien alors, Tomás, nous sommes pareils; il semble que ce soit vrai, alors, que l'astrologie a quelque chose d'exact.

Il y a une idée que je voulais terminer : j'aime aussi beaucoup, bien entendu, ce qu'écrit García Márquez, amitié mise à part; ses ouvrages me semblent fabuleux, et je crois que si je parle de littérature et de mes goûts littéraires, je ne peux pas ne pas le mentionner.

Avez-vous lu Cortazar ?

Pas beaucoup.

Ne manquez pas de le lire...

C'est d'accord, merci pour cette recommandation. Je le mettrai aussi comme livre de chevet. Quelle oeuvre me recommandes-tu ?

Toutes ses nouvelles, et, parmi les romans, Marelle, Livre de Manuel et Les Gagnants.

Il fait partie de la liste d'auteurs que nous avons sélectionnés, logiquement.

Et puis, en plus, c'était quelqu'un d'extraordinaire, un être humain exceptionnel. Nous étions très amis et je peux le dire en toute connaissance de cause.

Si vous aimez tant la littérature, je présume que vous avez des relations plus ou moins étroites avec les écrivains cubains.

Pas beaucoup. Avec quelques-uns, oui.

Pour quelle raison ?

Pour une question de travail, tout simplement, parce que la littérature n'a pas fait partie de mon domaine de travail direct. Je te l'ai dit, je me consacre toujours à mon travail, et là, je suis un esclave. Je veux dire que je ne délègue à personne les choses que je veux voir et faire, j'aime travailler personnellement. J'ai aimé ça toute ma vie : s'il s'agit d'agriculture, je tiens à être sur place pour voir tout ce qui se rapporte à cette

question-là et tout ce qui passe autour; de même dans le bâtiment, dans n'importe quelle activité dont il s'agisse, je cherche à suivre de près. M'occuper des écrivains n'a pas fait partie de mon travail direct. J'ai quelques amis que j'apprécie et que j'admire énormément, et j'ai des contacts avec eux chaque fois que je peux, mais je n'ai pas pu cultivé ça, Tomás, mon travail ne me l'a pas permis.

Ici, à Cuba, on constate une résurrection permanente de l'esthétique et de la bonne littérature, et il y existe des poètes et des écrivains qui ont une sensibilité étonnante.

Ils sont si nombreux qu'on ne peut pas les connaître tous.

Ce n'est pas hasard qu'Abel Prieto (14) est entré au Bureau politique, n'est-ce pas ?

Abel Prieto y entre non seulement comme un intellectuel capable et prestigieux, mais encore comme un grand révolutionnaire. Les deux à la fois. Et de plus c'est quelqu'un qui a de grandes qualités de dirigeant, de cadre, une personne extraordinaire. Mais on ne l'a pas fait pour élire un intellectuel : c'est un intellectuel distingué qui a mérité les fonctions de dirigeant qu'il exerce. Mieux je le connais, et plus je l'apprécie.

De plus, c'est quelqu'un de simple, de modeste. Pour moi, ce sont deux qualités très importantes chez un révolutionnaire.

LUTTER POUR UNE UTOPIE, C'EST, EN PARTIE, LA CONCRÉTISER

On vous attribue, Fidel, - vous qui avez rempli les pages de tous les journaux et de toutes les revues, qui avez été sur tous les écrans, qui avez été témoin de l'émotion que produisent vos discours sur les foules - toutes les vertus.

Certains de vos amis et compagnons m'ont raconté des anecdotes étonnantes au sujet de votre sensibilité à l'épreuve des désillusions, des échecs, des ingratitude, des jours de gloire, des projets d'assassinat et des fidélités étrangères et absolues.

La mère de Camilo Torres (1) disait un jour de vous : « C'est un homme aux larmes faciles. » On dit aussi que vous êtes la figure la plus marquante du monde contemporain. Il faut être manichéen : ou l'on vous hait ou l'on vous aime.

Ceux qui vous aiment vous considèrent irréprochable. Je crois que vous l'êtes, en effet, parce que vous ne mentez jamais, même pas quand vous êtes autoritaire et entêté. Ce sont des défauts qui vous rendent encore plus humain. Je crois en plus que vous négligez parfois quelques détails vestimentaires, mais personne ne vous le dit.

J'ai l'impression que vos compagnons, avec plus de prudence qu'il ne faudrait, n'ose pas mettre en cause certaines de vos thèses, même quand ils les considèrent erronées; pourtant, Fernando Ravelo, ambassadeur de Cuba au Nicaragua, se dit convaincu que dans les réunions du Bureau politique, on entend des opinions divergentes.

Selon Carlos Rafael Rodríguez (2), vous avez le mérite d'écouter ces opinions-là avec beaucoup d'attention et d'assimiler les critiques et les suggestions. Notre ami commun, vieux débateur de talent, affirme que vous écoutez, que vous parlez, que vous recommencez à écouter et à parler, afin de faire le tour de la question et de prendre une décision collective.

Il est courant de voir ceux qui entourent un leader l'imiter en quelque chose : la voix, les gestes, le style. Vous, personne ne vous imite, parce qu'entre vous et les autres, il y a la même distance qu'il y eut entre saint François et ses frères.

Même ceux qui vous haïssent vous respectent. Ils cherchent une tape opportune, un regard de reconnaissance, et jusqu'à des écrivains fameux. J'ai été témoin de la façon dont les petites gens, qui synthétisent la sensibilité des peuples latino-américains, reconnaissants envers Cuba, ont le visage illuminé quand vous vous approchez pour leur tendre la main.

Beaucoup parviennent jusqu'à vous, mon ami, dans l'espoir de dire une phrase pour l'histoire et c'est à peine s'ils peuvent balbutier : « Comment allez-vous, Fidel ? Ravi de vous connaître... » On vous dit les lieux communs les plus tendres et les plus insolites, et certains ne disent rien parce qu'ils veulent dire beaucoup.

Vous vous refusez à rendre votre vie privée publique. Je crois que vous faites bien. Néanmoins, ce silence a donné naissance à différentes versions, généralement fantaisistes, à propos de très belles femmes, passionnées jusqu'au délire.

Aucun autre être humain de l'histoire contemporaine, selon des affirmations apocalyptiques, n'a été capable d'être le coauteur - la guerre de Viet Nam, la libération du Nicaragua, Watergate et un très long et caetera. - des pires et des meilleurs événements des trente dernières années.

Vous avez aussi été à des endroits aussi troublés que le Bogota de 1948, quand fut assassiné Jorge Eliecer Gaitán, et vous avez participé à une incursion armée contre Trujillo, défiant les requins et les eaux tumultueuses.

Votre histoire reste encore à écrire. Inévitablement, quelqu'un tentera de raconter, de façon objective, votre vie privée, aussi jalouse que soit votre décision de protéger le seul bien que vous affirmiez posséder.

T.B.

Vous m'avez prévenu que vous ne vouliez pas briser le silence autour de certains aspects de votre vie privée, et je vais respecter votre souhait.

Tu m'as dit, Tomás, que tu allais aborder ce thème et je t'ai dit quelle était ma philosophie et mon tempérament sur ce point. En fait, la seule chose privée qui m'appartienne, c'est ma vie privée, je n'ai rien d'autre, et c'est quelque chose que je conserve comme exclusif de mon for intérieur. La vie privée, à mon avis, ne doit pas être un instrument de publicité, ni de politique, ni de rien de tout ça, comme elle l'est si couramment dans ce monde capitaliste que je déteste tant, et comme elle l'est si couramment dans ce monde politicard, pharisien et hypocrite que je rejette tant. Voilà ma manière de penser et j'ai suivi cette règle toute ma vie. C'est comme ça, chacun a sa manière de penser et d'être. Laissons l'histoire se charger de tout ça.

Je suis convaincu de respecter la propriété privée de votre intimité.

On a dit que les dirigeants politiques devaient se retirer à soixante ans. Qu'en pensez-vous ?

Si seulement on avait raison et si les dirigeants politiques pouvaient se retirer à soixante ans ! Le problème n'est pas seulement de se retirer, mais aussi de pouvoir le faire, et ce sont deux choses différentes...

Eh bien, d'accord, philosophons un peu là-dessus. Je peux assurément être d'accord avec les partisans de la théorie selon laquelle les dirigeants doivent être le plus jeune possible, je peux en convenir, quoique Platon ait affirmé dans *La République* qu'aucun homme ne devait se charger des affaires de l'Etat avant cinquante-cinq ans et qu'il devait se préparer durant tout cette période de temps à assumer des fonctions d'Etat importantes à partir de cet âge. Comme j'imagine que l'espérance de vie à l'époque de Platon devait tourner autour de cinquante ans, voire moins, je calcule que, selon son concept, quelqu'un qui voudrait assumer aujourd'hui des fonctions publiques devrait avoir plus ou moins quatre-vingts ans ! Or, je pense que quatre-vingts ans, c'est trop.

Pour faire une révolution, je recommanderais que les révolutionnaires soient des jeunes. Quand j'ai organisé l'attaque contre la caserne Moncada, j'avais vingt-six ans. Quand je suis inscrit dans l'expédition du cayé Confites pour aller libérer la République dominicaine de la tyrannie de Trujillo (3), j'avais moins : entre vingt et vingt et un ans; et quand j'ai participé au soulèvement de Bogota et que j'ai rejoint les forces qui s'étaient soulevées à la suite de l'assassinat de Gaitán (4), je crois que j'avais vingt et un ans. Bref, quand tu as vingt ans, ou vingt-cinq ou trente, tu fais des choses que tu ne peux plus faire à soixante.

A soixante ans, je n'aurais pas pu avoir débarqué du *Granma* ni avoir lancé la lutte de guérilla dans la Sierra Maestra, ni avoir fait ce que j'ai fait alors. Peut-être l'aurais-je pu une fois que nos fronts se seraient constitués, organisés et que nous aurions eu un

embryon d'armée solide. Mais quand je me rappelle ce que j'ai fait depuis 1956, quand j'avais trente ans, jusqu'à la victoire de la Révolution, où j'en avais trente-deux, il me semble que je n'aurais pas pu le faire à l'âge que j'ai. Autrement dit, pour remplir ce genre de tâches et de fonctions, je recommanderais davantage de jeunesse. Quant aux fonctions de dirigeant de l'Etat, quant aux fonctions nécessaires pour mener de l'avant une Révolution, je pense qu'il faut plus de maturité.

Nous avons pris le pouvoir avec trop peu d'expérience et, pourtant, nous en avons acquis un peu au fil des années. Je dirais que nous comptons aujourd'hui le maximum d'expérience possible dans toute une série d'aspects et de questions, et ça a une très grande valeur.

Vraiment, ce que je voudrais aujourd'hui, c'est avoir l'expérience de maintenant et la jeunesse du début de la Révolution. A des moments aussi si difficiles que ceux d'aujourd'hui et qui exigent surtout tant d'efforts, j'aimerais avoir ces années-là, car j'ai besoin de beaucoup d'énergies et je me vois contraint de consentir un effort spécial pour faire ce que je fais. Je le fais avec beaucoup de plaisir, certes, mais je crois que si je pouvais combiner les deux choses, ce serait bien mieux.

J'aimerais aussi que d'autres puissent remplir mes tâches, je te le dis en toute franchise. Je les remplis avec plaisir, non pour en tirer une satisfaction d'ordre personnel ou pour des aspirations personnelles, mais comme un devoir. J'ai conscience que mon travail est utile, et tant qu'il le sera, je devrais le consacrer à la Révolution. Je n'ai plus l'énergie de l'époque des montagnes, ou des premiers temps de la Révolution, mais j'en ai encore assez pour poursuivre la bataille, et tant que mes compagnons jugeront qu'ils ont besoin de moi, je serai à pied d'oeuvre. Je ne satisfais pas une ambition personnelle, je remplis un devoir.

D'ailleurs, la question des années est relative. Cela dépend beaucoup de la personne, de son état de santé. Certains doivent se retirer très jeunes parce qu'ils n'ont pas assez de santé pour supporter la tâche, alors que d'autres, tout en ayant soixante-dix ans, soixante-quinze et même quatre-vingts, exercent efficacement des fonctions publiques, parce qu'ils ont une santé assez bonne pour cela. Cela dépend aussi des tâches : certaines sont plus faciles, d'autres le sont moins; certaines sont plus dures, et d'autres le sont moins; certaines sont plus tranquilles, et d'autres moins. Dans le socialisme, dans une révolution, les tâches sont dures, sont difficiles, l'effort qu'on exige est grand, vraiment, et tu dois donner le meilleur de toi-même et faire un grand effort pour pouvoir les accomplir.

Je pense donc que tout ceci est relatif, que tout dépend aussi des motivations de chacun. Si je n'avais pas de motivations très fortes, je ne pourrais vraiment pas faire ce que je fais; tu ne le fais que si tu as des motivations très fortes et surtout s'il existe une nécessité très grande que tu le fasses.

Et puis, après tout, il y a eu dans le monde moderne une bonne quantité d'hommes d'Etat bien plus âgés que moi. Mon problème, ce ne sont pas tellement les années que le fait d'oublier que je n'ai plus trente ans. Voilà mon problème : ma mentalité est adaptée à l'âge de trente ans et je ne l'ai plus, j'en ai soixante-cinq. Voilà ce que je peux

te répondre sur cette question. J'estime qu'on ne peut interdire ou dénier le droit des vieux à faire de la politique, et sache que c'est la première fois de ma vie que je me traite de vieux !

Le vieux le plus jeune que j'ai connu.

Il existe une phrase très répandue qu'il vaut peut-être la peine de commenter : le pouvoir corrompt, et le pouvoir absolu corrompt absolument. Comment avez-vous fait pour y échapper ?

Je serais d'accord avec cette affirmation, en principe. Je pense que le pouvoir corrompt - appelons-le pouvoir, mais on pourrait tout aussi bien dire l'exercice de fonctions importantes, de postes importants, de responsabilités importantes, car c'est cela qu'on est accoutumé à nommer pouvoir, qui est aussi un concept très relatif - je l'ai constaté chez des hommes, et plus d'une fois. Quand je parle de corruption, j'y inclus aussi l'arrogance, l'orgueil, le manque d'humilité, l'abus de pouvoir. Certains hommes, à peine ont-ils un peu de responsabilités, commencent à changer, à se déformer - avec un peu de pouvoir, pas avec beaucoup - et le risque est d'autant plus grand que les hommes ont plus de pouvoir. C'est un fait. Je crois que cela exige, tout d'abord, d'avoir conscience de cette question et ensuite d'être toujours en état d'alerte, d'être toujours vigilant contre ce risque.

Pour ma part, comme je n'ai jamais conçu le pouvoir - ou l'autorité, comme on voudra bien l'appeler - comme quelque chose à moi, comme je n'ai jamais considéré le pouvoir comme quelque chose dont on jouit, mais comme un instrument d'une cause juste, d'une révolution, de quelque chose que tu aimes, de l'objectif que tu te proposes, dans lequel tu te sens pleinement identifié avec le peuple; comme je n'ai jamais perdu le contact avec les hommes et les femmes tout simples du peuple, comme toute ma vie, depuis que j'ai commencé, j'ai travaillé comme un artisan, parce que quand j'ai commencé à organiser le Mouvement, il s'agissait d'un travail à la base, et que je ne délégais à personne d'autre mon autorité pour recruter des membres de cellules, les combattants, et que j'ai personnellement recruté des milliers de personnes, que j'ai parlé personnellement à des milliers d'entre elles quand nous étions en train d'organiser le mouvement révolutionnaire, j'ai pu le faire parce que, autant le dire, j'ai travaillé à l'organisation du mouvement révolutionnaire dans la légalité la plus absolue.

Toute ma vie, dès avant le coup d'Etat du 10 mars 1952 (5), j'ai réalisé personnellement le travail auprès des gens, et j'ai eu tout le temps ce genre de contacts, d'abord comme étudiant, quand j'ai commencé à me faire remarquer comme dirigeant universitaire, plus tard comme dirigeant politique et ensuite, à partir du 10 mars 1952, comme organisateur du processus révolutionnaire. A tous ces moments-là, j'ai travaillé personnellement, comme un esclave. Plus tard, en organisant l'expédition du *Granma*, en entraînant le personnel. Ensuite, durant toute la guerre, je ne me suis pas séparé des hommes durant les vingt-cinq mois qu'elle a duré, j'ai vécu avec eux. Ces habitudes, je les ai maintenues tout au long des plus de trente ans de Révolution. J'ai beaucoup de

contacts avec les hommes et les femmes du peuple, je les vois, je les admire, et j'ai une conscience permanente du rôle qu'ils jouent. Mon travail n'est qu'une petite partie, une partie modeste, de la grande oeuvre que constituent toutes ces choses auxquels j'ai participé, mais où les hommes et les femmes du peuple ont joué le rôle principal.

Si tu es honnête, vraiment honnête, il n'y a pas de raison que tu te corrompes. Si tu es modeste, si tu as une idée exacte de la valeur des gens et de ce que tu vauds toi-même, il n'y a pas de raison que tu te corrompes.

Toute ma vie, je n'ai cessé de me surveiller sur ce point et j'ai été très autocritique avec moi-même. J'ai toujours examiné chaque chose que j'ai faite, si elle était correcte, si elle ne l'était pas, si je me m'étais laissé conduire par une impulsion ou non, si j'avais agi un peu par orgueil ou non, et je crois que j'ai appris à me dominer moi-même. Connais-toi toi-même, dit la maxime. On pourrait dire aussi : Domine-toi toujours toi-même !

J'ai eu la chance de vivre avec ces idées-là qui sont associées à l'autre question que tu m'as posée au sujet de l'histoire, du rôle des hommes et de leurs mérites, et je pense que ça m'a aidé à rester ce que j'étais quand j'ai fait les premiers pas sur la voie de la Révolution.

Tu citais une autre maxime : le pouvoir absolu corrompt absolument. Et je pourrais aussi y souscrire, bien que je n'aie pas vécu en fait l'expérience du pouvoir absolu, car je n'ai jamais été partisan des décisions personnelles ou, pour le dire mieux, des gouvernements personnels.

Depuis que nous avons commencé la Révolution, nous avons constitué un petit noyau de direction à deux volets : une direction de plusieurs compagnons, et un bureau exécutif de trois (6). Voilà comment nous avons organisé le Mouvement du 26-Juillet, comment nous avons recruté des gens, comme nous les avons entraînés, comment nous avons cherché des armes. Bien entendu, au début, j'étais le seul permanent : je n'avais pas d'argent, et les compagnons me soutenaient; la nourriture, la location de l'appartement, l'essence de la voiture et tout le reste, c'étaient eux qui les payaient. J'ai donc commencé à être un révolutionnaire de métier qui consacrait tout son temps à cette activité - à raison de quinze heures, seize heures, dix-sept heures par jour - et toujours, comme je te l'ai dit, dans la légalité. Voilà comment nous avons tout organisé.

Batista nous sous-estimait, il était préoccupé par d'autres leaders, par d'autres organisations politiques qui avaient des millions de pesos, qui avaient des armes, et il nous méprisait, ce qui nous a beaucoup aidés à faire tout le travail dans la légalité la plus absolue avant l'attaque de la caserne Moncada. Je n'étais pas clandestin. Et je m'en réjouissais énormément, d'ailleurs, parce que j'ai toujours eu beaucoup de mal à être clandestin, à cause de mon aspect extérieur qui me fait découvrir. J'avais beau me teindre les cheveux d'une autre couleur ou faire n'importe quoi d'autre, mes expériences comme clandestin ont toujours été un échec parce qu'on me découvrait immédiatement. Ainsi donc, j'ai pu travailler dans la légalité.

Quand, après l'attaque de la Moncada et de la prison, nous avons dû organiser l'expédition du *Granma*, je me suis rendu à l'étranger et c'est de là que nous avons organisé l'expédition. Ensuite, ç'a été le débarquement, et je n'ai plus jamais été clandestin.

Vous étiez clandestin au Mexique ?

Au Mexique, j'étais discret. J'ai travaillé avec beaucoup de discrétion, mais je n'étais pas clandestin.

Je t'expliquais, Tomás, au sujet de cette phrase sur le pouvoir absolu, que dès le début nous avons eu une direction collective, même si les compagnons me confiaient vraiment beaucoup d'attributions, s'ils me faisaient pleinement confiance et si je possédais une grande autorité. Je l'ai eue dès le début; après l'attaque de la caserne Moncada, quand nous avons réorganisé le Mouvement sous un autre nom - il s'est appelé dès lors le Mouvement du 26-Juillet (7) - nous avons constitué une direction nationale qui a fonctionné tandis que nous étions emprisonnés et j'en faisais partie, mais les membres de la direction nationale non emprisonnés agissaient avec beaucoup d'autonomie (8).

Quand nous étions au Mexique, cette direction nationale a continué d'exister et agissait à Cuba avec une grande autonomie, tandis que ceux d'entre nous qui étions au Mexique, nous agissions aussi avec pas mal d'autonomie.

Une armée a besoin d'un chef; dans toutes les guerres, il y a un commandant en chef des forces armées. Quand la nôtre a commencé, j'étais commandant et chef, d'où est né ce titre de commandant en chef qu'on me donne, parce que je n'avais pas de grade de colonel, ou de général, ou de maréchal, rien de tout ça, et en trente ans je n'ai pas pris un seul galon. Je reste commandant, et les compagnons m'appellent commandant en chef. Je crois qu'ensuite, par loi, on a transformé ce grade en un grade supérieur, mais on continue de m'appeler comme ça, et non général en chef ou maréchal, ou quelque chose de ce genre. Autrement dit, je n'ai pas accédé au grade supérieur depuis que j'ai débarqué du *Granma*; j'étais le chef des forces militaires et cette responsabilité m'incombait. Mais la direction nationale du Mouvement continuait d'exister, et notre armée s'est subordonnée au Mouvement. Ainsi donc, pendant toute la guerre, le Mouvement du 26-Juillet était doté d'une direction nationale, dont la majorité des membres étaient en ville et qui possédait une grande autonomie, de grandes facultés et qui a pris un tas de décisions.

Au triomphe de la Révolution, il y avait donc le Mouvement avec sa direction, mais il existait d'autres organisations : le Parti socialiste populaire (9), le Directoire révolutionnaire (10). Evidemment, la force du Mouvement du 26-Juillet était écrasante par rapport aux autres, mais nous n'avons pas eu une attitude sectaire, tant s'en faut. Nous les avons invitées, nous avons partagé le pouvoir avec les autres organisations révolutionnaires, et nous avons fait dès le début une direction nationale de coordination, et quand les organisations ont procédé à une fusion, nous avons créé un

Comité central (11). Bref, nous avons organisé une direction collégiale, et, durant toute la Révolution, c'est elle qui a toujours exercé des fonctions. Les questions fondamentales, les questions clefs, les questions décisives se sont toujours discutées collectivement au Comité central ou au Bureau politique; dans les questions fondamentales, dans les questions capitales, je ne prends pas de décisions seul.

Mais il est sûr qu'il existe de nombreux domaines d'action où j'ai des prérogatives, où je peux prendre des décisions, comme tout le monde ici en a la faculté, parce que dans une révolution socialiste, les gens ont beaucoup de facultés dans leur domaine d'action.

Dans une commune, la direction du parti et la direction du gouvernement en ont beaucoup, tout comme la direction d'une usine, ou encore la direction d'une province, ou d'un ministère. Le Comité exécutif (12) a des facultés déterminées, tout comme en a le Bureau politique, qui a au-dessus de lui le Comité central qui, bien entendu, ne se réunit pas tous les jours, mais généralement deux fois par an.

L'Assemblée nationale est chargée des facultés constitutionnelles maximales, mais elle ne se réunit toute l'année. Quand elle n'est pas réunie, c'est le Conseil d'Etat (13) qui doit approuver n'importe quel décret-loi, n'importe quelle décision législative importante; il a des facultés données, mais importantes, quand l'Assemblée nationale n'est pas réunie.

Ainsi donc, toute ma vie, dès le premier moment, je me suis adapté aux décisions collégiales, jamais à des décisions personnelles. Là aussi, j'ai toujours eu des idées très claires, très précises, et tout cela m'a épargné ce qu'on peut appeler toute forme de pouvoir absolu.

Une grande autorité, oui, d'accord; je ne vais pas te nier que j'en ai eu une très grande au sein de cette collectivité, de toutes ces organisations. N'empêche que nos décisions fondamentales sont analysées et discutées en profondeur, et que je ne décide pas unilatéralement. Je prête beaucoup d'attention aux avis des autres, et je peux te dire qu'à plus d'une occasion, on a fait des choses avec lesquelles je n'étais pas d'accord, même si j'ai toujours respecté et accepté l'opinion majoritaire des organismes de direction. Je pourrais te donner des exemples. Bien qu'en général, je m'efforce toujours de chercher le consensus des compagnons et il est rare qu'une décision se prenne chez nous à la majorité ou à la minorité des voix, parce qu'en général, quand il existe un large consensus, les autres respectent ce point de vue de la majorité même s'ils ne coïncident pas en partie ou totalement avec la décision adoptée. Ce genre de désaccord porte sur des problèmes tactiques, sur des décisions à prendre, pas sur une question de principe; si le désaccord concernait un jour une question de principe, alors, ce serait un problème, une espèce de crise, en quelque sorte. Mais cela ne s'est pas encore produit dans notre Révolution, et nous avons toujours cherché le consensus, qui est la façon dont nous prenons les décisions fondamentales.

Vous affirmez que le culte de la personnalité n'a pas cours à Cuba ?

Oui. Certaines choses peuvent être associées à ce pouvoir absolu dont tu parlais, comme, par exemple, le culte de la personnalité, parce que les pouvoirs absolus sont d'ordinaire accompagnés d'attributs déterminés. Mais, dans un pays comme celui-ci, il est très difficile de voir s'installer une forme donnée de pouvoir absolu, parce que du fait de son tempérament, de sa mentalité, le Cubain discute tout, analyse tout, qu'il s'agisse de base-ball, d'agriculture, de politique, de tout. Les Cubains discutent tout, ils ont leur caractère à eux, un tempérament spécial.

L'histoire de notre pays, celle d'avant la Révolution, a été pleine de politiciens vaniteux. Or, une des premières choses que nous avons faites au triomphe de la Révolution - et je te dis qu'il existait le bouillon de culture pour un énorme pouvoir personnel, mais je me suis jamais laissé tenter ni entraîné par ça, bien au contraire - une des premières lois de la Révolution, donc - et je me demande si d'autres l'ont fait ailleurs - a été d'interdire les portraits officiels.

En plus de trente ans de Révolution, il n'y a jamais eu à Cuba de portraits officiels. Les portraits de moi que les gens peuvent avoir chez eux sont tirés de revues, de publications, de pancartes de propagande venues d'un meeting national quelconque. Il se peut aussi qu'un visiteur, un ami, un étranger, un citoyen me demande un portrait, et ça arrive souvent; alors je cherche une photo et je l'envoie. Mais il n'existe pas de portrait officiel, au sens propre du terme, à Cuba, cela a été interdit dans les premiers mois de la Révolution.

Autre chose : on a interdit catégoriquement de baptiser les écoles, les institutions, les installations, du nom de personnes vivantes. C'est catégoriquement interdit : rien que des noms de personnes décédées. Enfin, on a aussi interdit formellement tout ce qui peut avoir rapport avec des statues, des bustes et tout le reste. Autrement dit, aucune rue, aucune école, ni aucun endroit ne peut porter le nom d'un révolutionnaire vivant, pas plus qu'il ne peut en exister de statues ou de bustes. Cela a été une des premières choses qu'a faites cette Révolution-ci à une date aussi précoce que 1959, quand on n'avait pas encore parlé en Union soviétique ni dans tous ces endroits-là avec tant d'insistance du culte de la personnalité. Cette expression a d'ailleurs commencé à avoir une connotation particulière bien après la victoire de la Révolution cubaine, alors que nous avions déjà adopté toutes ces mesures.

Je me suis toujours exprimé contre toute manifestation de culte, de divinisation des leaders, et c'est une tradition que nous avons vraiment consacrée.

Tiens, même les grades militaires de nos compagnons de l'Armée rebelle n'ont pas dépassé celui de commandant, et nous nous étions creusé les méninges pour ne pas franchir cette limite. Pendant je ne sais combien d'années, nous avons eu et maintenu les grades de premier lieutenant, de premier capitaine, de major, de premier commandant, parce que nous avions une armée énorme et nous n'avions pas de généraux, et les hiérarchies ne tenaient pas dans les quelques grades que nous avions, avec cette limite supérieure de commandant que nous nous étions imposée, jusqu'au jour la nécessité nous a contraints d'utiliser les grades habituels, à cause de nos relations

avec les pays socialistes et même avec de nombreux autres pays, parce que personne n'y comprenait rien à notre nomenclature à nous. Aucune autre armée n'avait en effet des grades semblables à la nôtre. Si bien qu'un jour, nous avons dû mettre de côté tout sentimentalisme et accepter les grades de colonel et de général et même sous-diviser par force la catégorie de général : général de brigade, général de division, général de corps d'armée et général d'armée. J'ai eu néanmoins le privilège de conserver mon grade original et de ne pas monter en grade; j'ai continué d'être commandant, qui est dans ce cas commandant en chef dont on a fait par loi, si j'ai bien compris, un grade. Tu vois un peu à quel point nous avons été prudents dans toutes ces questions-là et avons toujours eu une attitude modeste. Il me semble que ç'a été un facteur fondamental qui nous a permis de maintenir l'intégrité des premiers jours où nous avons débuté comme révolutionnaires.

Moi aussi, je suis commandant, et je me sens très flatté d'avoir le même grade que vous.

Comment Fidel Castro se voit-il lui-même ? Se repent-il de certains des actions qu'il a faites en sa vie ? Se considère-t-il un homme réalisé ?

J'ai commis des erreurs tactiques, et je peux m'en repentir. Je t'ai raconté que si je n'en avais pas commis une, nous n'aurions pas essuyé le revers d'Alegría de Pío, le 5 décembre 1956. Et j'aurais aimé ne pas avoir commis d'erreurs tactiques. Mais je suis tout à fait conscient de n'avoir commis aucune erreur stratégique tout au long de l'histoire de la Révolution, de n'avoir jamais violé un principe. Sur ce point, je n'ai ni remords ni repentir.

Quant à ma décision de suivre un chemin dans la vie, je ne m'en repentirai jamais et si je devais renaître un jour, je choisirais de nouveau le même chemin révolutionnaire.

Je ne peux pas me considérer comme quelqu'un de totalement satisfait de ce qu'il a fait. Je pense que je suis et que je serai quelqu'un de perpétuellement insatisfait. Mais j'ai conscience de tout ce que nous avons mené à bien, pas moi, mais tous les révolutionnaires cubains et le peuple cubain, et j'ai une haute estime pour tout ce que nous avons fait.

Comment définiriez-vous la catégorie de l'être cubain sur laquelle ont tant insisté les poètes d'ici ? Pour le dire différemment, qu'est pour vous être Cubain ?

A ces moments-ci, c'est quelque chose qui vaut pour moi plus que jamais. J'ai toujours pensé que l'humanité passait avant la patrie et je suis par-dessus tout internationaliste, sans cesser pour autant d'être patriote. Mais aujourd'hui, quand je constate que la Révolution incarne les plus hautes valeurs de la nation, les plus hautes valeurs d'un peuple noble, combatif, héroïque, et que notre patrie incarne les plus hautes valeurs de l'internationalisme, que notre patrie affronte l'empire en un geste sans

précédent et sans parallèle, quand notre patrie est devenue la première tranchée défensive de l'Amérique latine, quand notre patrie est ce que Martí avait voulu qu'elle soit à la veille de sa mort à Dos Ríos, une tranchée contre l'expansionnisme de l'empire du Nord convulsé et brutal (14), quand notre patrie symbolise tout cela, c'est pour moi, et plus que jamais, non seulement un orgueil, mais un vrai privilège d'être Cubain. Ce n'est pas la terre que je prise énormément, non, ce n'est pas ça : il ne s'agit pas de l'amour de la terre, il s'agit de l'amour du peuple auquel j'appartiens et qui vit sur cette terre.

Martí a écrit :

L'amour, ô mère, de la patrie,
N'est pas l'amour ridicule de la terre,
Ni de l'herbe que foulent nos talons;
C'est la haine invincible de celui qui l'opprime,
C'est la rancoeur éternelle pour celui qui l'attaque (15).

Mais pour moi, la patrie est par-dessus tout le peuple, et je sens une admiration énorme pour notre peuple, et chaque fois plus, parce que notre peuple est chaque fois meilleur. Parce que c'est un peuple qui a fait la Révolution, un peuple qui a été forgé à son tour par la Révolution. Ce peuple que je connais si bien, auquel je me sens si lié et aux côtés duquel je me sais si engagé, c'est un peuple que j'aime et que j'admire extraordinairement, et j'éprouve de l'orgueil à en faire partie, à être l'enfant.

Bien des êtres humains, et nous en sommes, ont rêvé de la réalisation des utopies. Croyez-vous qu'il vaille la peine de continuer de rêver d'un monde meilleur dans les conditions et les circonstances que vit aujourd'hui l'humanité ?

Nous n'avons pas d'autre choix que de rêver, que de continuer de rêver, et de rêver en plus dans l'espoir que ce monde meilleur doit devenir une réalité, et qu'il sera une réalité si nous luttons pour lui. L'homme ne peut jamais renoncer à ses rêves, l'homme ne peut jamais renoncer aux utopies. Car lutter pour une utopie, c'est en partie la concrétiser.

Martí disait aussi que les rêves d'aujourd'hui sont les réalités de demain, et nous, dans notre pays, nous avons vu se convertir en réalités bien des rêves d'hier, et se convertir en réalité une grande partie de nos utopies. Et si nous avons vu des utopies devenir des réalités, nous avons le droit de continuer de penser à des rêves qui deviendront un jour des réalités, tant au niveau national qu'à l'échelle mondiale. Si nous ne pensions pas ainsi, nous devrions renoncer à lutter, car la seule conclusion logique

serait alors de baisser les bras. Or, je crois qu'un révolutionnaire n'abandonne jamais la lutte, tout comme il ne cesse jamais de rêver.

UN GRAIN DE MAÏS

Je souhaiterais, Fidel, que vous acceptiez d'être membre du Conseil d'amis de la fondation Le Vert Sourire que nous avons créée au Nicaragua pour prendre en charge des enfants abandonnés en danger, qui demandent l'aumône, qui lavent les pare-brise des voitures, mal nourris, tristes, et des familles indigentes. Nous voulons intéresser les enfants à la lutte pour la préservation de la nature, et nous avons choisi des personnalités du monde entier pour qu'elles pénètrent avec nous dans ce territoire de la tendresse.

Je me sens très honoré, Tomás, de ton invitation à faire partie du cercle d'amis de cette noble institution que tu soutiens. Bien entendu, inutile d'attendre ma réponse : je ne pourrais en aucun cas ne pas accepter de faire partie de ce cercle, et même ne pas collaborer à cet effort dans la mesure du possible.

Frère, nous avons conclu trois journées de travail. Le moins que je puisse faire, c'est vous exprimer ma gratitude pour votre patience, pour vos expressions d'affection, et aussi vous remercier de m'avoir permis de concrétiser ce rêve de divulguer nos conversations.

C'est avec infiniment de plaisir que j'ai consacré quelques heures à cette tâche de répondre à tes questions. Je me suis efforcé de le faire du mieux possible et le plus largement possible. Si je me suis parfois étendu sur un point, je te prie de m'en excuser. Sache en tout cas que s'il y a quelqu'un avec qui j'accède avec plaisir de répondre à n'importe quelle question, eh bien, ce quelqu'un, c'est toi.

Je suis convaincu que la qualité et l'étendue de vos réponses ont été opportunes et qu'elles vont lever des malentendus.

Une partie des malentendus, seulement. Je ne pouvais aborder tous les thèmes, mais sur un certain nombre d'entre eux, j'ai pu du moins exposer mes pensées. Je t'ai d'ailleurs dit des choses que je n'ai exprimées à aucun autre moment.

J'ai beaucoup de travail, vraiment. Comme je te l'ai expliqué, je me consacre à ce que je fais, et je ne m'occupe pas que des choses stratégiques, je m'occupe aussi parfois des détails, et ces temps-ci, j'ai été très occupé. J'ai reçu beaucoup de demandes d'interviews, et je me suis arrangé d'une façon ou d'une autre pour ne pas avoir à m'engager, car si j'acceptais de répondre à toutes les interviews qu'on me demande, je devrais me

consacrer exclusivement à ça, et tu comprendras facilement que je ne peux pas. Mais je ne pouvais absolument pas me dérober à la tienne.

Je crois aussi que vos réponses vont contribuer à lever certains des rideaux gris inventés par la pornographie politique pour occulter des vérités simples, mais têtues.

Que vous le vouliez ou non, Fidel, et quelle que soit votre modestie, vous occuperez une place dans l'histoire comme un chevalier errant, dont on ne sait trop bien si les armures sont sorties de la forge de la lucidité ou de celle du courage.

Je crois, en effet, que vous êtes aujourd'hui plus soucieux de l'éclat des tomates, de piquer des deux la génétique, de réduire encore davantage le taux de mortalité infantile de Cuba déjà si étonnamment faible, que de dépasser les frontières du grain de maïs où tient toute la gloire du monde.

Je n'ai pas de doute, car je l'ai vu de mes propres yeux, que vous vous remplissez d'allégresse quand des hommes, des femmes, des personnes âgées, des enfants s'approchent de vous, même si c'est pour vous reprocher doucement d'avoir été absent de telle ou telle école, de telle ou telle usine, et eux et moi savons que vous tiendrez la promesse que vous leur avez faite de venir un jour.

Je vous ai vu tout au long de ces années - nous nous connaissons depuis plus de dix - vous intéresser pour des questions aussi quotidiennes que le résultats d'un match, la légèreté des vins, les miracles des fibres dans la santé. Je vous ai vu rire et pleurer, vous étonner de l'ingratitude,

écarter la rancoeur, vous indigner de la félonie, de l'égoïsme, de la corruption et de l'arrogance.

Je tiens donc à répéter que je ne suis pas impartial, car mes affections et mes convictions sont situées de ce côté-ci de la frontière. J'ai été pendant plusieurs heures un journaliste, mais je n'ai jamais cessé d'être un compagnon, un ami.

Je repars impressionné par l'implacable organisation de vos idées, de votre sincérité. Convaincu d'avoir parlé avec le disciple de Martí. D'avoir parlé avec un grain de maïs.

TABLE DES MATIÈRES

Présentation 1

1	L'HISTOIRE ET LA POSTÉRITÉ	5
2	LE NOUVEL ORDRE MONDIAL ET L'ASSASSINAT DE L'URSS	17
3	STALINE	28
4	DÉSIDÉOLOGISATION ET NÉO-LIBÉRALISME	40
5	LE CINQUIÈME CENTENAIRE	48
6	DÉMOCRATIE	55
7	CUBA ET LES ÉTATS-UNIS	69
8	L'AMÉRIQUE LATINE	82
9	SURVIVRE ET NOUS DÉVELOPPER	92

10	LES BIOTECHNOLOGIES	103
11	DROITS DE L'HOMME À CUBA	113
12	LOYAUTÉ AUX PRINCIPES	125
13	DE LIVRES ET DE LECTURES	137
14	LUTTER POUR UNE UTOPIE, C'EST, EN PARTIE, LA CONCRÉTISER	148
15	UN GRAIN DE MAÏS	160